

15005

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE

FILE COPY

RAPPORT ANNUEL 1995

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

## Table des matières

<b>Lettre au Conseil des Gouverneurs</b>	1
<b>Message du Vice-Président exécutif</b>	3
<b>La SFI : Contribution au développement</b>	5
<b>Rapport d'activité</b>	7
<b>Le climat de l'investissement privé</b>	17
<b>Rapports régionaux</b>	
Afrique subsaharienne	23
Asie	35
Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	47
Europe	57
Amérique latine et Caraïbes	71
<b>La SFI et l'environnement</b>	83
<b>Résultats financiers</b>	
<b>Le portefeuille</b>	93
<b>Gestion et organisation</b>	97
<b>Etats financiers</b>	101
<b>Le portefeuille d'investissements</b>	123
<b>Etat des engagements cumulés</b>	159
<b>Appendices</b>	
Gouverneurs et Suppléants	161
Administrateurs et Suppléants et nombre de voix dont ils disposent	164
Groupe consultatif bancaire	166
Groupe consultatif des affaires	167
Direction	169
Adresses	172
Glossaire et crédits	174



## Lettre au Conseil des Gouverneurs



Le 26 juillet 1995

*Le Conseil d'administration de la Société financière internationale à Washington, en janvier 1995.*

Au Conseil des Gouverneurs,

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer, conformément aux Statuts de la SFI, le rapport annuel correspondant à l'exercice qui s'est achevé le 30 juin 1995. Le Président de la SFI et du Conseil d'administration, M. James D. Wolfensohn, qui a pris ses fonctions le 1er juin dernier, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs.

Nous voudrions saisir cette occasion pour rendre hommage à M. Lewis T. Preston et lui exprimer notre reconnaissance pour le travail remarquable qu'il a accompli à la SFI et au Groupe de la Banque mondiale depuis le 1er septembre 1991 jusqu'au 4 mai dernier, date de sa disparition soudaine. Nous tenons tout particulièrement à saluer le rôle qu'il a joué dans l'établissement de partenariats avec les secteurs public et privé, et dans la transformation de la Banque mondiale en une institution plus souple et mieux armée pour relever les formidables défis qui se poseront à ses divers membres dans les années à venir.

Les Administrateurs constatent avec satisfaction qu'en 1995, la SFI a continué de développer ses activités de conseil et de financement de projets dans ses pays membres en développement, tout en maintenant une solide assise financière.

### Administrateurs

Ibrahim A. Al-Assaf	Ruth Jacoby
Faisal A. Al-Khaled	Bimal Jalan
Marc-Antoine Autheman	Abdul Karim Lodhi
Ali Bourhane	Leonard Mseka
Andrei Bugrov	Peter W.E. Nicholl
Marcos Caramuru de Paiva	Atsuo Nishihara
Huw Evans	Julio Nogues
Fritz Fischer	Jan Piercy
Jean-Daniel Gerber	Walter Rill
Leonard Good	Suwan Pasugswad
Enzo Grilli	Jorge Terrazas
Eveline Herfkens	Zhang Shengman

### Suppléants

Ibrahim M. Al-Mofleh	Helga Jonsdottir
Mohamed W. Hosny	Mushfiqur Rahman
Arnaud Chneiweiss	Kacim Brachemi
Luc-Abdi Aden	Joaquim R. Carvalho
Eugene Miagkov	Christopher Y. Legg
Armando Montenegro	Rintaro Tamaki
David Stanton	Carlos Steneri
Erika Wagenhöfer	Michael Marek
Jan Sulmicki	Philippe Peeters
Winston Cox	Khin Ohn Thant
Helena Cordeiro	Roberto Jiminez-Ortiz
Sergiy Kulyk	Zhu Guangyao

## Faits marquants de l'exercice

### Opérations

Nombre de projets approuvés	213
Total des financements, y compris les syndicats de financement	\$ 5,5 milliards
Financements directs de la SFI	2,9 milliards
Coût total des projets	\$ 19,5 milliards
Portefeuille de prêts et de participations décaissé pour le compte de la SFI, au 30 juin 1995	\$ 7,3 milliards

### Ressources et revenus

Bénéfice net	\$ 188,0 millions
Capital libéré	\$ 1,9 milliard
Bénéfices non distribués	\$ 1,7 milliard
Emprunts au cours de l'exercice	\$ 2,4 milliards

## Message du Vice-Président exécutif

L'exercice 95 a été pour la SFI une année faste, durant laquelle nous avons maintenu la dynamique d'expansion mise en place au cours des dix dernières années. Le Conseil d'administration a approuvé des investissements sous forme de prêts et de prises de participations d'un montant total de 2,9 milliards de dollars pour le financement de 213 projets dans 67 pays. L'élargissement de la gamme et de l'ampleur des activités de la SFI continue d'être attribuable à la croissance économique, tirée par le secteur privé, que connaissent la plupart de nos pays clients. La SFI investit dans un éventail toujours plus ouvert de secteurs, en accordant la priorité au développement des marchés financiers et à l'infrastructure, en particulier dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications et des transports, ainsi qu'aux actions de privatisation.

Le Conseil d'administration de la SFI a approuvé ses premiers investissements en Afrique du Sud, en Lettonie, en Lituanie et en République kirghize. La Société a, par ailleurs, accueilli quatre nouveaux membres : l'Arménie, la Géorgie, la Moldova et le Tadjikistan.

La SFI a eu l'honneur d'accueillir M. James D. Wolfensohn à la présidence du Groupe de la Banque mondiale, le 1er juin dernier. M. Wolfensohn succède à M. Lewis T. Preston, qui a remarquablement servi cette institution pendant près de quatre ans et dont nous regrettons profondément la disparition soudaine. Ce fut un privilège que de travailler en étroite collaboration avec Lew Preston, une des grandes figures du monde de la finance internationale. L'intérêt qu'il a pris au développement de la SFI et son indéfectible soutien auront été une source d'inspiration.

La diminution du revenu net de la SFI par rapport au niveau record atteint en 1994 s'explique principalement par la baisse des cours sur beaucoup de marchés boursiers émergents. Le revenu net de la SFI s'est établi à 188 millions de dollars, ce qui représente une rentabilité de 5,5 pour cent de l'actif net moyen, qui atteignait 3,6 milliards de dollars au 30 juin. L'effondrement du peso mexicain est le principal événement qui est venu bouleverser les marchés internationaux des capitaux durant l'exercice. La crise, de toute évidence, eu un effet négatif, quoique passager, sur les flux des portefeuilles privés — qui s'est fait sentir au-delà des frontières du Mexique. On est cependant en droit de rester optimiste, si l'on considère qu'en dépit de la crise, les investissements étrangers directs sont restés vigoureux et le système financier international a bien résisté au choc.

La crise du peso mexicain a mis beaucoup d'entreprises latino-américaines dans une situation particulièrement difficile. Nombre d'entre elles, y



compris des sociétés connues et fondamentalement viables, ont ainsi vu se rétrécir leur accès aux marchés internationaux des capitaux, alors même qu'elles avaient besoin de financements longs pour se restructurer et se moderniser face à la concurrence plus vive résultant de l'intégration régionale. La SFI a réagi en les aidant à financer leurs programmes de dépenses d'équipement, en syndiquant des prêts pour plusieurs entreprises et en préservant ainsi leur accès aux marchés internationaux.

Pour Apasco, S.A. de C.V., producteur mexicain de ciment, la SFI a mis au point un nouvel instrument qui permet aux investisseurs institutionnels des Etats-Unis de participer à son programme de syndication en se portant acquéreurs d'obligations échangeables. Cette nouvelle structure, qui permet à la SFI d'associer un plus grand nombre d'institutions à ses activités de mobilisation de ressources, devrait servir de modèle pour d'autres projets.

Depuis plusieurs années, la SFI est à l'avant-garde de l'identification et du financement des projets environnementaux. En 1995, la SFI a effectué un nouvel investissement dans un consortium privé argentin, Aguas Argentinas, qui exploite, améliore et développe les services d'alimentation en eau et d'assainissement de la région métropolitaine de Buenos Aires. Grâce à cette opération, pour la première fois en 15 ans, Buenos Aires n'a pas manqué d'eau pendant l'été. Dans toutes ses activités, la SFI veille à ce que les questions d'environnement et les possibilités d'investissement qu'offre le secteur soient traitées à fond.

La SFI a inauguré une autre technique de mobilisation des ressources en lançant une opération de titrisation : elle renforce ainsi son rôle de promoteur du développement, en amenant de

*De gauche à droite, Jannik Lindbaek, Vice-Président exécutif de la SFI (debout) et James D. Wolfensohn, Président du Groupe de la Banque mondiale (assis).*

nouvelles institutions à investir dans les pays en développement. Pour ce faire, elle a lancé une opération de titrisation de 400 millions de dollars d'actifs — en l'occurrence des prêts consentis pour son propre compte à des entreprises privées situées dans 11 marchés émergents; c'était la première fois qu'un ensemble de prêts au profit de sociétés localisées dans des pays en développement faisaient l'objet d'une opération de ce type et étaient vendus aux enchères sur les marchés financiers mondiaux. La SFI travaille aussi à la mise en place d'instruments spécialisés similaires dans d'autres marchés émergents, et elle continuera d'aider par ses conseils ses clients à structurer des opérations de titrisation.

En Afrique subsaharienne, la SFI a créé le Service d'appui aux entreprises africaines, qui fournit une assistance technique aux entreprises dès qu'elles ont obtenu le financement recherché. Ce service démarrera ses activités à titre expérimental au Ghana, au début de 1996. Il viendra compléter le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique, qui intervient au stade du pre-investissement, et le Fonds pour l'entreprise en Afrique, qui finance les projets, de manière à répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises aux différents stades de leur développement.

Entre autres innovations, citons le premier fonds au monde à investir exclusivement dans des activités de franchise, que la SFI a créé en Afrique du Sud pour financer de petites et moyennes entreprises. Ce fonds, qui a pour objet de combler les inégalités économiques et structurelles, mettra des capitaux à la disposition d'individus appartenant à des groupes auparavant désavantagés pour leur permettre d'acquiescer des franchises. En Asie, la SFI a fourni des fonds pour financer le premier port privé du Viet Nam, lequel contribuera de façon sensible à l'essor économique de la nouvelle zone industrielle, et à l'amélioration de la distribution de produits d'une importance capitale, comme les engrais et les produits agricoles, à l'échelon régional. Pour accélérer la croissance économique au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie centrale, la SFI a centré son attention sur les marchés financiers des pays en développement en créant des institutions financières modèles, en diversifiant ses services financiers et en introduisant des pratiques bancaires et des modalités de gestion modernes. La SFI, qui continue d'aider les pays d'Europe orientale et centrale à passer à l'économie de marché en effectuant divers investissements dans le secteur manufacturier et des actions de privatisation, a opéré le plus gros de ses investissements en Russie pour restructurer l'AO Volga, société privée de traitement du papier et de la pâte à papier.

La SFI s'attache aussi davantage à évaluer et à améliorer sa propre efficacité. Les études réalisées par le Service de l'évaluation rétrospective des opérations tiennent de plus en plus compte de cet aspect, et s'inspirent de l'expérience de la Société pour identifier les moyens de renforcer son impact sur le développement.

Dans un souci de transparence et de respon-

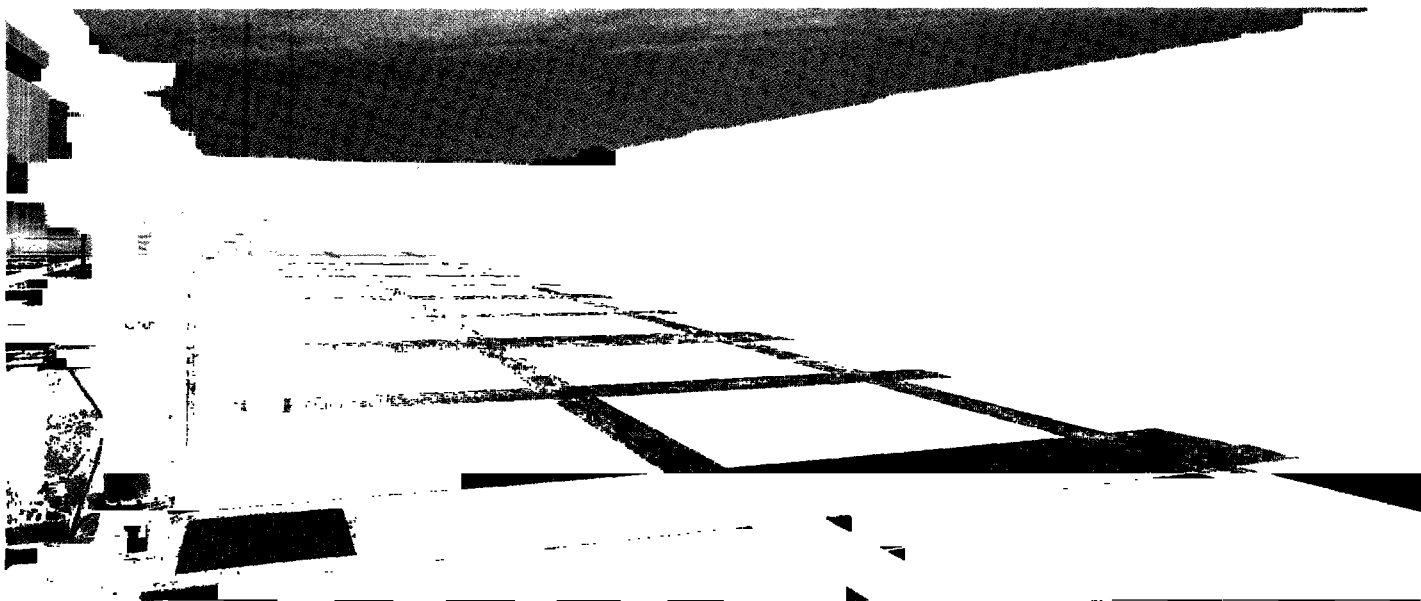
sabilisation, la SFI a institué une nouvelle politique sur la diffusion de l'information. Avant que le Conseil n'examine un projet, certains documents sont maintenant rendus publics, de même que des documents qui traitent de ses activités.

En résumé, ma première année au poste de Vice-Président exécutif de la SFI a été stimulante et enrichissante. Nos services sont de plus en plus sollicités et nous répondons à cette demande dans toute la gamme de nos activités. La SFI a su progresser et grandir durant l'exercice écoulé alors même qu'étaient appliquées des mesures visant à améliorer notre efficacité, accroître notre productivité et maîtriser les coûts administratifs. Rien de tout cela n'aurait été possible sans le dévouement et le travail acharné du personnel de la SFI, que je tiens à remercier pour son concours.



Jannik Lindbaek  
Vice-Président exécutif

## La SFI : Contribution au développement



Membre du Groupe de la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI) partage l'objectif fondamental de toutes les institutions du Groupe de la Banque, qui est d'améliorer la qualité de la vie dans les pays en développement en renforçant les économies et en développant les marchés. Elle s'efforce en particulier de promouvoir le développement économique en favorisant l'essor des entreprises privées productives et le développement de marchés financiers efficaces dans ses pays membres. Elle finance des entreprises privées et des projets dans les pays en développement, en partenariat avec des investisseurs privés, et elle conseille les gouvernements pour les aider à créer les conditions qui permettent de stimuler l'épargne et l'investissement domestiques et étrangers.

Pour remplir sa mission de développement, la SFI s'appuie sur trois principes directeurs :

- le principe de l'effet catalyseur,
- le principe commercial, et
- le principe de la contribution spéciale.

Premièrement, la Société cherche à servir de catalyseur afin d'inciter des investisseurs privés à participer à des projets, en jouant un rôle d'investisseur minoritaire pour mobiliser des ressources supplémentaires sous forme d'investissement local et étranger, de syndicats bancaires, de cessions de participations, de garanties d'émission et de placements privés.

Deuxièmement, la SFI fonctionne comme une entreprise commerciale en partenariat avec le secteur privé, prenant les mêmes risques commerciaux afin de créer des entreprises rentables. Ce

faisant, la SFI apporte une contribution durable au revenu national et à la création d'emplois.

Troisièmement, la SFI ne participe à un investissement que lorsqu'elle peut apporter une contribution spéciale qui complète le rôle des opérateurs du marché. Cette contribution spéciale peut revêtir des formes très diverses. La Société peut notamment attirer des investissements vers des pays que les investisseurs privés jugent trop risqués ou elle peut créer des transactions modèles qui sont reprises par d'autres acteurs sur le marché — par exemple, en finançant le premier projet d'infrastructure ou la première société de leasing d'un pays, ou encore en donnant des conseils sur la façon de procéder à des privatisations.

Ce qui distingue la SFI des financiers commerciaux, c'est sa mission de développement. En s'acquittant de ce mandat, la Société ajoute de la valeur aux projets de diverses manières :

- Elle soumet tous les projets à des tests de viabilité financière — les entreprises qui ne sont pas financièrement viables ne sont en effet pas durables et ne peuvent donc pas contribuer au développement.
- Elle complète ou améliore leurs caractéristiques techniques, financières et environnementales.
- Elle applique les directives strictes que la Banque mondiale a adoptées en matière d'environnement pour s'assurer que les entreprises qu'elle finance contribuent à l'objectif de développement durable.
- Elle éprouve la viabilité économique des projets d'investissement, qui doivent se révéler capables d'affronter la concurrence mondiale sans l'aide

*Grâce aux investissements opérés par la SFI dans Aguas Argentinas, Buenos Aires n'a pas manqué d'eau.*



de subventions ou de protections tarifaires.

- Elle fournit des conseils dans divers domaines : marchés des capitaux et privatisation, initiatives spéciales, telles que le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique, assistance technique par le biais notamment du Service-conseil pour l'investissement étranger, et évaluations du secteur privé, en vue d'analyser le climat dans lequel évoluent les entreprises dans le pays.

Pour s'assurer que ses activités sont conformes à son mandat de développement, la SFI procède à des auto-évaluations menées à bien par ses services opérationnels, et à des évaluations indépendantes réalisées par le Bureau de l'évaluation rétrospective des opérations (OEU). Les études de l'OEU évaluent les résultats financiers des opérations de la SFI ainsi que leur impact sur le développement, et aident la direction et les différents services de la Société dans le processus décisionnel. Récemment, à l'issue de l'examen par un consultant extérieur des évaluations de la SFI, la direction et le Conseil ont décidé que l'OEU devait prêter davantage attention à l'efficacité de l'action de la SFI du point de vue du développement. En outre, le Conseil a créé le Comité de l'efficacité du développement, qui est chargé de superviser cet aspect important des opérations.

A l'heure actuelle, la SFI est la plus importante source multilatérale de financement sous forme de prêts et de prises de participation pour les projets du secteur privé dans les pays en développement. Centrant son action sur le secteur privé, la SFI n'accepte pas la garantie des Etats et aligne les prix de ses concours financiers et de ses services sur ceux du marché.

La SFI coordonne ses activités avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et l'Agence multilatérale de garantie des investissements — mais elle est juridiquement et financièrement indépendante. Elle a des statuts, des actionnaires, une structure financière, une direction et des services qui lui sont propres. Son capital est fourni par ses 165 pays membres, qui déterminent collectivement sa politique et ses activités. Grâce au soutien actif de ses actionnaires et à la solidité de son assise financière, elle a pu lever la plupart des fonds dont elle a besoin pour ses activités de prêts au moyen de ses émissions d'obligations notées AAA sur les marchés internationaux des capitaux.

Depuis sa création, en 1956, la SFI a fourni plus de 16 milliards de dollars de financement pour 1.595 entreprises dans 114 pays en développement. Elle a également joué un important rôle de catalyseur, stimulant l'investissement privé dans les pays en développement en montrant que les investissements peuvent y être rentables.

Aujourd'hui, par exemple, les pays en développement comptent de nombreux fonds d'investissement créés par des entités privées —

domaines dans lequel la SFI a ouvert la voie. Les activités qu'elle déploie sur les marchés financiers — en créant de nouveaux instruments financiers et des fonds, en conseillant les gouvernements sur le cadre à mettre en place pour les marchés boursiers, les fonds de pensions privés, et les banques et autres institutions, et en introduisant de nouveaux produits financiers — ont fait beaucoup pour renforcer la capacité de nombreux pays à mobiliser des capitaux étrangers et l'épargne intérieure à des fins d'investissement. Adaptées au stade de développement de chaque pays, ces opérations contribuent à l'expansion du secteur financier en créant de nouvelles institutions ou en introduisant des produits financiers novateurs.

La SFI a aussi été l'une des chevilles ouvrières de l'élaboration et de l'application des programmes de privatisation dans nombre de pays engagés dans la transformation de leur économie en une économie de marché. La SFI a aidé, en qualité de conseiller, à privatiser certaines entreprises et à élaborer des modèles pour la mise aux enchères directe de petites entreprises, la mise aux enchères de grandes entreprises par émission de coupons et la privatisation de fermes d'Etat.

L'un des objectifs de la SFI est de soutenir des entreprises capables d'affronter une concurrence internationale de plus en plus vive. Pour ce faire, la Société exige que ses investissements initiaux permettent à chaque entreprise d'améliorer sa productivité; l'effet cumulé de ces gains de productivité peuvent, à leur tour, favoriser la transformation d'un secteur, d'une région, voire d'une économie tout entière. Pareille transformation peut prendre diverses formes : création d'industries en aval, transferts de technologie, innovations reprises par la concurrence ou formation des salariés. Ces divers avantages se traduisent par une augmentation durable de l'emploi et un niveau de vie plus élevé.

## Rapport d'activité

Durant l'exercice 95<sup>1</sup>, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé des investissements d'un montant total de 2,9 milliards de dollars pour le financement de 213 projets, contre 2,5 milliards de dollars pour 231 projets en 1994. Le coût total des projets approuvés s'est élevé à 19,5 milliards de dollars. La SFI a mobilisé un nombre record de 65 investissements par le biais de syndications de prêt. Pour chaque dollar investi par la Société, d'autres investisseurs et bailleurs de fonds ont fourni 5,73 dollars. La SFI a aussi développé ses services de conseil, en menant à bien des missions consultatives dans plus de 100 pays. En outre, les engagements financés par des fonds fiduciaires, d'un montant de 5,7 millions de dollars, ont permis à la SFI d'entreprendre 65 missions d'assistance technique.

### Financement des projets

Les financements approuvés pour le compte de la SFI en 1995 comprennent 2 milliards de dollars sous forme de prêts, 821,6 millions de dollars sous forme de participations en capital, ou quasi-capital, et 82,2 millions de dollars sous forme de garanties, de swaps et d'accords d'aide éventuelle. Le volume moyen des investissements est de 13,7 millions de dollars.

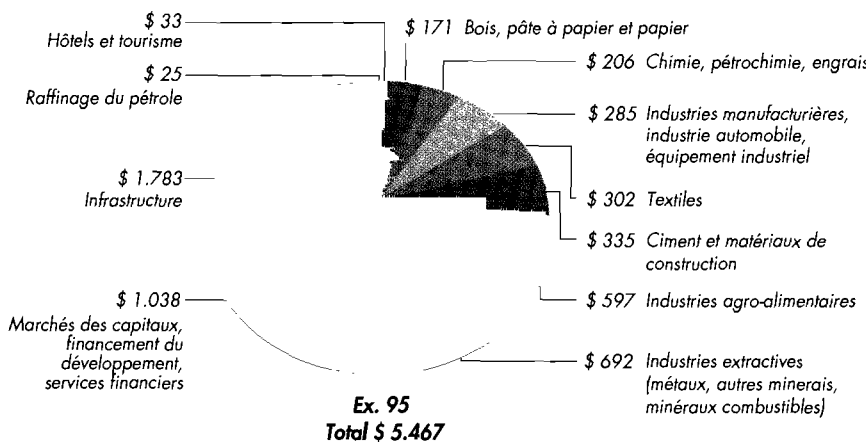
**Répartition régionale.** Les investissements approuvés par la SFI en 1995 concernent 67 pays, contre 65 en 1994. Le passage à l'économie de marché s'est accéléré, ce qui a permis à la SFI de faire avancer un de ses objectifs à long terme qui est de constituer un portefeuille régionalement équilibré et diversifié.

Sur le nombre total d'opérations approuvées, 57 projets — soit 688,7 millions de dollars de financement — sont situés dans des pays dont le revenu par habitant ne dépasse pas 695 dollars. Ils représentent 27 pour cent des projets approuvés et 24 pour cent des financements approuvés pour le compte de la SFI.

**Répartition sectorielle.** Comme pour les années précédentes, les financements approuvés intéressent un large éventail de secteurs, à commencer par les marchés des capitaux et l'infrastructure, mais aussi les industries extractives, l'agro-industrie, les produits chimiques et les entreprises manufacturières.

Les investissements de la SFI dans le secteur financier représentent 23 pour cent des financements de projets approuvés pour le compte de la Société. La SFI a continué de privilégier le renforcement des institutions financières dans les pays où elle intervient par des prêts et des prises de participation en faveur de banques commerciales et de banques d'affaires, de sociétés de leasing, de maisons d'escompte, de compagnies d'assurances et de fonds de capital-risque. En Russie, par exemple,

### Projets approuvés par secteur (millions de dollars)



les investissements effectués par la SFI dans la société d'enregistrement des titres qu'elle a contribué à créer devraient atténuer une contrainte fondamentale au développement des marchés boursiers dans ce pays (voir page 58).

Le rôle de la SFI en tant qu'actionnaire de nouvelles institutions financières et en tant qu'investisseur dans différents types de fonds est un volet important de son programme d'investissement : environ 51 pour cent des financements approuvés par la Société pour les projets intéressants les marchés des capitaux en 1995 ont pris la forme de prises de participation en capital ou quasi-capital. Le soutien apporté par la SFI à diverses catégories d'intermédiaires financiers est aussi un élément clé de la stratégie qu'elle a mise au point pour atteindre les petites et moyennes entreprises.

Les demandes de financement pour des projets d'infrastructure ont augmenté du fait que divers pays en développement, en particulier en Amérique latine et en Asie, ont poursuivi la libéralisation de secteurs tels que les télécommunications, les transports et l'électricité. Le phénomène tient à la décision prise par beaucoup de gouvernements d'élargir l'éventail des possibilités offertes aux investisseurs privés et aux difficultés rencontrées pour réunir les fonds et monter les opérations nécessaires à la réalisation de gros projets d'infrastructure. La SFI travaille aussi bien dans des pays qui n'ont encore jamais fait financer de projet d'infrastructure par le secteur privé qu'avec des pays qui, tout en ayant une certaine expérience de ce type d'opération, ont encore du mal à attirer les investisseurs. La SFI

1. Sauf indication contraire, toutes les références à 1995 s'appliquent à l'exercice se terminant le 30 juin.

## Activités et situation financière des dix derniers exercices

(millions de dollars)

Exercice	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
<b>Opérations</b>										
<b>Investissements approuvés</b>										
Nombre de projets	85	92	95	92	122	152	167	185	231	213
Total des financements	1.164	914	1.270	1.710	2.201	2.846	3.226	3.936	4.287	5.467
Financements directs de la SFI	710	790	1.039	1.292	1.505	1.540	1.773	2.133	2.463	2.877
Syndicats de financement et garanties d'émissions	454	124	231	418	695	1.306	1.452	1.803	1.824	2.590
Coût total des projets	3.588	4.343	5.010	9.698	9.490	10.683	12.000	17.422	15.839	19.352
<b>Portefeuille d'investissements</b>										
Nombre d'entreprises	377	409	454	468	495	618	703	798	868	938
Portefeuille total engagé	3.441	3.795	4.270	4.968	5.884	7.008	8.718	10.026	11.512	13.159
Détenu par la SFI pour son propre compte	2.387	2.756	3.374	4.045	4.752	5.494	6.423	7.132	7.893	9.461
Détenu par la SFI pour le compte d'acquéreurs et de participants	1.054	1.039	896	923	1.132	1.514	2.295	2.894	3.619	3.698
<b>Ressources et revenus</b>										
<b>Capitalisation</b>										
Emprunts	1.223	1.581	2.047	2.255	3.580	4.130	5.114	5.565	6.531	7.993
Capital libéré	602	722	850	948	1.072	1.145	1.251	1.423	1.658	1.875
Bénéfices non distribués	284	338	438	635	792	957	1.138	1.280	1.538	1.726
<b>Bénéfices</b>										
Revenu net	25,4	53,8	100,6	196,5	157,0	165,9	180,2	141,7	258,2	188,0

complète son appui direct aux projets par la fourniture d'une assistance technique aux gouvernements et aux promoteurs de projets. Grâce à cette double stratégie, la SFI parvient à démultiplier les ressources limitées dont elle dispose en faisant tout pour obtenir des ratios de mobilisation élevés, à mettre en évidence les projets réussis et à diffuser les enseignements tirés de son expérience.

En 1995, la SFI a approuvé pour son compte des financements d'un montant global de 733,9 millions de dollars au titre de projets d'infrastructure, financements qui sont venus s'ajouter aux 1.049 millions de dollars sous forme de prêts à syndiquer avec des banques commerciales internationales. Ces projets représentent 25,5 pour cent des financements approuvés en 1995. La Société élargit progressivement la couverture géographique de ses investissements dans ce secteur d'activité, pour englober l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

L'appui fourni par la SFI aux projets d'infrastructure tend à varier selon les pays et les secteurs d'activité. La Société privilégie surtout le secteur de l'électricité et les télécommunications, encore que le nombre de ses projets dans les secteurs des transports et autres services d'utilité publique, y compris les routes, les ports et l'approvisionnement en eau, ait augmenté.

Le portefeuille d'investissements et les approbations concernant de nouvelles entreprises continuent de couvrir une vaste gamme d'industries. En 1995, beaucoup de branches d'activité dans lesquelles la SFI investit — mines, agro-entreprises, pétrochimie, papier et pâte à papier, et acier — ont connu une embellie avec l'augmentation de la demande, des prix et de l'utilisation des capacités. Le secteur des services est un domaine d'intervention relativement nouveau pour la SFI dans les pays en développement. Ceux-ci sollicitent de plus en plus le concours de la Société à mesure que les circuits de distribution de détail et de gros à

grande échelle du type de ceux qui sont utilisés par les pays développés se multiplient (voir page 18).

### Mobilisation des ressources

La SFI continue de mobiliser efficacement des capitaux pour les projets du secteur privé dans les pays en développement : pour chaque dollar de financement qu'elle a approuvé pour son propre compte en 1995, d'autres investisseurs et bailleurs de fonds apporteront 5,73 dollars. Une partie de ce financement prendra la forme de cofinancements par le biais de syndications de prêts. La SFI s'est aussi occupée à structurer et monter des opérations qui ont permis de mobiliser 306 millions de dollars en lançant des instruments de mise en commun de capitaux d'investissement pour les marchés naissants. Les placements privés de titres émis par les sociétés clientes que la SFI a effectués durant l'exercice se sont montés à 389,2 millions de dollars.

**Syndications.** La syndication est le principal moyen utilisé par la SFI pour mobiliser des ressources auprès de tierces parties pour des projets dans les pays en développement. La Société partage les risques commerciaux des projets avec ses partenaires financiers et assume à leur égard la fonction tutélaire de prêteur officiel. Elle peut, de ce fait, recueillir des financements au profit de beaucoup d'emprunteurs qui ne pourraient autrement obtenir pour leurs projets des ressources longues à des conditions raisonnables auprès des marchés financiers internationaux.

Le volume total des syndications de prêts approuvées en 1995 a atteint un record de 2,6 milliards de dollars, contre 1,8 milliard de dollars l'année dernière. Pour la cinquième année consécutive, les syndications de la SFI ont dépassé les investissements sous forme de prêts pour son compte, en partie parce qu'elle a pu obtenir des financements pour d'importants projets d'infrastructure, gros consommateurs de capitaux, en Asie et en Amérique latine.

Depuis la dévaluation du peso mexicain en décembre 1994, les entreprises privées des marchés émergents ont plus de mal à lever des fonds sur les marchés internationaux. Les banques commerciales ont toutefois continué à soutenir les financements bien structurés sur les marchés émergents en participant à des prêts syndiqués de la SFI. Pour faciliter ces opérations, les banques centrales de nombreux pays exportateurs de capitaux exemptent les participations aux prêts de la SFI de la constitution de provisions pour les risques-pays.

Depuis plus d'une dizaine d'années, les principaux partenaires financiers de la SFI sont les grandes banques européennes — et principalement les banques allemandes, françaises, néerlandaises et suisses. Ces institutions demeurent évidemment des partenaires extrêmement appréciés, mais la Société continue d'élargir la base des banques participantes pour faire face à l'augmentation de la demande. C'est ainsi que le nombre de ses partenaires est passé à 189 en 1995. La part des banques

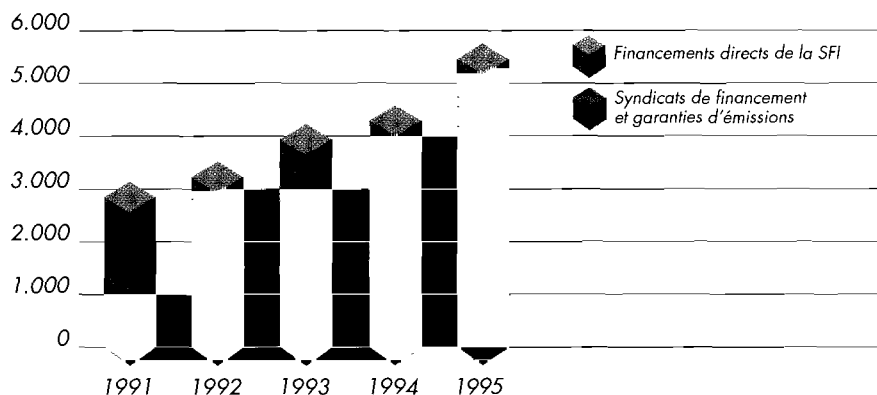
asiatiques dans les syndications de la SFI est passée à 29 pour cent et celle des banques américaines à 12 pour cent, les banques européennes maintenant une présence substantielle avec 51 pour cent. Dans le cadre de son programme de syndications, la SFI travaille aussi de plus en plus avec des institutions financières non bancaires, telles que les grandes compagnies d'assurances, les sociétés de leasing et les sociétés financières spécialisées, en particulier pour les projets d'infrastructure qui nécessitent un volume important de capitaux à long terme.

Sur les 2,6 milliards de prêts syndiqués approuvés en 1995, la part des emprunteurs d'Amérique latine était de 49 pour cent. Venaient

### Financements approuvés

#### Ex. 91-95

(millions de dollars)



ensuite l'Asie avec 29 pour cent, l'Europe avec 9 pour cent, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord avec 9 pour cent et, enfin, l'Afrique subsaharienne avec 4 pour cent.

En 30 ans de syndications de prêts, la SFI a placé des participations de plus de 8,5 milliards de dollars auprès de quelque 324 institutions financières (y compris leurs filiales), au profit de 433 entreprises de plus de 71 pays en développement. Elle gère actuellement un portefeuille de prêts de plus de 4,9 milliards de dollars pour le compte de ses participants.

**Nouveaux produits des marchés financiers.** La SFI a continué à innover en élaborant des produits financiers adaptés à l'évolution récente des marchés afin de lever des fonds pour ses clients. En 1995, elle a signé sa première syndication d'un fonds pour un programme de papier commercial structuré, avec une émission de 150 millions de dollars sur le marché des Etats-Unis pour une société financière thaïlandaise, Finance One. Ce fonds fournira à Finance One des ressources pour financer des prêts secondaires à des entreprises moyennes thaïlandaises. Cet engagement entre dans le cadre d'un programme plus vaste mis en place par la SFI pour développer des programmes de papier commercial structuré qui permettront aux entreprises des pays

## Accords de syndications de prêts signés au cours de l'exercice 95

Les institutions suivantes se trouvaient parmi les participants :

ABN AMRO Bank N. V.	Fuji Bank, Limited, The
Abu Dhabi International Bank Inc.	General Electric Capital Corporation
American Express Bank Ltd.	Generale Bank
Arab American Bank	Gulf International Bank B.S.C.
Arab Bank Plc	Hongkong & Shanghai Banking Corporation Limited, The
Asian Finance and Investment Corporation (AFIC)	Internationale Nederlanden Bank N.V.
Banca Nazionale dell'Agricoltura SpA	Kansallis-Osake-Pankki
Banco Central Hispano	Kredietbank N.V.
Banco Exterior de España SA	Lloyds Bank Plc
Bank Austria AG	Long-Term Credit Bank of Japan, Ltd., The
Bank of Nova Scotia, The	Mediocredito Centrale SpA
Bank of Tokyo, Ltd., The	MeesPierson N.V.
Banque Bruxelles Lambert SA	MHB Mitteleuropäische Handelsbank AG Deutsche Polnische Bank
Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat du Luxembourg	Mitsubishi Bank, Ltd., The
Banque Française du Commerce Extérieur	Mitsubishi Trust & Banking Corporation, The
Banque Indosuez	Morgan Guaranty Trust Company of New York
Banque Nationale de Paris S.A.	National Bank of Bahrain B.S.C.
Banque Paribas	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V. (FMO)
Banque Sudameris	Oversea-Chinese Banking Corporation Limited
Banque Worms S.A.	Rabobank Nederland
Bayerische Vereinsbank AG	Raiffeissen Zentralbank Österreich AG
Berliner Bank AG	Royal Bank of Scotland Plc, The
Caixa d'Estalvis i Pensions de Barcelona "La Caixa"	Sakura Merchant Bank Limited, The
Chase Manhattan Bank N.A., The	Sanwa Bank, Limited, The
Citibank, N.A.	Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique
Comerica Bank	Société Générale
Crédit Lyonnais	Sumitomo Bank, Limited, The
Crédit National	Swiss Bank Corporation
Crédit Suisse	Tokai Bank, Ltd., The
Creditanstalt-Bankverein	Transamerica Leasing Inc.
Dai-ichi Kangyo Bank, Limited, The	UBAF Bank Ltd. London
De Nationale Investeringsbank N.V.	Union Bank of Switzerland
Deutsch-Südamerikanische Bank AG	Westdeutsche Landesbank Girozentrale AG
Deutsche Bank Luxembourg	
Development Bank of Singapore Limited	
Dresdner Bank AG	

en développement d'avoir accès au marché américain du papier commercial.

La SFI a aussi poursuivi son action novatrice en favorisant la création de fonds indiciaires pour permettre aux investisseurs de prendre pied sur les marchés émergents. Le premier fonds de placement basé sur l'indice des marchés émergents en Amérique latine (le Natwest/IFC Latin American Index Fund) a été créé en 1995 avec une dotation initiale de 60 millions de dollars. Il fait suite à un fonds basé sur des indices globaux que la SFI a lancé en 1994 avec State Street Global Advisors, et dont le capital est passé de 50 millions de dollars à plus de 1 milliard de dollars. La SFI prévoit de continuer à mettre en place des fonds indiciaires pour les marchés émergents afin de faire face à l'augmentation de la demande.

La titrisation est un nouveau moyen qui permet à la SFI de lever des ressources et de renforcer son action en faveur du développement. Ce sera une formule clé pour développer les marchés des titres d'emprunt à plus ou moins long terme, en offrant aux investisseurs domestiques des titres présentant une garantie plus solide. En 1995, la SFI a aussi contribué à créer la première institution spécialisée de titrisation et d'amélioration de la qualité des créances en Indonésie, P.T. Citimas Capital. La Société a continué à travailler sur d'autres marchés émergents pour créer des institutions spécialisées du même type, et elle fournit des services-conseils pour aider ses clients à structurer des opérations de titrisation sur les marchés émergents.

**Base de données sur les marchés émergents.** La base de données sur les marchés émergents (EMDB) est un outil statistique cruciale pour la communauté financière internationale et pour la SFI, tant pour ses activités d'investissement que pour ses activités de conseil. Maintenant dans sa deuxième décennie d'existence, cette base de données est reconnue partout comme la première source mon-

diale d'informations et de statistiques fiables et détaillées sur les marchés boursiers des pays en développement.

A l'aide d'un échantillon d'actions de chaque marché, l'EMDB calcule des indices de performance des marchés boursiers conçus pour servir de référence valable à l'échelon international. Cela permet de gommer les différences qui rendent difficile la comparaison des indices élaborés à l'échelon national. Les indices d'investibilité de la SFI (IFCI) deviennent rapidement une référence de premier plan sur les marchés émergents pour les investisseurs institutionnels; ce sont aussi les indices tendanciellement préférés par divers fonds de placement passifs. Ils sont suivis pour un volume d'actifs dont la valeur est estimée à 1 milliard de dollars.

En juin 1995, plus de 1.450 sociétés étaient cotées pour la première fois sur les 26 marchés suivis par l'EMDB, soit 10 pour cent de plus qu'en 1994. Cependant, de nombreux indices boursiers ayant fait apparaître des pertes pour l'année, la capitalisation totale de ces marchés a baissé de 2,9 pour cent en valeur dollars. Dans l'ensemble, la couverture boursière de l'EMDB a augmenté d'environ 14 pour cent, puisque le nombre des entreprises englobées est passé de 1.227 à 1.447.

En outre, l'EMDB a continué d'élargir sa ligne de produits et d'améliorer les services à la clientèle. L'Afrique du Sud, qui est le plus grand marché émergent du monde, avec une capitalisation totale de l'ordre de 227,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice 95, est couverte par l'Indice SFI depuis avril 1995. L'EMDB a aussi introduit les Indices des biens échangeables de la SFI (IFC100, Asia50 et Latin50), qui sont calculés tous les jours, et s'est dotée d'un système sophistiqué d'extraction de données pour répondre à l'augmentation rapide de la demande des investisseurs sur les marchés émergents. Tous les produits de l'EMDB sont disponibles à titre payant en format électronique et sous forme de publications. La base de données fournit trois niveaux d'informations :

### Projets approuvés par région Ex. 95 et 94

	Ex. 95			Ex. 94		
	Nombre	Total des financements <sup>a</sup> (millions de dollars)	Financements directs de la SFI	Nombre	Total des financements <sup>a</sup> (millions de dollars)	Financements directs de la SFI
Afrique subsaharienne	51	431	318	57	226	157
Amérique latine et Caraïbes	53	2.313	1.048	52	1.577	815
Asie	45	1.443	691	44	1.229	605
Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	34	614	387	30	599	383
Europe	28	636	403	46	596	443
Ensemble du monde	2	30	30	2	61	61
<b>Total</b>	<b>213</b>	<b>5.467</b>	<b>2.877</b>	<b>231</b>	<b>4.287</b>	<b>2.463</b>

a. Le total se réfère au total des investissements approuvés par la SFI pour son propre compte, des syndications de prêts et des garanties d'émissions.

des données détaillées sur chacune des entreprises couvertes dans tous les marchés, des séries de données pour chacun des indices calculés, et des séries de données pour chacun des marchés couverts.

**Garanties d'émission.** La SFI aide aussi les entreprises privées des pays en développement à prendre pied sur les marchés financiers internationaux par le biais des émissions de titres. Elle conseille, structure, garantit les placements et place des émissions internationales d'obligations et de titres participatifs ou d'obligations lancées par des sociétés, ainsi que des instruments collectifs d'investissement. La SFI dirige ces émissions en partenariat avec des banques d'affaires internationales. Dans nombre de cas, les instruments d'investissement qu'elle souscrit sont les premiers du genre dans les pays où ils sont utilisés.

Pendant l'exercice considéré, les activités de souscription et de placement de la SFI ont souffert de la volatilité des marchés financiers internationaux. En dépit de cette conjoncture difficile, la SFI a aidé à placer trois fonds intéressants les marchés naissants, d'une valeur globale de 306 millions de dollars : le First NIS Regional Fund, fonds de participation à capital fermé de 180 millions de dollars, qui investit dans des entreprises en Russie et dans les autres républiques de l'ex-Union soviétique, y compris les Etats baltes; le Natwest/IFC Latin American Index Fund, fonds de participation d'une dotation initiale de 60 millions de dollars, qui suit l'évolution des marchés inclus dans l'indice d'investibilité latino-américain de la Base de données sur les marchés naissants de la SFI; et le Tower Fund L.P., évalué à 66 millions de dollars, qui est centré sur les prises de participation privées en Argentine.

### Services de gestion des risques

Depuis cinq ans, la SFI offre des services de gestion des risques à ses clients. Elle leur propose des instruments de couverture précieux pour réduire les asymétries d'échéances dans les bilans et diminuer la vulnérabilité des entreprises aux mouvements défavorables des taux d'intérêt, des devises et des cours des produits de base. La couverture de ces risques permet aux clients de la SFI d'améliorer leur cote de crédit et leur rentabilité. Ces produits sont largement utilisés dans tous les pays développés, mais beaucoup de clients de la Société ne peuvent en bénéficier directement, car les acteurs des marchés hésitent à accepter le risque-pays pour des sommes importantes ou des échéances longues. Ces produits ne sont utilisables par les clients qu'à des fins de couverture. La SFI n'accepte aucun risque de marché pour ces transactions, qu'elle exécute une couverture de compensation ou qu'elle travaille avec des homologues sur une base de partage des risques.

Depuis 1990, le Conseil de la SFI a approuvé 34 projets de gestion des risques, qui représentent un engagement d'environ 300 millions de dollars en faveur de clients de 16 pays. Les transactions complétées permettent de couvrir un montant notionnel maximum de 1,1 milliard de dollars.

En 1995, la SFI a approuvé sept projets de gestion des risques en faveur d'entreprises et de banques situées essentiellement en Asie centrale et en Amérique latine. Citons, par exemple, le premier projet de gestion des risques de la SFI au Pakistan, destiné à aider une cimenterie, D.G. Khan Cement Company, à couvrir les asymétries de devises et de taux d'intérêt. En outre, une société hôtelière mexicaine, Grupo Posadas S.A. de C.V., a récemment effectué un swap de taux d'intérêt pour stabiliser ses dettes en dollars, ce qui lui permettra de mieux maîtriser ses futures charges d'intérêt et d'améliorer sa planification financière.

### Assistance technique et services-conseils

La demande de services d'assistance technique et de conseils est restée vigoureuse en 1995, ce qui s'est traduit par la réalisation de divers projets de ce type dans plus de 100 pays. L'aide aux pays membres a porté sur :

- le développement des marchés financiers,
- l'élaboration des lois et règlements régissant les marchés des titres,
- la mise au point de la réglementation pour de nouveaux types d'institutions financières,
- la création d'entités et de mécanismes de surveillance et de contrôle des marchés des titres, et
- la création ou le développement de bourses des valeurs.

La SFI a, en outre, conseillé un certain nombre de pays pour la mise au point d'instruments collectifs d'investissement; les critères d'entrée et de sortie à adopter pour les investissements des portefeuilles étrangers; les pratiques liées aux actions sans droit de vote; et les systèmes de compensation, de règlement et de dépôt. Parmi les services spécifiques, il convient de citer l'identification des mesures à prendre pour créer des structures d'enregistrement, de compensation et de règlement en Russie; la réforme du système de fonds de pensions en Slovaquie; et la création d'un mécanisme régional de transactions sur valeurs mobilières et l'élaboration d'un cadre juridique pour un marché régional des titres dans l'ensemble de l'Union monétaire ouest-africaine.

La SFI a également aidé les Gouvernements de Russie, d'Ukraine et du Bélarus à trouver des solutions pratiques pour traiter l'énorme problème du transfert des actifs au secteur privé selon des modalités transparentes et équitables. Elle a élargi, particulièrement en Ukraine et au Bélarus, l'utilisation de programmes modèles pour la mise aux enchères directe de petites entreprises, la mise aux enchères de grandes entreprises par émission de coupons, et la privatisation des fermes d'Etat.

En Haïti, la Société a nommé un conseiller spécial auprès du gouvernement pour la démocratisation de sept entreprises publiques couvrant des secteurs économiques clés. En Ouganda, elle a accepté de donner des conseils pour la privatisation du secteur des télécommunications. Ses conseils en matière de privatisation ont aussi été sollicités par le Gouvernement du Kazakhstan pour la vente de

deux sociétés : East Kazakhstan Copper Chemical Kombinat et Irtysh Polymetallic Kombinat. Les missions consultatives de ce genre peuvent servir de modèle pour des privatisations futures dans le pays. Durant l'exercice, la SFI a préparé un rapport intitulé « Privatization: Principles and Practice », qui diffuse les enseignements tirés des activités de conseil et d'appui aux investissements à des fins de privatisation de la Société.

Les activités de conseil dans le secteur de l'infrastructure ont consisté à faire profiter les pays de l'expérience acquise quant au cadre contractuel à mettre en place pour transférer les services au secteur privé. La SFI a publié un rapport intitulé « Le financement des projets d'infrastructure privés : tendances émergeant de l'expérience de la SFI », qui a été largement diffusé en anglais, espagnol et français, et traduit en chinois et en japonais. Le rapport décrit les stratégies de base que les pays utilisent pour ouvrir le secteur de l'infrastructure aux investisseurs privés, et les problèmes que ces derniers (et notamment les bailleurs de fonds) doivent régler pour mener à bien leurs projets.

En collaboration avec la Banque mondiale, la SFI a aussi effectué l'examen du secteur financier de divers pays et elle a aidé plusieurs pays à développer ce secteur. Par exemple, elle travaille avec la Banque mondiale pour conseiller la Commission chinoise des opérations de bourse au sujet de la législation nationale sur les valeurs mobilières. Au Pakistan, elle fournit des conseils pour mettre en place une industrie privée de capital-risque dans le cadre d'un projet de technologie industrielle de la Banque mondiale.

**Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique.** Le programme des fonds fiduciaires d'assistance technique (TAFT) est une ressource unique pour les entreprises privées des pays en développement. Financé par des donateurs, ce programme fournit des concours financiers pour des études de faisabilité, des activités d'assistance technique opérationnelle, des opérations pilotes et la réhabilitation de projets. Il permet à la SFI d'exploiter plus efficacement son savoir-faire et son expérience en les conjuguant avec les fonds des donateurs.

Le champ d'action du TAFT s'est élargi en 1995, en raison de la place importante que continuent d'occuper la privatisation et la restructuration des entreprises, les activités d'assistance technique liées aux marchés financiers, le développement des installations de projets, et les services de conseil dans les domaines de l'infrastructure et de l'investissement étranger. C'est ainsi que 65 nouveaux projets d'assistance technique ont été financés dans 32 pays. Si la demande de services du TAFT est restée forte en Asie de l'Est et dans les pays d'Afrique subsaharienne, 30 pour cent de tous les projets étaient situés en Europe centrale et orientale et dans les pays de l'ex-Union soviétique, notamment en Russie.

Depuis la création du programme, plus de



38 millions de dollars ont été mobilisés par le biais de 21 fonds fiduciaires créés dans 15 pays donateurs. Le TAFT a financé environ 250 projets d'assistance technique représentant un engagement global de l'ordre de 23 millions de dollars. La SFI a investi dans au moins un projet sur trois pour lesquels elle a effectué une étude de faisabilité.

#### **Service-conseil pour l'investissement étranger.**

Géré conjointement par la SFI et la Banque mondiale, le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) conseille les pays membres sur les politiques, les programmes et les modalités institutionnelles qui peuvent les aider à attirer l'investissement étranger direct. Pendant l'exercice 95, il a mené à bonne fin 26 projets complets dans 25 pays et des projets à plus petite échelle dans deux autres.

Plusieurs de ces projets se sont inscrits dans le prolongement de missions antérieures et ont facilité la mise en oeuvre de politiques d'investissement. Le FIAS a conduit un certain nombre de séminaires sur la politique en matière d'investissement étranger, notamment une conférence sur les nouvelles tendances de l'investissement étranger à l'intention des décideurs et des agences de promotion de l'investissement en Amérique latine. Il a aussi organisé une table ronde sur le rôle de l'Etat

*La SFI développe avec succès ses programmes de privatisation des terres en Russie.*



dans l'établissement de liens entre les firmes étrangères et nationales en Asie. L'exercice écoulé a coïncidé avec l'achèvement du programme pluriannuel de développement institutionnel pour l'Office de l'investissement du Bangladesh. Le FIAS s'est également lancé dans une nouvelle activité de recherche qui a pour objet l'examen des méthodes de privatisation et l'évaluation de leur impact probable sur la participation des investisseurs étrangers au processus.

Plusieurs programmes viennent compléter les interventions de la SFI. Ils ont été conçus pour aider les entrepreneurs opérant dans des économies plus restreintes à élaborer des propositions commerciales et à lever les fonds nécessaires pour financer leurs projets. Il s'agit du Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (page 27), du Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique-Sud (page 39) et du Service de conseil aux entreprises polonaises (page 62). Les rapports régionaux et la page 99 donnent une description plus détaillée des activités de conseil propres au FIAS, des séminaires qu'il a organisés et de ses projets de recherche.

1995 Projets approuvés  
**Ensemble du monde**

		Financement (millions de dollars)						
		SFI		Financement autre				
Objectif		Prêt	Participation	Quasi- participation	Syndication	Autre	Finance- ment total	Coût total du projet
<b>Global Emerging Markets Income Fund</b>	Investir dans des instruments de placement à long terme émis par les opérateurs privés de pays en développement en souscrivant des actions ordinaires		20,0				20,0	150,0
<b>Emerging Markets Leasing Fund</b>	Prendre des participations dans des sociétés offrant des contrats transfrontières de location-financement sur capitaux d'emprunt aux preneurs de certains marchés naissants			10,0			10,0	50,0

1995 Projets d'assistance technique et de service-conseil  
**Ensemble du monde**

**Description**

<b>Assistance technique</b>	La SFI a pris des dispositions pour financer, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, une étude approfondie sur les grandes tendances du tourisme mondial, y compris le tourisme national des pays en développement.
<b>Assistance technique</b>	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a réuni les fonds nécessaires au financement d'une étude sur l'incidence du GATT et de l'ALENA sur les possibilités d'investissement dans l'industrie textile (y compris les pays en développement).
<b>Conseil financier</b>	Avec le concours du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a réalisé une étude sectorielle sur les tendances actuelles et futures des possibilités d'investissement dans les industries de production et de transformation du porc, et sur les facteurs concernant leur potentiel à l'exportation.



## climat de l'investissement privé

Après plusieurs années d'atonie, l'économie mondiale s'est raffermie en 1994<sup>1</sup>, dynamisée par la vigoureuse performance des pays en développement et l'amélioration de la conjoncture dans les pays développés.

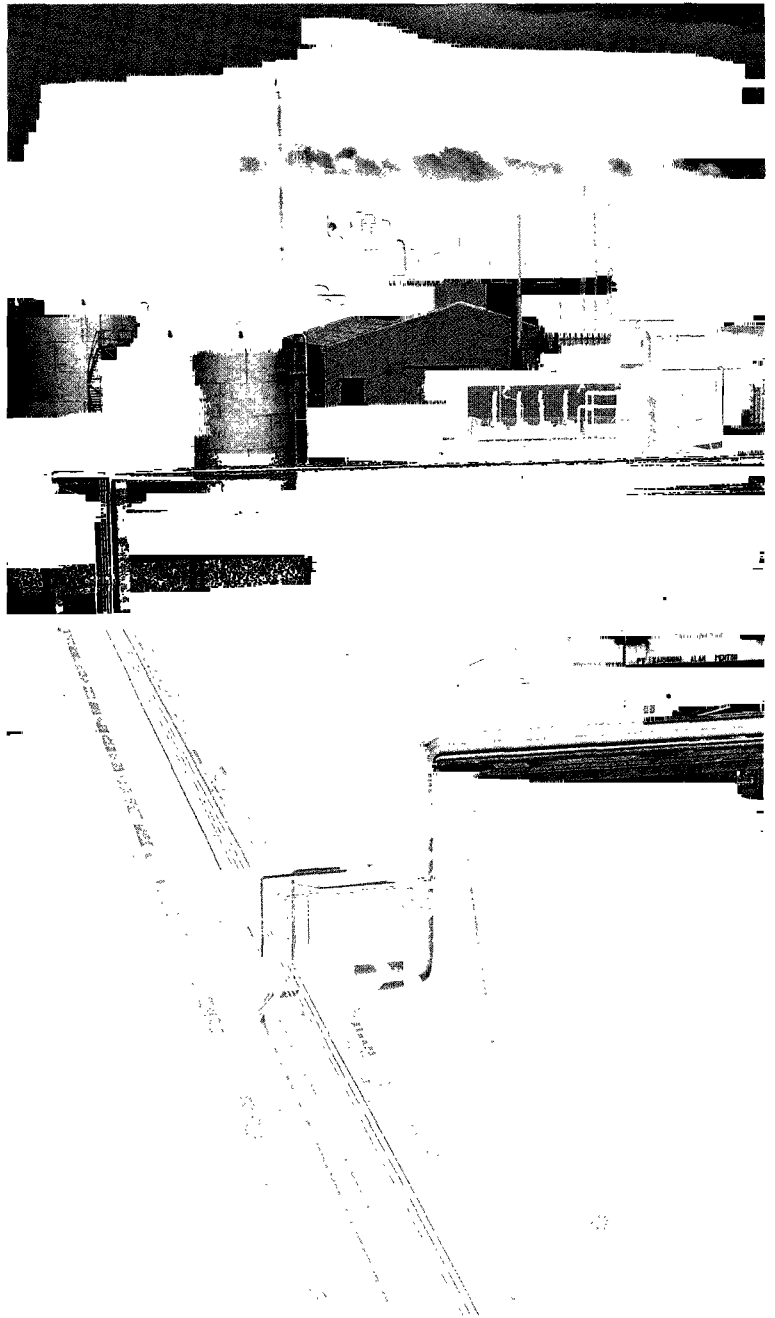
Dans les pays en développement, le taux de croissance annuel du PIB réel s'est maintenu aux alentours de 4,5 pour cent en 1994, sauf dans les pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique. Ce taux est du même ordre de grandeur que celui des dernières années, mais plus élevé que la moyenne des deux décennies précédentes, qui était de 3,5 pour cent.

Dans les pays développés, le PIB réel a augmenté de 3 pour cent, contre 1 pour cent en 1993 et 2,5 pour cent en moyenne pour les 20 dernières années. Aux Etats-Unis, qui ont connu trois années consécutives d'expansion, la croissance du PIB réel s'est accélérée pour atteindre plus de 4 pour cent et, dans la plupart des pays de l'OCDE, la reprise s'est amorcée après une récession de faible ampleur en 1993. La performance économique du Japon est restée molle, en 1994, en grande partie à cause de l'appréciation du yen.

L'économie mondiale devrait rester vigoureuse en 1995, essentiellement en raison de deux phénomènes qui contribuent à créer les conditions d'une croissance durable assortie d'une faible inflation. Le premier de ces phénomènes est la vigueur des échanges mondiaux, lesquels ne cessent de croître et ont affiché en 1994 leur plus forte progression depuis 1976, soit 9 pour cent d'après les estimations. Cette tendance a été renforcée par la ratification récente de l'accord du GATT et de divers pactes commerciaux. Le second est l'intégration graduelle des marchés financiers, qui imposent une discipline accrue aux responsables nationaux de la politique économique.

### Performance des économies industrielles

Dans les pays de l'OCDE, le taux de croissance moyen du PIB réel a atteint 2,9 pour cent en 1994 selon les estimations établies, après être tombé à 1,3 pour cent en 1993. Si la vigueur relative de l'économie américaine n'y est pas étrangère, cette accélération est principalement due à la reprise tirée par la consommation et les exportations en Allemagne, en France et en Italie, ainsi qu'à l'augmentation de la production au Royaume-Uni. Dans la plupart des autres pays de l'OCDE, l'augmentation de la production est restée relativement faible, et les capacités existantes ont permis de faire face à cette modeste expansion dans presque tous les cas. L'hésitation des entreprises à investir face à l'augmentation de la demande s'explique par la hausse des taux longs et l'ampleur des investissements effectués à une époque récente.



L'expansion de l'économie américaine a démarré avec la reprise des dépenses de consommation et de l'investissement résidentiel, pour être ensuite soutenue par la demande d'investissement fixe, qui est restée ferme, et par l'accumulation des stocks. Cette accumulation traduit en partie les

*La SFI effectue un nouvel investissement dans la société Bakrie Kasei pour faciliter l'intégration de l'industrie des résines PT et polyesters en Indonésie.*

<sup>1</sup>Dans cette section, les données se rapportent à l'année civile.

### **Les échanges internationaux de services**

*L'essor récent et rapide des échanges de services pourrait avoir un impact plus durable que la hausse des cours des matières premières pour les pays en développement. L'Accord général sur les échanges de services, qui étend les règles et les disciplines multilatérales à la libéralisation des services, est l'un des points d'orgue de l'Uruguay Round du GATT.*

*Depuis 1980, les échanges internationaux de services — transports, voyages, tourisme et services basés sur la technicité (notamment la technologie de l'information, les activités bancaires et les soins de santé) — se sont développés à un rythme annuel moyen de près de 8 pour cent, contre une moyenne de 5 pour cent pour les échanges de marchandises. La part des services dans les échanges est passée de 17 pour cent en 1980 à 22 pour cent en 1993. C'est dans la composante des services basés sur la technicité que les échanges se développent le plus rapidement. Les progrès dans les télécommunications et la technologie de l'information débordent le cadre des frontières géographiques et permettent le morcellement de la production et de la consommation, d'où une expansion spectaculaire des services.*

*Pour que les pays en développement puissent participer aux échanges de services, il faut qu'ils soient en mesure de financer les investissements en capital physique et humain nécessaires pour soutenir la concurrence. L'exportation des services basés sur la technicité exige une main-d'oeuvre instruite, axée sur la technologie, ainsi que l'accès à des technologies modernes de télécommunications et d'information qui soient efficaces par rapport au coût. Et, pour cela, il faut un cadre réglementaire libéral qui favorise l'importation des services et les investissements étrangers directs, ainsi qu'un dispositif de protection de la propriété intellectuelle qui encourage les transferts de technologie.*

*A cet égard, l'essor récent et rapide des industries de télécommunications au Chili, en Hongrie, en Indonésie et aux Philippines est révélateur. Des investissements massifs ont également été opérés dans les télécommunications en Argentine, au Brésil et au Mexique. L'Inde et Singapour s'attachent à développer des industries de logiciels informatiques axées sur l'exportation. Singapour attribue une grande partie de sa réussite économique à l'adoption d'une stratégie nationale coordonnée de promotion de l'investissement et de formation aux technologies de l'information.*

*Dans les domaines plus traditionnels du voyage et du tourisme, la Thaïlande et la Turquie ont réussi dans une certaine mesure à transformer leurs capitales respectives en pôles régionaux de transports, et le commerce hôtelier dans toute l'Asie de l'Est contribue de façon importante à l'industrie régionale des voyages et du tourisme.*

crainces suscitées par l'apparition de goulets d'étranglement au niveau de la production, attendu que les mesures de l'utilisation des ressources montrent que l'économie fonctionne pratiquement à pleine capacité. Les pressions inflationnistes ont toutefois pu être contenues, malgré les tensions sur les marchés du travail et la hausse des prix des matières premières. Les gains de productivité cycliques ont permis de limiter la pression des coûts sur l'économie, tandis que la concurrence des produits finis importés pesait sur les marges bénéficiaires des entreprises. Les prix à la consommation ont progressé à un rythme annuel inférieur à 3 pour cent.

D'après les estimations établies, les importations américaines ont fait un bond de 12 pour cent

en 1994, après une augmentation du même ordre en 1993, ce qui a procuré des recettes substantielles aux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le chômage diminuant, la Réserve fédérale a cherché à restreindre la demande en resserrant la politique monétaire, et les taux d'intérêt américains à long terme ont augmenté d'environ 2,5 pour cent pendant l'année. Ce mouvement, observé aussi dans d'autres pays industriels, tient, d'une part, à l'inquiétude générale face aux conséquences inflationnistes de l'augmentation des matières premières et d'autre part aux importantes dépenses d'investissement. Le relèvement des taux a apparemment atteint ses objectifs sur le plan intérieur, mais il a contribué à détourner les investisseurs étrangers des marchés boursiers des pays en développement en 1994. Après une forte ascension en 1993, la plupart des marchés boursiers émergents ont terminé 1994 en baisse, pour rebondir légèrement pendant la première moitié de 1995.

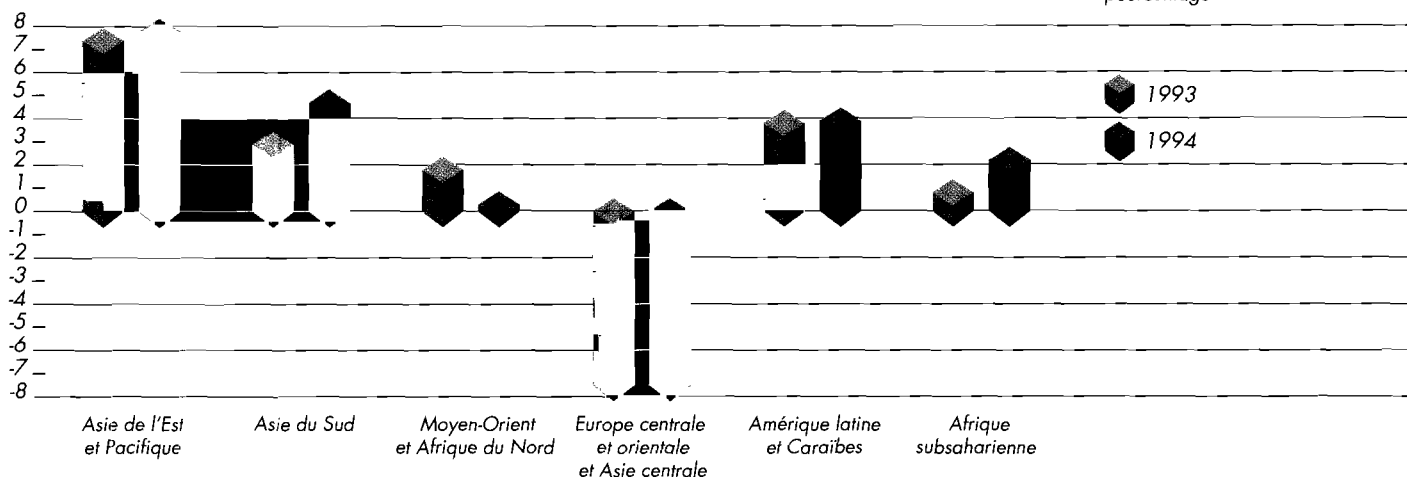
L'économie japonaise est restée globalement atone en 1994. Le faible redressement qui s'est amorcé est intervenu en début d'année avec la réduction de la pression fiscale sur les revenus et l'augmentation des dépenses d'investissement du secteur public, qui ont fourni un stimulus financier important et animé la demande intérieure. Cette reprise modeste s'est confirmée pendant la première moitié de 1995. C'est dans le secteur des biens de consommation durables que l'essor de la production a été le plus sensible, par suite de la tendance relativement forte à la hausse de l'investissement résidentiel enregistrée récemment. L'investissement fixe des entreprises est resté faible, face aux préoccupations suscitées par les répercussions de la hausse du yen sur les perspectives commerciales. L'appréciation du yen a pesé sur la demande nette d'exportations et sur la croissance de la production en 1994 et, si l'on en croit des enquêtes récentes, les exportations pourraient bien chuter de quelque 3 pour cent en volume en 1995. Entre-temps, les importations japonaises ont progressé de 13,5 pour cent en 1994, essentiellement au profit des marchés en développement d'Asie.

### **Environnement économique des pays en développement**

Le taux de croissance des pays en développement est resté supérieur à celui des pays développés en 1994.

Dans les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, le taux de croissance réel a approché la barre des 10 pour cent en 1994 et il est resté élevé en 1995. Pendant cette période, les échanges ont été vigoureux avec l'appréciation du yen et la reprise économique des pays de l'OCDE après une phase de récession. La région a continué d'attirer les investisseurs étrangers. Les exportations ont progressé de plus de 16 pour cent, contre un solide 13 pour cent en 1993. Les importations ont augmenté dans des proportions similaires, et les déficits des transactions courantes de la plupart des pays de la région se sont creusés à la fin de l'année tout en restant dans des limites raisonnables. En 1994, les

**Croissance du PIB réel par région en développement**  
pourcentage



Source: Banque mondiale

économies de l'Asie du Sud ont affiché un taux moyen de croissance de 5 pour cent, l'inflation restant maîtrisée.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'atonie de la croissance en 1994, qui fait suite à la faible performance de ces dix dernières années, est surtout imputable pour l'essentiel aux conflits politiques et militaires de la région et à la baisse des cours du pétrole. Par contre, la croissance a encore fléchi en Asie centrale en 1994, sauf au Turkménistan.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les efforts de privatisation et de restructuration des marchés ont porté leurs fruits en 1994, de nombreux pays enregistrant un taux de croissance positif pour la deuxième année consécutive et d'autres renouant avec la croissance pour la première fois depuis quelques années. Cependant, la poursuite des mesures d'ajustement structurel dans les pays de l'ex-Union soviétique s'est accompagnée de nouveaux reculs importants de la production. Depuis 1991, celle-ci a chuté de 11.6 pour cent par an en moyenne.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont affiché un taux de croissance proche de 4 pour cent en 1994, en nette amélioration par rapport aux quelque 2 à 3 pour cent enregistrés depuis 1985. La performance des économies de la région a été tout à fait satisfaisante malgré la crise de la balance mexicaine des paiements et les graves tensions dans les secteurs bancaires argentin et vénézuélien. Ces événements mettent cependant en lumière les risques importants et les sérieuses fragilités que la région doit surmonter à court terme. Les investissements sous forme de prises de participation et les nouveaux prêts en faveur de la région pourraient bien connaître une pause et la croissance économique en subir provisoirement le contrecoup. L'investissement direct étranger n'en est pas moins resté vigoureux, et les perspectives économiques

seraient encourageantes si l'épargne régionale parvenait à décoller.

L'Afrique subsaharienne, qui comprend beaucoup des pays les plus déshérités du monde, a participé dans une certaine mesure à l'embellie de l'économie mondiale en 1994. La hausse des cours des matières premières a été un facteur positif, beaucoup de pays continuant de dépendre d'un ou deux produits de base pour leurs recettes d'exportation. Mais, si la croissance de la région a progressé de plus de 2 pour cent contre une moyenne de 1 pour cent entre 1991 et 1993, la population a augmenté de près de 3 pour cent, ce qui fait que le revenu par habitant a continué de baisser.

### Evolution de l'investissement privé

Au cours des dernières années, l'investissement privé dans les pays en développement a été bien supérieur au financement officiel du développement (FOD), évolution qui tient à l'amélioration de la conjoncture économique mondiale en général et à la nouvelle importance donnée au secteur privé. Selon les estimations établies par la Banque mondiale, les apports nets de ressources longues aux pays en développement ont atteint globalement à 227 milliards de dollars en 1994, contre 213 milliards en 1993 et 65 milliards en 1986.

Ces apports n'ont toutefois augmenté que de 7 pour cent en 1994, après avoir progressé de plus de 25 pour cent par an pendant les quatre années précédentes. En outre, les données provisoires pour 1995 font apparaître une chute brutale des flux financiers internationaux vers l'Amérique latine à la suite de la crise de la balance des paiements mexicaine. Les emprunts des pays d'Europe centrale et orientale ont aussi baissé. En revanche, les flux internationaux de capitaux à destination de l'Asie de l'Est sont restés importants.

Globalement, les apports nets de ressources

aux pays en développement sont non seulement plus importants que le FOD, mais, rapportés au PNB des pays en développement, ils sont aussi supérieurs en moyenne au niveau record qu'ils avaient atteint en 1980, puisque le pourcentage est de 3,9 pour cent aujourd'hui contre 5 pour cent à l'époque. L'augmentation enregistrée depuis 1990 est attribuable à la forte progression des apports du secteur privé, lesquels traduisent de leur côté les heureux résultats des programmes de stabilisation et de réforme de nombreux pays en développement.

L'investissement étranger direct (IED) net a augmenté de 9 pour cent en 1994 pour atteindre 60 milliards de dollars, tandis que les apports nets de capitaux privés enregistraient une hausse de 8,6 pour cent et passaient à 173 milliards de dollars contre 159 milliards en 1993. Les IED étaient en progression dans toutes les régions en développement en 1994, mais plus de la moitié des nouveaux apports se sont orientés vers l'Asie de l'Est, essentiellement parce que l'intérêt des investisseurs étrangers pour la Chine augmente.

Globalement, il ressort des estimations établies que les apports d'investissements privés ont représenté 19 pour cent du PIB de l'Asie de l'Est en

**Investissements privés\*  
rapportés au PIB pour les  
régions en développement**  
pourcentage



Note : Les données ne représentent qu'un échantillon de 45 pays des régions susmentionnées. La Turquie est incluse dans les chiffres concernant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

1994, 14 pour cent pour l'Amérique latine, 13 pour cent pour l'Europe comme pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, 12 pour cent pour l'Asie du Sud, et 8 pour cent pour l'Afrique subsaharienne. Exception faite de Maurice, les taux d'investissement privé ont généralement baissé dans les pays subsahariens depuis 1990.

Le financement officiel du développement — dont plus des deux tiers prennent la forme de prêts et de dons bilatéraux — diminue en pourcentage des apports nets de ressources. En 1994, les 54 milliards de dollars fournis au titre de FOD représentaient moins de 25 pour cent des apports nets de ressources longues (227 milliards de dollars) aux pays en développement. En 1990, les 57 milliards de dollars

de FOD représentaient 56 pour cent du total.

En 1994, les émissions d'obligations privées et les prises de participations occupaient, respectivement, la troisième et la quatrième place dans les apports nets de ressources aux pays en développement. D'après les estimations de la Banque mondiale, les nouvelles émissions d'obligations des pays en développement sur les marchés financiers internationaux se sont chiffrées à 40 milliards de dollars en 1994, soit plus de dix fois le montant atteint en 1990 (moins de 4 milliards de dollars). Les investissements sous forme de prises de participation se sont élevés à près de 39,5 milliards de dollars en 1994, deuxième chiffre record après les 46,9 milliards de dollars enregistrés en 1993. Les avoirs estimés dans les fonds de placement sur les marchés émergents à capital ouvert ou fermé ont atteint approximativement 124 milliards de dollars, les investissements étrangers placés dans les marchés naissants s'élevant, de leur côté, à près de 200 milliards de dollars.

En 1994, les pays en développement se sont également procuré des fonds par le biais de nouvelles émissions internationales de titres, d'émissions publiques initiales et de privatisations. D'après les estimations, plus de 17 milliards de dollars ont été levés dans le cadre de nouvelles émissions d'entreprises de marchés émergents sur les marchés internationaux des titres. Les investisseurs ont aussi participé à une année record pour les programmes de certificats de titres en dépôt, contribuant à lever plus de 20 milliards de dollars en capital pour l'ensemble des émetteurs non américains. Dans ce marché, le segment qui se développe le plus rapidement est celui des marchés émergents, avec plus de 56 pour cent des programmes de ce genre créés depuis 1994.

**Perspectives d'investissement**

Pour la plupart des pays en développement, l'évolution tendancielle de l'investissement reste encourageante. Le PIB réel devrait augmenter à un rythme annuel de l'ordre de 5 pour cent dans les dix prochaines années, contre une moyenne de 3 pour cent pendant les 20 dernières années.

Une croissance forte et durable suppose tout un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels, notamment l'attente d'une reprise modérée dans les pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique, après plusieurs années de baisse de production; une croissance substantielle en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord; et une expansion rapide des échanges internationaux.

En volume, les échanges mondiaux devraient progresser au rythme de 6 pour cent par an environ pendant toute la décennie, en partie grâce à l'amélioration des perspectives de croissance et à la mise en oeuvre de réformes de grande portée. L'expansion des échanges des pays en développement pourrait excéder celle des échanges mondiaux de non moins de 2 pour cent. Les flux d'échanges devraient continuer à augmenter dans les quelques

années à venir, mais peut-être plus lentement que pendant les cinq années écoulées.

L'évolution vers une intégration financière internationale de plus en plus étroite entre les marchés financiers des pays industriels et des pays en développement, les réformes économiques et l'augmentation des apports de capitaux privés sont également des éléments d'une importance cruciale pour la croissance des pays en développement. Contrairement à ce qui se passait il y a une dizaine d'années, la plupart des pays ont décidé d'opter pour une gestion macroéconomique stable et une politique commerciale et d'investissement extravertie, et d'accorder une place plus importante aux mécanismes du marché et au secteur privé. En outre, dès lors que les politiques économiques s'écartent de ces normes, les pays risquent de perdre la confiance des investisseurs et s'exposent ainsi à des fuites massives et brutales de capitaux étrangers.

La croissance robuste des pays développés profitera aussi aux pays en développement. Dans un avenir proche, il y aura vraisemblablement une certaine convergence des taux de croissance, du fait que le ralentissement de la conjoncture aux Etats-Unis pourrait s'accompagner d'une progression plus vive de l'investissement et d'une augmentation de la production en Europe et au Japon, où le PIB devrait augmenter. L'accélération de la croissance en Europe pourrait se traduire par des gains relatifs pour les exportateurs africains, qui écoulent bon nombre de leurs produits sur les marchés européens. De même, la reprise économique au Japon profitera surtout aux pays de l'Asie de l'Est en raison de l'intégration étroite des échanges dans cette région.

Vitales pour la croissance, les recettes d'exportation de beaucoup de pays en développement ont augmenté en 1994 grâce à la forte hausse des prix des produits de base non pétroliers, qui ont fait un bond de 23 pour cent. Les prix de la plupart des produits de base devraient rester fermes dans les prochaines années, et ceux des métaux devraient augmenter avec l'expansion mondiale des activités industrielles. En revanche, les cours du café, du coton et du riz, qui avaient augmenté par suite du mauvais temps et des dommages causés par les parasites, sont plus susceptibles de fluctuer. Ce boom risque donc d'être de courte durée.

Il est peu probable que la hausse des cours des produits de base observée en 1994 ranime l'inflation dans les pays développés. D'après les estimations de l'OCDE, la hausse de l'an dernier n'ajoutera que 0,1 pour cent au taux d'inflation durant les quatre années à venir — pronostic favorable qui réduit dans l'immédiat la probabilité d'un nouveau relèvement des taux longs dans ces pays.

### **Perspectives des régions en développement**

Dans un proche avenir, l'Asie de l'Est devrait rester la région la plus dynamique du monde, après deux décennies de croissance record. Mais tous les pays de la région doivent améliorer leur environnement, leurs structures de santé et leurs équipements



urbains, la rapidité de la croissance ayant mis à rude épreuve les capacités dans ces domaines. L'investissement devrait être vigoureux en 1995 et 1996 en Asie du Sud, mais le taux de croissance ne devrait pas augmenter, les autorités ayant adopté des politiques monétaires restrictives pour maîtriser l'inflation.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la plupart des pays devraient bénéficier d'une croissance bien plus vive dans les quelques années à venir, malgré les événements qui ont ébranlé la région en 1994. Pour l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, les perspectives d'évolution de l'investissement sont bien plus favorables qu'au cours des dernières années et, s'ils arrivent à stabiliser durablement leur économie, ils devraient tirer d'importants avantages de la libération des échanges résultant de l'accord du Mercosur, ce qui se traduirait par une augmentation des revenus et des profits, et une amélioration de la confiance des consommateurs et des milieux d'affaires. Mais, compte tenu de la faiblesse du taux d'épargne, beaucoup de pays doivent faire appel aux capitaux étrangers pour financer des investissements essentiels, ce qui les rend vulnérables aux chocs extérieurs.

En Europe centrale et orientale, les pays qui ont réussi à réorganiser leurs marchés conformément au

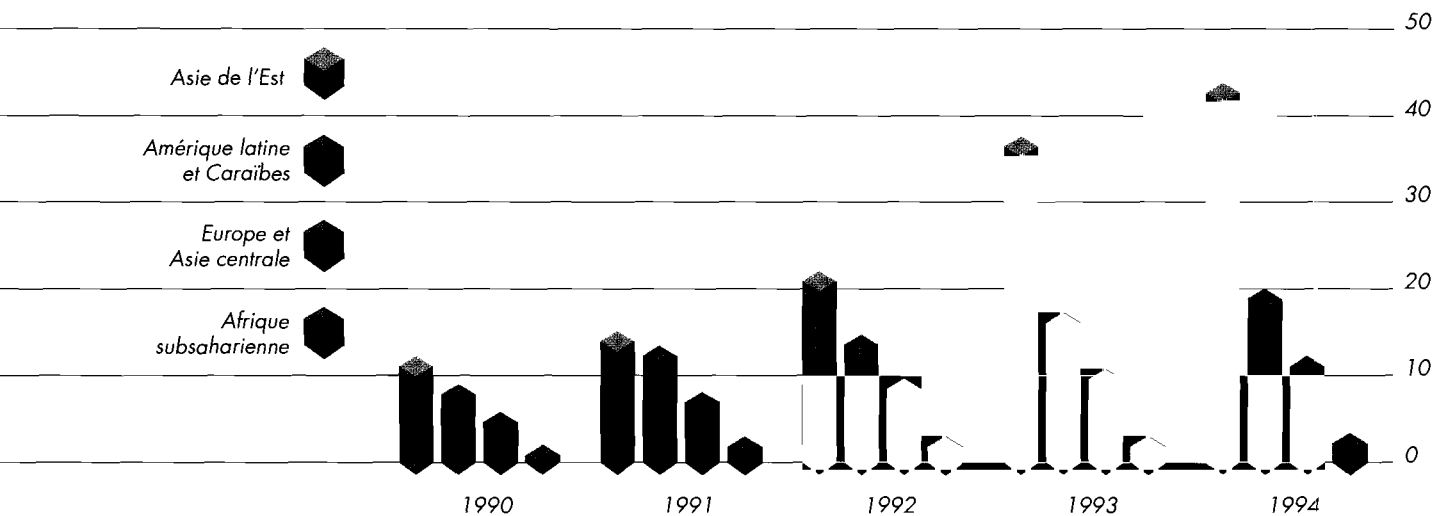
*En Tunisie, la SITEX reste le premier fabricant de jeans en améliorant sa production conformément aux normes environnementales.*



schéma de l'économie internationale devraient bénéficier d'une plus forte croissance. La reprise des pays de l'Europe de l'Ouest devrait avoir des retombées positives pour la région, et l'intégration commerciale avec l'Ouest devrait constituer un atout décisif à plus long terme.

L'augmentation des flux de capitaux vers les pays du *Moyen-Orient et d'Afrique du Nord* devrait favoriser l'action entreprise en vue de développer le secteur privé, et donc accroître les possibilités d'investissement. Les récents accords de paix entre l'Israël et la Jordanie, d'une part, et entre l'Israël et

**Apports d'investissements étrangers directs par région en développement**  
(milliards de dollars)



l'OLP, d'autre part, vont probablement améliorer le climat des affaires dans la région. *L'Asie centrale* devrait connaître une reprise de la croissance en 1995 et 1996, à mesure que s'étend le champ d'action des réformes.

Les perspectives d'une croissance durable en *Afrique subsaharienne* sont meilleures qu'elles ne l'ont été depuis un certain temps, et le PIB de la région devrait augmenter au rythme de 3,5 à 4,5 pour cent par an dans les prochaines années. La hausse des cours des matières premières, les réformes dans les domaines monétaire et des changes entreprises par certains pays, la mise en place d'un régime démocratique en Afrique du Sud et la reprise européenne sont de bon augure pour la région. Cette meilleure conjoncture favorisera peut-être l'accumulation plus rapide des maigres moyens en capital physique et humain — ingrédients indispensables à l'amélioration durable du niveau de vie de la région. Beaucoup de pays auront du mal à concilier la présence d'un important secteur public et la nécessité d'encourager le développement d'un secteur privé axé sur l'extérieur. L'augmentation du revenu réel liée à la hausse des prix des matières premières est aussi porteuse de risques si elle entraîne la remise en cause de réformes essentielles.



**Membres régionaux de la SFI :**

*Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gabon, La Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.*

Selon les estimations établies, le produit intérieur brut de la région a augmenté de 2,5 pour cent en 1994, contre 1 pour cent en 1993. Ce pourcentage reste, certes, inférieur au taux de croissance démographique, mais il devrait marquer un renversement de tendance pour le reste de la décennie, la croissance devant progresser à un rythme situé entre 3,5 et 4,5 pour cent l'an. Plusieurs facteurs expliquent ces prévisions optimistes : l'augmentation des recettes d'exportation liée à la hausse des prix des matières premières et la reprise économique dans les pays développés; la transition pacifique de l'Afrique du Sud et sa relative stabilité; et les résultats positifs de la dévaluation du franc CFA.

Malgré les améliorations des dernières années, la situation économique et politique reste fragile dans la plupart des pays. La renaissance tant attendue du secteur privé ne s'est pas encore véritablement matérialisée. Les entreprises informelles et le petit paysannat, qui forment l'essentiel des activités privées, ont retrouvé un certain dynamisme

depuis la libéralisation. Mais, dans la plupart des pays, la réaction du secteur privé structuré a été discrète.

N'ayant pas su véritablement attirer les investissements étrangers directs (IED), l'Afrique n'a pas profité de leur formidable progression au cours des dernières années. Les modestes investissements qui s'orientent vers la région se concentrent sur les hydrocarbures (75 pour cent) et les mines. Plusieurs handicaps économiques importants découragent les IED dans la région. Citons notamment la petite taille de la plupart des économies, l'instabilité du cadre macroéconomique (principalement due à des déséquilibres budgétaires), le sous-développement du secteur financier, et la faiblesse des équipements d'infrastructure. On s'attend cependant à un accroissement d'IED dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Ouganda.

**Stratégie et opportunités**

L'objectif de la SFI est de contribuer à l'amélioration qualitative et quantitative de l'investissement privé en effectuant des investissements pour son propre compte et en mobilisant des capitaux étrangers, et d'aider à instaurer un environnement réglementaire et un cadre de politique générale de nature à favoriser les activités du secteur privé.

Consciente du fait que le secteur privé se développe à un rythme généralement plus lent, la SFI a décidé d'accorder une importance spéciale à la région. Un sur quatre des investissements approuvés par la Société en 1995 a été opéré en Afrique

*Avec le gonflement de la demande mondiale, la SFI investit dans cinq exploitations avicoles en Afrique subsaharienne.*

### **Premiers investissements en Afrique du Sud**

*Après les élections démocratiques en avril 1994, la SFI a adopté pour l'Afrique du Sud une stratégie fondée sur un double objectif : promouvoir la croissance parmi les groupes que la politique de l'apartheid avait défavorisés, et promouvoir l'investissement privé afin de réduire les inégalités structurelles. La Société a donc créé en novembre 1994 une mission résidente en Afrique du Sud. Cette présence permanente sera cruciale en ce sens qu'elle rapprochera la SFI du secteur privé là où elle est le plus nécessaire — sur le terrain.*

*En 1995, la Société a approuvé ses trois premiers investissements en Afrique du Sud. Le premier concernait une prise de participation de 3,6 millions de dollars dans un fonds destiné à financer de petites et moyennes entreprises opérant en franchise. Sans doute le premier au monde à investir exclusivement dans les activités de franchise, ce fonds mettra des capitaux à la disposition d'individus appartenant à des groupes désavantagés sous l'ancien régime sud-africain. Le deuxième, également une prise de participation d'un montant de 11,7 millions de dollars, a permis d'aider à restructurer et accroître le capital d'African Life Assurance Company, et à transférer le contrôle de la société à un consortium d'entreprises appartenant à des groupes désavantagés. Enfin, la Société a aidé à organiser un investissement d'un montant maximum de 20 millions de dollars pour un fonds privé de participations, qui effectuera des investissements en capital-risque dans des secteurs porteurs, en aidant en priorité les entreprises contrôlées ou gérées par des groupes désavantagés.*

*La SFI a aussi aidé des entreprises sud-africaines à participer au développement d'autres pays subsahariens. C'est ainsi que des entreprises sud-africaines ont très récemment effectué des investissements pour le développement du gisement pétrolier de N'kossa au Congo et l'exploitation de la mine d'or de Sadiola au Mali.*

subsaharienne. Les économies de la région étant de petite taille, la SFI a peu investi dans de grands projets en dehors des industries extractives et s'est plutôt attachée à financer des petits et moyens projets dans un large éventail de secteurs. Les petits projets — trois sur cinq approuvés par la SFI — sont plus coûteux à instruire, mais incontournables si l'on veut répondre aux besoins du secteur privé africain.

Pour accélérer le développement du secteur privé, la SFI s'est fixé les priorités suivantes :

- aider la région à relancer ses industries extractives,
- développer les petites et moyennes entreprises,
- approfondir les marchés financiers,
- utiliser les équipements industriels existants de façon plus productive, et
- améliorer l'infrastructure physique.

Les industries extractives ont un impact important sur le développement, car elles stimulent vivement les exportations régionales, l'apport de devises et l'accroissement des recettes fiscales. La région a besoin d'effectuer d'importants nouveaux investissements dans le secteur minier, le pétrole et le gaz. La SFI aide à mobiliser ces investissements en attirant des capitaux dans des pays qui ont des

difficultés à lever des fonds aux conditions du marché. Elle joue aussi les intermédiaires lorsqu'un problème se pose, veillant au partage équitable des profits et encourageant le respect des normes internationales de protection de l'environnement.

L'offre de financement et d'assistance technique aux petites et moyennes entreprises (PME) est au cœur de la stratégie de la SFI, car ces entreprises représentent l'essentiel des activités du secteur privé et elles ont un impact important sur la croissance et l'emploi. Les compétences et les contacts de la Société sont particulièrement précieux lorsque les sources commerciales de financement des PME sont rares ou inexistantes, comme c'est le cas dans beaucoup de pays subsahariens.

L'aide de la SFI aux petites et moyennes entreprises de la région procède d'une double approche. La première, indirecte, consiste à développer les institutions financières en fournissant, par exemple, des lignes de crédit et une assistance technique, et en contribuant à la mise en place de sociétés de leasing et de fonds de capital-risque. La deuxième consiste à offrir un programme global d'assistance technique et financière directe pour combler les lacunes du marché.

Dans le secteur financier, la SFI a innové dans la région en fournissant des mécanismes de garantie qui encouragent les investisseurs locaux à offrir des prêts à moyen terme en monnaie locale. En Côte d'Ivoire, elle a fourni un mécanisme de garantie en monnaie nationale à une société de location-vente, la SAFCA. Cette transaction était le premier instrument d'intermédiation en monnaie locale de la SFI en Afrique subsaharienne. La Société a aussi fourni une garantie en monnaie locale à une société de leasing, la SAFBAIL.

L'amélioration de l'utilisation des capacités de production industrielles a également un impact important sur le développement. C'est pourquoi la SFI s'efforce d'aider à privatiser et à restructurer un nombre important d'entreprises en difficulté dans les secteurs de l'industrie, l'agro-industrie et le tourisme. Par exemple, quatre projets de rénovation d'hôtels ont été approuvés en 1995, ainsi qu'un investissement en vue de réorganiser une tannerie récemment privatisée en Tanzanie.

Les besoins d'infrastructure de l'Afrique sont énormes. Dans la plupart des pays, les services sont insuffisants, les prix sont élevés et une partie importante de la demande reste insatisfaite. Si l'on veut améliorer l'efficacité du secteur privé, il est indispensable de développer l'infrastructure dans le continent. La stratégie de la SFI est d'aider à élaborer des solutions impliquant l'intervention du secteur privé pour la mise en place des équipements essentiels d'infrastructure dans les télécommunications, l'électricité et les transports. A titre d'exemple, citons l'investissement de 17,8 millions de dollars en 1995 en Côte d'Ivoire pour l'aménagement d'une centrale électrique qui utilisera non pas du fuel, mais du gaz, combustible plus propre et offrant un meilleur rendement.

## Financement des projets et mobilisation des ressources

Pendant l'exercice 95, le Conseil de la SFI a approuvé 51 projets dans 21 pays subsahariens, contre 57 projets dans 22 pays l'année dernière. Au 30 juin, le portefeuille d'engagements de la SFI comprenait des prêts et des investissements pour 212 entreprises dans 35 pays, contre 191 entreprises dans 31 pays pour l'exercice précédent. Le nombre des projets approuvés traduit l'intérêt de la Société pour la région : sur les 213 projets approuvés pour l'ensemble du monde en 1995, 24 pour cent concernent les pays subsahariens. Cependant, le financement des projets approuvés par la SFI a plus que doublé, passant de 157 millions de dollars en 1994 à 318 millions de dollars cette année.

Dans le secteur pétrole-gaz, la SFI a approuvé deux investissements totalisant 141,4 millions de dollars pour aider à financer le développement du gisement pétrolier offshore de N'kossa au Congo (1,7 milliard de dollars). En Côte d'Ivoire, elle a également approuvé une prise de participation pour le développement d'un gisement offshore de pétrole et de gaz. A cette occasion, les anciens du village local ont été longuement consultés pour la planification du tracé du pipeline à terre. Dans le secteur minier, elle a approuvé un financement pour l'exploitation de la mine d'or de Sadiola au Mali.

La priorité que la SFI accorde au développement des PME en Afrique est illustrée par le fait que plus de 60 pour cent des projets approuvés ont été financés par le biais du Fonds pour l'entreprise en Afrique (FEA). Ce fonds fournit une assistance directe aux PME en octroyant des financements allant de 100.000 dollars à 1.5 million de dollars en faveur de petits projets dont le coût est compris entre 250.000 dollars et 5 millions de dollars. Créé en 1989 comme un programme pilote, le FEA est un dispositif de terrain : ce sont des responsables régionaux qui traitent les dossiers d'investissement sous la supervision des représentants régionaux et des représentants résidents de la Société. En 1995, ses financements se sont élevés à 20,2 millions de dollars — 19,2 millions de dollars sous forme de prêts et de garanties et 1 million de dollars sous forme de participations et quasi-participations — en faveur de 30 projets dans 17 pays.

La couverture géographique du FEA s'étend, et ce fonds est devenu un premier point de contact important entre la SFI et un certain nombre de pays comme le Bénin et le Cap-Vert, où ses projets ont été les premiers investissements de la SFI. Même si le volume des opérations n'est pas important, les projets financés ont un impact notable sur le développement. Le FEA a aidé plusieurs entreprises à se lancer dans l'exportation de poissons, de crevettes, de fleurs, de fruits et de légumes. En Ouganda, par exemple, Nile Roses a entrepris d'exporter des roses vers l'Europe en 1993, et le succès rencontré par l'entreprise a suscité la création de nombreux autres projets de culture des roses dans le pays et généré déjà plus de 1.000 emplois.

## Financement des projets

	Ex. 95	Ex. 94
	<i>(millions de dollars)</i>	
<b>Financements approuvés pour le compte de la SFI</b>	<b>318</b>	<b>157</b>
Prêts, garanties et swaps	201	142
Participations et quasi-participations	117	15
<b>Mobilisation directe</b>	<b>113</b>	<b>69</b>
Syndications de prêts	113	69
Garanties d'émission	—	—
<b>Total des financements approuvés</b>	<b>431</b>	<b>226</b>
<b>Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI</b>	<b>899</b>	<b>813</b>
Prêts	756	727
Participations	143	86
<b>Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers</b> (participations à des prêts)	<b>310</b>	<b>341</b>
<b>Total du portefeuille d'engagements</b>	<b>1.209</b>	<b>1.154</b>

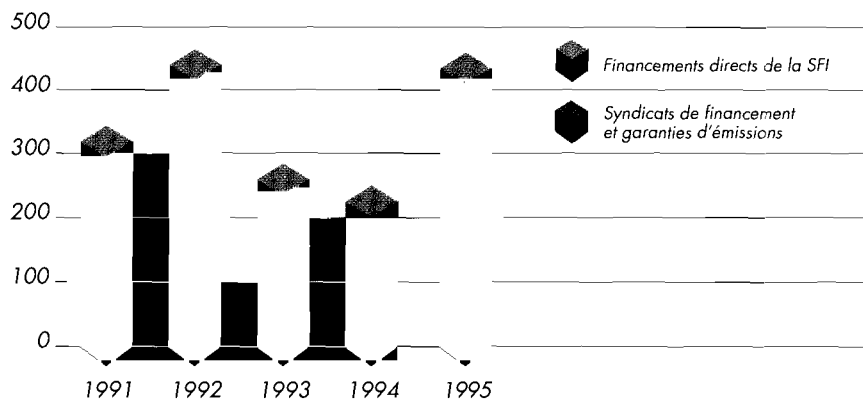
Le financement de projets de tourisme ne portant pas atteinte à l'environnement est une autre priorité du FEA. Cette année, un investissement en faveur d'un site de plongée sur l'île de Pemba, en Tanzanie, a été approuvé après une évaluation détaillée de l'environnement (voir page 85). Ce projet devrait attirer des touristes respectueux de l'environnement et réduire les pratiques destructrices, telles que la pêche à la dynamite.

Comme les années précédentes, la SFI s'est employée activement à développer les marchés financiers de la région. On trouvera à la page 24 la description de deux investissements effectués en Afrique du Sud dans ce secteur. La SFI a aussi approuvé des investissements dans le Zambézi Fund, qui investira dans des instruments participatifs et quasi-participatifs au Zimbabwe et en Zambie, ainsi que dans un fonds régional de capital-risque pour la zone CFA, pour répondre à la demande dans ce domaine. En outre, la SFI a investi dans plusieurs des sociétés de leasing, notamment dans la première société de ce type créée en Ouganda.

La Société a également approuvé des financements en faveur d'entreprises opérant dans divers autres secteurs, notamment les produits

## Financements approuvés Exercices 91-95

*(millions de dollars)*





*En Côte d'Ivoire, Pêcheur reste le chef de file de l'industrie florissante d'exportation de poissons et de crevettes.*

pharmaceutiques, le tourisme, l'industrie de transformation et l'agro-industrie. En Côte d'Ivoire, par exemple, un investissement de la SFI améliorera le système de distribution des médicaments génériques à faible coût lorsque la dévaluation du franc CFA a provoqué une flambée des prix des produits pharmaceutiques.

### **Assistance technique et services-conseils**

La SFI a développé ses activités d'assistance technique et de conseil auprès des entreprises et des pays membres de l'Afrique subsaharienne conformément à la stratégie qu'elle a arrêtée pour la région, en accordant une attention particulière aux PME.

Créé en 1986 par la SFI, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque africaine de développement, le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) apporte son concours pour la préparation des projets et la mobilisation des financements dans les pays subsahariens (voir page ci-contre).

En 1995, la SFI a créé un nouveau programme, le Service d'appui aux entreprises en Afrique (ESSA), dont la mission est de fournir une assistance technique aux entreprises une fois qu'elles

ont obtenu les financements dont elles ont besoin. Cette assistance concernera essentiellement la production, la commercialisation, les systèmes informatiques de gestion et l'administration des entreprises. L'ESSA commencera à fonctionner au Ghana au cours du troisième trimestre de l'année civile 1995, à titre expérimental. Avec ce nouveau service, la SFI offre toute une gamme de programmes permettant d'aider les PME aux divers stades de leur développement : l'APDF (stade du préfinancement), le FEA (financement) et l'ESSA (services postérieurs au financement).

La Société a fourni un ensemble de services d'assistance technique et de conseils pour faciliter la mise en place de marchés financiers dans la région. Au Zimbabwe, elle poursuit la révision du cadre juridique, la modernisation de la bourse des valeurs et l'élaboration de la législation des sociétés d'investissement à capital variable. Au Cap-Vert, elle a aidé à améliorer le cadre réglementaire des activités de leasing et, au Malawi, elle a conseillé les autorités sur les dispositifs à mettre en place pour créer une bourse des valeurs.

La SFI a joué un rôle de catalyseur en aidant divers pays africains à exécuter leurs programmes de privatisation. C'est ainsi qu'elle aide le Kenya à privatiser la compagnie aérienne nationale. Elle donne également des conseils au Gouvernement ougandais pour la privatisation du secteur des télécommunications, étape importante pour le développement des services d'infrastructure nécessaires aux entreprises.

La SFI fournit aussi régulièrement des conseils pour l'évaluation et la structuration des projets, soit à titre onéreux, soit dans le cadre d'une opération d'investissement. Dans certains cas, elle obtient des fonds fiduciaires pour financer des études de faisabilité. Ce fut, par exemple, le cas pour les études sur les logements préfabriqués en Afrique du Sud et sur le secteur du ciment en Erythrée.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), programme conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, a effectué diverses missions de conseil dans plusieurs pays de la région, y compris des études diagnostiques au Cameroun et en Gambie. Le FIAS a aidé à élaborer un plan stratégique pour la promotion des investissements au Malawi, et il a organisé une série d'ateliers sur la planification des entreprises pour la promotion des investissements au Zimbabwe. Au Ghana, où il est actif depuis longtemps, le FIAS a mis au point une carte routière de l'investisseur, qui identifie clairement les obstacles juridiques et administratifs que celui-ci rencontrera. En Ouganda, le FIAS a collaboré avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements pour élaborer et installer un système informatisée de suivi des investissements et de gestion.

La SFI et la Banque mondiale ont oeuvré de concert à la mise au point de plans d'action pour le secteur privé dans un certain nombre de pays. En 1995, une étude visant à identifier les contraintes qui entravent le développement des entreprises

privées a été entreprise en Namibie. Les évaluations du secteur privé conduites au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Mozambique ont été achevées. Un cadre de politique générale été élaboré pour l'Ethiopie et l'Ouganda. La SFI et la Banque mondiale ont également coopéré dans d'autres domaines intéressant le secteur privé, tels que le développement du secteur financier, les stratégies d'aide aux pays et les réunions du Groupe consultatif des bailleurs de fonds.

Pour atténuer la pénurie de gestionnaires bien formés et expérimentés en Afrique subsaharienne, la SFI a contribué à la création, en 1989, de la *Société de services de gestion pour l'Afrique* (AMSCO), avec le PNUD et la Banque africaine de développement. Conçue pour aider les entreprises africaines à soutenir la concurrence internationale, l'AMSCO engage des cadres expérimentés pour qu'ils apprennent aux gestionnaires locaux à devenir autosuffisants. Le PNUD et les gouvernements de 11 pays industriels fournissent des dons qui vont alimenter deux fonds : le premier finance des prêts aux entreprises qui ont conclu un contrat avec l'AMSCO, mais qui n'ont pas les devises nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes au contrat; et le second finance en partie le coût de la formation du personnel et des cadres locaux.

L'AMSCO a signé des contrats avec dix entreprises de sept pays pendant l'année civile 1994, ce qui porte le total à 22 contrats dans 11 pays, associant 44 cadres d'entreprise. Globalement, 9,1 millions de dollars de prêts et 4 millions de dollars de dons pour des formations ont été approuvés en faveur d'entreprises africaines.

### ***Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique***

*Pour répondre à la demande d'un nombre croissant d'entrepreneurs désireux d'obtenir des conseils pour développer ou moderniser leurs activités ou lancer de nouvelles entreprises, la Banque africaine de développement (BAfD), la SFI et le PNUD ont créé le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) en 1986. Il a pour but d'accélérer le développement d'entreprises privées productives appartenant à des Africains, afin de stimuler la croissance économique et l'emploi productif. Il fournit un appui technique à des clients qui montent des entreprises en les aidant à trouver des partenaires financiers et techniques sur place ou à l'étranger, à se procurer des fonds propres ou à contracter des emprunts, et à négocier des conditions de financement équitables. L'APDF aide généralement les entrepreneurs à obtenir des financements pour des projets dont le coût se situe entre 250.000 dollars et 7 millions de dollars, mais il prend aussi en considération des projets de moindre envergure qui peuvent avoir un impact économique important dans le pays d'accueil. Parfois, il concourt aussi à la réalisation des projets.*

*Les ressources de l'APDF sont fournies par la BAfD, la SFI, le PNUD et 15 pays industriels, dont certains apportent également une assistance technique en nature. L'APDF a des missions régionales à Abidjan, Harare et Nairobi, et des missions locales à Accra, Douala et Johannesburg. Il fonctionne comme un projet PNUD. La SFI en est l'agent d'exécution chargé de la gestion des projets, et la BAfD en est le promoteur régional.*

*Pendant l'année civile 1994, l'APDF a aidé à lever 22 millions de dollars sous forme de prêts et de participations au bénéfice de 39 projets dans 16 pays. Représentant un investissement total de 44 millions de dollars, ces projets devraient déboucher sur plus de 2.000 nouveaux emplois. Depuis sa création, l'APDF a apporté son concours à 202 projets dans 29 pays, qui ont généré environ 16.600 emplois. Globalement, ces projets représentent des investissements d'un montant de 315 millions de dollars, sur lequel l'APDF a aidé à lever 210 millions de dollars sous forme de prêts et de dotations en fonds propres.*

Afrique subsaharienne  
**Projets approuvés durant l'exercice 95**

**Financement**  
(millions de dollars)

Description du projet	Financement					Financement total	Coût total du projet
	SFI		Autre type de financement				
	Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Afrique du Sud</b> African Life Assurance Company Limited		11,7				11,7	92,0
South Africa Capital Growth Fund		20,0				20,0	100,0
South Africa Franchise Capital Fund		0,1	3,5			3,6	15,3
<b>Benin</b> Bank of Africa, Benin (BOAB) <sup>a</sup>			**			**	**
Union béninoise d'assurances-vie		0,1				0,1	0,7
<b>Cameroun</b> Complexe avicole Mvog-Betsi		0,4				0,4	1,5
<b>Congo</b> Elf Congo		50,0				50,0	1.600,2
Engen Congo		15,0	2,9	28,5	45,0	91,4	99,8
<b>Côte d'Ivoire</b> Block CI-11 Hydrocarbon Development <sup>b</sup>		30,0	27,3		40,0	97,3	161,0
Compagnie ivoirienne de production d'électricité		16,9	0,9			17,8	70,0
Etablissements R. Gonfreville		1,9				1,9	1,9
Laborex - Côte d'Ivoire		2,8				2,8	6,6
Société africaine de crédit automobile (SAFCA) et Société africaine de crédit bail (SAFBAIL)					9,2*	9,2	9,4

## Projets approuvés durant l'exercice 95

		<b>Financement</b> (millions de dollars)						
		SFI		Autre type de financement				
<b>Description du projet</b>		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre	Financement total	Coût total du projet
<b>Côte d'Ivoire</b> <i>(suite)</i>								
Texicodi	Restructurer les opérations de finissage et d'impression de la principale société textile	1,3					1,3	1,3
<b>Gambie</b>								
Kerr Kande Farm Ltd.	Construire six installations avicoles et en moderniser 14, acquérir des mangeoires et des abreuvoirs automatiques (AEF)	0,2					0,2	0,6
<b>Ghana</b>								
Antelope Company Limited	Installer une usine entièrement automatisée pour la fabrication locale de spirales anti-moustiques (AEF)	0,4					0,4	1,0
Darko Farms Company Limited	Moderniser et accroître les activités avicoles en agrandissant l'exploitation et en améliorant les activités de commercialisation et de distribution (AEF)	0,5					0,5	1,3
Dupaul Wood Treatment (Ghana) Limited	Développer de façon durable la capacité de transformation du bois de tek par l'utilisation d'un traitement chimique non polluant (AEF)	1,0					1,0	4,7
<b>Guinée</b>								
Delicia, S.A.	Produire des fruits déshydratés pour les exporter vers l'Europe (AEF)	0,4					0,4	1,3
<b>Kenya</b>								
Bawan Roses Ltd.	Produire des roses dans une exploitation à Thika pour l'exportation (AEF)	0,5					0,5	1,5
Kenfunds Unitrust/Kenya Fund Management Company	Prendre une participation dans la société de gestion du premier fonds national (AEF)		0,3				0,3	1,0
Kihingo Roses Limited	Produire des roses sur une exploitation de trois hectares pour l'exportation vers l'Europe (AEF)	0,5					0,5	1,6
The Magadi Soda Company Limited	Agrandir l'usine et réaménager les équipements de transport, de stockage et de manutention d'un producteur-exportateur de carbonate anhydre de sodium	9,0					9,0	23,1
Vegpro Kenya Limited	Construire une installation de calibrage, de conditionnement et d'entreposage de légumes frais pour accroître les exportations de 1.700 tonnes par an (AEF)	1,0					1,0	3,3
<b>Madagascar</b>								
Aquaculture de la Mahajamba (AQUALMA)	Agrandir de 260 hectares le centre d'élevage de crevettes et réaménager les installations de transformation	2,0	0,2				2,2	11,4
Karibotel	Rénover et réaménager l'hôtel de trois étages (AEF)	0,4					0,4	1,2
<b>Malawi</b>								
Stockbrokers Malawi Limited	Constituer la première société de courtage, et créer et gérer la première bourse des valeurs (AEF)		0,1				0,1	0,5
<b>Mali</b>								
Société des minoteries du Mali	Construire une minoterie d'une capacité de 23.000 tonnes par an à Bamako (AEF)					1,5*	1,5	6,2



Afrique subsaharienne  
**Projets approuvés durant l'exercice 95**

**Financement**  
(millions de dollars)

Description du projet	Financement					Financement total	Coût total du projet
	SFI		Autre type de financement				
	Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Mali (suite)</b> Société d'exploitation des mines d'or de Sadiola, S.A.	Exploiter la mine d'or de Sadiola pour produire environ 270.000 onces d'or par an	35,0	4,8		25,0	<b>64,8</b>	<b>246,2</b>
<b>Mozambique</b> Bonar Fisheries Holdings Limitada	Faciliter l'expansion de la société de pêche grâce à l'achat de quatre plates-formes et à l'amélioration des installations à terre (AEF)	0,3				<b>0,3</b>	<b>0,9</b>
Maputo Carvao, de Coque Limitada	Monter une usine qui produira 94.000 tonnes par an de goudron réducteur de houille et de coke dans le terminal à charbon de Matola (AEF)	1,0	0,3			<b>1,3</b>	<b>5,0</b>
<b>Nigéria</b> Nabegu Company (Nigéria) Limited	Agrandir la tannerie à vocation exportatrice pour la doter d'une capacité accrue et lui permettre de transformer les peaux en croûtes de cuir et en cuirs finis de haute qualité (AEF)	1,0				<b>1,0</b>	<b>2,9</b>
Vinfesen Industries Nigeria Limited	Créer une usine de plastique pour la production de tuyaux PVC, de pièces détachées pour automobiles et machines, et d'articles ménagers en plastique (AEF)	1,0				<b>1,0</b>	<b>2,7</b>
<b>Ouganda</b> Rainbow Academy Limited	Construire des installations permanentes pour l'école internationale primaire et secondaire privée située dans la banlieue de Kampala (AEF)	0,8				<b>0,8</b>	<b>1,9</b>
Uganda Leasing Company Limited	Etablir la première société de leasing		0,4			<b>0,4</b>	<b>1,5</b>
<b>Seychelles</b> Acajoux Hotel Limited	Conclure et exploiter un hôtel de 28 chambres sur une plage de l'île Praslin (AEF)	1,0				<b>1,0</b>	<b>3,3</b>
Coral Strand Hotel	Rénover l'hôtel de 103 chambres et construire 32 chambres supplémentaires à Mahé	3,2				<b>3,2</b>	<b>7,9</b>
<b>Swaziland</b> Swazi Paper Mills Limited	Utiliser du papier recyclé pour accroître la production du seul fabricant de papier d'emballage — qui est aussi le plus gros employeur — du pays	5,0				<b>5,0</b>	<b>12,0</b>
Swazi Poultry Processors Limited	Monter une usine de transformation de poulet capable de traiter 1,2 million de poulets par an et de produire 2.100 tonnes par an de chair de poulet (AEF)				0,3*	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>
<b>Tanzanie</b> MIC Tanzania Limited	Mettre en place et exploiter le premier réseau de téléphone mobile de Tanzanie servant Dar es-Salaam et Zanzibar (AEF)	1,0	0,2			<b>1,2</b>	<b>3,5</b>
One Earth (Zanzibar) Limited	Construire un hôtel de 60 lits sur l'île Pemba pour accueillir les amateurs étrangers de plongée sous-marine (AEF)	0,7				<b>0,7</b>	<b>2,9</b>

## Projets approuvés durant l'exercice 95

### Financement (millions de dollars)

Description du projet	SFI					Autre type de financement	
	Prêt	Participation		Syndication	Autre	Financement total	Coût total du projet
		Quasi-participation	Participation				
<b>Tanzanie (suite)</b> Tanzania Breeders and Feedmills Limited	1,0					1,0	2,4
Tanzania Breweries Limited <sup>a</sup>				3,0		3,0	3,0
Tanzania Leather	1,0					1,0	5,3
Tradeco Oil Industries	0,9					0,9	5,4
<b>Zambie</b> Kaila Lodge Limited	0,2					0,2	0,4
<b>Zimbabwe</b> Chimwala Farm (Pvt.) Limited	0,4					0,4	1,3
FMB Holdings Limited		0,8				0,8	8,1
Itachi Plastics (Pvt) Limited	0,3	0,1				0,4	1,0
Stone Holdings (Pty) Ltd. and Zimrock International (Pty) Ltd.	1,5					1,5	4,1
<b>Ensemble de la région</b> CFA Capital Development Fund		9,0				9,0	41,0
Zambesi Fund		6,1				6,1	33,0

\* garantie

\*\* moins de \$50.000

† instrument de gestion des risques

‡ prêt conditional

§ swap

a. Non compris dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95. Compris dans le nombre total des pays.

b. Compté comme deux projets dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.

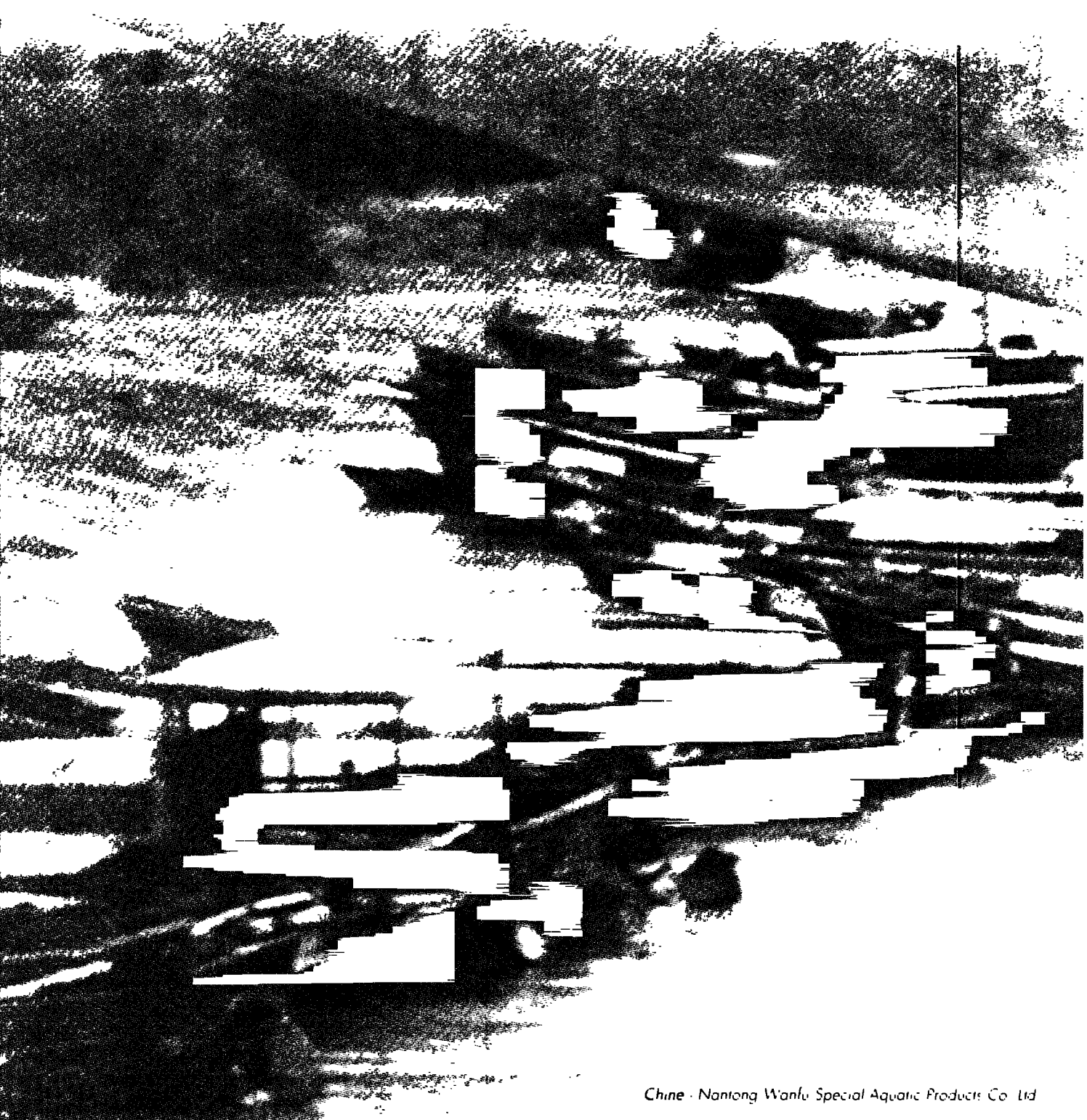
## Afrique subsaharienne

### Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995

	Domaine d'activité	Description
<b>Afrique du Sud</b>	Assistance technique	La SFI a réuni, par l'intermédiaire du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, les capitaux nécessaires au financement d'une étude de marché et de faisabilité pour une usine de transformation de déchets de papier locaux en papier de soie.
	Assistance technique	La SFI, grâce à son Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a financé une étude de faisabilité et d'identification de projet pour la fabrication en coentreprise de composants destinés à la construction de logements bon marché.
<b>Cameroun</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a réalisé une étude diagnostique du climat de l'investissement.
<b>Cap-Vert</b>	Développement des marchés financiers	La SFI offre des conseils pour améliorer le cadre juridique et réglementaire applicable au leasing.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a contribué à l'évaluation du Service de promotion des investissements.
<b>Erythrée</b>	Assistance technique	La SFI a réuni, par l'intermédiaire du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, les capitaux nécessaires au financement d'une étude de faisabilité pour la conception et la construction d'une cimenterie.
<b>Gambie, La</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a réalisé une étude diagnostique sur le climat de l'investissement.
<b>Ghana</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a passé en revue le cadre réglementaire.
<b>Kenya</b>	Assistance technique	La SFI s'est chargée, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, de fournir l'aide nécessaire au diagnostic et à la solution des problèmes posés par l'entretien des métiers à tisser d'une filature, et pour faciliter l'application à titre expérimental des recommandations émises.
	Privatisation	La SFI a aidé le gouvernement à restructurer Kenya Airways, le transporteur national, et en dirige actuellement la privatisation.
<b>Malawi</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a conseillé les autorités du Malawi sur le développement de la bourse des valeurs du pays.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a contribué à définir une stratégie de promotion des investissements.
<b>Mali</b>	Assistance technique	La SFI a réuni, par l'intermédiaire du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, les capitaux nécessaires au financement d'une étude sur les aspects techniques et d'infrastructure du projet de modernisation et d'expansion d'une cimenterie.
<b>Mozambique</b>	Assistance technique	La SFI, par l'intermédiaire du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a apporté son concours à une étude de marché sur la modernisation du port de manutention du charbon pour les charbons spéciaux.
<b>Nigéria</b>	Gestion financière des entreprises	La SFI fournit des conseils en matière de stratégie à la United Africa Company of Nigeria, premier groupe commercial privé nigérian. Elle apporte aussi une assistance au groupe dans plusieurs domaines : agroentreprise, transformation alimentaire, industries d'exploitation forestière et des produits dérivés du bois, développement de la gestion, et nouvelles possibilités d'investissement.

## Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Ouganda</b>	Assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI s'est engagée à financer les premiers travaux juridiques et techniques sur la privatisation des services des postes et des télécommunications.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a installé le logiciel mis au point pour le suivi des investissements en devises au Service de promotion des investissements.
<b>Tanzanie</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a contribué aux travaux concernant l'ébauche d'un réseau de télécommunications axé sur la transmission de données.
	Assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI s'est engagée à financer une étude de faisabilité sur la création d'une institution spécialisée chargée de gérer une « Société d'investissement à capital variable ». Il s'agit de soutenir les actions de privatisation en permettant aux particuliers d'investir dans des entreprises nationales.
	Développement des marchés financiers	La SFI a conseillé les autorités tanzaniennes sur la formulation d'un projet de loi sur les marchés financiers.
<b>Zimbabwe</b>	Développement des marchés financiers	La SFI fournit des conseils sur le cadre juridique et la modernisation de la bourse des valeurs du Zimbabwe.
	Développement des marchés financiers	La SFI a fourni toute une série de conseils sur la formulation d'une législation applicable aux sociétés d'investissement à capital variable.
	Développement des marchés financiers	La SFI dispense des conseils sur la révision des lois applicables aux institutions financières autres que les banques.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a organisé une série d'ateliers sur la planification en entreprise, afin de faciliter la préparation d'un plan stratégique de promotion des investissements.
	Privatisation/ assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a pris des dispositions pour qu'une équipe d'experts prête son concours au transporteur national de fret aérien pendant la phase initiale de sa privatisation.
<b>Région Afrique de l'Ouest</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a réuni les fonds nécessaires au financement d'une étude documentaire et de la mise en place du nouveau cadre réglementaire applicable au marché des titres dans les pays d'Afrique de l'Ouest membres de l'Union monétaire ouest-africaine.



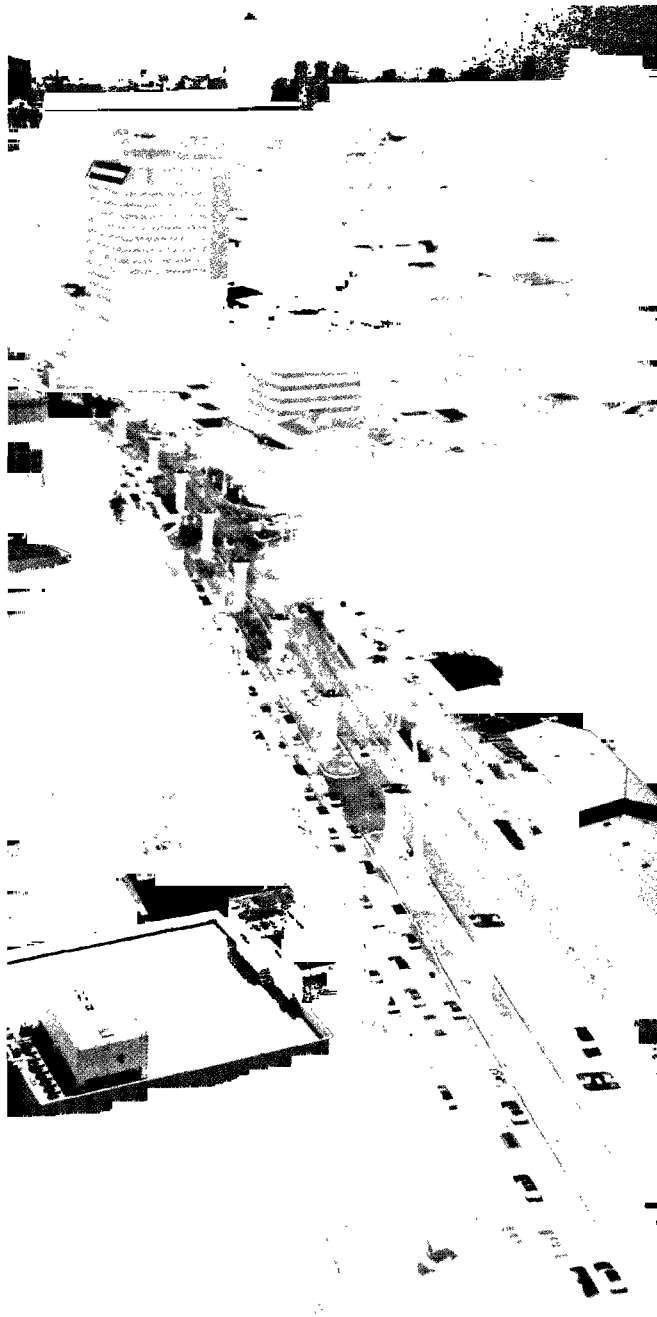
#### **Membres régionaux de la SFI :**

*Bangladesh, Chine, République de Corée, Fidji, Inde, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Maldives, îles Marshall, Etats fédérés de Micronésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, îles Salomon, Samoa-Occidental, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Viet Nam.*

Devant les succès rencontrés par des pays d'Asie de l'Est tels que le Japon et la Corée du Sud avec leur stratégie de croissance tirée par le secteur privé, les politiques économiques menées en Asie ont été de plus en plus favorables aux entreprises privées en 1995. Le cadre macroéconomique de la quasi-totalité des pays de la région est resté stable, les décideurs ayant su réagir avec rapidité et pragmatisme aux graves fluctuations des mouvements de capitaux avec l'extérieur. Les taux de change et d'intérêt ont permis au secteur privé de rester ou de devenir compétitif sur les marchés internationaux, et l'inflation a pu être maîtrisée à 10 pour cent en moyenne.

Le secteur privé a réagi par des investissements importants. La plupart ont été financés par l'épargne intérieure, mais l'investissement étranger et les prêts extérieurs représentent aussi d'importantes sources de financement, surtout pour les équipements d'infrastructure, secteur où les besoins sont de plus en plus importants. Pour stimuler les investissements étrangers, la législation et les systèmes d'incitation ont été améliorés et rendus plus transparents. La conjonction de deux facteurs — l'intérêt soutenu des pays de l'OCDE pour l'Asie, et la diminution des liquidités dans les économies asiatiques en développement — a incité les grandes entreprises de la région à se tourner vers les marchés financiers internationaux. Toutefois, les remous qui ont agité ces marchés à la fin de 1994 et au début de 1995 ont ralenti les apports de capitaux à moyen et à long terme, dont ces pays ont le plus grand besoin pour financer de gros investissements. Une partie de la demande d'emprunt à long terme reste donc insatisfaite.

Si toutes les économies asiatiques ont adopté une stratégie de développement généralement fondée sur les lois du marché et l'initiative privée, des différences importantes n'en subsistent pas moins. Dans la plupart des économies d'Asie de l'Est, et surtout en Corée et en Malaisie, les grandes firmes n'ont guère de mal à lever des fonds en monnaie nationale ou en devises, mais les entreprises de moindre importance ont encore des difficultés à trouver des financements longs à des taux raisonnables. Les réformes mises en oeuvre par les pays de l'Asie du Sud il y a relativement peu de temps ont été bien accueillies par les investisseurs internationaux, mais



elles ont aussi créé de nouveaux besoins d'investissement parmi les entreprises domestiques, qui doivent se restructurer pour affronter une concurrence internationale de plus en plus vive.

S'engageant dans la voie ouverte par les entreprises de l'Asie de l'Est, d'importantes firmes d'Asie du Sud ont pu prendre pied sur les marchés internationaux au cours des exercices 94 et 95. La

*A Bangkok, la SFI investit dans les transports en commun pour réduire le temps de transport sur route des habitants, qui approche aujourd'hui les 50 jours par an.*

### **La Société du réseau de transports en commun à Bangkok**

*Après avoir connu certains des problèmes de circulation parmi les plus graves au monde, Bangkok se dotera d'ici la fin de la décennie d'un réseau de transports en commun séparé pour décongestionner le quartier central des affaires. La SFI a approuvé un projet pour la construction, l'exploitation et l'entretien d'un métro aérien comptant deux lignes séparées et des rames de six voitures pouvant transporter jusqu'à 50.000 voyageurs l'heure dans chaque direction. Le coût de ce réseau est estimé à 1,6 milliard de dollars. La réalisation de ce projet clés en main sera confiée à un consortium germano-thaïlandais regroupant Siemens et Ital-Thai Plc, la plus grande entreprise de travaux publics thaïlandaise, sous l'égide d'un promoteur immobilier thaïlandais, Tanayong Public Company Limited.*

*Il s'agit du premier réseau de transports en commun à être entièrement construit et exploité par le secteur privé dans le cadre d'une concession de travaux publics depuis la construction, il y a 100 ans, du métro new-yorkais. La SFI a structuré le plan de financement du projet, en contribuant à améliorer les accords de concession et de construction, et mis au point des stratégies en vue d'atténuer les risques.*

*Le projet est une composante extrêmement visible du programme du Gouvernement thaïlandais, qui vise à ouvrir certains domaines du secteur de l'infrastructure aux investisseurs privés pour fournir des services plus efficaces au public. Les besoins sont en effet criants. Les habitants de Bangkok passent aujourd'hui presque 50 jours par an en moyenne dans les transports par voie routière, et les niveaux de plomb émanant des gaz d'échappement sont en passe de devenir un risque majeur pour la santé. Le nouveau réseau de transports publics permettra non seulement d'alléger la circulation et de diminuer les temps de transport, mais contribuera également à réduire la pollution, la consommation excessive de carburant et les problèmes sanitaires.*

Chine et le Viet Nam, qui sont en train de passer à une économie de marché, ont enregistré une augmentation sans précédent de la production et des revenus, malgré le fait que plusieurs des institutions indispensables à une réelle économie de marché restent insuffisamment développées et qu'il y a encore beaucoup de questions importantes à régler.

#### **Stratégie et opportunités**

L'aide au secteur privé dans les pays d'Asie a posé de sérieux problèmes à la SFI en 1995. La région comprend des économies petites et grandes — dont la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés du monde — qui sont, de surcroît, à des stades de développement très différents. Plusieurs pays ont enregistré un taux de croissance de plus de 8 pour cent en 1994 et dans la première moitié de 1995. Ils continuent d'intéresser les investisseurs étrangers malgré les turbulences qui ont secoué les marchés internationaux au début de cette année. Mais, dans presque tous les pays, l'insuffisance notable des équipements d'infrastructure pose un réel problème pour les projets financés par le secteur privé, en particulier dans les secteurs de l'électricité, des transports et de l'eau.

La SFI a ajusté la composition géographique et sectorielle de son portefeuille de projets pour répondre aux besoins des économies émergentes les plus récentes, en s'attachant en particulier aux marchés financiers et aux équipements d'infrastructure ainsi qu'au secteur manufacturier en général. Pour 1995, elle s'était fixé les priorités suivantes :

- catalyser l'accès aux ressources locales et étrangères,
- promouvoir les investissements intrarégionaux, et
- soutenir un grand nombre de petites et moyennes entreprises.

La Société a continué d'investir activement dans les industries traditionnelles de grands pays comme l'Inde et l'Indonésie. En Chine, l'aide directe aux projets a doublé dans plusieurs secteurs et dans diverses provinces. La SFI a aussi travaillé en collaboration étroite avec des organismes publics pour améliorer l'emploi des investissements étrangers dans des domaines d'importance vitale. Au Viet Nam, pour aider l'environnement dans lequel évoluent les entreprises à s'adapter aux règles du marché, la SFI a centré ses efforts sur les secteurs qui venaient de s'ouvrir à la concurrence et conseillé les autorités sur les réformes complémentaires à introduire dans la politique économique et le cadre réglementaire.

L'assistance apportée par la SFI aux entreprises pour leurs investissements intrarégionaux est un volet de plus en plus important de ses activités en Asie. Les entreprises des nouvelles économies industrielles que sont la Corée, Hong Kong et Singapour délocalisent les industries grosses consommatrices de main-d'oeuvre et de ressources dans les pays à faible coût de la région, tandis que les grands conglomérats de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est étendent le champ de leurs investissements, notamment vers la Chine. Cette évolution amène tout naturellement la SFI à aider ces entreprises à se procurer des capitaux et à appréhender le nouvel environnement dans lequel elles sont appelées à évoluer.

Les petits pays pauvres d'Asie posent des problèmes particuliers. La stratégie de la Société dans ces pays est de centrer son action sur les petites et moyennes entreprises (PME). Au Bangladesh, par exemple, elle a fourni une garantie de prêt qui a permis de mobiliser des ressources locales pour des PME par l'intermédiaire d'une société de leasing. Elle a aussi créé un petit fonds de participation dans les pays insulaires du Pacifique, où le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud continue de promouvoir les PME (voir page 39).

#### **Financement des projets et mobilisation des ressources**

Pendant l'exercice 95, la SFI a approuvé 45 projets en Asie — 43 projets dans 10 pays et deux projets régionaux — contre 42 projets dans 10 pays, et deux projets régionaux pendant l'exercice 94. Au 30 juin, le portefeuille d'engagements de la SFI

comprenait des prêts et des investissements en faveur de 191 entreprises de 17 pays, contre 196 entreprises de 14 pays un an auparavant.

Les difficultés rencontrées par beaucoup de pays pour lancer des emprunts à long terme ont suscité une forte demande de lignes de crédit auprès de la SFI, en particulier pour les PME. La Société a octroyé des lignes de crédit à l'Inde, à l'Indonésie et à la Thaïlande, et s'est efforcée de renforcer les institutions non seulement dans les secteurs traditionnels comme le leasing et les banques, mais aussi pour des produits plus avancés tels que la titrisation. En Inde et en Indonésie, les investissements de la SFI dans deux banques commerciales permettront d'améliorer les services financiers en stimulant la concurrence. La Société a aussi aidé à mobiliser l'importante épargne intérieure de la région au profit d'investissements locaux. Les besoins de financement en monnaie locale pour les projets domestiques ont sensiblement augmenté au cours des dernières années avec la multiplication des possibilités d'investissement privé. En Indonésie, la SFI a aidé à créer la première institution d'un pays en développement dont les activités seront centrées sur la titrisation des actifs et l'émission de nouveaux titres d'emprunt. Cette institution devrait servir de modèle à d'autres pays de la région, et contribuer ainsi de façon importante au développement des marchés obligataires locaux.

Dans le cadre d'une transaction originale, la SFI a fourni un prêt de 180 millions de dollars et mis en place un programme de papier commercial américain structuré pour la première société financière thaïlandaise. Ce programme d'une structure inédite a permis à la SFI de lever, pour la première fois, des fonds pour une économie émergente sur le marché américain du papier commercial. Cette société est ainsi devenue la première société privée thaïlandaise à diversifier ses sources de financement en prenant pied sur l'un des marchés des capitaux les plus liquides, les plus profonds et les plus souples du monde — un marché auquel les emprunteurs des marchés naissants n'ont généralement pas accès. Ce prêt est le plus important jamais consenti par la SFI à une institution financière; il s'agit là de la première opération de syndication de lettre de crédit de la SFI.

Compte tenu de la rapidité des innovations dans les procédés industriels, les produits et les marchés de la région, la SFI a apporté son concours à diverses entreprises manufacturières. Lorsque ces pays ont commencé à déréglementer les activités économiques et à s'ouvrir à l'extérieur, la SFI a mis en contact les investisseurs étrangers et les entreprises en voie de restructuration. En dehors de ces transactions, elle a beaucoup aidé au règlement de questions d'ordre technique, juridique et environnemental, ainsi qu'à la mobilisation de ressources. Ses projets industriels visaient, pour plus de la moitié, à aider des entreprises de moyenne importance, dont beaucoup étaient en pleine expansion mais ne disposaient pas des techniques financières et de gestion suffisantes pour obtenir de bonnes

conditions sur les marchés financiers internationaux. La SFI a ainsi aidé un certain nombre d'entreprises à caractère familial à devenir des sociétés d'envergure internationale, dotées de cadres de gestion et de spécialistes du marketing pour diriger les affaires courantes.

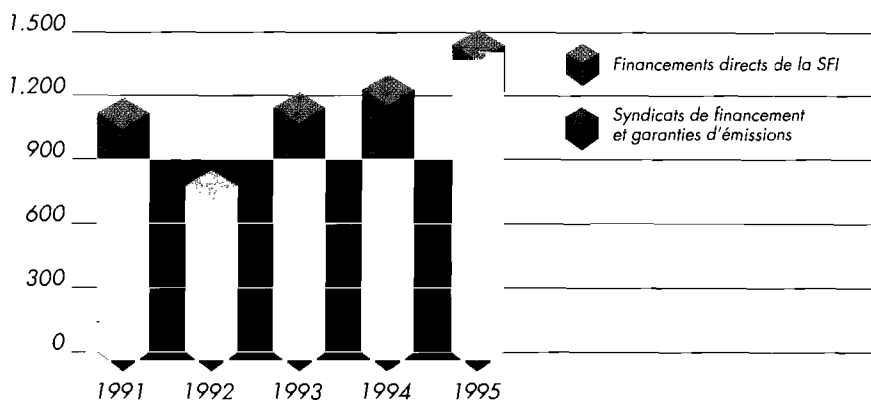
Dans le secteur manufacturier, le fort potentiel de croissance des produits pétrochimiques a amené la SFI à intensifier ses interventions dans ce

### Financement des projets


	Ex. 95	Ex. 94
	(millions de dollars)	
<b>Financements approuvés pour le compte de la SFI</b>	<b>691</b>	<b>605</b>
Prêts et swaps	522	387
Participations et quasi-participations	169	218
<b>Mobilisation directe</b>	<b>752</b>	<b>624</b>
Syndications de prêts	752	559
Garanties d'émission	—	65
<b>Total des financements approuvés</b>	<b>1.443</b>	<b>1.229</b>
<b>Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI</b>	<b>2.345</b>	<b>2.039</b>
Prêts	1.785	1.538
Participations	560	501
<b>Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers</b> (participations à des prêts)	<b>1.181</b>	<b>1.040</b>
<b>Total du portefeuille d'engagements</b>	<b>3.526</b>	<b>3.079</b>

secteur en Asie. Parmi les projets ayant un impact considérable sur le développement, on peut citer le premier investissement de la SFI dans le secteur pétrochimique chinois, dans le cadre duquel elle a prêté son concours à un fabricant de pellicules et de résines polyvinylées (PVC). Première coentreprise du genre en Chine, elle fournira un véhicule pour les transferts de technologies de ses promoteurs ayant une solide expérience des aspects techniques et commerciaux de ce type d'activité. A l'heure actuelle, l'industrie des PVC comprend surtout de petites usines qui emploient d'anciennes techniques,

### Financements approuvés Exercices 91-95 (millions de dollars)







*En Chine, la SFI investit dans l'industrie pétrochimique avec la construction par Suzhou Huasu Plastics d'installations modernes de production de PVC.*

d'où la nécessité d'importer des volumes considérables. L'entreprise permettra de réduire le déficit de l'offre et de faire faire à la Chine un premier pas important dans la voie de la modernisation de son industrie pétrochimique.

L'essor rapide des secteurs productifs exerce des pressions sur l'infrastructure qui nécessite d'importants financements sous forme de capital-risque, et notamment des montages financiers pour crédits à long terme. Aussi la SFI a-t-elle étendu ses activités à toute une série de projets d'infrastructure dans plusieurs pays. Au Viet Nam, la SFI a investi dans le premier port du secteur privé, qui favorisera l'essor des activités économiques dans une nouvelle zone industrielle ainsi que la distribution plus efficace de produits essentiels, comme les engrais et les produits agricoles. Le port permettra aussi de décongestionner le port de Saigon, où le trafic est devenu trop intense pour les équipements existants. Incidemment, le tracé d'une route de desserte vers le terminal, qui avait été élaboré après que l'évaluation de l'impact environnementale eut été réalisée pour éviter une ville, a été modifié à la demande des villageois qui voulaient que leur

village soit directement relié à un grand axe national. Cette opération permettra aussi de prouver que le secteur privé peut jouer un rôle important dans le domaine de l'infrastructure en Asie, même dans les pays où le cadre juridique et la réglementation des investissements en sont encore à un stade embryonnaire.

### **Assistance technique et services-conseils**

La SFI a fourni à la région une assistance technique sous diverses formes allant de l'aide aux entreprises pour la préparation et l'évaluation des projets, aux conseils donnés aux gouvernements sur des questions liées à l'investissement étranger et à la création de marchés financiers. Outre qu'elle a diversifié et multiplié ses interventions — en particulier dans les nouveaux services des économies émergentes de la région — la SFI a organisé de nombreux séminaires dans des villes importantes sur des thèmes tels que l'investissement privé dans les équipements d'infrastructure, et l'évolution récente des marchés financiers. Elle a en particulier organisé un séminaire de deux jours à l'intention des offices indiens de l'électricité sur la structuration et la mise en oeuvre des accords d'achat d'électricité.

La Société a également aidé par ses conseils des entreprises publiques de divers pays d'Asie à opérer des restructurations et des privatisations. Aux Philippines, elle a conseillé le gouvernement sur la restructuration financière et la privatisation de la Philippines Associated Smelting Corporation. Cette société, qui est parmi les plus grands complexes de fusion et de raffinage du cuivre en Asie, est une importante source de recettes en devises pour le pays. La SFI a préconisé un plan qui permettra d'alléger l'endettement excessif de la société et de transférer aux mains du secteur privé la participation majoritaire de l'Etat, tout en rapportant à ce dernier des recettes substantielles. La SFI a demandé par ailleurs que la société fasse l'objet d'un audit environnemental, ce qui a eu pour effet de multiplier les études environnementales dans l'ensemble du complexe industriel.

Au Viet Nam, la SFI a conseillé le gouvernement sur les dispositions à prendre pour constituer un secteur financier en créant des marchés financiers et en développant l'industrie de leasing privée. En ce qui concerne les marchés financiers, la SFI a travaillé avec le gouvernement à l'élaboration d'une loi portant sur la création de la commission des opérations de bourse et d'une législation sur les valeurs mobilières. La SFI a aussi aidé les autorités à arrêter les dispositions régissant la création et le fonctionnement des sociétés de leasing.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), programme conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, s'est surtout attaché à faciliter les relations d'affaires entre les investisseurs étrangers et les producteurs locaux en Indonésie et aux Philippines. En Chine et au Viet Nam, le FIAS a examiné ce qu'implique, pour les orientations de politique générale, le recours à l'investissement

étranger direct pour financer l'infrastructure. En Thaïlande, le FIAS a aussi préparé un programme de promotion pour la côte Est, opération inédite qui a mis en évidence la première stratégie régionale en matière d'investissement. A partir des recommandations formulées par le FIAS, la Banque asiatique de développement se prépare à octroyer un don important pour le financement d'une assistance technique à la Thaïlande. Avec le concours du FIAS, l'Indonésie a assoupli les restrictions qui limitaient les prises de participations et l'investissement étranger dans certains secteurs d'activité; par la suite, le FIAS a aidé le gouvernement à revoir sa politique pour encourager les liaisons en amont entre les investisseurs étrangers et les PME du pays.

### ***Le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud***

*C'est en 1990 que la SFI a créé le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF), en vue de fournir des services d'assistance technique et d'appui aux petites et moyennes entreprises du secteur privé dans neuf pays du Pacifique Sud. Financé par la SFI et un certain nombre de pays, le SPPF apporte un concours technique pour la préparation de projets d'investissement « bancables », d'un coût allant de 250.000 dollars à 5 millions de dollars. Il peut aussi prendre en considération des projets n'entrant pas dans cette fourchette, si ceux-ci peuvent avoir un impact important sur l'économie et le développement. Le SPPF ne fournit pas de concours financiers directs, mais s'efforce d'aider les promoteurs de projets à lever des fonds auprès des banques commerciales et des institutions financières locales.*

*Le SPPF, qui a atteint et parfois dépassé les objectifs opérationnels qu'il s'était fixés au départ, tout en restant dans les limites de son budget, a été prolongé de cinq ans. A ce jour, le SPPF a prêté son concours pour la réalisation de 43 projets et aidé à lever 24,1 millions de dollars pour divers projets, représentant un coût global de 34,3 millions de dollars, créant ainsi plus de 900 emplois et rapportant 20,8 millions de dollars en devises étrangères par an.*

*Consciente de la nécessité de compléter l'action du SPPF en apportant un concours financier aux petites et moyennes entreprises, la SFI prévoit de créer un fonds d'investissement en quasi-participations (QEIF), qui investira entre 50.000 et 300.000 dollars dans les entreprises privées des pays insulaires du Pacifique Sud, dans des instruments allant des actions privilégiées amortissables en monnaie locale à des prêts subordonnés libellés en dollars. En l'absence de marchés financiers développés, le QEIF fournira une base de financement solide pour les projets viables, de manière à pallier la pénurie de fonds propres et de prêts commerciaux dont souffrent les entreprises de la région.*

*En 1995, le SPPF a notamment aidé la société Massim Expeditions and Tours en Papouasie-Nouvelle-Guinée à évaluer un service de transport par avion amphibie de 250.000 dollars pour les voyageurs, les marchandises légères et les évacuations médicales entre la capitale et des îles écartées. Comme il n'existe pas de terrain d'aviation dans ces îles, le seul moyen d'accès fiable par la voie des airs sera l'avion amphibie de six places qui a été retenu.*

Asie  
Projets approuvés durant l'exercice 95

Financement  
(millions de dollars)

Description du projet	Financement					Financement total	Coût total du projet
	SFI		Autre type de financement				
	Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Bangladesh</b> Industrial Development Leasing Company of Bangladesh Limited					3,0*	3,0	6,5
<b>Chine</b> Dupont Suzhou Polyester Company Limited	30,9	4,2		52,0		87,1	124,4
Nantong Wanfu Special Aquatic Products Co. Ltd.	7,0	3,0		8,9		18,9	30,0
Newbridge Investment Partners, L.P.		10,0				10,0	100,0
Piaggio Lyman Foshan Motorcycles Co. Ltd.	20,0	2,5			10,0\$	32,5	183,1
Plantation Timber Products (Leshan) Ltd.				20,0		20,0	20,0
Suzhou Huasu Plastics Company Ltd.	14,1	2,5		15,8		32,4	64,7
<b>Corée, République de</b> Hae Un Dae Development Co., Ltd.		0,3				0,3	0,3
<b>Inde</b> Centurion Bank Limited		5,4				5,4	33,0
Creditcapital Venture Fund (India) Limited		0,6				0,6	3,9
Export-Import Bank of India	25,0					25,0	25,0
Ib Valley Power Private Limited	50,0	20,0		80,0		150,0	720,6
IL&FS Stockbroking & Investment Company		0,6				0,6	3,2
India Equipment Leasing Limited		0,3				0,3	1,3
J.M. Share & Stock Brokers Limited	1,2	1,3				2,5	13,6

## Projets approuvés durant l'exercice 95

Description du projet		Financement (millions de dollars)					Financement total	Coût total du projet
		SFI		Autre type de financement				
		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Inde (suite)</b>								
Prism Cement Limited	Monter une <b>cimenterie</b> de pointe dotée d'une capacité de 2,18 millions de tonnes au nord du Madhya Pradesh	15,0	5,0		15,0		35,0	183,0
Rain Calcining Limited	Produire du <b>coke de pétrole</b> calciné pour l'industrie de l'aluminium et 45 mégawatts d'électricité destinés à la vente à des tierces parties	18,3	5,4			1,0	24,7	94,2
RPG Communications Investments Ltd.	Mettre en place et exploiter un réseau de téléphone mobile à Madras, des systèmes de radiomessagerie dans six grandes agglomérations, un <b>réseau VSAT de télécommunications</b> à l'échelon national et un réseau de messagerie électronique et de télévision câblée à Calcutta		8,3				8,3	86,3
South Asia Regional Apex (SARA) Fund	Investir dans ce <b>fonds de capital-risque</b> spécialisé dans les nouvelles entreprises de six Etats		8,0				8,0	32,0
SPIC Fine Chemicals Ltd.	Participer à une émission de droits de souscription pour construire une <b>fabrique de détergents</b> à Pondichéry		0,9				0,9	0,9
SRF Finance Limited	Financer l'expansion de la <b>société de services financiers</b> généraux	15,0	5,0				20,0	20,0
<b>Indonésie</b>								
P.T. Bakrie Kasei Corporation	Doubler la production d' <b>acide téréphthalique purifié</b> pour faire face à l'accroissement de la demande nationale et régionale et approvisionner P.T. Bakrie Kasei Pet Corporation	30,0	3,0				33,0	210,0
P.T. Bakrie Kasei Pet Corporation	Produire 40.000 tonnes par an de résines polyesters pour fabriquer des <b>bouteilles</b> destinées à la vente locale et à l'exportation	12,0	2,0				14,0	68,9
P.T. Bakrie Pipe Industries	Agrandir et améliorer la <b>fabrique de tuyaux en acier soudé</b> à résistance électrique située à Bekesi, dans l'ouest de Java	20,0		9,5	13,0		42,5	99,5
P. T. Bunas Finance Indonesia	Fournir un prêt et des fonds supplémentaires sous forme de syndication destinés à financer un <b>crédit-bail</b> libellé en dollars pour les exportateurs	10,0			6,0		16,0	16,0
P.T. Citimas Capital Indonesia	Mettre en place la première <b>institution spécialisée dans la titrisation et l'amélioration du crédit</b>		1,4				1,4	9,1
P.T. Hotel Santika Nusajaya and P.T. Grahawita Santika	Construire et exploiter un <b>hôtel</b> de 286 chambres à Djakarta, qui sera la filiale d'un groupe hôtelier à capital entièrement indonésien	9,0		5,0			14,0	40,0
P.T. Indo Rama Synthetics <sup>b</sup>	Accroître la capacité de polymérisation, diversifier les activités en produisant des résines de polyéthylène téréphthalate et développer les <b>opérations de tissage des fibres</b>	30,0	2,5		67,5		100,0	335,4
P.T. KIA Serpih Mas	Agrandir et améliorer la <b>fabrique de carreaux</b> en céramique pour le sol située à Cilengsi, dans l'ouest de Java	15,0	6,4		55,0		76,4	106,1
P.T. Panin Overseas Finance	Prendre des participations dans une <b>société de leasing</b>		2,0				2,0	17,4

## Asie

### Projets approuvés durant l'exercice 95

#### Financement (millions de dollars)

Description du projet	SFI					Autre type de financement		Coût total du projet
	Prêt	Participation	Quasi-participation		Autre	Financement total		
			Syndication	Autre				
<b>Indonésie (suite)</b> P.T. South Pacific Viscose	25,0	5,0		35,0		65,0	127,0	
<b>Philippines</b> All-Asia Capital and Trust Corporation		1,7				1,7	17,3	
Sual Thermal Power Plant	30,0	17,5		200,0		247,5	1.400,0	
<b>Sri Lanka</b> Union Assurance Limited		0,5				0,5	3,3	
<b>Thaïlande</b> Bangkok Mass Transit System Corporation Limited	50,0					50,0	1.648,0	
Bank of Asia Limited		1,1				1,1	28,5	
Finance One Public Company Limited	30,0			150,0		180,0	180,0	
Saha Farms Company, Ltd.	25,0	10,0	10,0	25,0		70,0	100,0	
Shin Ho Paper (Thailand) Company, Limited		3,1				3,1	3,1	
Tuntex Petrochemicals (Thailand) Company, Limited		1,0				1,0	37,0	
<b>Viet Nam</b> Baria Serece Joint Venture Company	3,0			2,0		5,0	10,0	
Viet Nam Foremost Dairy Company Ltd.	8,0			7,0		15,0	30,0	
<b>Ensemble de la région</b> KDLC Lease & Finance Limited	15,0		2,0			17,0	17,0	
Quasi-Equity Investment Fund			2,0			2,0	2,0	

\* garantie

† instrument de gestion des risques

‡ prêt conditional

§ swap

a. Non compris dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.

b. Compté comme deux projets dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.

**Projets d'assistance technique et de service-conseil**

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Bangladesh</b>	Assistance technique	La SFI a conseillé International Textile Mills sur la faisabilité technico-commerciale de son usine de finissage de tissus.
<b>Chine</b>	Assistance technique	La SFI s'est chargée d'appuyer, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, une évaluation des besoins de formation des cadres employés dans des banques commerciales non étatiques. Il s'agit de promouvoir le perfectionnement des compétences en gestion bancaire et de rendre les opérations conformes aux normes internationales.
	Assistance technique	Avec les ressources obtenues par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a appuyé une étude de faisabilité et une étude stratégique pour un projet de construction en coentreprise de véhicules électriques (dont l'utilisation serait limitée aux villes) destinés au marché intérieur et à l'exportation.
	Assistance technique	Dans le cadre de son Programme de fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a appuyé une étude de faisabilité concernant une exploitation avicole ayant des activités d'élevage, de transformation et de commercialisation de volailles pour l'exportation.
	Conseil technique et financier	La SFI a étudié la possibilité de construire et exploiter une fabrique de polychlorure de vinyle à Suzhou, dans la province de Jiangsu, et a aidé la Suzhou Huasu Plastics Company Limited et ses promoteurs à structurer le financement du projet.
	Développement des marchés financiers	La SFI aide la nouvelle commission réglementaire à revoir ses stratégies de développement et ses nouvelles réglementations en matière de titres.
	Développement des marchés financiers	La SFI aide la China Securities Regulatory Commission à revoir ses stratégies de développement et ses nouvelles réglementations en matière de titres. La deuxième et dernière phase a commencé.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné les implications pour les orientations de politique générale de la promotion de l'investissement étranger direct dans le secteur de l'infrastructure.
	Renforcement institutionnel des banques commerciales	La SFI travaille avec la Société de banque suisse pour fournir une aide aux banques privées de création récente et les soutenir dans leur effort de renforcement institutionnel.
<b>Inde</b>	Assistance technique	La SFI a prêté son concours à Orissa Lighting Limited en évaluant les possibilités d'établissement d'une fabrique de lampes fluorescentes.
	Assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a aidé à organiser un séminaire à l'intention de certains PDG et cadres supérieurs de petites et moyennes entreprises sur les moyens à mettre en oeuvre pour améliorer l'efficacité de la gestion.
	Assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a prêté son concours à une étude d'identification et de conception pour un projet visant à établir des liens entre les entreprises indiennes de traitement de données de haute technicité et d'éventuels partenaires et fournisseurs, y compris dans les pays en développement.

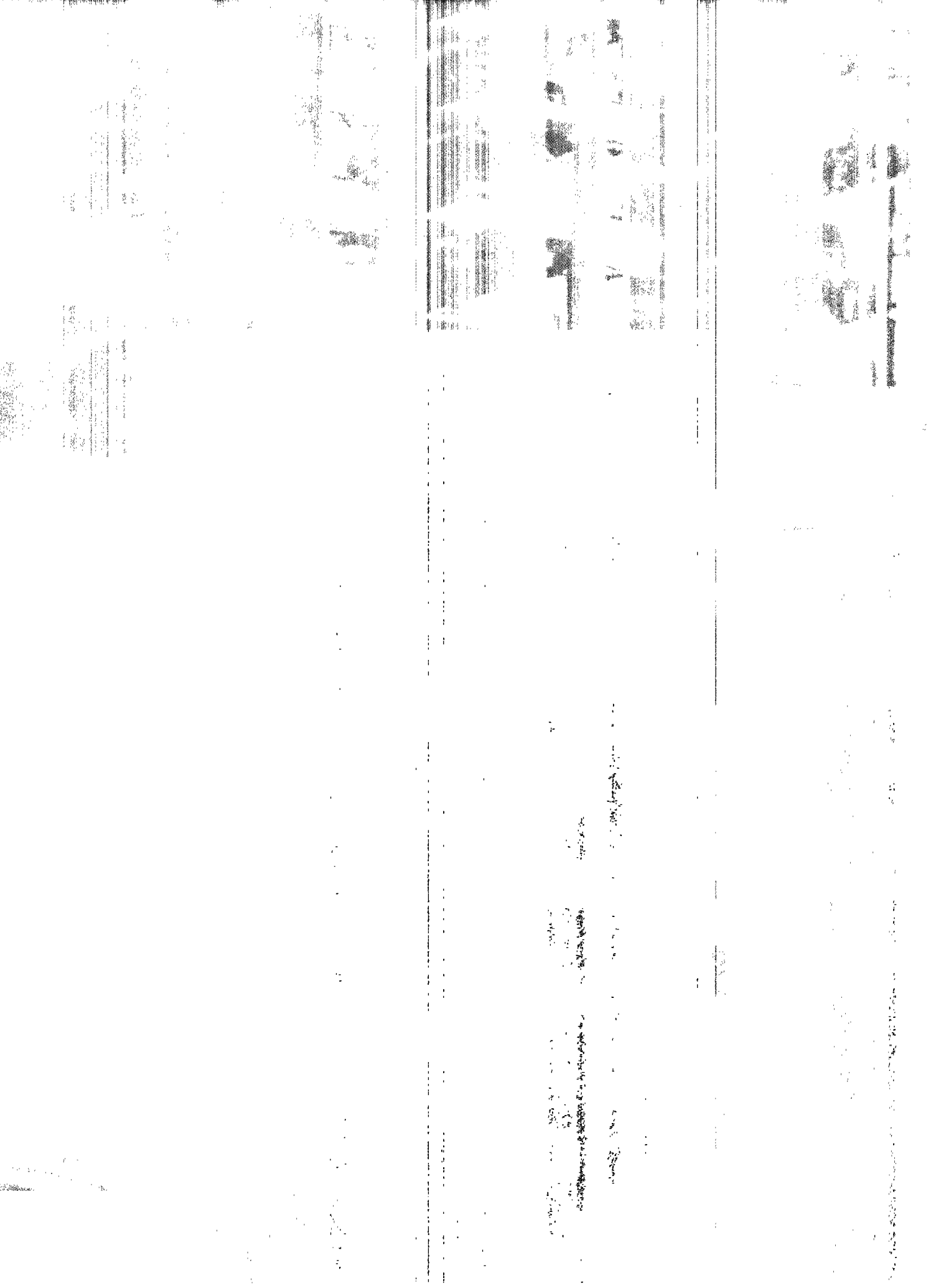
**Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995**

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Inde (Suite)</b>	Financement des entreprises	La SFI a aidé Hindustan Machine Tools Limited, l'un des plus grands conglomérats publics indiens, à mettre au point un plan global de restructuration.
<b>Indonésie</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a réuni les fonds nécessaires au financement d'une étude de marché et d'une évaluation technique pour le projet d'expansion d'une fabrique de céramiques.
	Assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a financé une étude de marché et de faisabilité technique et commerciale en vue de la création d'un hôpital privé de 141 lits devant servir une grande agglomération urbaine.
	Assistance technique sectorielle	La SFI a réduit considérablement l'endettement de P.T. Semen Andalas Indonesia en prenant de nouvelles participations au capital de la société et en achevant de la restructurer.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a conduit une étude approfondie sur la poursuite des mesures visant à lever les restrictions qui pèsent sur la propriété et le contrôle du capital des entreprises.
<b>Micronésie, Etats fédérés de</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS s'est intéressé essentiellement au cadre législatif propre à attirer l'investissement étranger direct.
<b>Philippines</b>	Financement des entreprises	Le FIAS a examiné les aspects politiques liés à la formation de liens en amont entre entreprises étrangères et entreprises nationales.
	Privatisation	La SFI contribue à la restructuration et à la privatisation financières de Philippines Associated Smelting and Refining Corporation, l'une des principales sociétés asiatiques de métallurgie du cuivre.
<b>République démocratique populaire lao</b>	Assistance technique	Avec les ressources obtenues par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a financé le recrutement d'experts pour examiner la législation applicable aux investissements étrangers et au commerce et en évaluer l'impact sur le développement du secteur privé.
<b>Samoa-Occidental</b>	Assistance technique	La SFI a engagé les ressources mobilisées par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique pour procéder à l'évaluation technique d'une petite centrale devant produire de l'électricité à partir des déchets agricoles, des ordures ménagères et des déchets industriels non toxiques, y compris la bagasse.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné le régime des incitations à l'investissement.
<b>Sri Lanka</b>	Gestion financière des entreprises	La SFI a été retenue par la société sri-lankaise Lanka Orix Leasing Company pour aider à structurer la première émission de titres garantis par des actifs jamais effectuée par la société ou dans le pays.
	Titrisation d'actifs	La SFI a aidé par ses conseils la Lanka Orix Leasing Company à structurer une émission d'obligations garanties par les contrats de leasing à recevoir.

## Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Thaïlande</b>	Assistance technique	Le FIAS a préparé un cadre stratégique de promotion pour la côte Est.
	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a réuni le financement nécessaire pour évaluer la possibilité de convertir au gaz naturel comprimé (sans danger pour l'environnement) des véhicules fonctionnant à l'essence ou au diesel.
	Assistance technique	La SFI a injecté des ressources en provenance du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique dans une étude consacrée à des techniques efficaces par rapport au coût pour un projet d'usine de pâte à papier qui recyclerait de la bagasse.
	Conseil technique et financier	La SFI étudie la possibilité de créer un complexe pétrochimique intégré à Rayong et aide la Thai Petrochemical Industry Public Company Limited à structurer une partie du financement du projet.
<b>Viet Nam</b>	Assistance technique	La SFI a conseillé une grande chaîne hôtelière européenne sur ses plans d'expansion au Viet Nam.
	Assistance technique	Dans le cadre du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a financé l'évaluation d'un grand hôpital urbain, en vue de créer, à titre expérimental, un hôpital privé régi par de meilleures normes de services.
	Assistance technique	Avec des fonds provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI se propose de coordonner, à titre expérimental, un projet devant établir l'éventuelle possibilité d'utiliser des enrobés à froid et des matériaux stabilisés pour construire des routes.
	Développement des marchés financiers	La SFI a fourni une assistance technique portant sur le cadre juridique et réglementaire à mettre en place pour créer un marché des titres.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné les implications pour les orientations de politique générale de la promotion de l'investissement étranger direct dans le secteur de l'infrastructure.
<b>Région Asie</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a réuni la somme nécessaire au financement d'un programme destiné à promouvoir la notion d'éco-efficacité industrielle dans les milieux d'affaires asiatiques, par exemple, en mettant au point des supports de formation et en menant des actions pilotes.





## Rapport régional

# Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord



### **Membres régionaux de la SFI :**

*Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, République arabe d'Égypte, Emirats arabes unis, République islamique d'Iran, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Lybie, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, République arabe syrienne, République kirghize, Tadjikistan, Tunisie, République du Yémen.*

En 1994, la conjoncture et la situation économique se sont améliorées dans la région Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le PIB réel a augmenté de 4 pour cent en moyenne, sauf dans les économies en transition d'Asie centrale. La discipline financière est restée une priorité pour les pays de la région. La plupart d'entre eux ont pu réduire leurs déficits budgétaires et maîtriser l'inflation par une gestion macroéconomique efficace.

Au Proche-Orient, l'amélioration de la situation économique liée aux programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, conjuguée à la perspective d'une plus grande stabilité politique, modifie le paysage de la région. Avec l'accélération des opérations de reconstruction, le climat de l'investissement est particulièrement optimiste au Liban.

En Afrique du Nord, les pays maghrébins ont poursuivi leurs programmes de réformes. Le Maroc a accéléré les privatisations et ouvert le secteur de l'infrastructure à l'investissement privé. Une évolution dans le même sens se dessine en Tunisie. Ce pays a conclu avec l'Union européenne

un accord en vue de créer une zone de libre-échange qui aura un impact majeur sur l'économie du pays.

Le Pakistan a continué de poursuivre des politiques monétaires et budgétaires strictes, qui ont amélioré le climat de l'investissement étranger et stimulé les entrées de capitaux privés dont le volume est estimé à 1,5 milliard de dollars, soit une augmentation de 130 pour cent par rapport à 1994. L'ouverture du secteur de l'infrastructure aux investisseurs privés se poursuit à un rythme impressionnant et englobe notamment des domaines comme l'électricité, les télécommunications et les installations portuaires.

Les pays d'Asie centrale poursuivent les réformes entreprises pour passer à l'économie de marché. S'en tenant strictement aux objectifs qu'ils s'étaient fixés sur le plan monétaire et en matière de stabilisation, ils ont pu faire baisser l'inflation et stabiliser leurs nouvelles monnaies nationales. Malgré une nouvelle contraction de la production en 1994, les pays ont fait des progrès notables en matière de libéralisation et de privatisation. Eu égard aux importantes mesures de stabilisation prises en 1994, le Kazakhstan et la République kirghize ne devraient pas tarder à bénéficier d'une reprise. Dans le premier trimestre de 1995, l'Ouzbékistan a entamé son premier programme FMI et lancé un programme d'ajustement avec le concours de la Banque mondiale.

*La SFI investit dans la société Kumtor Gold pour fournir à la République kirghize sa principale source de recettes d'exportation.*

### **Crédit à long terme aux modarabas pakistanaises pour leurs activités de leasing**

Apparentées à des fonds de placement fermés, les modarabas ont une structure à deux étages comprenant un pool de capitaux (fournis par des investisseurs privés) géré par une société spécialisée dans la gestion des investissements. Au Pakistan, les modarabas fonctionnent conformément aux principes de l'Islam, tirant leurs revenus des activités de leasing, des marges qu'elles prélèvent et d'autres modes de financement islamiques. Elles constituent un segment important du système financier du pays. Au Pakistan, la majorité des modarabas pratiquent le leasing et ont essentiellement pour clientèle les petites et moyennes entreprises.

Le projet prévoit l'octroi de facilités de crédit à long terme à cinq modarabas de leasing privées pour un montant global maximum de 80 millions de dollars, dont 40 millions de dollars pour le compte de la SFI. Chaque facilité de crédit prendra la forme de billets en dollars, partiellement convertibles — instrument islamique de placement en titres de participation que la SFI a aidé à créer. Conçue pour aider les modarabas pakistanaises, cette opération de la SFI est la première opération globale de crédit en leur faveur. C'est également une innovation majeure pour la Société et pour le Pakistan.

Grâce à ces facilités de crédit, les modarabas seront mieux à même de répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises, qui pourront ainsi conclure des contrats de leasing à échéances plus longues. En outre, le projet devrait favoriser la formation de capital dans le secteur privé, encourager le recours à la formule du leasing, et créer quelque 7.500 nouveaux emplois au Pakistan.

La Société, par ses activités de syndication, s'efforce d'exploiter les vastes réservoirs de capitaux islamiques au Moyen-Orient et ailleurs (qui seraient de l'ordre de 50 à 80 milliards de dollars d'après les estimations), en utilisant l'instrument islamique de placement. Son action présente aussi l'avantage de réorienter des ressources jusque-là affectées au financement de crédits commerciaux à court terme vers le financement à long terme d'actifs productifs dans des pays membres de la région.

### **Stratégie et opportunités**

Les principaux obstacles qui entravent la croissance économique et brident le développement du secteur privé dans la région sont le sous-développement des marchés financiers, l'insuffisance des équipements d'infrastructure, l'ampleur et l'inefficacité du secteur public, et les difficultés rencontrées par le secteur privé pour obtenir des ressources longues. Soucieuse d'atténuer ces contraintes et consciente de la grande disparité des situations économiques dans la région, la SFI a élaboré pour la plupart des pays une stratégie qui repose sur quatre principes :

- Développer des marchés financiers plus efficaces, en renforçant les institutions et en mobilisant des ressources locales, en particulier dans les républiques d'Asie centrale.
- Améliorer les équipements d'infrastructure, en identifiant les projets qui peuvent être financés par le secteur privé et en encourageant la participation des investisseurs privés.

- Promouvoir la production et l'emploi en sélectionnant des projets économiquement viables dans l'exploitation des ressources naturelles et le secteur manufacturier.
- Fournir des conseils techniques sur la privatisation des entreprises publiques et les réformes des cadres juridiques et réglementaires.

Pour développer les marchés financiers, la SFI a choisi de consacrer une part importante de ses ressources à des interventions visant à créer des institutions financières modèles, à diversifier les services financiers et à moderniser les modalités de fonctionnement et de gestion des banques. L'assistance technique et les conseils qu'elle fournit pour améliorer le cadre juridique et réglementaire des marchés financiers viennent compléter cette approche. La Société a aussi fourni et mobilisé des ressources longues pour les institutions financières locales. A cet égard, une étape décisive a été franchie avec la création d'un instrument financier islamique, qui a pris la forme d'un billet remboursable, et qui permettra à la SFI de mobiliser des ressources importantes auprès d'institutions financières des pays membres du Conseil de coopération du Golfe au profit de sociétés de leasing pakistanaises, les modarabas (voir colonne de gauche). Cet instrument ouvre la voie au déploiement des capitaux islamiques dans des projets industriels et de services financiers à long terme; complémentaire des financements de la SFI, il aura des retombées importantes sur le financement de projets dans la région.

L'ouverture du secteur de l'infrastructure au capital privé était l'un des objectifs prioritaires de la SFI en 1995. Ces dernières années, la Société a joué un rôle crucial en conseillant les Gouvernements pakistanais, marocain, jordanien et omanais sur les mesures à prendre pour attirer les investissements privés dans le secteur de l'infrastructure. Au Pakistan, un nouveau système d'incitations pour la production d'électricité a déjà donné des résultats remarquables, pour le plus grand bénéfice des consommateurs locaux et du pays tout entier. En Jordanie, les conseils de la SFI ont conduit les autorités à modifier la réglementation des télécommunications, ce qui a permis de créer la première coentreprise dans ce secteur. Au Maroc, la Société a aidé le gouvernement à faciliter les investissements privés dans des projets d'infrastructure.

Le soutien apporté à la mise en valeur des ressources naturelles est aussi un volet important de la stratégie de la SFI dans la région, en particulier en Asie centrale, où l'exploitation de ressources telles que le pétrole, le gaz et les mines d'or procure des recettes en devises et demeure un élément essentiel de la restructuration de ces économies.

La SFI s'était également donné comme priorité d'apporter un concours sous forme de conseils et de financements pour la privatisation des complexes industriels. Au Maroc, elle a accéléré le processus de privatisation en soutenant la mise en place de procédures transparentes et la création

d'un fonds spécial de privatisation. Le programme de privatisation conduit au Maroc a été pour beaucoup dans l'augmentation des investissements étrangers directs l'an dernier. En Asie centrale, les conseils donnés par la SFI à la Commission des propriétés de l'Etat du Kazakhstan devraient permettre d'accélérer la privatisation de grandes exploitations minières.

### Financement des projets et mobilisation des ressources

La SFI a approuvé des investissements dans 34 projets situés dans neuf pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que trois projets de portée régionale contre 30 projets dans neuf pays en 1994. Au 30 juin, le portefeuille d'engagements comprenait des prêts et des investissements en faveur de 104 entreprises de 11 pays, contre 91 entreprises de neuf pays pour l'exercice précédent. Le Tadjikistan est devenu membre de la SFI vers la fin de 1994 et le Turkménistan le deviendra bientôt.

L'un des points forts du bilan de la SFI pendant l'exercice considéré est l'important volume de syndicats qu'elle a placés. La Société a approuvé 227,1 millions de dollars de crédits syndiqués, dont 100 millions pour son propre compte, en faveur de 13 projets dans la région.

Les projets liés aux marchés financiers ont été un élément clé des activités de la SFI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pendant l'exercice considéré. Au Liban, la Société a aidé à créer la première société de leasing pour financer les besoins d'équipement des petites et moyennes entreprises privées. Au Maroc, la SFI a investi dans la société Attijari Factoring-Maroc, l'une des premières coentreprises du pays spécialisées dans l'affacturage.

En Tunisie, la SFI a financé le premier fonds privé de participation destiné à améliorer les possibilités de financement par émission d'actions des entreprises privées et à soutenir le programme de privatisation du gouvernement. Elle a aussi investi dans la Maghreb International Merchant Bank, banque d'affaires tunisienne, qui introduira de nouveaux produits, de nouveaux services et de nouvelles compétences dans le pays. C'est un pas en avant important pour le développement de l'infrastructure financière tunisienne.

Au niveau régional, la Société a aidé à lancer le Emerging Middle East Fund — premier fonds d'investissement émis en souscription publique et coté à la Bourse de New York pour le Moyen-Orient — ainsi que le Framlington Maghreb Fund. Les deux fonds permettront de stimuler les investissements étrangers de portefeuille dans la région, et ils contribueront à accroître la liquidité et l'efficacité des marchés boursiers locaux. La SFI a aussi aidé à créer la première agence de notation panarabe en collaboration avec le Fonds monétaire arabe. Cette agence évaluera les risques et la rentabilité des obligations privées locales, contribuera à les différencier et à les noter, et améliorera la protection des investisseurs ainsi que le processus de sélection

des investissements.

En Asie centrale, encouragée par les bons résultats de la Kazakhstan ABN AMRO Bank ouverte en 1994, la SFI a continué à favoriser la création de nouvelles institutions financières. En Ouzbékistan, elle a aidé à créer la première société

### Financement des projets

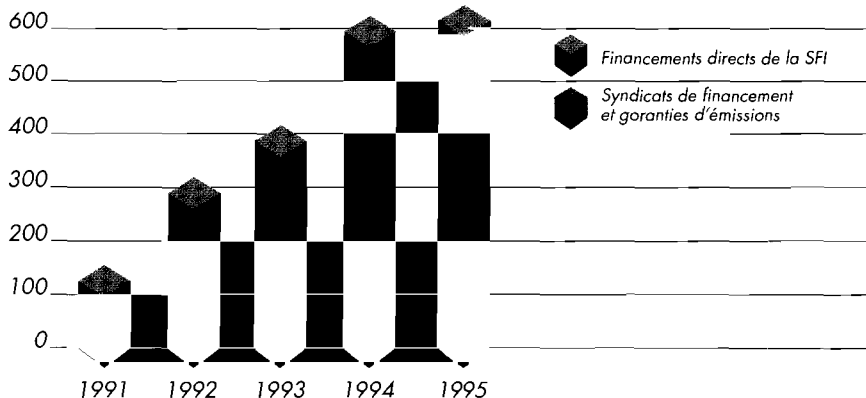
	Ex. 95	Ex. 94
	(millions de dollars)	
<b>Financements approuvés pour le compte de la SFI</b>	<b>387</b>	<b>383</b>
Prêts, garanties et swaps	280	324
Participations et quasi-participations	107	59
<b>Mobilisation directe</b>	<b>227</b>	<b>216</b>
Syndications de prêts	227	194
Garanties d'émission	—	22
<b>Total des financements approuvés</b>	<b>614</b>	<b>599</b>
<b>Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI</b>	<b>1.081</b>	<b>768</b>
Prêts	884	623
Participations	197	145
<b>Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers</b> (participations à des prêts)	<b>122</b>	<b>139</b>
<b>Total du portefeuille d'engagements</b>	<b>1.203</b>	<b>907</b>

de leasing et fourni des facilités de crédit à des institutions financières locales. Ces opérations visent à pallier la pénurie de ressources longues à laquelle sont confrontées les petites entreprises privées naissantes, dont l'essor est d'une importance capitale pour le passage à l'économie de marché. Dans le secteur minier, la SFI a approuvé un projet d'exploitation de mines d'or dans la République kirghize, ce qui facilitera la mise en oeuvre des programmes de privatisation de ce pays et l'aidera à se procurer les devises qui lui font cruellement défaut.

Les concours apportés par la SFI au Pakistan ont essentiellement consisté à ouvrir le secteur de l'infrastructure à l'investissement privé, à introduire des produits de gestion des risques et à accroître le volume des syndicats. La Société a aussi participé à la réalisation de deux projets d'électricité,

### Financements approuvés Exercices 91-95

(millions de dollars)



d'une capacité globale de production de 500 mégawatts. Toujours au Pakistan, elle a parachevé le financement du premier terminal portuaire privé du port de Karachi, qui permettra de réduire les retards dans l'acheminement des importations et des exportations. Elle a aussi approuvé deux projets concernant des techniques de gestion des risques (swaps de devises et de taux d'intérêt) pour aider les entreprises participantes à couvrir leurs positions. Enfin, elle a augmenté le volume de ses projets syndiqués pour le secteur privé de plus de

genre installée dans un pays en développement, et d'autres pays pourront s'en inspirer.

En Jordanie, la SFI a été la cheville ouvrière — en qualité de conseiller et de prêteur — de la création de la Indo-Jordan Chemicals Company Limited, coentreprise axée sur l'exportation d'acide phosphorique à l'échelle mondiale, qui associe Jordan Phosphate Mines Company Limited et une société indienne, Southern Petrochemicals Industries Corporation Limited. Le projet, qui sert à la mise en valeur de l'une des principales ressources



*La SFI investit dans l'industrie pharmaceutique jordanienne, alors que la société Al Hikma continue de développer ses activités à l'échelle internationale.*

34 pour cent par rapport à 1994, multipliant par quatre le niveau atteint en 1993.

La Société a également été active dans le secteur manufacturier en général dans la région. Au Liban, dont l'économie connaît un essor rapide depuis la fin de la guerre civile, elle a arrangé un financement avec Cimenterie Nationale, S.A.L. pour accroître la production de ciment dans de fortes proportions et répondre ainsi à la demande croissante de reconstruction. Au Pakistan, elle a investi dans Packages Limited, unité intégrée de traitement du papier et de la pâte à papier, pour lui permettre de moderniser ses installations et d'améliorer ses produits. Chose importante, ce projet permettra aussi d'améliorer l'environnement grâce à la mise en place d'une usine de récupération des produits chimiques. Ce sera la première du

naturelles de la Jordanie et qui contribuera à satisfaire la demande croissante d'engrais en Inde, marque une étape dans la voie de la coopération en affaires entre les pays en développement.

#### **Assistance technique et services-conseils**

La SFI a entrepris un certain nombre de missions d'assistance technique et de conseil en vue de renforcer sa stratégie régionale. Il s'agissait essentiellement d'améliorer les institutions actives sur les marchés de capitaux, de soutenir les privatisations et d'analyser la législation et la réglementation de l'investissement privé. En Jordanie, la Société a aidé Amman Financial Market pour des questions touchant les activités de marché, les systèmes de compensation et de règlements, les activités de contrepartie, et elle a passé en revue la

réglementation des fonds communs de placement. Elle a analysé diverses questions relatives au développement des marchés financiers et à la réglementation des obligations privées au Pakistan, et elle a conseillé les Gouvernements égyptien et algérien sur la réglementation du leasing. Elle a aussi continué à travailler en collaboration avec le Fonds monétaire arabe à la mise au point d'une base de données sur les marchés arabes.

Le Gouvernement du Kazakhstan a aussi confié à la SFI le soin d'aider la Commission nationale des propriétés de l'Etat à privatiser le Kombinat de traitement du cuivre du Kazakhstan oriental et le Kombinat polymétallique de l'Irtych. La première phase de cette mission a été exécutée au cours de l'exercice considéré.

S'appuyant sur ses interventions antérieures dans la région, le Service-Conseil pour l'investissement étranger (FIAS), programme conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, a aidé les Gouvernements marocain et tunisien à déterminer dans quelle mesure certaines industries manufacturières pouvaient intéresser les investisseurs étrangers, en vue d'élaborer une stratégie de promotion des investissements ainsi qu'un cadre d'action pour les institutions chargées de promouvoir l'investissement. En Jordanie, le FIAS a fait l'analyse critique du projet de loi sur l'investissement étranger et, en Cisjordanie et à Gaza, il a examiné la politique et le cadre juridique de l'investissement étranger direct.

Le FIAS a également été actif en Asie centrale. En République kirghize, il a réalisé une étude diagnostique sur le climat de l'investissement étranger direct, en analysant en particulier la politique économique, les questions de privatisation et les institutions chargées de la promotion de l'investissement. Pour le Kazakhstan, il a interrogé les entreprises multinationales sur le climat de l'investissement dans le pays et aidé les autorités à réviser la législation de l'investissement étranger au cours d'un atelier de deux jours qui s'est tenu à Almaty.

Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord  
**Projets approuvés durant l'exercice 95**

**Financement**  
(millions de dollars)

	Description du projet	SFI					Financement total	Coût total du projet
		Autre type de financement						
		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Egypte, République arabe d'</b> Misr Compressor Manufacturing Company (Mcmc), S.A.E. <sup>a</sup>	Fabriquer des <b>compresseurs frigorifiques</b> , principalement pour l'exportation	1,6					1,6	1,6
<b>Jordanie</b> Al Hikma Investment Company Ltd.	Financer l'expansion en cours de la <b>société de produits pharmaceutiques et chimiques</b> en participant à une émission de droits de souscription			0,7			0,7	2,9
Indo-Jordan Chemicals Company Limited	Produire de l'acide phosphorique pour le marché indien des <b>engrais</b>	30,0					30,0	169,5
Jordan Mobile Telephone Services Company Limited	Installer et exploiter un réseau national de <b>téléphone mobile numérique</b> à l'occasion de la réforme et de la restructuration du secteur	15,0	3,0		20,0		38,0	85,0
<b>Kazakhstan</b> ABN AMRO Bank Kazakhstan	Développer les <b>opérations bancaires</b> commerciales pour les entreprises de Kazakhstan et les coentreprises internationales	7,5			10,0		17,5	17,5
Kazakhstan Guarantee Facility <sup>a</sup>	Améliorer la couverture de risque d'un groupe de <b>banques</b> en leur accordant une ligne de garantie de 5 ans				24,0	16,0*	40,0	40,0
<b>Liban</b> Cimenterie Nationale, S.A.L.	Doubler la <b>production de ciment</b> à 1,4 million de tonnes par an en ajoutant une ligne de production de clinker et en modernisant les installations existantes	20,0			30,0		50,0	102,0
Lebanese Leasing Company S.A.L.	Fonder la première <b>société de leasing</b>	7,5	0,7		7,5		15,7	19,9
<b>Maroc</b> Attijari Factoring-Maroc	Etablir l'une des premières coentreprises spécialisées dans l' <b>affacturage</b>		0,6				0,6	3,3
<b>Ouzbékistan</b> Uzbekistan Leasing Company Limited	Rédiger des <b>baux</b> longs en devises portant sur les installations et le matériel pour des coentreprises et des entreprises nationales à vocation exportatrice	5,0	0,6				5,6	24,0
<b>Pakistan</b> AES Lalpir Limited	Construire une <b>centrale électrique</b> de 362 mégawatts et vendre de l'électricité à la société nationale d'électricité dans le cadre d'un contrat de concession de 30 ans	40,0	9,5				49,5	343,7
Bank of Khyber	Privatiser la banque et fournir une ligne de crédit pour la rétrocession de prêts aux <b>petites et moyennes entreprises</b> privées de la province frontalière du Nord-Ouest	10,0					10,0	30,0
BSJS Balanced Fund Ltd.	Gérer un <b>fonds commun de placement fermé privé</b>		0,7				0,7	5,0

## Projets approuvés durant l'exercice 95

		Financement (millions de dollars)						
Description du projet		SFI		Autre type de financement			Financement total	Coût total du projet
		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Pakistan (suite)</b>								
BSJS-AIM Asset Management Company (BAMCO) <sup>a</sup>	Constituer la première <b>société de gestion de portefeuille</b> privée à lancer et gérer le Unit Trust of Pakistan, le BSJS Balanced Fund, ainsi que d'autres portefeuilles et fonds de placement		0,3				0,3	1,5
D.G. Khan Cement Company Limited	Créer un mécanisme de gestion des risques de 10 ans pour une <b>cimenterie</b>					10,0†	10,0	10,0
Engro Chemical Pakistan Ltd.	Participer à une émission de droits pour un producteur d'ammoniaque et d'urée destinées à la fabrication d' <b>engrais</b>		2,6				2,6	17,5
First Underwriting Company Limited	Etablir la première <b>institution spécialisée de garantie d'émission</b> à même d'assurer des services professionnels dans ce domaine		1,0				1,0	5,0
General Tyre & Rubber Company of Pakistan Limited	Doter la société d'installations et de matériel supplémentaires pour la <b>production de pneus radiaux</b> et moderniser les équipements pour tripler la capacité à 1,3 million de pneumatiques à plis orientés par an	14,7	2,8			3,0‡	20,5	41,0
International Housing Finance Limited	Ascroître le capital de la première institution privée de <b>financement du logement</b> en souscrivant à une émission de droits		0,4				0,4	2,0
Karachi Container Terminal II	Améliorer une <b>installation à conteneurs</b> moderne dans le port de Karachi				22,0		22,0	22,0
Kohinoor Energy Limited	Construire et exploiter une <b>centrale</b> au fuel de 120 mégawatts pour vendre de l'électricité à la société nationale d'électricité dans le cadre d'un contrat de concession de 25 ans	25,0	6,3		36,6		67,9	138,6
Maple Leaf Cement Factory Ltd.	Créer un mécanisme de gestion des risques sur trois ans avec un prêt équivalant à 8 millions de dollars maximum au profit d'une <b>cimenterie</b>				25,0	8,0†	33,0	33,0
<i>Modarabas :</i>								
Al-Mali Modaraba	Fournir des facilités de crédit à long terme à cinq modarabas privées pour financer le <b>leasing d'équipements productifs</b>		0,1	5,0	5,0		10,1	40,1
First Crescent Modaraba	à de petites et moyennes entreprises privées. Ce projet constitue aussi le plus gros effort jamais consenti par la		0,1	5,0	5,0		10,1	40,1
First Grindlays Modaraba	SFI pour se procurer des fonds à des conditions islamiques auprès d'institutions du Golfe		0,2	15,0	15,0		30,2	120,2
First UDI Modaraba			0,1	10,0	10,0		20,1	80,1
Second BRR Modaraba			0,3	5,0	5,0		10,3	40,3
Packages Limited	Agrandir et moderniser les équipements de la première <b>fabrique de pâte à papier et de carton</b> , introduire de nouvelles technologies et servir de modèle dans la lutte contre la pollution	25,0	2,5		10,0		37,5	81,6
Pakistan Industrial Leasing Corporation Limited <sup>a</sup>	Souscrire à l'émission de droits d'une <b>société de leasing</b> en vue de développer ses activités		0,5				0,5	5,9



Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord  
**Projets approuvés durant l'exercice 95**

**Financement**  
 (millions de dollars)

Description du projet	Financement					Financement total	Coût total du projet
	SFI		Autre type de financement				
	Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Pakistan</b> (suite) Pakistan Petroleum Limited <sup>a</sup>				2,0		2,0	2,0
Rupafab Limited	11,0	1,2				12,2	38,4
Unit Trust of Pakistan		2,0				2,0	14,5
<b>République kirghize</b> Kumtor Gold Company	30,0		10,0			40,0	335,0
<b>Tunisie</b> International Maghreb Merchant Bank (I.M. Bank) S.A.		0,3				0,3	3,2
Tunisia Private Equity Fund		6,3				6,3	40,5
<b>Ensemble de la région</b> Emerging Middle East Fund		7,5				7,5	60,0
Framlington Maghreb Fund		6,1				6,1	30,0
Inter Arab Rating Company		1,0				1,0	5,0

\* garantie

† instrument de gestion des risques

‡ prêt conditional

§ swap

a. Non compris dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95. Compris dans le nombre total des pays.

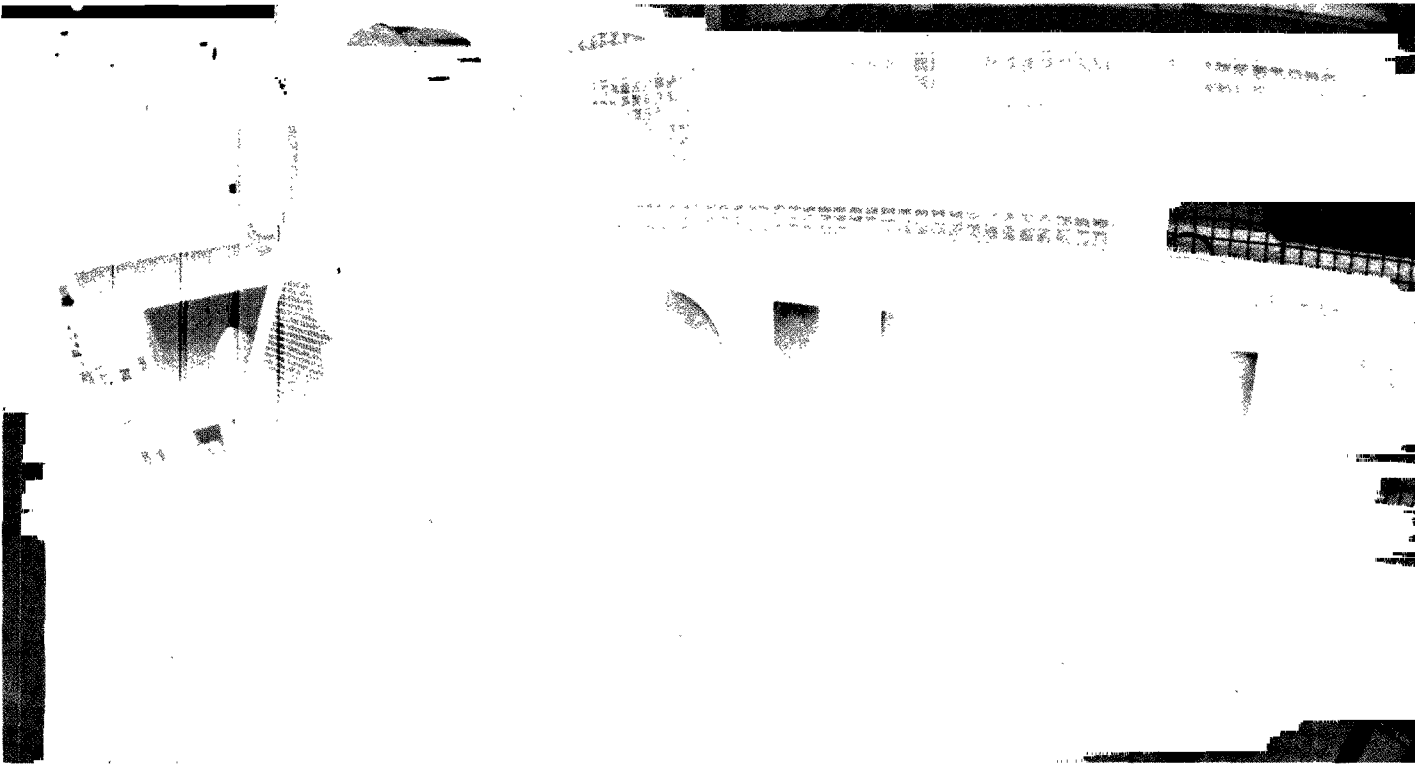
b. Compté comme deux projets dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.

Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord  
**Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995**

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Algérie</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a examiné le projet de réglementation applicable au leasing.
<b>Cisjordanie et Gaza</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a contribué au programme d'assistance technique de la Banque mondiale pour le développement du secteur financier de Cisjordanie et Gaza et a prodigué des conseils sur les problèmes soulevés par l'introduction du leasing comme instrument de développement des petites et moyennes entreprises.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné le cadre directif et juridique de l'investissement étranger direct et fait des suggestions pour améliorer à plus ou moins brève échéance les perspectives de l'investissement étranger direct.
<b>Egypte, République arabe d'</b>	Conseil technique	La SFI a mené à terme une mission consultative pour Alexandria National Iron and Steel Company concernant le deuxième plan d'expansion de la société.
<b>Emirats arabes unis</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a poursuivi sa coopération avec le Fonds monétaire arabe en vue de la mise au point d'une base de données sur les marchés arabes.
<b>Jordanie</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a examiné le marché financier d'Amman et fait des recommandations sur les systèmes de négociation, de compensation et de règlement, et sur la tenue du marché.
	Développement des marchés financiers	La SFI a examiné le projet de réglementation relatif aux fonds communs de placement.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a fait des commentaires sur un projet de loi d'investissement.
<b>Kazakhstan</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a prêté son appui à des études techniques et de marché concernant la production de carton-fibre de densité moyenne pour le marché intérieur et l'exportation.
	Assistance technique	Grâce à un financement provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a appuyé une étude financière et technique portant sur deux mines publiques produisant des minerais complexes de cuivre/zinc et fourni des conseils en vue de leur privatisation.
	Développement des marchés financiers	La SFI a fourni une aide au Gouvernement du Kazakhstan à l'occasion de l'ouverture d'une bourse des valeurs à Almaty.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a effectué une enquête auprès de sociétés multinationales pour leur demander leur avis sur la situation de l'investissement étranger direct dans le pays, et a aidé le gouvernement à réviser la législation en matière d'investissement étranger.
<b>Maroc</b>	Assistance technique	Avec les fonds provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a mené une étude de marché pour fournir des conseils sur les formules de restructuration possibles d'une fabrique de céramiques.
	Assistance technique	La SFI a utilisé des fonds provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique pour financer une étude documentaire visant à identifier et à mettre sur pied des coentreprises commerciales viables, en vue de fournir aux industries des services sans danger pour l'environnement.

Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord  
**Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995**

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Maroc</b> <i>(suite)</i>	Développement des marchés financiers	La SFI a conseillé le Comité directeur du Projet de développement de la privatisation au Maroc sur les questions relatives aux marchés financiers.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a aidé le Gouvernement marocain à réaliser une étude sur l'intérêt que présentent certains secteurs manufacturiers pour les investisseurs privés.
<b>Ouzbékistan</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a financé une étude de marché et de faisabilité sur un projet de coentreprise résultant de la privatisation d'une filature de coton publique.
<b>Pakistan</b>	Assistance technique	Avec les fonds provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a financé une étude de faisabilité concernant un projet de production de papier journal à partir de mélanges de vieux papiers importés d'Europe pour le marché intérieur.
	Assistance technique	La SFI, grâce au Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a financé une étude visant à évaluer le marché national pour les tissus teints, imprimés et finis, ainsi que les perspectives d'exportation.
	Conseil technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a réalisé une étude détaillée du marché du ciment, en s'attachant aux facteurs susceptibles d'avoir un impact sur les besoins de ciment du secteur de l'infrastructure.
	Développement des marchés financiers	La SFI a fourni une aide au Ministère des finances et à la Corporate Law Authority sur divers aspects du développement des marchés financiers.
	Développement des marchés financiers	Dans le cadre de sa participation au Projet de technologie industrielle de la Banque mondiale, la SFI a fourni des conseils sur le développement des sociétés privées de capital-risque.
<b>République kirghize</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a examiné les règlements applicables aux instruments de placement des sociétés.
	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a financé une étude économique de marché et une étude d'identification de projet pour le secteur de la laine.
	Développement des marchés financiers	La SFI a contribué à l'établissement du cadre juridique et réglementaire et au développement des marchés financiers.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a conduit une étude diagnostique du cadre de l'investissement étranger direct dans le pays, traitant des questions liées à la politique économique, à la privatisation et aux institutions de promotion des investissements.
<b>Tunisie</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a aidé le Gouvernement tunisien à réaliser une étude sur l'attrait exercé par certains secteurs manufacturiers sur les investisseurs étrangers.



**Membres régionaux de la SFI :**

*Albanie, Arménie, Bélarus, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Pologne, Portugal, Roumanie, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie, Ukraine.*

En Europe, le climat de l'investissement a été très variable selon le rythme et la portée des mesures prises par les différents pays concernés pour passer à un système d'économie de marché. Dans presque tous les pays d'Europe centrale et orientale et en Arménie, la baisse du PNB qui a suivi les réformes entreprises pour passer à un régime de marché a pu être enrayée. En 1994, la croissance a augmenté pour la première fois depuis quelques années en Arménie, en Bulgarie, en Croatie, en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, en République slovaque et en République tchèque. La Slovénie, la Roumanie et l'Albanie ont affiché un taux de croissance positif pour la deuxième année consécutive et la Pologne pour la troisième année de suite. La production a cependant continué à baisser sensiblement dans les autres pays de l'ex-URSS et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine en raison de structures industrielles inefficaces et de l'adoption tardive des programmes de stabilisation et de réformes.

L'économie turque, qui a traversé une récession en 1994, a vu son PNB diminuer de 6 pour cent environ. Les entreprises ont été confrontées aux problèmes créés par la forte hausse des prix, des taux d'intérêt élevés et la dévaluation de la monnaie. L'accès aux marchés financiers internationaux est devenu une entreprise extrêmement difficile pour les firmes turques.

Presque tous les pays d'Europe centrale et orientale ont réussi à abaisser leurs taux d'inflation, jusque-là élevés, et, plus à l'est, dans les pays de l'ex-URSS, ces taux commencent à diminuer. De plus, la reprise des pays européens dope les exportations et donc la croissance du PNB dans la région et, à terme, l'intégration commerciale avec les pays occidentaux devrait stimuler la croissance de ces pays. C'est particulièrement vrai pour ceux qui ont déjà négocié des accords d'association avec l'Union européenne (UE) et qui prennent les mesures nécessaires pour en devenir membres à part entière. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ont accompli d'importants progrès en matière de libéralisation économique. Il en va de même pour l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovénie qui s'engagent sur la voie d'une association avec l'UE. Le succès des mesures que ces pays ont prises pour attirer les investissements

*La SFI investit dans le secteur manufacturier russe pour accroître la production de papier journal de la société AO Volga et renforcer l'application des normes environnementales.*

## **La société d'enregistrement en Russie**

*Les marchés financiers russes ont du mal à se développer parce qu'il est difficile d'enregistrer les droits de propriété des actionnaires. Ce problème décourage les investissements étrangers de portefeuille et bride le développement d'un marché de détail efficace pour les valeurs mobilières. La nouvelle Commission des opérations de bourse et des marchés financiers de la Fédération de Russie a donc demandé à la SFI de prendre l'initiative d'élaborer et de mettre en place un important établissement d'émissions d'actions indépendant, dirigé par des professionnels. La SFI a identifié un partenaire technique et aidé à mettre au point le concept, la structure et les méthodes de gestion de la Société d'enregistrement. C'est le premier établissement du genre en coentreprise en Russie.*

*La Société d'enregistrement doit être dotée d'un capital de 10 millions de dollars, qui sera réparti entre des actionnaires russes, la Bank of New York, la SFI et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. La Bank of New York, banque leader dans les services d'enregistrement, de garde et de liquidation des valeurs mobilières, fournira un appui en matière de management et de technique. Les actionnaires russes incluent NIKoil, filiale de Lukoil, la plus grande compagnie pétrolière de Russie, et Unexim Bank, l'une des plus importantes banques commerciales russes. Ce projet a été conçu pour remédier à l'absence de services professionnels indépendants et fiables d'enregistrement des actions, et il devrait avoir un impact important sur l'expansion des marchés financiers russes.*

étrangers directs des pays de l'Ouest facilite le processus de libéralisation.

Les progrès en matière de privatisation varient aussi grandement d'un pays à l'autre, de même que la taille des entreprises concernées. Les petites opérations de privatisation sont plus faciles et plus rapides que celles qui concernent les grandes entreprises industrielles. Dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, entre 85 et 100 pour cent des petits magasins d'Etat et des entreprises de services ont été privatisés en même temps que les circuits commerciaux et de distribution. Ce pourcentage est presque aussi élevé en Russie. De plus, même dans les pays qui y avaient jusque-là résisté, comme le Bélarus et l'Ukraine, la privatisation des petites entreprises s'accélère. L'expansion du secteur des petites et moyennes entreprises joue désormais un rôle important dans la croissance de la plupart des pays en transition, en particulier en Pologne, dans la République tchèque et en Russie.

La privatisation des grandes entreprises d'Etat n'est pratiquement achevée que dans la République tchèque, qui a été la première avec la République slovaque à lancer la méthode de privatisation par émission de coupons. La Hongrie et la Pologne ont opté pour d'autres méthodes, de même que l'Estonie. La Pologne aborde la phase finale de son programme de privatisation de masse basé sur l'émission de coupons et la création de fonds d'investissement pour la cession d'environ 450 grandes entreprises. Dans presque tous les autres pays, la privatisation des moyennes et grandes entreprises a démarré en 1995, ou était sur le point de démarrer. La plupart des nouveaux pro-

grammes de privatisation utilisent le système des coupons. La Russie a privatisé la majorité — plus de 14.000 — de ses grandes entreprises. Les dirigeants et employés de ces entreprises partagent désormais le contrôle de la gestion, alors que les intervenants extérieurs ont pu acquérir une grande partie du capital par l'achat de coupons.

La croissance économique de la région devrait se poursuivre, en particulier dans les pays qui ont le mieux réussi à organiser leur marché pour favoriser l'investissement privé. Plusieurs pays d'Europe centrale et plusieurs Etats baltes ont créé un environnement favorable à l'investissement étranger direct. D'autres pays, en revanche, sont confrontés à des problèmes — importants déficits budgétaires et commerciaux ou difficultés soulevées par la mise en oeuvre des réformes — auxquels ils doivent s'attaquer avant que la croissance ne puisse s'accélérer.

En 1994, presque tous les pays de l'ex-URSS ont connu une situation économique difficile. Il n'en demeure pas moins que la plupart d'entre eux ont sensiblement progressé dans la voie de la stabilisation économique et ont commencé à introduire des méthodes commerciales modernes. En Russie, le processus de privatisation a bien avancé dans l'industrie et il progresse dans l'agriculture. L'Ukraine a obtenu des résultats encourageants en matière de stabilisation macroéconomique, de politique de taux de change et de privatisation. La plupart des petits pays ont également rencontré certains succès dans ce domaine.

## **Stratégie et priorités**

La stratégie générale de la SFI pour l'Europe consiste à aider les pays concernés à opérer avec succès la transition à l'économie de marché en mettant en oeuvre toute une gamme d'instruments. Ses objectifs prioritaires sont les suivants :

- prêter assistance à la privatisation et aux autres réformes nécessaires;
- moderniser les entreprises privatisées et les rendre concurrentielles au niveau international, améliorer la productivité, l'efficacité, l'utilisation de l'énergie et l'impact des industries sur l'environnement;
- contribuer à la restructuration du secteur financier et à l'établissement d'institutions solides contribuant au bon fonctionnement du marché financier;
- aider les petites et moyennes entreprises en renforçant les institutions du secteur, notamment par la création d'intermédiaires financiers tels que les fonds de placement, les banques et les sociétés de crédit-bail; et
- encourager par son exemple les opérateurs des marchés internationaux à effectuer des investissements étrangers directs et des prêts dans ces pays.

Comme les entrepreneurs et les dirigeants d'entreprise de ces pays n'ont bien souvent ni les capitaux ni le savoir-faire nécessaires pour opérer dans l'environnement qui suivra les réformes,

L'assistance technique et les services-conseils sont devenus des éléments cruciaux de la contribution de la SFI au développement, en particulier dans les pays qui entament la transition à l'économie de marché. La Société a donc aidé à la mise en place d'importants programmes d'assistance en Russie, en Ukraine et au Bélarus. En Russie, elle a joué un rôle majeur dans la privatisation des petites et moyennes entreprises et participe à la privatisation de l'agriculture — terres, bétail, bâtiments et actifs des fermes collectives et d'Etat. Elle concentre actuellement ses efforts sur la mise en place des institutions du marché financier dont le pays a besoin.

Au Bélarus et en Ukraine, elle a exécuté de petits programmes de privatisation dans 18 villes. En Ukraine, elle a contribué à lancer un nouveau programme de privatisation des entreprises industrielles. A mesure que progressent les réformes visant à promouvoir les mécanismes du marché, et en particulier les privatisations, les occasions d'investir qui s'offrent à la SFI sont plus nombreuses. Dans les pays où les réformes visant à promouvoir les mécanismes du marché, et en particulier les privatisations, sont appliquées de façon systématique, le portefeuille d'investissement de la SFI s'étoffe.

La SFI consacre des moyens substantiels et de plus en plus importants à la réalisation de projets dans les petits pays de la région, et aide à l'identification et à la préparation de projets d'investissement dans la plupart de ces pays.

Par son assistance technique et ses investissements, la SFI encourage vivement la création dans toute la région de marchés financiers efficaces, s'appuyant sur un cadre juridique solide. Bien qu'il s'agisse là d'un secteur en pleine mutation, le maintien d'institutions financières obsolètes et inadaptées reste un obstacle majeur à un développement dynamique, tiré par le secteur privé.

Dans cet effort de transformation des marchés financiers, la SFI s'intéresse particulièrement aux besoins des petites entreprises. C'est pourquoi les premiers investissements de la SFI dans un pays concernent souvent des banques ou des sociétés de leasing en coparticipation, qui peuvent offrir des services de banque et de crédit au niveau local. La SFI a également investi dans plusieurs fonds de participation qui visent à fournir la première mise de fonds à des projets prometteurs. Elle parraine le Service polonais de conseil aux entreprises (voir page 62), qui fournit une assistance technique aux entreprises polonaises. Elle cherche aussi activement des aides extérieures pour financer ce type de prestations dans d'autres pays en transition, notamment dans certains pays des Balkans.

Pour la Pologne et la République tchèque, où il est maintenant plus facile de solliciter les investisseurs privés pour des coentreprises avec des partenaires étrangers, la SFI centre désormais son action sur les entreprises contrôlées par des capitaux locaux où les investisseurs privés hésitent encore à s'engager sans le soutien de la SFI. En Turquie, l'objectif de la Société est d'aider les

entreprises contrôlées par des capitaux locaux à améliorer leur compétitivité à l'exportation et à reprendre pied sur les marchés financiers internationaux.

La SFI a aussi travaillé de concert avec la Banque mondiale pour inciter les pays à instaurer un climat plus favorable au développement du secteur privé. Une évaluation conjointe du secteur privé a été menée à bien en Hongrie, et une autre entreprise en Bulgarie.

En 1995, la SFI a accueilli trois nouveaux membres européens : l'Arménie, la Géorgie et la Moldova, ce qui porte à 20 le nombre des pays membres susceptibles de bénéficier de ses investissements. L'Azerbaïdjan devrait devenir membre au début de l'exercice 96.

### Financement des projets et mobilisation des ressources

En 1995, la SFI a approuvé 26 projets dans 10 pays d'Europe — et 2 projets régionaux, contre 39 projets dans 11 pays et 7 projets régionaux en 1994. Au 30 juin, son portefeuille d'engagements comprenait des investissements dans 140 entreprises de 16 pays, contre 121 entreprises de 14 pays un an plus tôt.

Les activités de la SFI en matière de financement des projets et de mobilisation des ressources sont allées de l'aide à des entreprises compétitives du secteur industriel au renforcement des institutions liées aux marchés financiers, et les investissements qu'elle a effectués sont allés de l'agro-industrie à la mise en place de services d'infrastructure modernes.

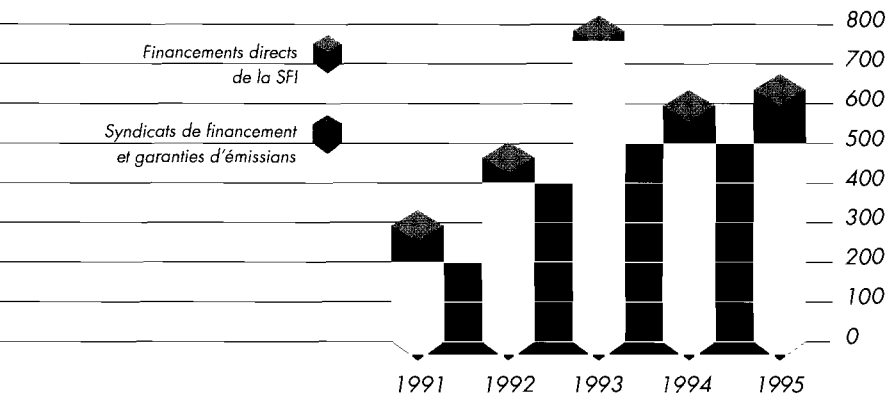
Le premier projet manufacturier de la SFI avec une entreprise à capitaux locaux dans un pays européen en transition concernait un investissement et une syndication de financement dans une brasserie tchèque (Czech Plzensky Prazdroj). Conformément aux directives de la Banque mondiale et de l'Union européenne en matière d'environnement, la brasserie prendra les dispositions nécessaires pour traiter les eaux usées au lieu de les rejeter directement dans le fleuve. En 1995, la SFI a également effectué un premier investissement en Lettonie et en Lituanie.

#### Financement de projets

	Ex. 95	Ex. 94
	<i>(millions de dollars)</i>	
<b>Financements approuvés pour le compte de la SFI</b>	403	443
Prêts, garanties et swaps	267	297
Participations et quasi-participations	136	146
<b>Mobilisation directe</b>	233	153
Syndications de prêts	233	138
Garanties d'émission	—	15
<b>Total des financements approuvés</b>	636	596
<b>Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI</b>	1.436	1.185
Prêts	1.115	983
Participations	321	202
<b>Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers</b>		
(participations à des prêts)	443	494
<b>Total du portefeuille d'engagements</b>	1.879	1.679

Pendant l'année considérée, la Société a approuvé un grand nombre d'autres investissements très divers dans le secteur manufacturier et le secteur des services. Le plus important — et le premier réalisé dans le secteur manufacturier en Russie — a été effectué au profit du projet AO Volga, une fabrique de papier et pâte à papier qui a entrepris

**Financements approuvés**  
**Exercices 91-95**  
 (millions de dollars)



un vaste programme de restructuration après avoir été privatisée. Cette transaction était aussi la première syndication de la SFI en Russie. En Pologne, la Société a pris une participation dans une chaîne de supermarchés et dans une entreprise utilisant les méthodes de distribution nord-américaines pour les batteries et autres pièces détachées automobiles. Elle a aussi octroyé des financements sous forme de prêts et de prises de participation à une papeterie en Pologne et à un projet de fibres acryliques en Turquie, et a approuvé des investissements au profit d'une usine de textiles en Lituanie. A noter aussi que, dans un autre projet manufacturier mené par le plus gros conglomérat turc, le groupe Koç, la SFI a investi dans une station de cogénération et d'épuration des eaux qui respecte l'environnement.

La Société a effectué ses deux premiers investissements dans l'agro-industrie russe. Les deux opérations concernent des coentreprises — une usine de transformation des pommes de terre et une fabrique de jus de fruit. Les financements de la SFI aideront ces entreprises à se doter d'une technologie moderne pour produire des denrées alimentaires de longue conservation qui pourront ainsi être vendues et distribuées dans un vaste rayon d'action.

Parmi ses activités dans le domaine des marchés financiers figurent trois projets novateurs en Russie — la Société nationale d'enregistrement des valeurs mobilières (voir page 58), le Dispositif national de promotion des échanges russes et le Framlington Volga Fund. La société d'enregistrement fournira aux grandes entreprises russes les services d'enregistrement des actions qui leur font

défaut, ce qui permettra de lever un obstacle important au développement des marchés financiers du pays. Premier mécanisme de confirmation de lettre de crédit que la SFI a structuré, le dispositif de promotion du commerce facilitera les échanges internationaux. Le Framlington Volga Fund investira dans des entreprises nouvelles ou privatisées à capitaux locaux, qui bénéficieront par la suite d'une assistance technique financée par le Know-How Fund du Royaume-Uni.

La SFI a aussi contribué à créer cinq fonds de participation pour mobiliser les investissements étrangers privés dans de petites entreprises. L'un d'eux, le First NIS Regional Fund (Fonds régional des Nouveaux Etats indépendants) — jusqu'à présent le plus grand fonds de la SFI dans la région — effectuera des investissements dans les 15 pays de l'ex-Union soviétique. La Société joue le rôle d'agent de restructuration et de placement ainsi que d'investisseur. La SFI a aussi lancé des fonds-pays en Hongrie et en Slovaquie, ainsi que des fonds destinés à aider la Russie à améliorer sa technologie et à développer son secteur des transports. Parmi les activités de renforcement des institutions de la SFI, il convient de noter la première société de leasing en coentreprise en Estonie.

L'ouverture de secteurs d'infrastructure européens — en particulier les télécommunications — au secteur privé offre de nouveaux débouchés. La SFI a participé à la privatisation de l'Office letton des télécommunications et a effectué deux investissements importants dans les télécommunications en Hongrie. La Ligne de crédit de l'Agence des télécommunications d'Europe centrale a aussi été mise en place pour octroyer des prêts à de petites compagnies de téléphone en Hongrie et dans les pays voisins. La SFI appuie la politique de libéralisation dans ce secteur en fournissant des fonds aux entreprises publiques de téléphone en cours de privatisation; ensuite, elle joue les intermédiaires neutres pour accélérer lors des privatisations, le transfert de la propriété et/ou de la gestion au secteur privé, et encourage la concurrence.

**Assistance technique et services-conseils**

La SFI a fourni toute une gamme de services d'assistance technique et de conseils à des entreprises et à des gouvernements. Ces services ont surtout consisté à aider les gouvernements à exécuter des programmes pilotes de privatisation et les entreprises privatisées à trouver des partenaires stratégiques, et à attirer des investisseurs; elle a aussi facilité le développement de marchés financiers.

La Société a poursuivi quatre grands programmes d'assistance technique entrepris en 1994 : la privatisation des terres agricoles en Russie (le programme, qui ne concernait initialement qu'une région, en intéresse désormais quatre); le programme de suivi visant à encourager la création de marchés financiers et des institutions financières indispensables en Russie; la privatisation de petites entreprises en Ukraine, où l'assistance de la SFI s'étend maintenant à 15 villes; et la privatisation de

petites entreprises dans trois villes du Bélarus. Approximativement 250 personnes travaillent maintenant sur ces programmes, dont la plupart bénéficient de dons de l'USAID, du Know-How Fund du Royaume-Uni et du Canada. Son modèle de privatisation, qui applique des méthodes pratiques et est centré sur les transactions, est désormais utilisé dans d'autres pays de la région.

La SFI accorde une place accrue aux activités de suivi. En Ukraine, par exemple, elle a mis en place un nouveau programme de soutien postprivatisation conçu pour réduire les interventions de l'Etat dans le fonctionnement des petites entreprises et à aider les chefs d'entreprise à obtenir des financements. Le programme est centré sur les réformes réglementaires et fiscales et sur la formation des nouveaux chefs d'entreprise pour leur apprendre comment élaborer des plans d'exploitation susceptibles d'inciter les investisseurs à financer l'expansion de leurs activités. La Société a organisé des programmes de formation similaires en Russie.

Dans le secteur des marchés financiers, la SFI a continué à fournir aux autorités russes un appui technique pour développer les marchés des titres et les institutions financières que cela suppose, afin que des millions de nouveaux actionnaires puissent enregistrer, déposer, acheter et vendre des actions d'entreprises privées. Dans le cadre de ce

publiques. La Société a aussi aidé les autorités russes à élaborer la législation régissant le marché du leasing. L'assistance de la SFI a aussi consisté à fournir des conseils pour la privatisation du système de fonds de pensions en Slovaquie, et pour l'élaboration de la législation régissant les marchés des titres en Lituanie et en Slovaquie, et à offrir des services d'assistance technique pour les systèmes des paiements en Roumanie.

En Hongrie, la SFI a aussi travaillé avec la première société d'élevage intégré de volailles et de porcs à la mise au point d'une stratégie de restructuration et de privatisation de l'entreprise. En Ukraine, elle a facilité la privatisation par adjudication internationale de la Kherson Canning en l'aidant à trouver un investisseur stratégique; elle a aussi aidé la Compagnie maritime de la mer Noire à se restructurer. En Russie, la SFI a apporté son concours à une entreprise aéronautique (Beta Air) pour l'aider à négocier des accords de partenariat avec des investisseurs étrangers. Elle a par ailleurs aidé un fabricant de matériel médical (Vostok) à identifier un investisseur stratégique. En Roumanie, elle a aidé la société Blackstone Tires of Japan à acheter une usine de pneus tout terrain. En Pologne, elle a achevé la privatisation d'une usine, la sixième à ce jour, et a continué de négocier la privatisation de deux autres usines.



programme, la Société a aidé deux entreprises à lancer de nouvelles émissions publiques d'actions afin de lever les capitaux dont elles avaient grand besoin. Les procédures utilisées ont permis d'établir de nouvelles normes en matière de publicité et de protection des investisseurs lors des émissions

*Les programmes de privatisation se multiplient en Ukraine avec l'aide des services-conseils de la SFI pour l'adjudication de 350 petites entreprises.*



### ***Le Service polonais de conseil aux entreprises (PBAS)***

*Depuis 1991, le PBAS offre des services de conseil financiers et techniques aux entreprises implantées en Pologne dans le cadre des activités entreprises par le Groupe de la Banque mondiale après les privatisations. Il prépare des plans d'exploitation et des propositions d'investissement, élabore des stratégies de marché et fournit un appui opérationnel aux cadres de direction. Il a mis au point un programme de formation à l'intention des consultants locaux en gestion d'entreprise, organisant des séminaires et sessions pratiques à partir de sa base à Varsovie et de ses succursales. Depuis sa création, le PBAS a mené 74 missions, créé quelque 1.300 emplois et levé 17,6 millions de dollars pour financer des projets.*

*Le PBAS est placé sous l'égide conjointe de la BERD et de la SFI, celle-ci servant d'organe d'exécution. Son financement est assuré par la SFI, la BERD, le Canada, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'USAID. L'Union européenne apporte un concours sous forme d'activités de formation. L'Export-Import Bank of India, le Know-How Fund du Royaume-Uni et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (Allemagne) fournissent des consultants, et le Gouvernement polonais met des locaux à la disposition du PBAS.*

*Le PBAS a notamment apporté son concours à Gosat, entreprise privée polonaise spécialisée dans l'installation et l'exploitation des câbles de télévision à Wrocław, dotée de 15 réseaux couvrant 50.000 abonnés. Le PBAS a mis au point un plan d'expansion comportant un investissement de 4 millions de dollars au total. Gosat en a financé près de 70 pour cent avec les redevances de nouveaux abonnés, et le PBAS a aidé à lever le reste (1,2 million de dollars) auprès de la Banque de développement polonaise. Le nombre des abonnés s'est accru de 20.000, et les ventes et les effectifs ont progressé, respectivement, de 84 et 22 pour cent.*

*Le PBAS a aidé Porcelana — le plus grand fabricant polonais de porcelaine installé à Chodzież — à élaborer un plan de commercialisation stratégique. Pour enrayer la chute des ventes, l'accumulation des stocks et la diminution des effectifs, le PBAS a recommandé une stratégie visant à améliorer la commercialisation et l'organisation des ventes sur le marché national. Un programme de formation a été organisé à l'intention des agents des différents services (vente, commercialisation et production) et des grossistes de l'entreprise pour leur montrer comment améliorer la distribution, recueillir des informations sur le marché et communiquer avec les fournisseurs. Le PBAS a également aidé Porcelana à développer ses activités d'exportation, ce qui lui a permis d'améliorer son chiffre d'affaires, ses résultats et ses relations avec la clientèle.*

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), programme conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, a aussi été actif en Europe pendant l'année considérée. En Croatie et en Lettonie, il a effectué des études diagnostiques du climat de l'investissement étranger et de la politique générale de l'Etat dans ce domaine. Dans les deux pays, ces études étaient les premières du genre réalisées par le FIAS.

Europe  
**Projets approuvés durant l'exercice 95**

**Financement**  
(millions de dollars)

Description du projet	Financement					Financement total	Coût total du projet
	SFI		Autre type de financement				
	Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Estonie</b> Estonian Industrial Leasing Ltd.	1,9	0,2				2,1	2,3
<b>Fédération de Russie</b> AO Volga	30,0	11,0		45,0		86,0	150,0
CTC Foods Inc.		2,0	5,0			7,0	35,0
Depsona, Z.A.O.	5,3	1,5				6,8	19,4
Framlington Volga Fund		20,0				20,0	60,0
Russia Registry Company		1,5				1,5	10,0
Russian Technology Fund		2,0				2,0	10,0
Russian Trade Enhancement Facility					10,0*	10,0	20,0
Sector Capital Financial Advisory Company <sup>a</sup>		0,5				0,5	3,5
Sector Capital Fund		4,6				4,6	36,5

Europe  
Projets approuvés durant l'exercice 95

Financement  
(millions de dollars)

Description du projet	SFI					Autre type de financement		Financement total	Coût total du projet
	Prêt	Participation	Quasi-		Autre				
			Participation	Syndication					
<b>Hongrie</b> Creditanstalt Advent Hungary Private Equity Fund L.P.		2,5					2,5	15,0	
Hungarian Telecommunications Investment Company (InvesTel)	50,0			50,0			100,0	940,0	
<b>Lettonie</b> Lattelekom SIA		16,4					16,4	220,1	
<b>Lituanie</b> Liteksas Ir Calw A.B.	10,6	1,0					11,6	27,2	
<b>Pologne</b> Globi Polish Retailing Company		10,0					10,0	57,0	
Intercell Spolka Zo.o.	11,0	7,0					18,0	55,0	
Nesky, Inc.		0,5	1,5				2,0	13,3	
<b>République tchèque</b> Beronit a.s. and Eza Sumperk a.s. <sup>a</sup>	0,6		0,2				0,8	0,8	
Plzensky Prazdroj, a.s.	32,4	10,8		21,6			64,8	171,5	
Zivnostenska Banka, a.s.	9,1						9,1	60,9	
<b>Roumanie</b> ABN AMRO (Romania) S.A		2,0					2,0	10,0	

## Projets approuvés durant l'exercice 95

Description du projet		Financement (millions de dollars)					Financement total	Coût total du projet
		SFI		Autre type de financement				
		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Slovénie</b>								
Slovenian Development Capital Fund Limited	Prendre des participations ou investir dans des instruments s'apparentant à des actions dans des <b>moyennes entreprises</b> privées par l'intermédiaire d'un fonds de placement fermé off-shore		5,0				5,0	25,0
<b>Turquie</b>								
Bank Ekspres	Renforcer et restructurer une petite <b>banque commerciale</b> récemment acquise et recapitalisée par de nouveaux propriétaires et dirigée par une banque turque florissante	10,0					10,0	10,0
Borçelik Celik Sanayii Ticaret A.S.	Compléter le prêt précédemment approuvé par une prise de participation dans un <b>laminoir</b> produisant 350.000 tonnes d'acier et de rouleaux laminés à froid		7,0	1,5			8,5	8,5
Global Securities A.S.	Soutenir l'expansion de la nouvelle <b>maison de titres</b>		0,6				0,6	0,6
Koç Group	Installer des centrales à cycle combiné et construire des stations d'épuration des eaux usées conformes aux normes environnementales européennes pour répondre à la demande future d' <b>électricité et de vapeur</b> du plus grand conglomérat privé	35,0			55,0		90,0	152,4
Türk Ekonomi Bankasi, A.S.	Accroître les opérations de financement des exportations, en particulier au stade de la préexpédition, pour compenser l'absence d'une <b>banque commerciale</b> privée jouissant d'une excellente réputation	20,0			20,0		40,0	40,0
Yalova Elyaf ve Iplik A.S.	Augmenter la production de <b>fibres acryliques</b> de 20.000 tonnes par an pour le marché national et l'exportation, et installer une centrale à cycle combiné ainsi qu'une station d'épuration des eaux usées	15,0			8,0		23,0	47,4
<b>Ensemble de la région</b>								
Central Europe Telecom Investments, L.P.	Assurer le financement par l'emprunt à long terme de projets de <b>télécommunications</b> situés essentiellement en Hongrie, en Pologne et en République tchèque, avec l'ABN AMRO Bank comme chef de file	26,6		6,7	33,3		66,6	100,0
First NIS Regional Fund	Etablir le plus grand <b>fonds de participation fermé</b> jamais créé dans la région pour investir sous forme de participations et de quasi-participations dans des <b>sociétés</b> privées et récemment <b>privatisées</b> des NEI		15,0				15,0	180,0
* <i>garantie</i>								
† <i>instrument de gestion des risques</i>	a. Non compris dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.							
‡ <i>prêt conditionnel</i>	b. Compté comme deux projets dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.							
§ <i>swap</i>								

**Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995**

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Bélarus</b>	Privatisation	La SFI a continué d'aider à mettre en oeuvre le premier plan national de privatisation de petites entreprises qu'elle a conçu à Brest, Grodno et Orsha.
<b>Croatie</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné l'environnement juridique et réglementaire du pays et recommandé la mise en place d'un cadre institutionnel de promotion des investissements et une stratégie de promotion en deux étapes.
<b>Fédération de Russie</b>	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a contribué à une étude de faisabilité pour créer une coentreprise de leasing de biens d'équipement dans la région de Saint-Pétersbourg.
	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a contribué à l'audit technique et à l'examen d'un contrat clés en main portant sur la fourniture d'installations et d'équipement de transformation pour une société de production de jus de fruit.
	Assistance technique	La SFI a coordonné une étude de faisabilité sur une coentreprise de production de pièces pour télévisions.
	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a obtenu les fonds nécessaires pour financer des services-conseil sur les aspects juridiques, financiers, techniques et opérationnels de la privatisation d'une société de produits médicaux et de la recherche d'un partenaire technique/investisseur étranger.
	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a financé une évaluation de l'industrie des machines à tisser pour déterminer s'il est possible d'établir des coentreprises pour la fabrication de ces équipements.
	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a financé une évaluation environnementale du site pour appuyer les plans de modernisation d'une fabrique de machines textiles.
	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a engagé des fonds pour financer une étude documentaire de faisabilité et d'identification de projet. Il s'agit de créer une société régionale privée qui recyclerait les déchets de navires pétroliers pour la région de Saint-Pétersbourg.
	Assistance technique	Avec les fonds du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI passe en revue les facteurs juridiques qui pourraient affecter la privatisation, la modernisation, le financement et l'exploitation d'une grande société russe désireuse d'être entièrement privatisée.
	Développement des marchés financiers	La SFI a contribué à l'élaboration de la législation régissant le leasing.
	Développement des marchés financiers	La SFI continue de fournir une assistance sur toute une série de questions ayant trait au marché des titres.
Développement des marchés financiers	Avec un financement du Know-How Fund du Royaume-Uni, la SFI fournit des conseils pour structurer et lancer deux émissions en souscription publique dans la région de Nizhni Novgorod.	
Gestion financière des entreprises	La SFI aide un avionneur, Beta Air, à négocier des accords de partenariat avec des investisseurs étrangers.	

## Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995

	Domaine d'activité	Description
<b>Fédération de Russie</b> <i>(suite)</i>	Privatisation	Avec un financement du Know-How Fund du Royaume-Uni, de l'USAID et du Gouvernement canadien, la SFI a continué de faciliter le bon déroulement de la privatisation des exploitations collectives et des fermes d'Etat, selon des méthodes conçues par elle, avec l'appui de la législation gouvernementale et sur le modèle de Nizhni Novgorod. La SFI a accru son aide à la privatisation des terres et de l'agriculture dans cette région, mais aussi dans celles de Rostov-na-Donu, d'Oryel et de Ryazan.
	Programme de formation post-privatisation	Avec un financement du Know-How Fund du Royaume-Uni, la SFI offre un programme de formation qu'elle a mis au point à l'intention des directeurs d'entreprises nouvelles ou nouvellement privatisées de la région de Nizhni Novgorod.
<b>Hongrie</b>	Privatisation	La SFI a utilisé des ressources provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique pour financer le concours d'experts à la mise en place d'un plan d'activité et à la restructuration d'un complexe d'agroentreprises.
<b>Lettonie</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a financé une étude de faisabilité pour un projet de scierie intégrée, orientée vers l'exportation.
	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné les politiques et procédures affectant l'investissement étranger direct, ainsi que le programme de privatisation en cours.
<b>Lituanie</b>	Assistance technique	Avec un financement obtenu par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a organisé la fourniture de services d'experts à une entreprise textile dans toute une série de domaines : gestion, commercialisation et passation des marchés, assurance qualité, et formation.
	Développement des marchés financiers	La SFI a fourni observations et assistance sur la législation applicable au marché des titres.
<b>Pologne</b>	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI contribue à la réalisation d'un audit financier faisant partie intégrante du plan de restructuration d'une entreprise de transformation de la viande.
	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a financé une étude sur la prévention des pertes dans une fabrique de papier écru dans le but de consolider la position commerciale de la société privatisée en l'assurant d'une bonne couverture contre les risques.
	Assistance technique	Avec l'aide du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a coordonné un audit financier détaillé et donné des conseils à une société de transformation de la viande pour résoudre les problèmes techniques, juridiques et financiers liés à la restructuration.
	Privatisation	Comme suite à l'aide accordée par la SFI à la privatisation des secteurs du ciment et de la chaux, la fabrique de chaux de Wojcieszow a été privatisée et les cimenteries de Cementownia Ozarow et Kujawy sont en passe de l'être.
<b>République tchèque</b>	Assistance technique	La SFI, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, a contribué à la réalisation d'une étude de faisabilité sur un projet de modernisation d'entreprise textile.

## Europe

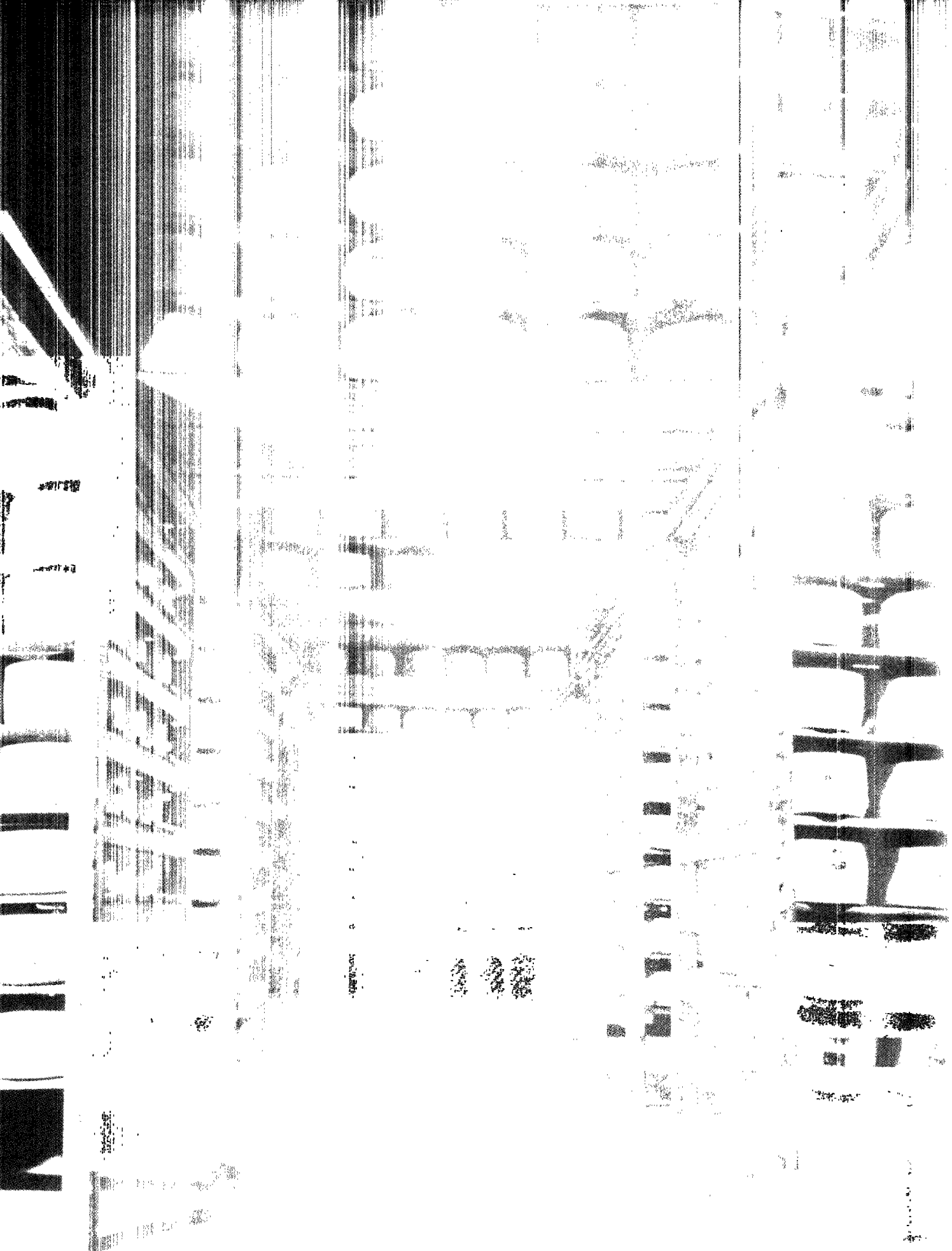
### Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995

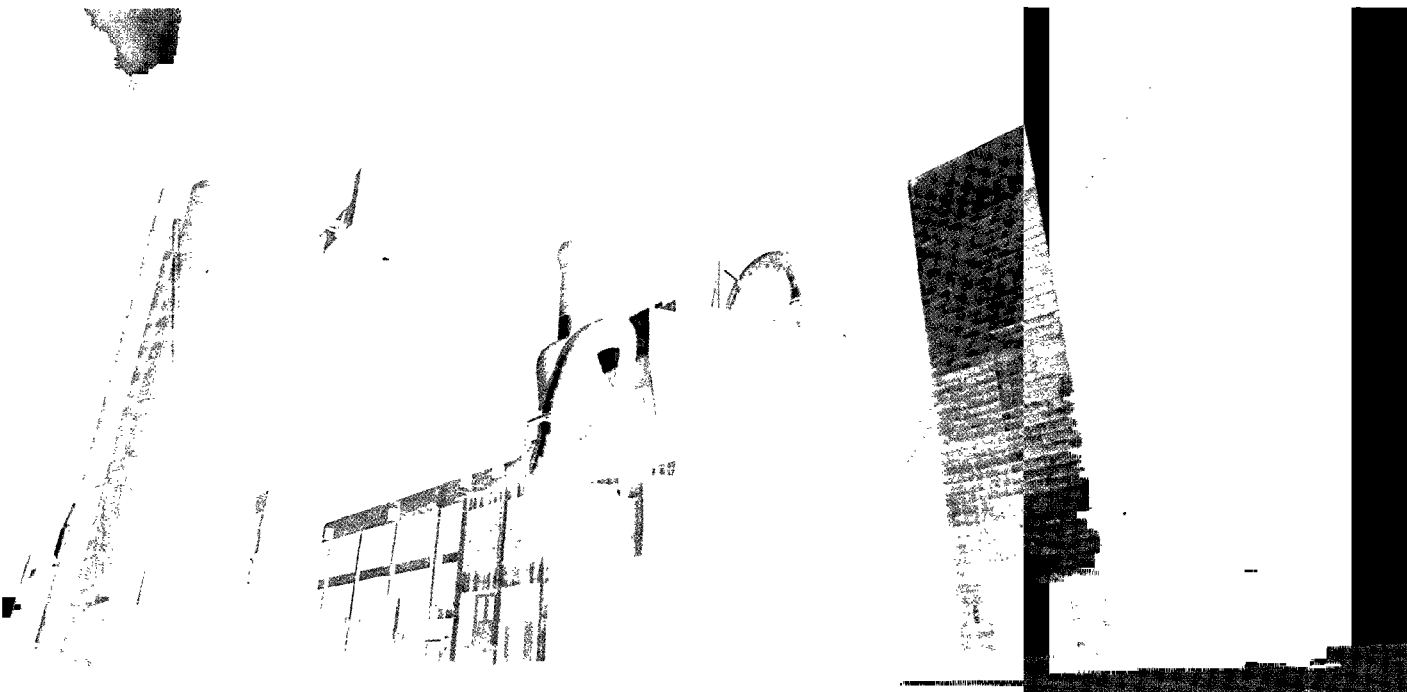
	Domaine d'activité	Description
<b>République tchèque</b> <i>(suite)</i>	Assistance technique	Avec des ressources provenant du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI réalise, pour un grand complexe industriel, une étude d'impact sur l'environnement traitant aussi des différentes formules de remise en état de l'environnement, des différentes technologies utilisables et des différentes normes applicables.
<b>Roumanie</b>	Assistance technique	Avec un financement du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a appuyé une étude de faisabilité détaillée concernant un projet de coentreprise entre une société locale et un groupe bancaire étranger pour établir une banque commerciale.
	Développement des marchés financiers	La SFI aide à mettre en place une Commission des opérations de bourse et une Bourse des valeurs à Bucarest.
	Développement des marchés financiers	La SFI a prêté son concours technique à la mise au point d'un système de virements pour faciliter l'automatisation des paiements interbancaires et d'un plan d'activité pour la banque postale nationale.
<b>Slovénie</b>	Assistance technique	La SFI a aidé la Ljubljanska Banka à améliorer son système informatique de gestion et ses opérations de trésorerie, et à mener à bien son programme de restructuration.
	Assistance technique	Par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a soutenu l'offre de formation au montage financier de projets prévue pour les bénéficiaires d'une ligne de crédit de 10 millions de dollars, laquelle doit être coétablie par la SFI et un groupe bancaire italien.
	Développement des marchés financiers	La SFI a présenté ses observations sur la législation du marché des titres.
	Développement des marchés financiers	La SFI a aidé à identifier la marche à suivre pour privatiser le système de fonds de pension slovène et a commencé à participer à sa mise en oeuvre.
<b>Turquie</b>	Assistance technique	La SFI a pris des dispositions pour apporter un concours technique, par le biais du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, à une étude sur les modes de fonctionnement et les coûts estimatifs du matériel de transformation et au projet de réhabilitation d'une fabrique d'eau oxygénée.
	Développement des marchés financiers	La SFI continue à fournir une aide ponctuelle au Conseil des marchés financiers en matière de réglementation et de développement des marchés financiers, et a engagé des discussions sur la création d'une agence de cotation des titres et sur la réglementation applicable au capital-risque.
	Développement des marchés financiers	La SFI fournit des conseils à la Société de dépôts et de règlements boursiers d'Istanbul sur le montage d'une opération de financement de titres.
	Privatisation	La SFI aide Etibank à structurer un projet d'extraction et de transformation de trona en carbonate anhydre de sodium et à choisir un promoteur privé.
<b>Ukraine</b>	Assistance technique	La SFI donne des conseils de restructuration financière à la Black Sea Shipping Company.
	Assistance technique/privatisation	La SFI aide Azot Petrochemicals à mener à bien sa privatisation par adjudication internationale.

## Projets d'assistance technique et de service-conseil 1995

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Ukraine</b> <i>(suite)</i>	Post-privatisation	Avec l'appui financier du Know-How Fund du Royaume-Uni, la SFI a lancé un programme pilote de formation à la gestion d'entreprise et de réformes du cadre réglementaire pour soutenir les petites entreprises privatisées d'Ukraine. Le projet a été lancé avec succès à Lugansk et des préparatifs étaient en cours pour répéter l'expérience dans cinq autres villes du programme, sous réserve d'un financement supplémentaire des bailleurs de fonds.
	Privatisation	La SFI met en oeuvre un petit programme de privatisation conçu par elle dans les villes de Cherkassy, Ivano-Frankivsk, Kamyanets-Podilsk, Kherson, Khmelnytskij, Lugansk, L'viv, Mariupol, Odessa, Rivne, Tokmak, Uzhgorod et Zaporizhya. La SFI prête désormais son concours à d'autres villes pour faciliter la tâche du gouvernement qui doit mener rapidement à terme l'exécution du programme.
	Privatisation	La SFI fournit une assistance à la Kherson Canning, la plus grande conserverie d'Ukraine.







**Membres régionaux de la SFI :**

*Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Equateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.*

L'environnement macroéconomique en Amérique latine et dans les Caraïbes a été favorable pendant la majeure partie de 1994, mais la hausse des taux d'intérêt internationaux au cours de l'année a ralenti les entrées de capitaux dans la région.

Au Mexique, cette évolution, conjuguée au creusement continu du déficit des transactions courantes, a entraîné une chute brutale des réserves internationales, déclenchant une dévaluation importante du peso et une crise du secteur financier. Après avoir enregistré un taux de croissance de 3,4 pour cent en 1994, l'économie mexicaine a plongé dans la récession au début de 1995. L'environnement du secteur privé n'a cessé de s'assombrir au cours de l'année. La chute de l'activité économique et le resserrement du crédit domestique se sont accompagnés d'une diminution des possibilités d'accès aux marchés financiers internationaux.

En Argentine, la forte expansion de l'économie (plus 7 pour cent) a creusé le déficit des transactions courantes, qui est passé à 10 milliards de dollars environ en 1994. Mais le ralentissement

des entrées de capitaux et la hausse des taux d'intérêt ont fortement pesé sur l'activité économique en 1995. Devant cette évolution, le Mexique et l'Argentine ont décidé d'adopter une politique d'austérité budgétaire et de resserrement du crédit, et pris des mesures pour soutenir leur secteur bancaire, restaurer la confiance et stimuler l'épargne intérieure. Le renchérissement du crédit international a aussi posé problème au Venezuela, toujours handicapé par les effets de ses déséquilibres, de la crise du secteur financier et de la récession.

La croissance économique s'est maintenue à un bon niveau dans presque tous les autres pays de la région. Pendant tout l'exercice considéré, le Brésil a bénéficié d'une croissance vigoureuse, tout en maintenant le déficit de ses transactions courantes à un niveau modeste et en conservant un stock important de réserves internationales. Les dépenses ont fortement progressé dans les premières phases du programme de stabilisation qui a permis de réduire l'inflation et de redonner confiance aux agents économiques. Le Chili et la Colombie ont aussi bénéficié d'une croissance très soutenue en 1994 et dans le premier semestre de 1995. La gestion macroéconomique prudente que ces deux pays maintiennent depuis un certain temps et la relativement bonne tenue de leurs exportations leur ont permis d'échapper en grande partie aux remous créés par la crise mexicaine. Au Pérou, la croissance a été modérée pendant le premier semestre de 1995, après avoir affiché un solide 12 pour cent en 1994.

*La SFI fait participer pour la première fois des investisseurs institutionnels des Etats-Unis à son programme de syndication au profit d'une cimenterie mexicaine, Apasco.*

## **Démocratisation en Haïti**

*Le Gouvernement du Président Jean-Bertrand Aristide a lancé un plan d'action pour moderniser Haïti et ouvrir l'économie du pays afin de promouvoir l'investissement et de créer des emplois. La démocratisation, qui vise à transférer des actifs au secteur privé, sera un instrument crucial dans ce processus.*

*En 1995, le gouvernement a demandé à la SFI de l'aider à mettre en oeuvre un programme de démocratisation. Dans le cadre d'un contrat essentiellement financé par l'USAID, la SFI évalue la viabilité de neuf entreprises publiques du pays, et elle soumettra aux autorités des recommandations sur les options offertes à chacune de ces entreprises et l'intérêt qu'elles peuvent présenter pour les investisseurs.*

*Le gouvernement a donné une liste de sept entreprises publiques à évaluer en vue d'une éventuelle démocratisation; deux autres entreprises — l'aéroport et le port — feront, le cas échéant, l'objet de concessions à long terme. C'est un programme de très grande ampleur, car les entreprises concernées représentent des secteurs économiques très importants, tels que l'électricité, les télécommunications, les transports, les finances, le bâtiment et l'agro-industrie. Toutes les entreprises sauf deux sont déficitaires et ingérables. Le processus de démocratisation devrait permettre d'élargir l'accès du public aux services d'infrastructure de base et de désengager l'Etat de ses obligations financières à l'égard des entreprises.*

Malgré les problèmes à court terme que connaissent certains pays, la région a poursuivi sa politique de libéralisation des échanges et de croissance tirée par le secteur privé. Partout en Amérique latine et dans les Caraïbes, les entreprises investissent dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements, et adoptent des techniques d'organisation et de gestion beaucoup plus efficaces. Mais le ralentissement récent de l'activité économique et le resserrement du crédit domestique et du crédit international rendent ce processus plus difficile.

Les financements à long terme se sont de plus en plus raréfiés pendant l'année. D'autre part, la hausse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance ont eu pour effet d'alourdir la charge de la dette du secteur privé. Des mesures ont été adoptées pour stimuler l'épargne intérieure afin de remédier à cette pénurie de financements; mais le secteur privé ne peut encore exploiter pleinement son avantage comparatif faute de pouvoir lever des ressources suffisantes sur les marchés internationaux.

### **Stratégie et opportunités**

Le secteur privé commence tout juste à exploiter réellement son potentiel dans une région qui n'a entrepris que depuis peu d'ouvrir ses marchés et de créer des institutions fondées sur les mécanismes du marché. Les marchés financiers internationaux s'étant repliés au cours de l'année, il est d'autant plus important que la SFI s'attache à promouvoir les entrées de capitaux en faveur des entreprises compétitives pour compenser la diminution des apports financiers provenant d'autres sources. La stratégie de la Société dans la région est la suivante :

- promouvoir la mobilisation des ressources,
- renforcer les marchés financiers locaux,
- soutenir les moyennes entreprises, et
- promouvoir l'investissement dans les équipements d'infrastructure.

Devant les difficultés que rencontraient même les entreprises les plus connues de la région pour lever des fonds sur les marchés financiers internationaux, la SFI a entrepris de créer de nouveaux instruments pour mobiliser des ressources internationales et promouvoir l'épargne domestique. Au Mexique, pour aider Apasco, S.A. de C.V., elle a utilisé un mécanisme de financement novateur qui permettra d'élargir le pool d'institutions participant au financement des fonds régionaux. Par le biais de syndications, elle a également aidé à lever 167,5 millions de dollars pour Aguas Argentinas, l'entreprise qui exploite le réseau d'adduction d'eau et le système de traitement des eaux usées de Buenos Aires, ainsi qu'au financement de Complejo Siderúrgico de Guayana, C.A. au Venezuela, maintenant ainsi l'accès de l'entreprise aux prêteurs institutionnels malgré les difficultés économiques du pays.

Conscients du caractère instable des entrées de capitaux étrangers, plusieurs pays latino-américains cherchent à promouvoir l'épargne intérieure. Pour les aider dans cette entreprise, la SFI s'est attachée à renforcer les marchés financiers locaux — qui doivent jouer un rôle essentiel dans la mobilisation de l'épargne intérieure en faveur de l'investissement productif — en y effectuant des investissements et en fournissant des services de renforcement des capacités, d'assistance technique et de conseil. Par le biais du Tower Fund L.P. en Argentine, elle s'est efforcée de promouvoir les prises de participation dans des entreprises privées à la recherche de capital-risque pour développer leurs activités et se moderniser. Elle a également consenti un prêt subordonné à Banco Roberts S.A. pour lui permettre de renforcer ses fonds propres et ses opérations bancaires dans un secteur financier argentin qui est devenu de plus en plus compétitif. Elle a aussi développé ses activités dans le secteur bancaire en octroyant des prêts subordonnés à des banques et en collaborant avec la Banque mondiale à la réalisation d'études sectorielles.

La SFI a travaillé directement avec des entreprises de taille moyenne, généralement trop petites pour prendre pied sur les marchés financiers internationaux, et elle leur a apporté un soutien indirect en intervenant sur les marchés des capitaux par le biais d'instruments tels que les lignes de crédit et les fonds de capital-risque. Au Mexique, elle a aidé Cifunsa S.A. de C.V. à développer et à moderniser la fabrication de blocs cylindres et de culasses en fonte. Ecoulant à peu près 90 pour cent de ses produits sur les marchés d'exportation ou de réexportation, Cifunsa est bien intégrée au secteur très concurrentiel de la construction automobile nord-américaine. Le projet permettra non seulement de moderniser les équipements de l'usine, d'accroître l'efficacité de la production et de réduire les coûts d'exploitation,

mais aussi d'améliorer la protection de l'environnement grâce à un certain nombre de dispositifs.

La promotion de l'investissement privé dans le secteur de l'infrastructure est restée une composante majeure des activités de la SFI en Amérique latine, car une importante partie de la demande demeure insatisfaite dans la région. Pendant l'année considérée, la Société a apporté son concours à des projets d'aménagement routier, d'adduction d'eau, d'électricité, d'équipements portuaires, de terminaux, et de télécommunications.

La SFI a ainsi développé ses activités dans le secteur de la pétrochimie, en particulier au Brésil, où elle participera à un projet d'expansion d'une usine d'épuration d'acide téréphtalique d'une capacité annuelle de 120.000 tonnes et à la modernisation d'une usine de polyéthylène à basse densité linéaire. Alors que les pays d'Amérique latine suppriment progressivement les barrières tarifaires, la SFI contribuera par ces investissements complémentaires à renforcer l'efficacité des producteurs existants. Au Costa Rica, la Société a aussi approuvé un investissement dans une usine de mélange d'engrais qui devrait permettre d'offrir, à meilleur prix, une gamme de produits plus large aux agriculteurs.

#### Financement des projets et mobilisation des ressources

En 1995, le Conseil de la SFI a approuvé des investissements en faveur de 53 projets dans 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, contre 52 projets dans 13 pays en 1994. Au 30 juin, le portefeuille d'engagements comprenait des prêts et des investissements en faveur de 282 entreprises dans 25 pays de la région, contre 261 entreprises dans 24 pays un an plus tôt.

Pour mobiliser davantage de capitaux, et inciter de nouveaux investisseurs à participer à ses investissements, la SFI a conçu un nouvel instrument financier. Au Mexique, par exemple, la SFI a utilisé un mécanisme de financement novateur pour aider Apasco, S.A. de C.V. à accroître sa production de ciment. Elle a levé des fonds à l'aide d'une structure fiduciaire qui permettra aux investisseurs institutionnels des Etats-Unis de participer à des prêts en se portant acquéreurs d'obligations négociables. C'est la première fois que la SFI a réussi à associer des investisseurs institutionnels à ses prêts. Cette nouvelle structure de syndication servira probablement de modèle pour de futurs projets.

La Société s'est également efforcée de pallier la quasi-fermeture des marchés financiers internationaux à certaines firmes argentines et mexicaines en contribuant à financer leurs programmes d'investissement lorsque la crise financière mexicaine a interdit les émissions en souscription publique sur le marché primaire.

Pour ce qui est des marchés financiers, au Mexique, la SFI a contribué à la création du Baring Venture Fund, qui prend des participations dans des entreprises de taille moyenne. Ce fonds a pour objectif de réaliser des plus-values en fournissant du capital-risque pour aider ces entreprises à dévelop-

per leur activité et à se moderniser. Au Pérou, la Sogewiese Leasing S.A. bénéficie d'une ligne de crédit pour développer ses opérations de crédit-bail et pour offrir aux petites et moyennes entreprises les moyens de financement à long terme dont elles ont besoin.

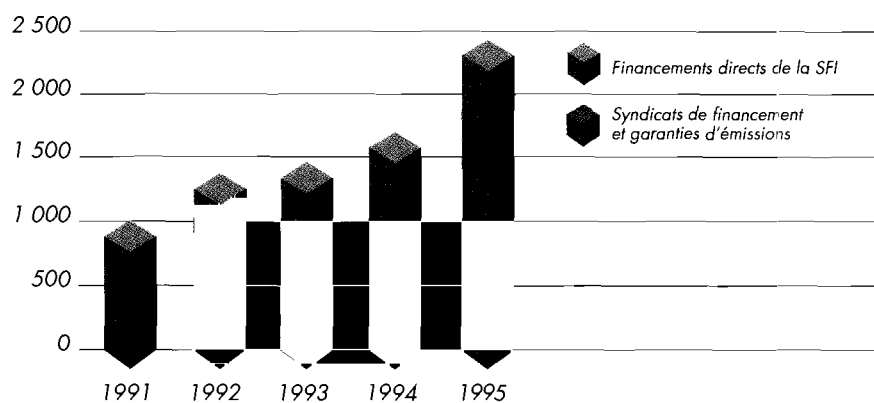
#### Financement de projets

	Ex. 95	Ex. 94
	(millions de dollars)	
<b>Financements approuvés pour le compte de la SFI</b>	<b>1.048</b>	<b>815</b>
Prêts, garanties et swaps	785	594
Participations et quasi-participations	263	221
<b>Mobilisation directe</b>	<b>1.265</b>	<b>762</b>
Syndications de prêts	1.265	762
Garanties d'émission	—	—
<b>Total des financements approuvés</b>	<b>2.313</b>	<b>1.577</b>
<b>Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI</b>	<b>3.587</b>	<b>3.024</b>
Prêts	2.879	2.495
Participations	708	529
<b>Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers</b> (participations à des prêts)	<b>1.603</b>	<b>1.568</b>
<b>Total du portefeuille d'engagements</b>	<b>5.190</b>	<b>4.592</b>

Par ailleurs, la SFI a aidé à créer une bourse des valeurs électronique au Venezuela pour stimuler la concurrence, réduire les coûts et améliorer la transparence et l'efficacité des transactions sur titres. Le projet Sistema Electrónico de Transacciones C.A. permettra aussi d'ouvrir le marché des titres à un plus grand nombre de participants nationaux et internationaux.

L'évolution des besoins d'investissement des entreprises latino-américaines a conduit la SFI à augmenter le nombre de ses opérations dans le secteur des services (voir page 18). En Argentine, la Société a aidé la Compañía Americana de Supermercados

#### Financements approuvés Exercice 91-95 (millions de dollars)



## **Infrastructure de transport dans les Caraïbes**

*Le port international de Manzanillo, à Panama, qui est le premier port privé de transbordement de conteneurs des Caraïbes, est un projet novateur dans lequel le secteur privé assure des services d'infrastructure habituellement fournis par le secteur public.*

*Environ 4 pour cent de tout le fret maritime international emprunte maintenant le canal de Panama, ce qui met à rude épreuve le système de transport du pays, et met en évidence les principales faiblesses de l'infrastructure, d'où une productivité faible et des retards fréquents. Ainsi, malgré sa situation avantageuse et son marché apparemment robuste, Panama n'est pas devenu un grand centre de transport.*

*Pour remédier à cette situation, le Gouvernement panaméen a accordé une concession de 20 ans à une société locale, Motores Internacionales, qui s'est associée au plus gros exploitant et stevedore américain de gares maritimes et ferroviaires, pour la construction et l'exploitation d'un port de transbordement de niveau international près du chenal d'accès atlantique. Le transbordement, qui représente une part croissante du fret en conteneurs, consiste à transférer le fret que transportent les navires gigognes, qui n'ont que peu de ports d'escale, sur de petits navires porte-conteneurs, qui font escale dans de nombreux ports de la région. Manzanillo — situé à l'intersection des principales voies de trafic maritime reliant l'Est à l'Ouest, et l'Amérique latine aux Caraïbes — sera le port d'éclatement. Ce nouveau port devrait permettre de réduire considérablement la durée et le coût du transport maritime de fret.*

S.A. à rentabiliser ses opérations de détail en améliorant la gestion des stocks et le rapport coût-efficacité. Au Brésil, elle a aidé Lojas Americanas S.A. à adopter un système ultrasophistiqué de traitement de l'information pour automatiser la gestion des stocks et ouvrir 30 importants points de vente au détail dans des agglomérations de taille moyenne qui en étaient dépourvues jusque là.

La SFI a aussi travaillé avec des entreprises de taille moyenne dans le secteur agro-industriel. En Argentine, elle a aidé à financer l'augmentation des capacités de production de SanCor Cooperativas Unidas Limitada, l'une des plus grandes coopératives laitières du pays, en construisant quatre centres de distribution automatiques et en modernisant ses installations de traitement des effluents, conformément aux directives de la Banque mondiale et à la réglementation locale en matière d'environnement. La Société a aussi apporté son concours à un programme d'investissement de quatre ans destiné à accroître l'efficacité de la production de Mastellone Hermanos S.A., importante usine de transformation des produits laitiers en Argentine.

La SFI continue également à s'intéresser aux projets d'infrastructure. En Argentine, le projet d'alimentation en eau « Aguas » continue de connecter de nouveaux abonnés au réseau de Buenos Aires et de moderniser les systèmes de traitement des eaux usées, avec les effets positifs que cela comporte pour la santé publique et l'environnement. Au Brésil, la SFI et Globo Cabo S.A. financent la construction et l'expansion d'un réseau câblé de télévision qui couvrira l'ensemble du pays, et qui transmettra des programmes locaux et internationaux et offrira des services interactifs. Au Panama, la con-

struction d'un nouveau port privé dans la baie de Manzanillo, à proximité de l'entrée du canal de Panama du côté de l'Atlantique, facilitera les échanges et abaissera les coûts des transports maritimes dans la région (voir colonne de gauche). En Uruguay, la SFI apporte son concours à l'opération lancée par Consorcio Aeropuertos Internacionales S.A. pour agrandir et moderniser l'aéroport Laguna del Sauce près de la station balnéaire de Punta del Este dans le cadre d'une concession de 20 ans. Ce projet est la première opération aéroportuaire de la SFI et, pour l'Uruguay, c'est aussi la première privatisation basée sur l'octroi d'une concession.

## **Assistance technique et services-conseils**

Par la gamme de services-conseils et d'assistance technique qu'elle fournit tant aux entreprises qu'aux gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes, la SFI a un impact sensible sur le développement. En Haïti, elle a aidé les autorités à évaluer sept entreprises publiques en vue d'un éventuel transfert au secteur privé (voir page 72). Ces entreprises couvrent d'importants secteurs d'activité de l'économie haïtienne, notamment l'électricité, les télécommunications, les opérations bancaires, le port et l'aéroport.

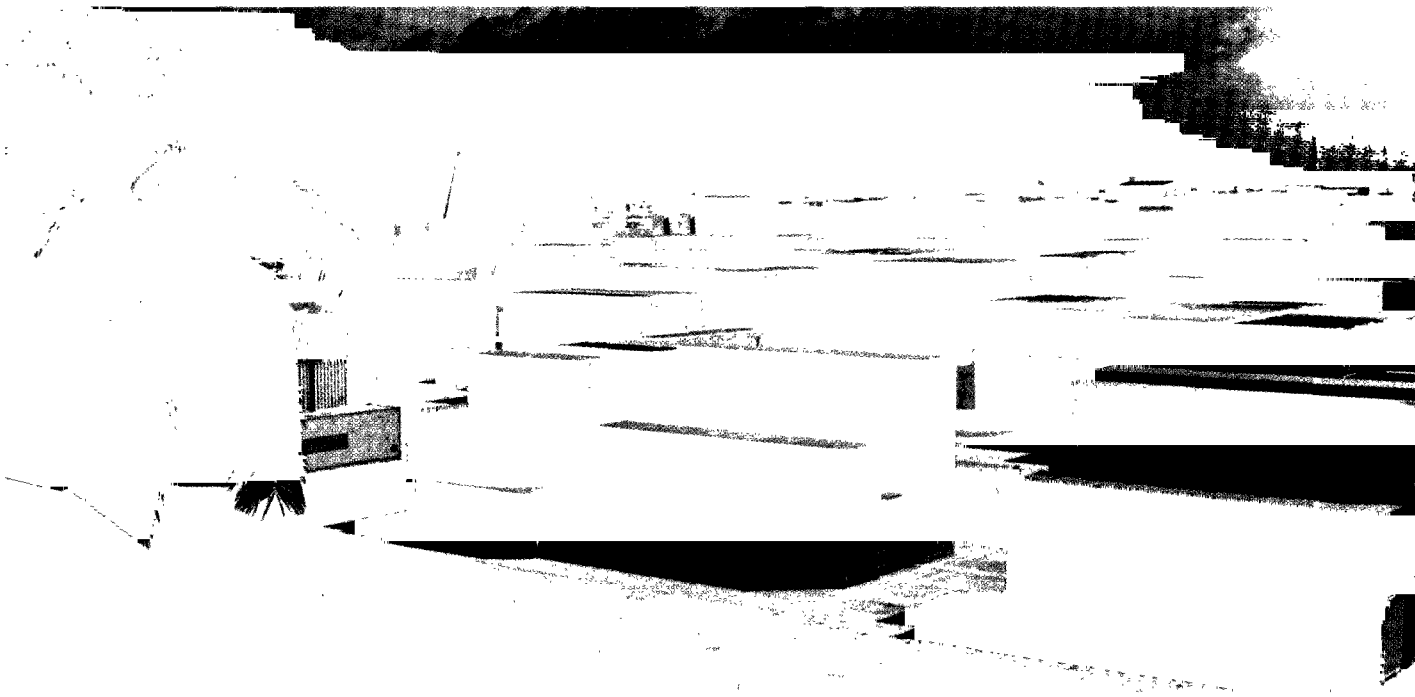
En Argentine, la Société a donné des conseils au gouvernement sur la création d'un nouveau système privé de fonds de pension; et, en Colombie et en Equateur, elle a étudié avec les autorités de ces pays les modalités de la création d'un marché hypothécaire secondaire. Elle conseille également les commissions colombienne et vénézuélienne des opérations de bourse sur la réglementation des agences de notation, et elle met au point de nouveaux instruments pour remplacer l'indice boursier actuel de la Bourse de Caracas.

Au Pérou, le gouvernement a lancé un ambitieux programme de privatisation dans le cadre de ses réformes structurelles, afin de promouvoir la stabilisation et la croissance économique. La SFI a désigné à cet effet un conseiller financier pour la privatisation d'Electrolima, compagnie intégrée d'électricité qui sert la zone métropolitaine de Lima. Selon la stratégie mise au point par la Société, Electrolima a été scindée en deux entreprises de distribution et une entreprise de production. Des participations de 60 pour cent dans chacune des deux entreprises de distribution ont été cédées au secteur privé en août 1994.

Le Gouvernement de Trinité-et-Tobago poursuivant une politique de libéralisation du marché, d'ajustement macroéconomique et de privatisation, la SFI a recommandé le désengagement partiel de l'Etat de deux entreprises publiques, la Methanol Company Limited et l'Electricity Commission. En 1994, l'Etat a cédé 31 pour cent du capital de l'usine de méthanol par le biais d'un placement privé de 47 millions de dollars négocié par la SFI. C'est la première opération majeure de dénationalisation qui débouche sur un important investissement nouveau. Quarante-neuf pour cent des parts de la nouvelle entreprise de production d'électricité ont ensuite été cédées à un consortium,

ce qui a procuré une rentrée de fonds importante à l'Etat ainsi que des ressources directes pour la remise en état de l'usine, tout en assurant une tarification raisonnable de l'électricité à long terme.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), programme conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, a élargi ses interventions en Amérique latine en poursuivant ses activités de conseil auprès d'anciens clients et en intervenant dans de nouveaux pays, dont le Guyana, le Mexique et le Pérou. Le FIAS a aussi aidé le Cabinet paraguayen à élaborer une déclaration publique sur le climat de l'investissement du pays.



*La SFI contribue à l'expansion du commerce régional au terminal international de Manzanillo, installation portuaire à proximité du canal de Panama.*

Amérique latine et Caraïbes  
**Projets approuvés durant l'exercice 95**

		Financement (millions de dollars)						
		SFI		Autre type de financement				
Description du projet		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre	Financement total	Coût total du projet
<b>Argentine</b>								
Acceso Ezeiza Cañuelas, S.A.	Améliorer et prolonger la <b>route</b> d'accès par le sud à Buenos Aires	20,0				61,0	<b>81,0</b>	<b>161,0</b>
Acindar Industria Argentina de Aceros, S.A.	Restructurer les opérations de fabrication de l'acier et réaménager la capacité d'une <b>aciérie</b>	15,0		10,0	20,0		<b>45,0</b>	<b>110,8</b>
Aguas Argentinas <sup>b</sup>	Financer un programme d'équipement pour améliorer et développer le <b>réseau d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement</b> à Buenos Aires	40,0				167,5	<b>207,5</b>	<b>597,5</b>
Banco Roberts S.A	Développer les <b>opérations bancaires</b> , en particulier les prêts hypothécaires, en accroissant la base de capital par l'octroi de prêts participatifs			20,0			<b>20,0</b>	<b>120,0</b>
Bridas S.A.P.I.C.	Financer un programme d'équipement dans une entreprise de <b>pétrole et gaz</b> et refinancer la dette à court terme arrivant à échéance	20,0	10,0		40,0		<b>70,0</b>	<b>221,3</b>
Compañía Americana de Supermercados S.A.	Agrandir et moderniser des <b>supermarchés</b> pour améliorer la gestion des stocks et réaliser des économies d'échelle	28,0					<b>28,0</b>	<b>149,5</b>
Compañía Elaboradora de Productos Alimenticios S.A.	Rénover les <b>usines de transformation de la viande</b> pour améliorer la qualité et la gamme des produits offerts aux marchés intérieurs et extérieurs, et améliorer le traitement des effluents	12,0		3,0	6,0		<b>21,0</b>	<b>34,0</b>
Empresa Distribuidora Norte Sociedad Anónima, S.A.	Réduire les risques liés au taux d'intérêt pour la <b>société de distribution d'électricité</b> servant le nord de Buenos Aires en transformant ses emprunts longs contractés en dollars et à taux variable en dette à taux fixe					3,5§	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>
Kleppe S.A. and El Caldero S.A.	Agrandir les <b>plantations de poiriers et de pommiers</b> et moderniser les installations de conditionnement et les entrepôts frigorifiques	5,0		1,0			<b>6,0</b>	<b>12,8</b>
Mastellone Hermanos S.A.	Améliorer l'efficacité productive et moderniser les systèmes de collecte et de distribution de la grande <b>laiterie</b>	20,0		20,0	35,0		<b>75,0</b>	<b>124,7</b>
Maxima S.A. AFJP	Offrir des services de <b>gestion de fonds de pensions</b> et d'assurance liée aux pensions dans le cadre du nouveau système de pension national			4,0			<b>4,0</b>	<b>4,0</b>
Nahuelsat S.A.	Fabriquer, lancer et exploiter un <b>satellite commercial</b> couvrant l'Argentine et d'autres pays latino-américains pour fournir des services de communications aux réseaux de télévision et de transfert de données	30,0	5,0				<b>35,0</b>	<b>240,0</b>
SanCor Cooperativas Unidas Limitada	Accroître la capacité de production, construire quatre centres automatisés de distribution et améliorer les systèmes de traitement des effluents de la grande <b>coopérative laitière</b>	20,0		20,0	30,0		<b>70,0</b>	<b>197,7</b>
Socma Americana S.A.	Monter des opérations de restructuration financière et des prêts au profit de petits projets dans les secteurs de l' <b>infrastructure, des services d'information et de l'agroentreprise</b>	25,0	15,0			60,0	<b>100,0</b>	<b>347,0</b>

## Projets approuvés durant l'exercice 95

Description du projet		Financement (millions de dollars)					Finance- ment total	Coût total du projet
		SFI		Autre type de financement				
		Prêt	Participation	Quasi- Participation	Syndication	Autre		
<b>Argentine</b> (suite)								
Terminales Portuarias Argentinas	Réaménager et exploiter un terminal dans le <b>port</b> récemment privatisé de Buenos Aires afin d'abaisser les coûts de manipulation des chargements, de réduire le temps d'immobilisation des navires et d'améliorer le service-clients.	10,0	2,0				12,0	50,3
Tower Fund L.P.	Développer et moderniser de moyennes entreprises privées en établissant un fonds et une société de gestion		20,2				20,2	100,2
<b>Barbade</b>								
Almond Resorts Inc.	Réaménager un <b>hôtel</b> privatisé de 292 chambres en un grand centre de loisir	6,0		1,0			7,0	7,0
<b>Bolivie</b>								
Banco Industrial S.A.	Développer les opérations bancaires et les prêts de rétrocession en faveur des <b>petites et moyennes</b> entreprises	15,0	2,7		10,0		27,7	27,7
<b>Bésil</b>								
Cambuhy M.C. Industrial Ltda.	Agrandir les <b>orangeries</b> , augmenter la capacité d'une usine de transformation et installer un parc de stockage en Europe	15,0		15,0			30,0	75,1
Companhia Cervejaria Brahma	Agrandir et moderniser sept <b>fabriques de boissons</b> et en construire deux nouvelles	30,0		5,0	123,0		158,0	508,0
Globo Cabo S.A.	Mettre en place et développer des <b>réseaux de télévision câblée</b> pour transmettre des émissions locales et internationales et offrir éventuellement des services interactifs	35,0	10,0		80,0		125,0	290,0
Latas de Alumínio S.A.	Agrandir les installations de fabrication de <b>boîtes de conserve en aluminium</b> à Pouso Alegre et Santa Cruz	21,0			5,0		26,0	107,7
Lojas Americanas S.A.	Financer un programme triennal d'investissement pour l' <b>opérateur de détail</b>	28,0		5,0	20,0		53,0	183,7
Politeno Indústria e Comércio S. A.	Procéder à la restructuration financière et à la modernisation de la <b>fabrique de polyéthylène</b> basse densité en vue d'en diversifier la production	19,0					19,0	55,1
Rhodia-Ste: S.A.	Permettre au producteur de résines de polyéthylène téréphthalate, de fibres synthétiques et d'autres <b>produits du polyester</b> d'exercer son option de vente		0,7				0,7	0,7
Rhodiaco Indústrias Químicas Ltda.	Agrandir la <b>fabrique d'acide</b> téréphthalique purifié pour produire des résines polyesters	30,0			30,0		60,0	84,2
Sadia Concórdia S.A. Indústria e Comércio <sup>a</sup>	Moderniser et agrandir les installations de <b>production</b> et de distribution de <b>volailles, de viande de porc et de boeuf, de soja, de légumes et d'aliments déshydratés</b>				42,0		42,0	42,0
<b>Chili</b>								
Fundición Refimet S.A.	Accroître de 60.000 tonnes la capacité de la <b>fonderie de cuivre</b> et améliorer les conditions environnementales en traitant l'anhydride sulfureux pour récupérer l'acide sulfurique	10,0		10,0	59,0		79,0	91,2
Reynolds Chile S.A.	Construire près de Santiago une fabrique de <b>boîtes de conserve en aluminium</b> pouvant produire 450 millions de boîtes par an	8,5	2,5				11,0	44,0



Amérique latine et Caraïbes  
Projets approuvés durant l'exercice 95

Description du projet		Financement (millions de dollars)					Financement total	Coût total du projet
		SFI		Autre type de financement				
		Prêt	Participation	Quasi-participation	Syndication	Autre		
<b>Colombie</b> Corporación Financiera de Santander S.A. <sup>a</sup>	Souscrire à une émission de droits en ouvrant une ligne de crédit à des <b>petites et moyennes entreprises</b>	0,2	0,2				0,2	0,3
Corporación Financiera del Valle	Ouvrir une ligne de crédit à la société pour qu'elle puisse prêter à des <b>petites et moyennes entreprises</b> et lui procurer un financement à taux fixe par le biais d'un mécanisme de gestion des risques	40,0			60,0	2,0†	102,0	102,0
Corporación Financiera Nacional y Suramericana S.A.	Fournir une ligne de crédit et un mécanisme de gestion des risques et procurer un financement à taux fixe à la société pour qu'elle puisse prêter à des <b>petites et moyennes entreprises</b>	40,0			40,0	2,0†	82,0	82,0
Indústria Colombiana de Llantas S.A.	Moderniser et agrandir une <b>fabrique de pneus</b>	14,0	5,0				19,0	53,0
<b>Costa Rica</b> Abonos del Pacífico S.A	Produire 80.000 tonnes d' <b>engrais composés</b> dans des installations de mélange en vrac	3,5	0,5				4,0	12,0
<b>Guatemala</b> Almacenes Paíz, S.A.	Construire un hypermarché vendant des produits alimentaires, des vêtements et d'autres produits de consommation à Guatemala City ainsi que des <b>supermarchés</b> en province pour la plus grande chaîne de distribution d'Amérique centrale	15,0	3,0				18,0	50,0
<b>Honduras</b> Electricidad de Cortés S.A. de R.L. de C.V. (ELCOSA) <sup>b</sup>	Construire et exploiter une <b>centrale au fuel</b> pour approvisionner la société d'électricité publique et les industries	10,5	2,6	3,5	36,6		53,2	70,9
<b>Jamaïque</b> Old Harbour Diesel	Construire et exploiter un <b>générateur diesel</b> monté sur barge pour vendre de l'électricité à la société publique dans le cadre d'une concession de 20 ans	22,0	2,0				24,0	100,0
<b>Mexique</b> Apasco, S.A. de C.V.	Construire une <b>usine</b> pour augmenter la production de la deuxième <b>cimenterie</b> du pays	20,0			80,0		100,0	180,0
Baring Venture Fund	Etablir un fonds d'investissement dans des <b>moyennes entreprises privées</b>		10,2				10,2	41,0
Cifunsa S.A. de C.V.	Moderniser et développer les opérations de fabrication de moulages de blocs-cylindres pour <b>automobiles</b>	18,0			12,0		30,0	45,9
Grupo Posadas, S.A. de C.V. <sup>a</sup>	Réduire le risque de taux d'intérêt pour la grande société de <b>gestion hôtelière</b> en transformant ses emprunts longs en dollars contractés à taux variable en dette à taux fixe					0,6§	0,6§	0,6
Mexicana de Cobre, S.A. de C.V.	Porter la capacité de la <b>fonderie de cuivre</b> de 184.000 à 292.000 tonnes par an	25,0			10,0		35,0	115,0
Mexplus Puertos S.A. de C.V.	Monter un terminal de liquide en vrac dans le <b>port</b> d'Atamira, et investir plus dans d'autres ports mexicains		1,2				1,2	—
Sigma Alimentos, S.A. de C.V.	Accroître la capacité de <b>transformation de la viande</b> et monter une fabrique de yaourts				12,0		12,0	12,0

## Projets approuvés durant l'exercice 95

### Financement (millions de dollars)

Description du projet	SFI					Autre type de financement		Financement total	Coût total du projet
	Prêt	Participation	Autre type de financement		Autre				
			Quasi-participation	Syndication					
<b>Panama</b> Manzanillo International Terminal Panama, S.A.	25,0			35,0			<b>60,0</b>	<b>111,0</b>	
<b>Pérou</b> Minera Yanacocha S.A.		0,1					<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	
Sogewiese Leasing, S.A.	10,0			20,0	2,0†		<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	
<b>République Dominicaine</b> Smith-Enron Cogeneration Limited Partnership	26,3		6,0	100,0			<b>132,3</b>	<b>204,3</b>	
<b>Sainte-Lucie</b> Anse Chastanet Hotel	4,6		1,6				<b>6,2</b>	<b>12,0</b>	
<b>Uruguay</b> Consorcio Aeropuertos Internacionales S.A.	4,0		4,0	10,0			<b>18,0</b>	<b>31,0</b>	
<b>Venezuela</b> Complejo Siderúrgico de Guayana, C.A.	35,0		10,0	61,0			<b>106,0</b>	<b>256,0</b>	
Sistema Electrónico de Transacciones C.A.		0,6					<b>0,6</b>	<b>5,5</b>	
<b>Ensemble de la région</b> Latin America Enterprise Fund, L.P.		20,0					<b>20,0</b>	<b>145,0</b>	
NatWest/IFC Latin American Index Fund	10,0						<b>10,0</b>	<b>100,0</b>	

\* garantie

† instrument de gestion des risques

‡ prêt conditionnel

§ swap

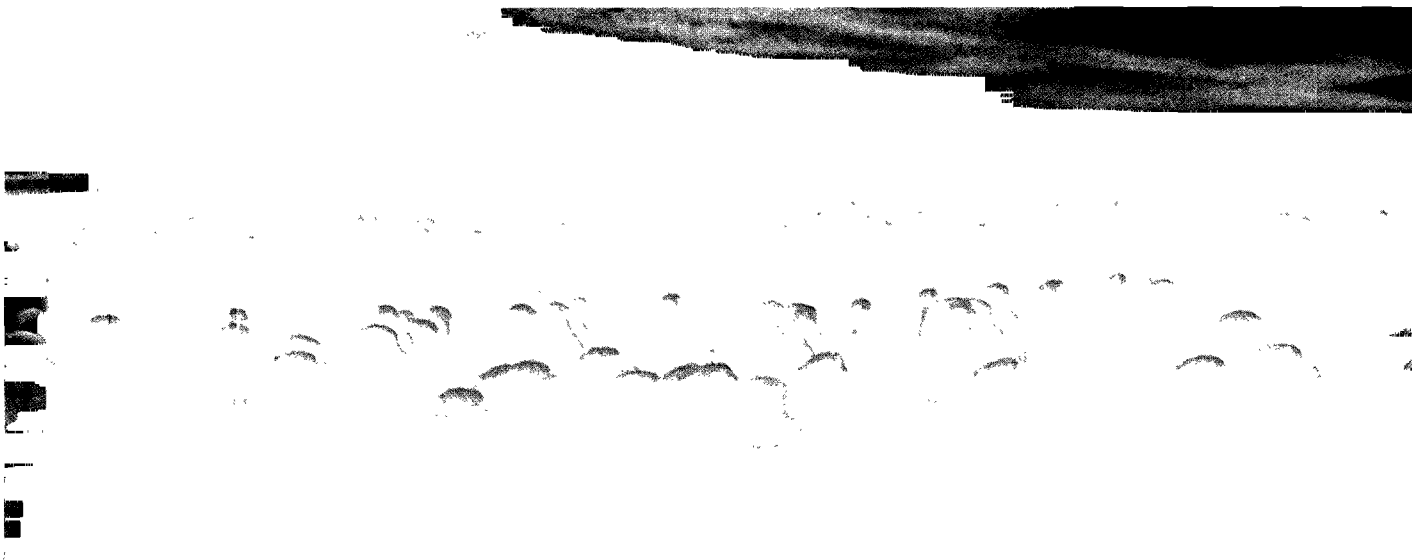
a. Non compris dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.

b. Compté comme deux projets dans le nombre total des projets approuvés pendant l'exercice 95.

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Argentine</b>	Assistance technique	Avec un financement provenant de son Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI a appuyé une étude de faisabilité et fourni des services-conseil pour l'étude des différentes options relatives à l'expansion d'une agroentreprise.
	Assistance technique	La SFI aide Benito Roggio e Hijos S.A., opérateur important du secteur de la collecte de déchets urbains, à identifier des associés internationaux potentiels.
	Développement des marchés financiers	La SFI a conseillé le Gouvernement argentin sur les mesures à prendre pour surmonter les obstacles nés des interprétations ou définitions que son service fiscal donne à l'expression bail financier.
	Développement des marchés financiers	La SFI a donné des conseils sur le nouveau système de fonds de pensions privé.
<b>Bolivie</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a contribué au développement institutionnel du service de promotion des investissements.
<b>Bésil</b>	Assistance technique	La SFI a évalué la viabilité technique et économique du programme d'expansion mis au point par INGA, producteur intégré de zinc.
	Assistance technique et financière	La SFI a étudié la faisabilité d'agrandir l'usine d'épuration de l'acide téréphtalique de Paulinia et a aidé Rhodiaco Indústria Químicas Ltda. à structurer le financement du projet.
	Assistance technique et financière	La SFI a examiné la possibilité d'établir une nouvelle unité de polymérisation à Cabo, et aidé Rhodia-Ster S.A. à structurer le financement du projet.
	Assistance technique et financière	La SFI a étudié la faisabilité d'agrandir une usine de fabrication d'oxyde d'éthylène et de dérivés à Camaçari et a aidé Oxiteno Nordeste S.A Indústria e Comercio à structurer le financement du projet.
<b>Colombie</b>	Développement des marchés financiers	La SFI conseille le Gouvernement colombien sur l'aménagement d'un marché secondaire pour les services hypothécaires des banques. Des conseils ont aussi été fournis à la Commission des valeurs mobilières et des opérations de bourse sur la réglementation des agences de notation.
<b>Costa Rica</b>	Assistance technique	La SFI a financé, par le biais de son Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, une étude sur la préparation industrielle de féculé de banane et sur l'établissement d'une usine pilote de production de féculé de banane, qui doit être évaluée par le secteur agroalimentaire.
	Assistance technique et financière	La SFI a examiné la possibilité de construire et d'exploiter une usine de mélange d'engrais en vrac à Orotina et a aidé Abonos del Pacifico, S.A., à structurer le financement destiné au projet.
<b>Equateur</b>	Développement des marchés financières	La SFI évaluera avec les autorités équatoriennes l'assistance technique dont elles auront besoin pour créer un marché secondaire des titres garantis par des créances hypothécaires.

	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Description</b>
<b>Guyana</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a examiné les politiques faisant obstacle à l'investissement étranger direct et a aidé l'office national d'investissement à développer sa capacité institutionnelle.
<b>Haïti</b>	Privatisation	La SFI aide le gouvernement à privatiser sept entreprises d'Etat, notamment les sociétés d'électricité et de télécommunications, deux banques commerciales, une cimenterie, une usine de farine et d'huiles comestibles, et étudie la concession du port et de l'aéroport.
<b>Mexique</b>	Financement des entreprises	La SFI conseille Mexicana de Cobre quant à l'établissement d'un plan d'investissement pour la mine de cuivre de Cananea.
<b>Paraguay</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a aidé le cabinet à préparer une déclaration de politique d'investissement.
<b>Pérou</b>	Investissement étranger direct	Le FIAS a contribué au développement des capacités institutionnelles destinées à promouvoir les investissements étrangers.
	Privatisation	La SFI continue à conseiller le gouvernement pour ce qui est de la privatisation d'Electrolima, la compagnie d'électricité desservant l'agglomération de Lima qui, jusqu'au 1er janvier 1994, assurait les activités de production, de transmission et de distribution. Les sociétés de distribution (Edelnor et Luz del Sur) ont été privatisées avec succès en août 1994. La SFI aide maintenant à la privatisation de la société de production, Edegel.
	Privatisation	La SFI a aussi prêté assistance au gouvernement en lui donnant un avis équitable sur l'équité du prix d'émission des actions, dans le cadre d'un projet de capitalisme populaire, pour la vente de la part minoritaire de l'Etat dans la société d'électricité privatisée, Edelnor.
<b>Trinité-et-Tobago</b>	Conseils financiers	Le FIAS a examiné le système d'imposition des sociétés.
	Développement des marchés financiers	La SFI examine avec le Gouvernement de Trinité-et-Tobago la possibilité d'un projet dont l'objectif serait : de revoir la législation sur les titres, de renforcer la bourse nationale, d'étudier l'impact du régime fiscal sur le marché des valeurs, et de vendre les actions des entreprises privatisées à la bourse.
	Privatisation	La SFI a conseillé le gouvernement sur la privatisation des équipements de production de la Trinidad and Tobago Electricity Commission.
	Privatisation	La SFI conseille le gouvernement sur l'expansion de la Trinidad and Tobago Methanol Company et sur la cession des actions détenues par l'Etat.
<b>Venezuela</b>	Développement des marchés financiers	La SFI a contribué à l'établissement d'un système de dépôt central des valeurs et d'une bourse des valeurs informatisée. La SFI a conseillé la bourse de Caracas sur les substituts possibles à l'indice actuel de la bourse. La Commission des valeurs mobilières et des opérations de bourse a aussi reçu des conseils sur la réglementation en matière de notation.





En 1995, la SFI a continué à intégrer systématiquement l'environnement dans sa stratégie d'investissement. La rentabilité à long terme d'un investissement est étroitement liée à son impact sur le milieu. Pour préserver la qualité de l'environnement, il faut que les entreprises gèrent correctement les matières premières, minimisent les déchets et la pollution, évitent la contamination, accroissent la productivité des salariés par des mesures de santé et de sécurité, et maintiennent de bons rapports avec les communautés locales. Les projets dans lesquels la SFI investit doivent satisfaire à des normes environnementales strictes. En partageant les risques commerciaux avec les promoteurs des projets, la Société démontre que ces projets peuvent être efficaces, compétitifs et rentables.

Les problèmes d'environnement planétaires, notamment les changements climatiques, la perte de biodiversité et la diminution de la couche d'ozone, posent de graves dilemmes au secteur public comme au secteur privé, tant dans les pays en développement que dans les pays industriels. Au niveau local, les défis que pose l'environnement — tels que la nécessité de disposer d'eau salubre et d'installations de traitement des eaux usées et de gestion des déchets — offrent aussi de plus en plus de créneaux porteurs pour le secteur privé. Pour en profiter, il est indispensable de fournir des incitations, par exemple, en fixant à un niveau réaliste le prix des ressources naturelles, aux entreprises qui travaillent à la solution de ces problèmes d'environnement. Il faut parallèlement créer de nouveaux instruments financiers afin d'exploiter la créativité

et les ressources du secteur privé.

En tant que financier prenant des risques commerciaux dans les investissements à long terme, la SFI traite les problèmes d'environnement et les possibilités d'intervention dans ce secteur au cas par cas. Dans le domaine de l'environnement, son programme est centré sur trois grands domaines d'action :

- la gestion des risques écologiques,
- le développement des entreprises actives dans le secteur de l'environnement, et
- les grands problèmes planétaires d'environnement.

### Gestion des risques

**Examen des projets.** Pour maintenir et améliorer la valeur intrinsèque des actifs de son portefeuille, la SFI examine tous les investissements envisagés en vue d'identifier et de gérer les risques qu'ils présentent pour l'environnement ainsi que les autres risques de crédit. Elle procède à une évaluation détaillée de toutes les technologies envisagées, en encourageant les investisseurs potentiels à utiliser des technologies plus propres et plus efficaces et à les adapter aux pays en développement. Avant d'être soumis à l'approbation de la direction, les projets sont examinés en vue de déterminer s'ils sont conformes aux politiques et aux directives de la Banque mondiale. Une fois l'approbation du Conseil obtenue, la SFI suit l'impact de tous les projets sur l'environnement tout au long de leur exécution.

Au sein du Département des services techniques et de l'environnement, la Division de

*Les activités de la SFI dans le secteur de l'écotourisme contribuent à promouvoir la biodiversité en Tanzanie.*

l'environnement sert de centre de coordination pour ces activités. En 1995, cette division a examiné plus de 290 propositions de projets afin d'évaluer les risques qu'ils pouvaient poser pour l'environnement et de les classer en conséquence. Sur l'ensemble de ces propositions, 213 projets ont été approuvés par le Conseil d'administration de la SFI, dont 29 du Fonds pour l'entreprise en Afrique.

Parmi les projets d'investissement approuvés en 1995, 14 ont été identifiés comme susceptibles d'avoir des répercussions multiples et importantes sur l'environnement. La SFI exige une évaluation en bonne et due forme pour ces projets (« Catégorie A »), qui posent souvent des problèmes particuliers liés à la réinstallation des communautés affectées ou à d'autres effets sur les populations autochtones et qui doivent donc être soigneusement planifiés et exécutés. La plupart des projets de la Catégorie A sont des projets de grande envergure, mais il s'agit parfois de petites opérations telles que le projet One Earth (Zanzibar) Ltd., qui concerne un gîte touristique de 40 lits situé dans une zone écologiquement sensible de la Tanzanie (voir page ci-contre).

Le projet malien de Sadiola est un exemple type des projets de la Catégorie A. Il prévoit l'exploitation à ciel ouvert d'une mine d'or et la construction d'une usine de traitement et d'équipements d'infrastructure. Dans la phase initiale de mise au point du projet et avant de solliciter un financement auprès de la SFI, le promoteur a effectué une étude d'impact socio-économique, réalisé des enquêtes archéologiques et longuement consulté les villages concernés. La SFI a aidé le promoteur à intégrer les données d'information ainsi recueillies dans une évaluation environnementale comprenant un programme détaillé pour atténuer l'impact du projet sur l'environnement.

Les habitants de trois villages locaux ont manifesté le désir de rester malgré la proximité de la mine. Les puits forés dans les nappes phréatiques pour l'exploitation de la mine seront cédés aux habitants pour qu'ils disposent d'un approvisionnement en eau plus sûr. Le bruit et la poussière en provenance de la mine augmentant avec le temps, il faudra peut-être un jour déplacer le village; on aidera alors les familles à se réinstaller ailleurs. Sur la suggestion de la SFI, un fonds fiduciaire a été créé en compensation des nuisances subies par les habitants et les villages, et les dommages causés à l'environnement. Ce fonds servira aussi à financer des programmes élaborés à l'initiative des communautés. Il sera administré par les représentants du projet, les villageois et les fonctionnaires de la région.

En 1995, la SFI a approuvé 104 projets de la Catégorie B, c'est-à-dire des projets qui peuvent avoir des répercussions spécifiques mais circonscrites sur l'environnement. Ils doivent donc respecter certaines normes de performance, certaines directives et certains critères de conception fixés pour cette catégorie de projets afin d'éviter ou d'atténuer l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'environnement. Les promoteurs de ces projets doivent effectuer une analyse environnementale, que la SFI

évalue. Ses conclusions sont alors mises à la disposition du public via le Centre d'information de la Banque mondiale, tout comme celle-ci le fait pour les évaluations environnementales des projets de la Catégorie A.

Les projets Liteksas en Lituanie et Socma en Argentine sont deux projets représentatifs de la Catégorie B. Le projet Liteksas concerne l'expansion et la modernisation d'une fabrique de textiles qui comprend des usines de filature, de tissage et de finition. La nouvelle fabrique appliquera des techniques de prétraitement pour épurer les eaux usées afin de continuer à respecter les normes fixées par la Banque mondiale et par la réglementation locale en matière de rejets d'effluents. Par ailleurs, un plan de prévention des fuites et des débordements doit être mis en place, un système de détection des fuites sera installé, et les employés seront formés à appliquer les mesures de sécurité, de prévention des incendies et d'intervention en cas d'urgence.

En Argentine, un prêt à des entreprises en vue de moderniser et de développer les activités de la Socma comportait une évaluation du système de gestion de l'environnement de l'entreprise (EMS). L'EMS est une méthode d'approche systématique de la gestion des questions d'environnement basée sur une politique et des méthodes bien définies, avec des responsabilités clairement établies et des mécanismes de rétro-information pour favoriser des perfectionnements continus. Avec l'aide de la SFI, la Socma a développé les systèmes de gestion de l'environnement des 18 entreprises qui ont bénéficié du prêt.

L'analyse environnementale de la SFI traite bien sûr les problèmes écologiques, mais elle porte également sur les aspects socio-économiques et les problèmes de santé et de sécurité. Les projets hôteliers, par exemple, comportent souvent des travaux de rénovation en vue de satisfaire à des normes plus strictes d'incendie et de sécurité, comme ce fut le cas pour la modernisation et l'agrandissement de la station balnéaire de la société Almond Resorts Inc., à la Barbade. Entre autres aménagements, les projets prévoyaient l'installation de systèmes d'alerte améliorés, de téléphones d'urgence, d'escaliers de secours supplémentaires en cas d'incendie, de têtes d'extinction automatique, de détecteurs de fumée/chaleur, et d'alarmes.

L'efficacité des mesures de protection de l'environnement peut augmenter la rentabilité. Par exemple, les dispositifs mis en place par Fundición Refimet, une fonderie de cuivre du Chili, pour traiter les problèmes d'émission dans l'atmosphère pourraient procurer plus de 11 millions de dollars de recettes supplémentaires grâce à la récupération du dioxyde de soufre et à la production d'acide sulfurique.

En 1995, le Conseil a approuvé 54 projets de la Catégorie C, c'est-à-dire des projets qui n'ont aucune incidence sur le milieu et qui ne nécessitent par conséquent aucune analyse environnementale. Le reste, soit 41 projets, étaient des projets de la Catégorie FI, autrement dit des projets dont le

financement passe par des intermédiaires financiers (qui investissent les fonds de la SFI dans des sous-projets) ou est administré par eux. La SFI vérifie que les intermédiaires financiers ont les moyens nécessaires pour effectuer une analyse environnementale et qu'ils ont toute intention de le faire.

**Consultations, et diffusion des informations concernant l'environnement.** Les promoteurs de projets de la Catégorie A doivent consulter les populations locales concernées et les parties intéressées durant la préparation de l'analyse environnementale, laquelle est par la suite mise à disposition du public. La consultation tient compte des us et coutumes des populations concernées. Le forum utilisé pour le processus de consultation et les méthodes employées pour informer les groupes locaux de la mise à disposition des informations touchant l'environnement varient en fonction des lois et règlements du pays concerné. Ces méthodes comprennent les annonces dans la presse, les auditions publiques et les contacts directs avec les responsables locaux. Parmi les techniques de consultation, citons les commissions officielles d'examen exigées par la réglementation des pays concernés, les enquêtes sur le degré d'acceptation des communautés, et les réunions avec les anciens des villages. Cette dernière technique est très souvent employée dans les zones où la population est en grande partie composée d'illettrés. Aux Philippines, les enquêtes d'acceptabilité sociale auprès des communautés affectées sont obligatoires pour la préparation de la notice d'impact sur l'environnement, et elles servent à préparer les auditions publiques pour les grands projets tels que la centrale thermique de Sual.

Pendant les travaux préparatoires à la construction d'une autoroute à péage en Argentine, des réunions ont été organisées avec les représentants des collectivités locales et les organisations non gouvernementales, et une enquête par sondage auprès des familles à réinstaller a été effectuée pour déterminer l'impact social de la réinstallation. Sur la suggestion de la SFI, une organisation non gouvernementale a été créée en collaboration avec la municipalité pour réinstaller les familles de la façon la moins traumatisante possible, et pour servir d'intermédiaire entre les familles et les autorités locales et nationales.

#### **Formation des intermédiaires financiers.**

Beaucoup de projets liés aux marchés financiers impliquent la création de nouvelles institutions financières, ou bien des investissements dans des intermédiaires financiers tels que les banques et les fonds de capital-risque qui investissent les fonds de la SFI dans des portefeuilles de sous-projets. Comme il est rare que les institutions financières des pays en développement incluent des considérations écologiques dans leurs procédures courantes d'examen des dossiers de prêts, la plupart des promoteurs des projets de ce genre doivent apprendre à identifier et gérer les risques environnementaux. La SFI a donc mis au point un programme interna-

#### **One Earth (Zanzibar) Limited en Tanzanie**

*La SFI apporte son concours à un projet de construction d'un petit gîte touristique intégré à l'environnement sur la plage de Panga ya Watoro, au nord d'une forêt nationale, dans la péninsule de l'île Pemba. Le projet bénéficie d'un prêt du Fonds pour l'entreprise en Afrique.*

*Cinq villages comptant 1.200 habitants sont situés dans un rayon de six kilomètres du site inhabité du projet. Le gîte emploiera les villageois et fournira un marché naturel pour les produits agricoles locaux. Les promoteurs prévoient de fournir gratuitement aux agriculteurs des eaux résiduelles traitées pour l'irrigation. Le gîte devrait avoir un impact positif sur les ressources de pêche de la péninsule et de l'île Pemba en général. Entre autres avantages, le projet fournira des zones de mouillage permanentes pour les bateaux, ce qui permettra de limiter les dommages causés aux récifs de corail, et procurera des emplois qui réduiront la dépendance des populations à l'égard des produits de la pêche. Il est également prévu de surveiller les eaux côtières pour lutter contre la pêche illégale et le dynamitage pratiqués par les bâtiments nationaux et étrangers.*

*Mais, étant donné que le gîte est proche de la forêt, des sites de nidification des tortues et des récifs de corail, et que le système écologique de la région est généralement fragile, la SFI a jugé que le projet pouvait avoir des répercussions multiples et importantes sur l'environnement et l'a classé dans la Catégorie A. Pour protéger les espèces menacées et les habitats sensibles, elle exige que les promoteurs du projet veillent à ce que les travaux de construction et d'autres activités ne perturbent pas les sites de nidification des tortues. Elle leur demande aussi d'employer un éclairage directionnel à vapeur de sodium dans toutes les zones publiques pour éviter de désorienter les tortues en période de ponte et les couvées, et enfin de restaurer un hallier côtier à feuilles persistantes qui sert de corridor pour des animaux tels que le cormoran noir, la civette et la roussette de Pemba (une espèce de chauve-souris menacée).*

*Les promoteurs du projet, qui veulent faire du gîte un centre de plongée et de recherche marine de classe mondiale, projettent de créer une station de recherche sur l'environnement. Ils négocient avec les communautés et les autorités locales un accord en vue de faire des récifs de corail de Panga ya Watoro une zone d'exclusion, qui pourrait servir de zone de contrôle pour une étude écologique des récifs de corail avoisinants.*

tional de formation à la gestion des risques environnementaux pour s'assurer de l'intégrité des sous-projets et sauvegarder les actifs de la SFI dans le secteur financier.

En 1995, 102 institutions du secteur privé appartenant à 14 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine ont participé à des ateliers sur la gestion des risques environnementaux. L'objectif de ces ateliers était de faire connaître aux cadres de direction et aux directeurs des services de crédit les principes de gestion des risques environnementaux. Les agents de la SFI ont ensuite organisé des réunions avec les services de prêts de certaines institutions clientes afin d'arrêter une stratégie pour intégrer ces principes dans les procédures d'examen des dossiers de prêt.

**Ajouter de la valeur.** La SFI s'efforce d'ajouter de la valeur aux investissements en fournissant aux promoteurs des projets des informations, des technologies et des méthodes de gestion nouvelles leur permettant d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de l'environnement. La Division de



L'environnement aide souvent les promoteurs à mettre au point des cadres de référence pour les analyses environnementales et à trouver des consultants qualifiés. En 1995, la SFI a envoyé des missions sur le terrain pendant l'évaluation de 42 projets. En intervenant à un stade précoce du cycle des projets, la Division de l'environnement permet souvent d'améliorer la conception des projets et de s'assurer qu'ils sont conformes aux politiques et aux directives de la Banque mondiale. Ses interventions ont également permis de rejeter dès le départ des opérations trop dommageables pour l'environnement.

La modernisation et l'agrandissement des usines impliquent souvent de mettre les installations en conformité avec les normes d'environnement, de santé et de sécurité fixées par la Banque mondiale et par les autorités du pays concerné. Pour bénéficier d'un financement de la SFI, les promoteurs doivent élaborer et mettre en oeuvre des plans de modernisation des installations en vue d'améliorer l'environnement. Ce sera le cas pour les projets Liteksas en Lituanie et la cimenterie Maple Leaf au Pakistan.

La Division de l'environnement et ses spécialistes ont effectué de nombreuses missions en 1995 pour s'assurer que les projets étaient conformes aux normes fixées par la SFI en matière d'environnement. Les promoteurs doivent aussi soumettre à la Société un rapport annuel de performance environnementale, qui dresse l'inventaire des problèmes qui se posent et formule des recommandations sur les mesures à prendre pour y remédier.

En 1995, la SFI a élaboré des notes d'information à l'intention des promoteurs de projets de la Catégorie B, qui, dans bien des cas, ne disposent pas des spécialistes nécessaires ou ne peuvent disposer facilement des informations voulues sur les mesures efficaces par rapport aux coûts qui permettraient de réduire les atteintes à l'environnement. Ces documents sont les suivants : « Introduction to Environment Management Systems » (Initiation aux systèmes de gestion de l'environnement), « Environmental Improvement Techniques » (Techniques d'amélioration de l'environnement), et « Environmental Requirements for Project Sponsors » (Normes d'environnement pour les promoteurs de projets). La SFI a aussi fourni un consultant pour aider la Banque mondiale à mettre à jour ses directives relatives à la prévention et à la lutte contre la pollution.

### **Développement des activités environnementales**

Les entreprises avisées suivent l'évolution des mentalités à l'égard de l'environnement et ajustent la gamme de leurs produits et leurs opérations pour en tirer parti. Les financiers prennent eux aussi de plus en plus conscience des possibilités d'investissement rentables qu'offre le secteur de l'environnement. Depuis plusieurs années, la SFI a fait oeuvre de pionnier en identifiant et en finançant des projets de protection de l'environnement dans les pays en développement. Ainsi, en 1995, elle a approuvé un investissement supplémentaire de

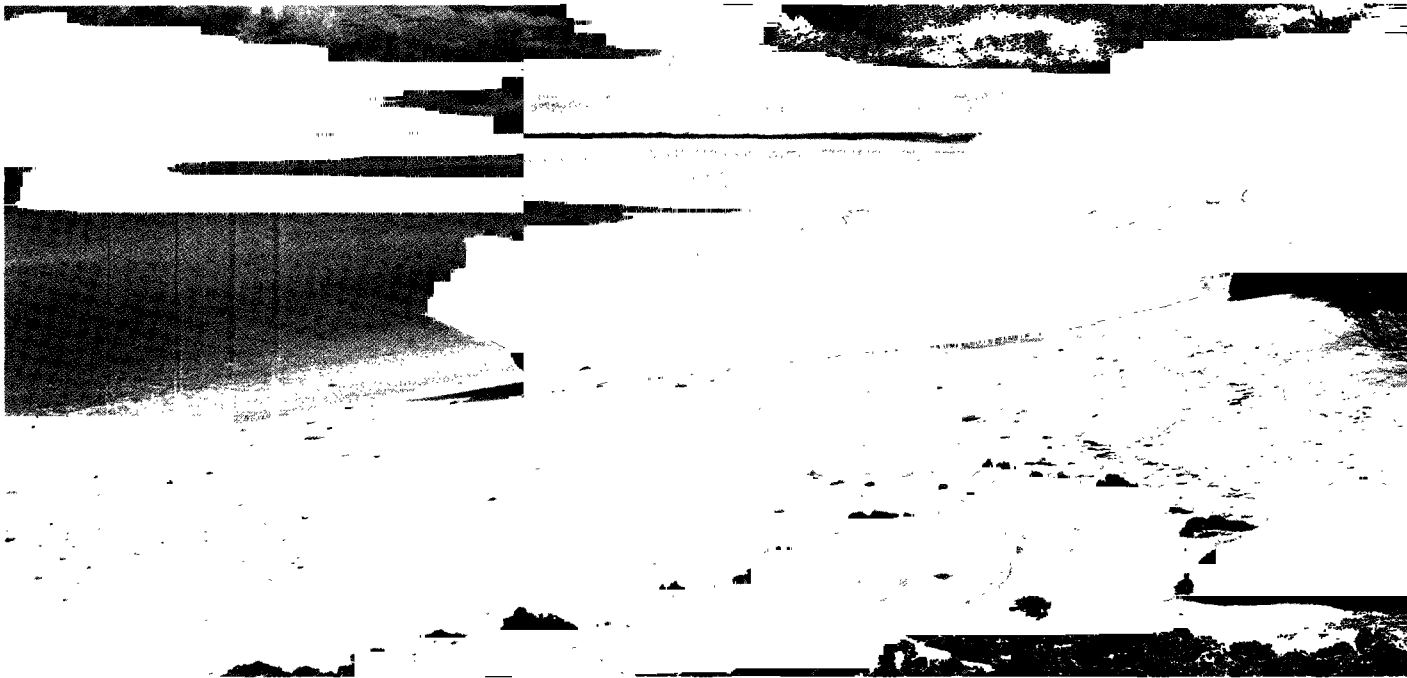
207,5 millions de dollars dans un consortium privé, Aguas Argentinas, qui exploite, améliore et développe les services d'alimentation en eau et d'assainissement de la région métropolitaine de Buenos Aires.

Après deux ans d'existence, Aguas Argentinas affiche des résultats impressionnants. Le nombre des résidents reliés au réseau d'adduction d'eau s'est accru de 500.000, et le nombre des résidents reliés au réseau d'assainissement a augmenté de 300.000. En moyenne, 8.000 fuites d'eau et 13.000 obstructions d'égouts ont été réparées chaque mois, et 38.000 mètres de conduites ont été installés ou changés. La production d'eau est passée de 3,5 à 4,4 millions de mètres cubes par jour et, pour la première fois depuis 15 ans, Buenos Aires n'a pas manqué d'eau pendant l'été. Le pourcentage des factures impayées est tombé de 15 à 7 pour cent, les recettes nettes ont progressé de 70 pour cent et la compagnie, qui était déficitaire, a dégagé un bénéfice net de 25 millions de dollars.

Il faut du temps pour réaliser un projet d'environnement parce que les négociations à conduire pour trouver un partenariat public/privé pour des entreprises privées sont délicates, et qu'il est particulièrement difficile de mener à bien des projets tels que ceux qui concernent les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui ont très longtemps été l'apanage quasi exclusif du secteur public. Un grand nombre de projets de protection de l'environnement sont en cours d'exécution, mais peu d'entre eux ont pu être achevés aussi rapidement que les projets industriels ou les projets dans les secteurs du téléphone et de l'énergie électrique. Consciente de ce problème, la SFI a adopté une stratégie volontariste, et elle travaille en contact étroit avec la Banque mondiale pour mettre en oeuvre des projets environnementaux mieux préparés au Pérou, au Pakistan, aux Philippines, au Brésil et en Europe de l'Est. L'organisation de séminaires et d'ateliers et la participation à des tables rondes ont incité le secteur privé à préparer des projets dans des domaines qu'il n'aurait pas voulu considérer il y a seulement un an. Le modèle de partenariat entre secteur public et secteur privé élaboré par la SFI et la Banque mondiale s'est révélé si satisfaisant pour la compagnie des eaux de Buenos Aires qu'une des priorités, à l'avenir, consistera à améliorer ce modèle et à en étendre l'application.

### **Défis planétaires**

La SFI est particulièrement bien placée pour traiter des problèmes planétaires à l'échelon local dans le cadre de ses initiatives dans le secteur privé. Elle exige que tous les projets répondent à des normes d'environnement strictes et elle aide à monter des projets spécifiques du secteur privé qui s'attaquent à des problèmes d'ampleur planétaire. Deux sources multilatérales fournissent des dons pour ce type de projets. Ce sont le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (FMPM),



qui financent les services de consultants appelés à travailler avec les agents de la SFI pour identifier des projets du secteur privé susceptibles de bénéficier des concours de ces deux organismes.

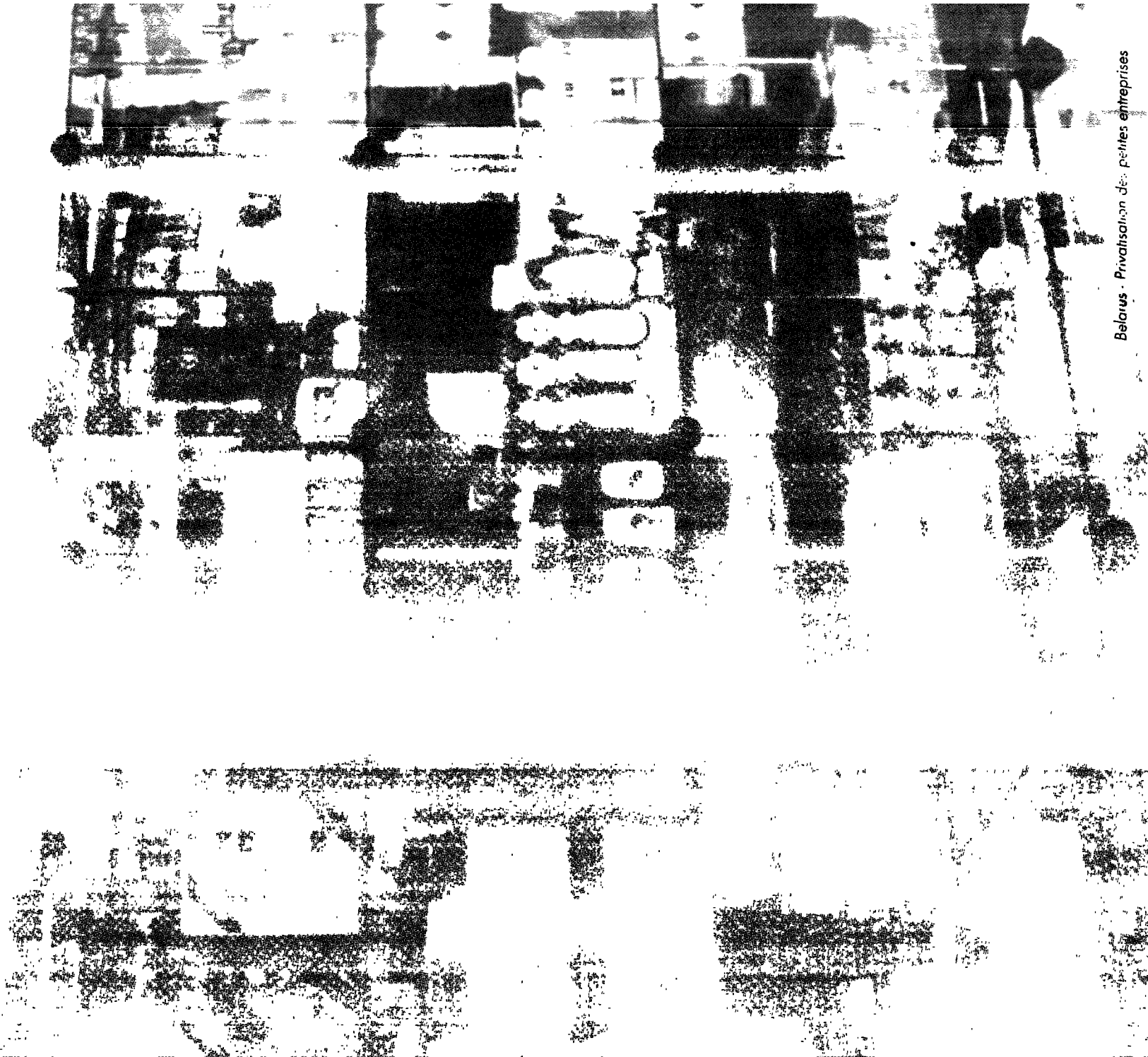
La SFI, qui travaille de concert avec des entreprises de plusieurs pays pour éliminer l'emploi des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, conformément aux directives du Protocole de Montréal, a approuvé un investissement dans un projet du FMPM. Le don aidera une entreprise égyptienne, Misr Compressor Manufacturing Co. S.A.E., à changer ses procédés de fabrication de compresseurs afin d'utiliser d'autres substances que les chlorofluorocarbones (CFC), et d'en réduire ainsi la consommation de 385 tonnes par an. En Turquie, le FMPM a aussi approuvé un don en faveur de la société Assan Demir ve Sac Sanayi pour l'aider à supprimer les CFC dans la production de panneaux isolants, ce qui réduira la quantité de CFC utilisés de 180 tonnes par an. Le FEM a également approuvé un don destiné à aider deux fabricants de réfrigérateurs de la République slovaque à abandonner l'emploi des CFC, ce qui en réduirait la consommation de 280 tonnes par an au maximum. Il s'agit de Samsung-Calex, une coentreprise slovaque et coréenne, et de Calex, une entreprise à capitaux purement slovaques.

Le FEM a approuvé un projet novateur d'éclairage efficace en Pologne. Il a été mis au point conjointement par la SFI, le FEM et les fabricants polonais d'éclairage, et la SFI en étudie les modalités d'exécution. Ce projet permettra de remplacer en deux ans 1,15 million de lampes à incandescence par des lampes fluorescentes compactes. Plus économiques à long terme, ces lampes sont ce pendant trop coûteuses pour les clients polonais. Le don du FEM permettra donc de subventionner les fabricants qui répercuteront l'aide ainsi obtenue

sur les détaillants. Il permettra aussi de financer des programmes éducatifs pour les professionnels de l'éclairage et les consommateurs. Ces programmes devraient stimuler la demande et donc entraîner une augmentation de la production et des économies d'échelle. Le remplacement des lampes à incandescence devrait permettre des économies annuelles d'énergie de 73 gigawattheures et réduire les émissions de carbone de 500.000 tonnes. Le don complètera le prêt de la SFI à Phillips Lighting Poland, une coentreprise polonaise qui a récemment lancé la production de nouvelles lignes de lampes compactes fluorescentes.

Les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent contribuer à résoudre les problèmes d'environnement qui se posent à l'échelle planétaire, mais le FEM ne dispose d'aucun mécanisme pour les aider dans ce domaine. A cet égard, un projet pilote est en cours d'élaboration pour permettre aux PME de bénéficier de l'aide du FEM par le biais des prêts consentis par la SFI à des intermédiaires financiers. Ces intermédiaires — qui sont des banques, des sociétés de capital-risque ou des entreprises approvisionnées par les PME — utiliseront les fonds ainsi obtenus pour fournir des financements à des clients qui prévoient de réaliser des projets intéressants les changements climatiques ou la biodiversité.

*En Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa-Occidental et à Vanuatu, le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique-Sud encourage l'écotourisme.*



## Résultats financiers

Le revenu net de la SFI pour l'exercice 95 s'est établi à 188 millions de dollars, ce qui représente une rentabilité de 5,5 pour cent de l'actif net moyen. Après avoir enregistré un revenu net record de 258 millions de dollars pour l'exercice 94 grâce aux conditions exceptionnellement favorables des marchés boursiers émergents, la SFI affiche cette année des résultats financiers plus conformes aux résultats passés. Le fléchissement du revenu net en 1995 s'explique essentiellement par la diminution des cessions de prises de participation et la baisse des plus-values, ce qui tient à la faiblesse de la plupart des marchés boursiers émergents pendant le deuxième semestre de l'exercice et à l'incertitude quant à leur évolution. La SFI a continué d'élargir son programme de financement pour faire face à l'augmentation de ses activités de prêt. Au cours de l'exercice, les pays membres ont versé un total de 217 millions de dollars au titre de l'Augmentation générale du capital et de l'Augmentation spéciale du capital, respectivement approuvées par le Conseil des Gouverneurs en 1992 et 1993, ou dans le cadre des attributions spéciales de parts.

A la fin de l'exercice considéré, la SFI a inauguré un mécanisme de financement novateur en lançant une opération pilote de titrisation. C'était la première fois que la technique était utilisée pour des actifs situés dans les pays en développement — en l'occurrence des prêts de la SFI. Un portefeuille de 400 millions de dollars de participations dans 73 prêts était sur le point d'être vendu à des investisseurs. Cette solution est une alternative originale au recours classique à l'emprunt, et peut permettre de dégager des ressources pour financer de nouveaux prêts.

### Revenu

En 1995, le portefeuille de participations a produit 131 millions de dollars de recettes, soit 51 pour cent de moins que le niveau record enregistré l'année précédente. Les plus-values se sont chiffrées à 82 millions de dollars au total, et les dividendes ont sensiblement augmenté par rapport à 1994 puisqu'ils atteignent le chiffre record de 50 millions de dollars. Comme les années précédentes, une part importante des dividendes provient de sociétés qui en versent pour la première fois.

Les produits financiers liés aux opérations de prêt ont progressé de 32 pour cent par rapport à l'exercice 94. Cette augmentation est attribuable à la croissance du portefeuille des prêts décaissés, à la hausse des taux d'intérêt et à l'amélioration des recouvrements. Le revenu du portefeuille d'actifs liquides s'élève à 265,4 millions de dollars, soit plus du double que pour l'exercice précédent. Le rendement brut des actifs liquides a atteint 6,1 pour cent, contre 3,5 pour cent en 1994. Cette augmentation de

2,6 % d'actifs liquides s'explique par la hausse des taux d'intérêt sur les avoirs libellés en dollars, en particulier pendant les deux derniers trimestres, et par l'augmentation du solde du portefeuille des actifs liquides.

Les commissions perçues au titre des missions de conseil, des syndications et d'autres types d'opérations s'élèvent à 52 millions de dollars, chiffre identique à celui de l'an dernier. La SFI est restée très active dans ces domaines car ses compétences techniques spécialisées sont de plus en plus demandées. Le revenu brut a augmenté de 13,6 pour cent pour s'établir à 918 millions de dollars en 1995, contre 808 millions de dollars en 1994.

### Charges

Les charges s'élèvent au total à 730 millions de dollars, soit une augmentation de 33 pour cent par rapport aux 549 millions de dollars de 1994, mais leur montant est conforme aux projections du plan financier. Les charges administratives se chiffrent à 171 millions de dollars, montant légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent. Conformément à sa stratégie, la SFI s'efforce de fournir des ressources suffisantes pour faire face à l'augmentation de la demande tout en s'attachant à améliorer son efficacité afin de pouvoir accroître sa rentabilité à l'avenir. La part des charges administratives liées aux opérations d'investissement a été ramenée à 2,3 du portefeuille moyen décaissé, contre 2,7 pour cent en 1994 et 2,8 pour cent en 1993.

Les charges financières liées aux emprunts sont passées de 243 millions de dollars en 1994 à 394 millions de dollars en raison de l'augmentation des emprunts en cours et de la hausse des taux d'intérêt. En 1995, les contributions de la SFI aux programmes spéciaux — le Service-conseil aux entreprises polonaises, le Service-conseil pour l'investissement étranger, le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique et le Service de promotion et de développement des

### Sources de revenu Exercices 95 et 94

(millions de dollars)

	Ex. 95	Ex. 94
Intérêts et commissions financières	468,1	354,5
Dividendes et participations aux bénéfices	49,8	28,2
Plus-values réalisées sur cessions de participations	81,6	241,1
Commissions de services	51,8	51,6
Produits des dépôts et titres	265,4	129,8
Revenus (pertes) divers	1,7	2,3
<b>Total</b>	<b>918,4</b>	<b>807,5</b>

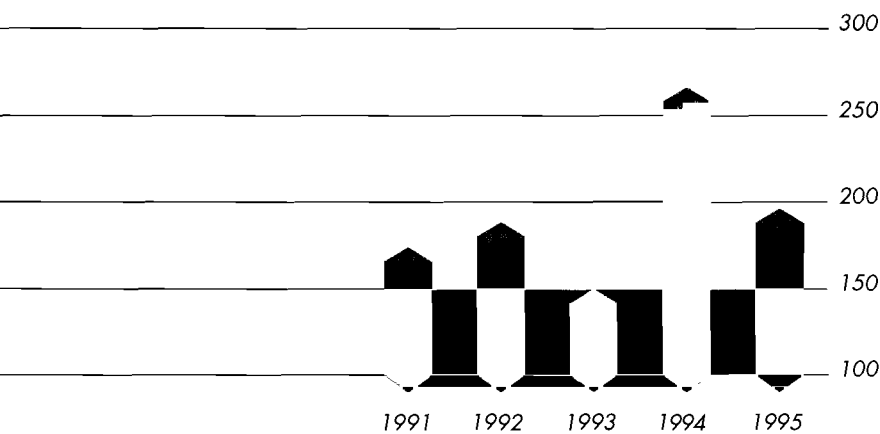
investissements dans le Pacifique Sud — ont atteint 3,2 millions de dollars.

Les dotations au compte de provisions pour pertes se sont élevées à 162 millions de dollars, ce qui porte à 777 millions de dollars le montant total des provisions au 30 juin. Les réserves représentent 10,7 pour cent du portefeuille des prêts décaissés et des prises de participations d'un montant de 7,3 milliards de dollars, contre 10,3 pour cent au 30 juin 1994.

### Capital et bénéfices non distribués

En 1995, plusieurs pays membres ont fini de souscrire à l'Augmentation générale de capital (AGC) approuvée par le Conseil des Gouverneurs de la SFI en 1992. A la clôture de l'exercice, le taux de souscription à l'AGC était de 94,4 pour cent des parts attribuées, contre 86,4 pour cent à la fin de 1994. Cette année était la troisième période de paiement au titre de l'AGC. Les montants versés en 1995 s'élèvent à 201 millions de dollars, ce qui porte le total des paiements effectués jusqu'à présent à 515 millions de dollars, soit 55 pour cent des parts souscrites. La SFI a en outre reçu 12 millions de dollars au titre de l'Augmentation spéciale du capi-

**Revenu net**  
**Exercices 91-95**  
(millions de dollars)



tal (ASC) de 1992, et 4 millions de dollars pour les parts supplémentaires achetées par la Chine et le Chili. Avec ces divers paiements, le capital libéré de la Société a augmenté de 217 millions de dollars en 1995 et il s'élève maintenant à 1.875 millions de dollars.

Quatre pays — l'Arménie, la Géorgie, la Moldova et le Tadjikistan — sont devenus membres de la SFI à la suite de l'ASC de 150 millions de dollars approuvée en 1993 pour permettre l'adhésion des Etats baltes et des Républiques de l'ex-Union soviétique. La SFI compte maintenant 165 membres, y compris tous les Etats baltes et tous les pays qui appartenaient au bloc soviétique sauf deux.

Au 30 juin, le ratio de capitalisation de la SFI, qui est le rapport du capital (somme du capital

libéré, des bénéfices non distribués et des réserves générales) aux engagements pondérés par les risques (qu'ils soient inscrits au bilan ou hors bilan), s'établissait à 42 pour cent. Bien supérieur au minimum de 30 pour cent requis aux termes de la politique financière adoptée par le Conseil d'administration en mai 1994, ce ratio reflète la solidité de l'assise financière de la Société au regard des risques qu'impliquent ses opérations. Le ratio d'endettement (rapport de l'encours des emprunts et des garanties à la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 2,2/1, ce qui est bien en deçà du maximum autorisé de 4/1.

### Gestion des opérations de financement

Les activités d'emprunt ont continué d'augmenter en 1995 pour faire face à la progression des activités de prêt. Le volume total des emprunts s'est élevé à 2,4 milliards de dollars, dont la quasi-totalité a été levée sur les marchés internationaux. Le reste, soit 0,45 million de dollars, a été emprunté à la Banque mondiale, avec laquelle la SFI a conclu un Accord général de prêt.

En 1995, les conditions des marchés financiers ont été difficiles pour diverses raisons. Les taux d'intérêt ont augmenté dans tous les pays du monde. S'ajoutant à la volatilité des monnaies et à divers incidents associés à des pertes sur des produits dérivés qui ont fait grand bruit, cette hausse des taux a incité les investisseurs internationaux à plus de prudence. Ils ont en général préféré les monnaies clés telles que le deutsche mark, le dollar et le yen, concentrant leurs investissements dans des instruments à échéance relativement courte et évitant les transactions structurées comportant des produits dérivés. En même temps, les marges sur les swaps se sont contractés dans presque tous les marchés, ce qui a réduit les économies de coût résultant des opérations de swap.

Malgré cette conjoncture difficile, la SFI a continué à diversifier ses emprunts sur les marchés financiers. Elle a émis des obligations dans neuf monnaies différentes — en dollars des Etats-Unis, australiens, canadiens et de Hong Kong, en deutsche mark, en lires, en yen, et en francs suisses et luxembourgeois. L'émission en francs luxembourgeois était la première du genre pour la Société.

L'emprunt le plus important de l'année est une émission de 400 millions de dollars à dix ans sur le marché de l'eurodollar. Premier emprunt en dollars à dix ans contracté par la SFI, cette opération a eu plusieurs avantages. Elle a, entre autres, fourni à la Société des obligations de référence sur dix ans dans ce marché important, et contrebalancé le volume significatif des emprunts à plus court terme que la SFI a dû contracter.

Tous les emprunts émis sur les marchés financiers en 1995 ont été convertis en dollars des Etats-Unis à taux flottant afin de financer les prêts consentis aux clients de la Société, qui sont pour l'essentiel libellés en dollars et assortis d'un taux variable. Ces swaps, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR, et

## Frais administratifs par catégorie

### Exercices 91-95

(millions de dollars)

Catégorie de frais	1991	1992	1993	1994	1995
Personnel	64,8	78,6	95,7	105,5	105,7
Consultants	6,5	8,5	9,0	9,2	9,2
Frais de déplacements et représentation	12,7	15,8	16,8	15,2	14,6
Locaux à usage de bureaux et services	17,7	17,7	16,2	17,4	17,7
Frais généraux et divers	<u>18,0</u>	<u>19,1</u>	<u>25,5</u>	<u>27,9</u>	<u>23,6</u>
<b>Total</b>	<b>119,7</b>	<b>139,7</b>	<b>163,2</b>	<b>175,2</b>	<b>170,8</b>

les profits générés par le programme de rachat de créances et l'émission de warrants ont grandement contribué à abaisser le coût de financement de la SFI et à améliorer sa rentabilité. Pendant l'exercice 96, ses emprunts devraient encore augmenter pour atteindre l'équivalent de plus de 2,9 milliards de dollars.

L'événement marquant de l'exercice a toutefois été le lancement de la première opération de titrisation des créances de la SFI, qui devait prendre fin en juillet. Cette opération a permis à la Société de séparer la fonction d'émetteur de prêt de la fonction de détenteur à long terme de ces mêmes créances, en laissant la fonction de détenteur d'avoirs financiers à des investisseurs privés. La SFI a cédé un portefeuille de 400 millions de dollars de participations dans 73 prêts bien diversifiés qu'elle avait consentis à des entreprises dans 11 pays d'Asie (40 pour cent) et d'Amérique latine (60 pour cent) à un fonds d'investissement offshore créé pour l'occasion. Celui-ci s'est ensuite procuré les fonds nécessaires pour acheter les participations aux prêts de la SFI en émettant sur les marchés financiers des certificats qui ont pour l'essentiel été achetés par des investisseurs institutionnels et des banques. L'amortissement et les intérêts afférents aux certificats seront payés aux investisseurs par le fonds d'investissement sur le produit des intérêts et des amortissements qu'il reçoit au titre des participations de prêt qu'il a achetées. La SFI conserve une portion des 73 prêts et elle assure l'administration des prêts au nom du fonds d'investissement, service pour lequel elle reçoit une commission annuelle.

Les certificats sont répartis en trois catégories présentant des caractéristiques différentes pour intéresser des groupes d'investisseurs différents. Représentant 85 pour cent du total, les certificats de la Classe A (340 millions de dollars) ont un rang supérieur à celui des deux autres classes et ils ont été notés « Aa2 » et « AA » par les agences américaines de notation Moody's Investors Service et Duff and Phelps. Ces certificats ont été vendus à des investisseurs institutionnels, principalement sur l'euro-marché mais aussi aux Etats-Unis, où les certificats sont enregistrés à la SEC. Les certificats de la Classe B (40 millions de dollars) entrent pour 10 pour cent dans le total. Notés « Baa3 » par Moody's, ils ont été placés pour l'essentiel auprès de banques com-

merciales. Les 20 millions de dollars de certificats restants appartiennent à la Classe C. Ce sont principalement des certificats de rang inférieur, qui ont été achetés par la SFI.

La technique de la titrisation peut être très utile à la SFI. Premièrement, elle permet à la Société d'utiliser plus efficacement sa base de capital en libérant des ressources pour financer de nouveaux prêts. Deuxièmement, elle lui donne la possibilité d'offrir un produit qui, en intéressant les investisseurs institutionnels au sens large, lui permet de ne plus cantonner ses activités de cofinancement au cercle traditionnel des banques commerciales.



## Le portefeuille

Le portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI est passé de 7,9 milliards de dollars à la clôture de l'exercice précédent à 9,5 milliards de dollars au 30 juin, ce qui représente une progression de 20 pour cent. Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille a enregistré un accroissement net de 1,6 milliard de dollars. Les remboursements de prêts se sont élevés à 781 millions de dollars, et les cessions ou remboursements de participations à 46 millions de dollars.

Près de 79 pour cent du portefeuille d'engagements se composent de prêts (7,5 milliards de dollars) et de participations (2 milliards de dollars). Le portefeuille décaissé pour le compte de la SFI a augmenté de 17 pour cent, passant de 6,2 milliards de dollars en 1994 à 7,3 milliards de dollars en fin d'exercice. Pendant cette période, les portefeuilles des prêts décaissés et des participations ont progressé, respectivement, de 15 et 27 pour cent. En outre, la SFI a assuré le portage et l'administration de 4,9 milliards de prêts syndiqués pour le compte de participants. Le tableau ci-contre donne la composition du portefeuille au 30 juin.

A la fin de l'exercice, le portefeuille d'engagements se composait de prêts et de participations dans 938 entreprises de 94 pays. Au moins 23 de ces entités sont des institutions financières régionales, et 9 des institutions financières ou des fonds d'investissement d'envergure mondiale. En 1995, 148 entreprises sont venues grossir le portefeuille de la SFI et 78 en ont été retirées parce qu'elles avaient remboursé la totalité de leurs emprunts, ou parce que la Société avait cédé ses participations ou passé des investissements par pertes et profits.

La très grande majorité de ses investissements est libellée en dollars, mais elle émet des emprunts dans plusieurs monnaies afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses ressources. La composition monétaire du portefeuille des prêts décaissés à la fin de l'exercice est détaillée dans les notes sur les états financiers. Pour gérer les risques de marché qu'impliquent ses activités, la SFI est amenée à utiliser des instruments financiers qui n'apparaissent pas dans le bilan, tels que les swaps de taux d'intérêt et de devises, les swaps indexés sur les matières premières, des options indexées sur les matières premières et des contrats à terme de gré à gré pour son compte ou celui de ses clients, des garanties pour des tiers, des futures, des ventes à découvert, et des contrats à terme couverts de gré à gré. Au 30 juin, ses engagements pour 21 clients de 12 pays s'élevaient à 722 millions de dollars.

### Portefeuille de la SFI au 30 juin 1995

(millions de dollars)

Ex. 95

Total du portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	9.461
Prêts	7.451
Prises de participations	2.010
Total du portefeuille décaissé	7.261
Total du portefeuille non décaissé	2.200
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de participants	4.905
Engagements hors bilan	722

En utilisant ces instruments, la SFI prend des risques supplémentaires par rapport aux opérations qui figurent au bilan, mais elle minimise ses risques en prenant des positions de compensation par le jeu des swaps, des options ou des contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assise financière, et en procédant à un examen approfondi de la cote de crédit de ces contreparties.

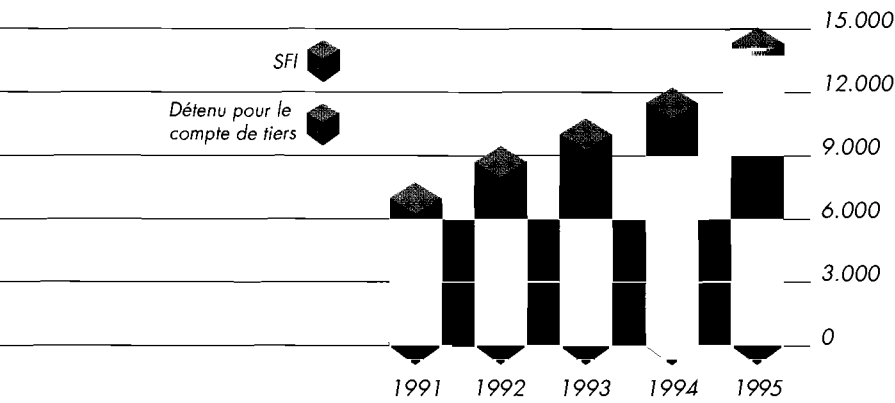
### Engagements et décaissements

Les concours financiers de la SFI étant très demandés, le rythme des engagements s'est accéléré. Les réformes économiques entreprises en Amérique latine et en Asie, et la libéralisation des économies d'Europe centrale et orientale, ont grandement contribué à amplifier ce mouvement. Par ailleurs, les vagues de privatisations dans les pays en développement ont suscité des demandes de financement pour des programmes d'expansion et de modernisation dans des industries et des services d'infrastructure divers.

Les engagements financiers de la Société ont atteint un nouveau record pendant l'exercice 95. Les nouveaux engagements ont grimpé à 2,4 milliard de dollars, contre 1,8 milliard en 1994. Les engagements de prêts se sont élevés à 1,8 milliard de dollars et les prises de participation à 581 millions de dollars, les nouveaux engagements concernant surtout l'Amérique latine et les Caraïbes (38 pour cent) et l'Asie (22 pour cent). La majeure partie des nouveaux engagements porte sur les marchés financiers (22 pour cent) et l'infrastructure (20,5 pour cent). La SFI a également effectué des engagements dans plusieurs pays, dont l'Afrique de Sud, la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, la Namibie et la République kirghize, où elle n'avait encore jamais investi.



**Portefeuille d'engagements**  
**Exercice 91-95**  
(millions de dollars)



Le rythme des décaissements s'est également accéléré, ce qui tient non seulement au volume record des nouveaux engagements, mais aussi à l'ampleur des décaissements en instance à la clôture de l'exercice 94 (1,7 milliard de dollars). Le montant global des décaissements s'élève à 1,8 milliard de dollars, soit 1,5 milliard de plus qu'en 1994. Les décaissements au titre des prêts sont passés à 1,5 milliard de dollars et les décaissements au titre des participations à 333 millions de dollars, ce qui représente 18 pour cent du total des décaissements. En tant qu'agent, la SFI a également décaissé 1,4 milliard de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

**Gestion du portefeuille**

Dans l'ensemble, la tenue du portefeuille est restée très bonne en 1995. Pour maintenir cet excellent niveau, la Société veille au respect des accords d'investissement, effectue des missions régulières sur le site des projets pour vérifier le déroulement des opérations, et aide à dégager des solutions pour les projets à problèmes. Elle a redoublé d'efforts pour

améliorer son portefeuille d'investissements en confiant à ses vice-présidents opérationnels une mission de supervision interne. Elle a également créé une division spéciale pour le suivi et l'analyse du portefeuille, qui est chargée d'informer la direction et les départements opérationnels de l'évolution du portefeuille des prêts et des participations.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas les difficultés que peuvent rencontrer les projets. Lorsqu'un projet se heurte à des problèmes particulièrement graves, l'unité des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la SFI négocie des accords avec tous les créanciers et les actionnaires pour répartir les responsabilités de façon impartiale, afin de dégager une solution sans interrompre le fonctionnement des projets. Dans les cas exceptionnels où les parties ne peuvent parvenir à un accord, la SFI prend toutes les mesures nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

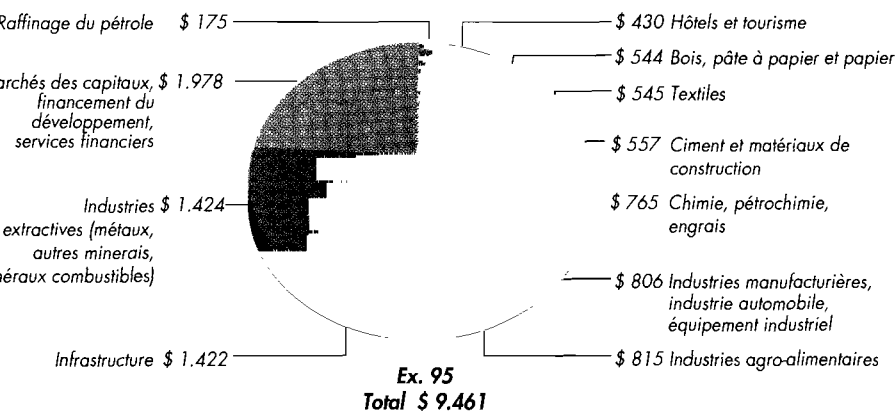
En 1995, les indicateurs de performance du portefeuille de prêts sont restés généralement positifs, mais ils ont été affectés par les mouvements défavorables des taux de change vis-à-vis du dollar. Malgré cela, le taux de recouvrement des arriérés d'intérêt a augmenté et, en pourcentage du portefeuille des prêts décaissés, l'encours des prêts non productifs a été ramené de 7,2 pour cent en 1994 à 6,5 pour cent au 30 juin. Globalement, le montant des intérêts perçus s'élève à 435 millions de dollars, soit une augmentation de 26 pour cent. Cette forte progression est attribuable à la hausse des taux d'intérêt, à la croissance du portefeuille des prêts décaissés et à la modeste amélioration du taux de recouvrement.

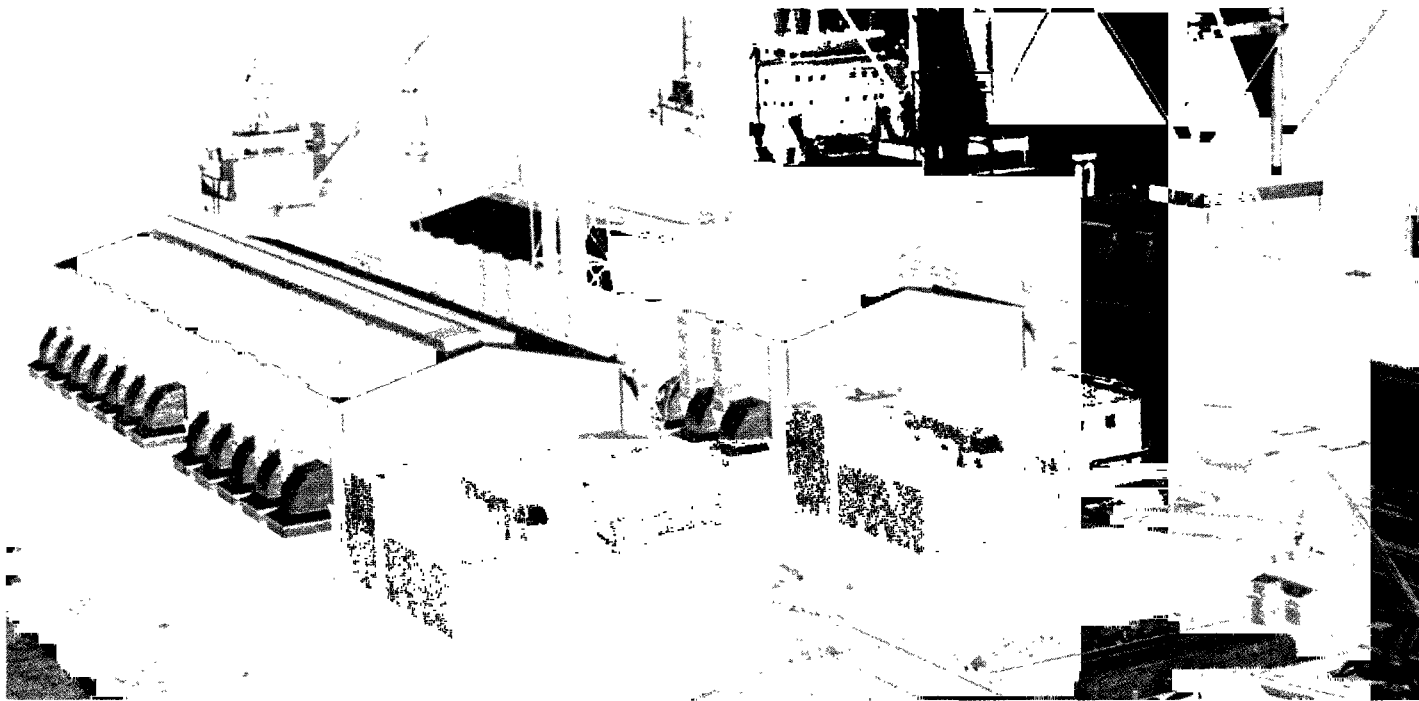
Les difficultés économiques et politiques qui continuent d'assaillir l'Afrique subsaharienne et certaines des républiques de l'ex-Yougoslavie sont à l'origine des problèmes d'arriérés de ces régions. Les autres régions les plus affectées sont l'Europe et l'Amérique latine. Dans les républiques de l'ex-Yougoslavie, la question des arriérés reste en suspens en attendant la normalisation de la situation dans la région.

Malgré la crise du peso mexicain et les répercussions qu'elle a entraînées, le portefeuille des prêts latino-américains ne s'est pas sensiblement dégradé. En revanche, les marchés émergents et la performance du portefeuille de participations ont davantage souffert. Les plus-values, qui avaient atteint le chiffre record de 241 millions de dollars en 1994, sont tombés à 82 millions de dollars sur 30 investissements. Toutefois, la valeur de marché estimée des participations de la Société est restée stable.

Les provisions pour pertes ont été portées à 777 millions de dollars en 1995, ce qui représente 10,7 pour cent du portefeuille décaissé, soit une légère progression par rapport à 1994. L'augmentation des dotations à ce compte est le résultat net des provisions constituées pour couvrir les pertes sur investissements (162 millions de dollars), déduction faite des recouvrements opérés

**Portefeuille : engagements par secteur**  
(millions de dollars)





(3,6 millions de dollars) et des inscriptions en pertes et profits d'une somme de 25,6 millions de dollars. Les provisions pour pertes comprennent des provisions constituées pour des investissements spécifiques qui posent des problèmes importants et relativement durables, et une provision générale qui couvre les risques inhérents à l'ensemble du portefeuille.

*Au Guatemala, moins d'un an après l'investissement opéré à Puerto Quetzal par la SFI, une barge électrogène fournit de l'électricité à un prix compétitif.*



## Gestion et organisation

Ce sont les 165 pays membres qui décident de l'orientation générale des programmes et activités de la SFI par l'intermédiaire de son Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration.

Chaque pays membre nomme un gouverneur, en général le ministre des finances ou le titulaire d'une fonction équivalente, et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie au Conseil d'administration. Les 24 Administrateurs, qui approuvent les opérations de financement des projets, se réunissent au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington.

L'ancien Président du Groupe de la Banque mondiale, Lewis T. Preston, a démissionné au mois de mars dernier après quatre ans de services émérites. Il est décédé en mai. James D.

Wolfensohn a assumé les fonctions de Président le 1<sup>er</sup> juin. Il est également Président de la SFI.

Jannik Lindbaek, Vice-Président exécutif de la Société, est chargé de la gestion générale des opérations courantes. Il est assisté, pour la prise de décision et la planification, par le Groupe de direction, composé des six vice-présidents de la SFI.

La SFI a son siège à Washington et des représentants dans plus de 38 pays.

### Opérations

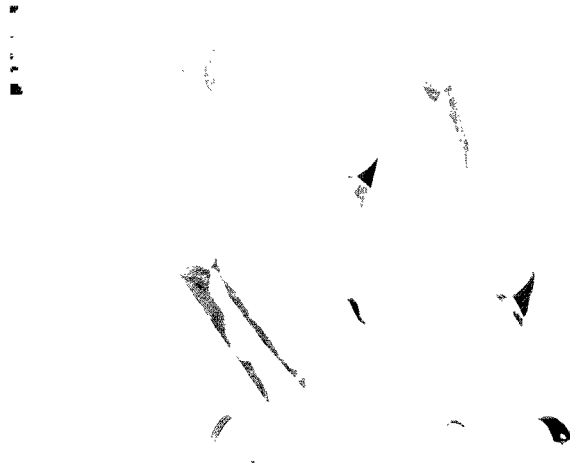
Les trois vice-présidents chargés des opérations supervisent les activités des départements régionaux et spécialisés. Outre les responsabilités opérationnelles qu'ils assument, chacun d'eux est investi d'une mission de contrôle interne afin de mettre au point une stratégie et une politique d'ensemble qui couvre les activités des divers départements et nécessite des directives de la direction. Les questions qui font l'objet d'un suivi peuvent changer au fil des ans, mais les domaines qui reçoivent la plus immédiate attention sont la gestion du portefeuille des prêts et participations, les activités des marchés financiers, et les activités de conseil rémunérées.

Les activités opérationnelles de la SFI s'articulent autour de cinq départements régionaux, quatre départements spécialisés, un département central des marchés financiers, et un département de services de gestion financière aux entreprises.

Les cinq départements régionaux couvrent :

- l'Afrique subsaharienne,
- l'Asie,
- l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord,
- l'Europe, et
- l'Amérique latine et les Caraïbes.

Ils ont pour mission de formuler des stratégies de développement pour les pays de leur région, et ils sont responsables de la promotion des entreprises, des relations avec les pays membres et de la



coordination avec la Banque mondiale. Ils s'occupent en outre de tous les projets du secteur manufacturier en général et des projets qui ne sont pas pris en charge par les départements spécialisés. Enfin, ils supervisent les services qui sont chargés de conseiller les petites et moyennes entreprises. Chacun des départements régionaux comprend une division Marchés financiers, qui est chargée de mettre au point les projets d'investissement nécessitant l'intervention d'institutions financières.

Les départements spécialisés s'occupent des projets dans des secteurs d'activité que la SFI peut grandement contribuer à développer. Ils se répartissent en quatre grands secteurs :

- agro-industrie,
- chimie, pétrochimie et engrais,
- infrastructure, et
- pétrole, gaz et mines.

Ces départements, dont le personnel comprend des financiers et des experts ayant une connaissance approfondie des secteurs d'activité couverts, sont chargés de nouer des contacts avec les entreprises opérant dans ces secteurs et d'exécuter des projets d'investissement dans toutes les régions en développement.

Le Département des services de gestion financière des entreprises offre des services-conseils payants. Il conseille les entreprises publiques et les gouvernements sur les opérations de privatisation, et les entreprises privées sur les restructurations

*Jannik Lindbaek, Vice-Président exécutif de la SFI (assis à gauche), en compagnie des Vice-Présidents : Daniel F. Adams (au centre), Jema'ud-din Kassum (à droite), et, debout, José E. Camacho\* (à gauche) et Wilfried E. Kaffenberger (à droite).*

*\*M. Camacho a pris sa retraite en juin dernier, après 27 ans de services dévoués à la SFI.*

opérationnelles et financières.

Le Département des marchés financiers travaille avec les départements régionaux à l'élaboration de stratégies de développement des marchés financiers. Il s'occupe également de diverses opérations de la SFI sur les marchés financiers : montages financiers, garanties d'émissions et placement des émissions internationales de titres pour les entreprises des pays en développement et les fonds de placement; coordination des services-conseils aux Etats membres; suivi des marchés émergents et tenue à jour de la Base des données relatives à ces marchés; mise au point de nouveaux produits et de nouveaux services intéressant les marchés financiers; et traitement des dossiers de projets qui ont une portée mondiale ou interrégionale.

### **Finances et planification**

Principal responsable des finances de la SFI, le Vice-Président, Finances et planification, supervise trois départements :

- trésorerie, syndications et politique financière,
- planification interne, et
- contrôle financier et budget.

Le Département de la trésorerie et de la politique financière est chargé de la politique financière et de la politique des liquidités, des emprunts sur les marchés internationaux, des placements des liquidités, de la gestion des éléments d'actif et de passif, et des syndications de prêts. Il est également chargé de la mise au point des techniques de gestion des risques et de l'exécution des transactions pour le compte d'entreprises clientes.

Le Département de la planification interne établit les programmes d'activité annuels et triennaux de la SFI. Il coordonne également avec la Banque mondiale les activités de développement du secteur privé, et notamment la préparation des études d'évaluation du secteur privé dans certains pays membres, évaluations à partir desquelles il élabore des stratégies d'assistance aux pays concernés.

Le Département du contrôle financier, qui prépare et gère le budget, est aussi chargé de la comptabilité du portefeuille, des décaissements et des facturations. Il assure le suivi des résultats financiers et opérationnels de la Société ainsi que le suivi du portefeuille des prêts et participations. Enfin, il prépare les états financiers et s'occupe de la technologie de l'information.

### **Appui aux opérations**

Sous la direction du Vice-Président et Conseiller juridique, le Département juridique fournit une assistance juridique dans le cadre des activités de la SFI, prépare les documents juridiques et apporte son concours lors des négociations concernant les investissements.

Le Département économique est chargé d'aider les départements d'investissement à examiner les avantages économiques des propositions d'investissement, d'évaluer les risques-pays et d'effectuer des études sur des branches d'activité spécifiques. Il est également chargé des services de

renseignements économiques de la Société. Il comprend aussi le Service de l'évaluation des opérations (OEU), qui étudie de façon sélective les programmes, les investissements, les services-conseils, les politiques et procédures de la SFI, afin de déterminer s'ils ont atteint les résultats anticipés et s'ils ont bien l'impact voulu sur le développement. L'OEU formule aussi des recommandations et diffuse les enseignements qu'il tire de ses travaux pour aider la Société à améliorer ses prestations.

Le Département des services techniques et de l'environnement fournit un soutien technique aux départements régionaux et supervise le travail des experts des départements spécialisés. La Division de l'environnement étudie tous les projets d'investissement de la SFI pour s'assurer qu'ils sont conformes à la réglementation et aux directives relatives à la protection de l'environnement. Ses activités sont décrites aux pages 83 à 87.

Le Service des opérations spéciales s'occupe des projets à problèmes. Il a pour mission d'aider les entreprises incluses dans le portefeuille de la SFI qui connaissent de graves difficultés.

### **Personnel et administration**

Le Vice-Président chargé du personnel et de l'administration et des activités de promotion est responsable du recrutement, de la formation du personnel et de l'évolution des carrières, et de la gestion du personnel de la SFI, conformément à la politique du Groupe de la Banque mondiale en la matière. Le département est également chargé de toutes les questions d'administration, des relations extérieures et des publications. En outre, le Vice-Président conseille le Vice-Président exécutif pour les questions touchant l'organisation de la Société et les activités de promotion.

Le personnel de la SFI comprend des ressortissants de 97 pays. Au 30 juin, la Société comptait 832 agents permanents, contre 846 un an auparavant. A la fin de l'exercice, l'effectif total du personnel était de 1.224 agents, y compris les consultants sous contrat de longue durée, les temporaires, et les agents des missions résidentes. En général, ces derniers sont des nationaux des pays d'accueil.

### **Le siège de la SFI**

Avec le développement continu de ses activités, la SFI a connu une forte expansion au cours des dix dernières années. A l'étroit dans les locaux qu'elle occupe à l'heure actuelle, elle a décidé de construire un nouveau siège qui lui permettra à nouveau d'abriter tous ses services sous un même toit et de poursuivre son expansion. Les travaux de construction ont commencé en février 1995, et la SFI devrait emménager dans son nouveau siège durant l'exercice 97. Les notes sur les états financiers donnent des détails sur les aspects financiers de l'opération.

### **Le Service-conseil pour l'investissement étranger**

*Pour répondre aux sollicitations des pays en développement soucieux d'attirer des investissements étrangers directs, la SFI a créé le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) en 1986. L'objectif fondamental du FIAS, qui est désormais un service conjoint de la Banque mondiale et de la SFI, est d'aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement à long terme en tirant le meilleur parti possible des investissements étrangers — non seulement des apports en capital, mais aussi des transferts de technologie ou des méthodes de gestion. A ce jour, le FIAS est intervenu dans plus de 85 pays en développement, donnant des conseils aux autorités compétentes sur la législation, les politiques, les règlements et procédures à mettre en oeuvre pour créer un climat propice à l'investissement, et accroître les investissements étrangers directs productifs. Il a aussi aidé des pays à se doter de structures efficaces pour faciliter le dialogue avec les investisseurs et les institutions concernées dans l'élaboration des stratégies de promotion de l'investissement. Pour faire des économies et mieux servir ses clients d'Asie, le FIAS a ouvert une petite mission régionale en Australie, à Sydney, cette année.*

*En 1995, le FIAS a réalisé 26 opérations de conseil dans 25 pays, dont neuf étaient ses premières opérations dans le pays. Il a aussi organisé un certain nombre de séminaires sur les stratégies relatives aux investissements étrangers et lancé un nouveau projet de recherche. Très présent depuis longtemps en Asie et dans les pays d'Afrique subsaharienne, le FIAS a été particulièrement actif en Amérique latine. Les sections relatives aux opérations régionales donnent des informations plus détaillées sur les activités du FIAS (pages 23 à 81).*

*En 1995, le FIAS a été supervisé par un comité présidé par le Vice-Président exécutif de la SFI. Ce comité comprend le Vice-Président, Développement des secteurs privé et financier de la Banque mondiale, et un Vice-Président Opérations de la SFI. Le retrait de l'Agence multilatérale de garantie des investissements en tant que membre du comité de supervision et bailleur de fonds du FIAS a modifié la structure de financement des coûts d'exploitation du FIAS pour l'exercice. Le Groupe de la Banque mondiale, qui finançait auparavant 50 pour cent de ces coûts, a ramené sa contribution à 40 pour cent, la SFI en fournissant les deux tiers. Une campagne a donc été lancée, avec succès, pour lever des fonds auprès de donateurs bilatéraux. Les 60 pour cent du budget 95 restant à financer ont été couverts par le fonds fiduciaire général du FIAS (la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg et la Suisse se sont en outre engagés à verser des contributions supplémentaires), des financements ciblés d'agences multilatérales et bilatérales et de bailleurs de fonds (ACDI, PNUD, USAID, Australie et Nouvelle-Zélande), et les remboursements des pays clients.*

# Organigramme



\* Le FIAS rend compte au Vice-Président Opérations de la SFI et au Vice-Président Finances et Développement du secteur privé de la Banque mondiale.

## **Etats financiers**

<b>Bilan</b>	102
<b>Compte de résultat</b>	103
<b>Etat des variations de trésorerie</b>	104
<b>Etat des voix attribuées aux Etats membres, des souscriptions et contributions</b>	105
<b>Notes sur les états financiers</b>	107
<b>Rapport des réviseurs comptables</b>	121



Société financière internationale  
**Bilan**  
 Au 30 juin 1995 et au 30 juin 1994

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	1995	1994
<b>Actif</b>		
Caisses et banques	\$ 27 066	\$ 21 899
Dépôts et titres – Note B		
Titres de placement	1 722 780	1 256 144
Titres d'investissement	3 050 806	2 787 965
Prises de pension – Note B	10 975	—
Montants à recevoir et autres actifs – Note C	680 240	512 571
Prêts et participations décaissés et en cours – Note D		
Prêts	5 779 913	5 016 543
Participations	<u>1 481 706</u>	<u>1 163 465</u>
Total des investissements	7 261 619	6 180 008
Moins : Provision pour pertes	<u>(776 635)</u>	<u>(636 606)</u>
Actif financier net	6 484 984	5 543 402
Produits dérivés – Notes B, K et L		
Montants à recevoir sur swaps de devises	6 071 097	4 397 117
Montants à recevoir sur contrats à terme de gré à gré faisant l'objet d'une couverture	<u>179 669</u>	<u>203 734</u>
Total de l'actif	<u>\$ 18 227 617</u>	<u>\$ 14 722 832</u>
<b>Passif</b>		
Exigibilités		
Montants à payer et autres passifs – Note F	\$ 575 660	\$ 407 303
Mises en pension et montants à payer pour les cautions liquides reçues – Note B	98 906	38 643
Montants tirés et non remboursés – Note G		
Emprunts sur le marché	7 059 431	5 668 610
Emprunts à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	<u>934 022</u>	<u>862 664</u>
Total des emprunts	7 993 453	6 531 274
Produits dérivés – Notes B, K et L		
Montants à payer sur swaps de devises	5 727 447	4 303 166
Montants à payer sur contrats à terme de gré à gré faisant l'objet d'une couverture	179 285	209 444
Produits constatés d'avance	<u>50 082</u>	<u>34 861</u>
Total des exigibilités	<u>14 624 833</u>	<u>11 524 691</u>
Capital		
Capital social autorisé : 2 450 000 actions d'une valeur nominale de \$ 1 000 – Note H		
Capital souscrit	2 340 143	2 251 126
Moins : Fractions dont le paiement n'est pas encore exigible	<u>(465 498)</u>	<u>(593 190)</u>
Total	1 874 645	1 657 936
Avances sur souscriptions en cours	<u>2 424</u>	<u>2 467</u>
Bénéfices non distribués	1 725 715	1 537 738
Total du capital social	3 602 784	3 198 141
Total du passif	<u>\$ 18 227 617</u>	<u>\$ 14 722 832</u>

*Se reporter aux Notes sur les états financiers.*

**Compte de résultat**

Pour les exercices clos les 30 juin 1995 et 30 juin 1994

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	1995	1994
<b>Produits</b>		
Revenus des prêts et participations		
Intérêts et commissions financières – Note I	\$ 468 147	\$ 354 542
Dividendes et participations aux bénéficiaires	49 813	28 201
Plus-values sur cessions de participations	81 641	241 114
Total des produits des prêts et participations	<u>599 601</u>	<u>623 857</u>
Commissions de services	51 801	51 645
Produits des dépôts et titres – Note B	265 435	129 797
Ecarts de conversion, net	(1 591)	(957)
Autres produits, net	<u>3 150</u>	<u>3 170</u>
<b>Total des produits</b>	<b><u>918 396</u></b>	<b><u>807 512</u></b>
<b>Charges</b>		
Charges sur les emprunts – Note G	394 182	243 250
Frais administratifs	170 981	175 198
Provision pour pertes – Note D	162 056	127 352
Contributions aux programmes spéciaux – Note J	3 200	3 489
<b>Total des charges</b>	<b><u>730 419</u></b>	<b><u>549 289</u></b>
<b>Bénéfice net</b>	<b><u>\$ 187 977</u></b>	<b><u>\$ 258 223</u></b>

Se reporter aux Notes sur les états financiers.

Société financière internationale  
**Etat des variations de trésorerie**  
 Pour les exercices clos les 30 juin 1995 et 30 juin 1994

(milliers de dollars)

	1995	1994
<b>Variation de la trésorerie issue des opérations sur prêts et participations</b>		
Décaissements sur opérations de prêt et prises de participation	\$(1 807 629)	\$(1 537 488)
Remboursements de prêts et de participation	785 584	673 996
Cessions de participations au prix de revient	<u>41 903</u>	<u>148 148</u>
<b>Trésorerie utilisée pour les opérations d'investissement, net</b>	<b><u>(980 142)</u></b>	<b><u>(715 344)</u></b>
<b>Variation de la trésorerie issue des opérations de financement</b>		
Part utilisée des emprunts	2 230 590	1 517 858
Remboursements d'emprunts	(1 052 270)	(738 426)
Paiements au titre des souscriptions au capital	<u>216 709</u>	<u>239 802</u>
<b>Trésorerie issue des opérations de financement, net</b>	<b><u>1 395 029</u></b>	<b><u>1 019 234</u></b>
<b>Trésorerie provenant des opérations</b>		
Bénéfice net	187 977	258 223
Rapprochement du résultat net et de la trésorerie d'exploitation		
Provision pour pertes	162 056	127 352
Ecart de conversion	1 591	957
Variation des produits à recevoir sur prêts, dépôts et titres	(57 354)	(33 188)
Variation des montants à payer et autres passifs	238 122	(84 969)
Variation des montants à recevoir et autres actifs	<u>(239 845)</u>	<u>16 422</u>
<b>Trésorerie d'exploitation, net</b>	<b><u>292 547</u></b>	<b><u>284 797</u></b>
Variation des liquidités, dépôts et titres	707 434	588 687
Effet des fluctuations des taux de change sur les liquidités, dépôts et titres	<u>27 210</u>	<u>11 760</u>
Variation nette des liquidités, dépôts et titres	734 644	600 447
Liquidités, dépôts et titres en début d'exercice	<u>4 066 008</u>	<u>3 465 561</u>
Liquidités, dépôts et titres à la clôture de l'exercice	<b><u>\$ 4 800 652</u></b>	<b><u>\$ 4 066 008</u></b>
Comprenant :		
Caisse et banques	27 066	21 899
Titres de placement	1 722 780	1 256 144
Titres d'investissement	<u>3 050 806</u>	<u>2 787 965</u>
	<b><u>\$ 4 800 652</u></b>	<b><u>\$ 4 066 008</u></b>
<b>Informations supplémentaires</b>		
Variation des soldes de clôture afférents aux mouvements de change		
Prêts en cours	130 194	72 265
Emprunts	477 018	171 094
Swaps de devises	319 632	82 662

*Se reporter aux Notes sur les états financiers.*

**Etats des voix attribuées aux Etats membres, des souscriptions et contributions**

Au 30 juin 1995 et au 30 juin 1994

Membres	Souscriptions (milliers de dollars)		Voix attribuées		Membres	Souscriptions (milliers de dollars)		Voix attribuées	
	Montant versé	% du total	Nombre de voix	% du total		Montant versé	% du total	Nombre de voix	% du total
Afghanistan	\$ 111	0,01	361	0,02	Fidji	\$ 237	0,01	487	0,03
Afrique du Sud	13 172	0,70	13 422	0,70	Finlande	12 967	0,69	13 217	0,69
Albanie	1 075	0,06	1 325	0,07	France	99 969	5,33	100 219	5,23
Algérie	3 177	0,17	3 427	0,18	Gabon	931	0,05	1 181	0,06
Allemagne	106 491	5,68	106 741	5,57	Gambie, la	59	*	309	0,02
Angola	1 224	0,07	1 474	0,08	Géorgie	861	0,05	1 111	0,06
Antigua-et-Barbuda	13	*	263	0,01	Ghana	3 748	0,20	3 998	0,21
Arabie saoudite	20 693	1,10	20 943	1,09	Grèce	4 499	0,24	4 749	0,25
Argentine	28 182	1,50	28 432	1,48	Grenade	67	*	317	0,02
Arménie	619	0,03	869	0,05	Guatemala	671	0,04	921	0,05
Australie	26 751	1,43	27 001	1,41	Guinée	339	0,02	589	0,03
Autriche	16 307	0,87	16 557	0,86	Guinée équatoriale	43	*	293	0,02
Bahamas, les	258	0,01	508	0,03	Guinée-Bissau	18	*	268	0,01
Bangladesh	7 465	0,40	7 715	0,40	Guyana	1 056	0,06	1 306	0,07
Barbade	298	0,02	548	0,03	Haïti	306	0,02	556	0,03
Bélarus	4 254	0,23	4 504	0,24	Honduras	370	0,02	620	0,03
Belgique	41 344	2,21	41 594	2,17	Hongrie	9 032	0,48	9 282	0,48
Belize	84	*	334	0,02	Iles Marshall	381	0,02	631	0,03
Bénin	99	0,01	349	0,02	Iles Salomon	24	*	274	0,01
Bolivie	1 406	0,08	1 656	0,09	Inde	67 195	3,58	67 445	3,52
Botswana	113	0,01	363	0,02	Indonésie	23 575	1,26	23 825	1,24
Brésil	32 613	1,74	32 863	1,72	Iran, République islamique d'	1 444	0,08	1 694	0,09
Bulgarie	1 789	0,10	2 039	0,11	Iraq	147	0,01	397	0,02
Burkina Faso	786	0,04	1 036	0,05	Irlande	1 066	0,06	1 316	0,07
Burundi	100	0,01	350	0,02	Islande	42	*	292	0,02
Cameroun	885	0,05	1 135	0,06	Israël	579	0,08	1 829	0,10
Canada	67 195	3,58	67 445	3,52	Italie	67 195	3,58	67 445	3,52
Cap-Vert	15	*	265	0,01	Jamaïque	3 660	0,20	3 910	0,20
Chili	10 136	0,54	10 386	0,54	Japon	141 174	7,53	141 424	7,38
Chine	21 696	1,16	21 946	1,15	Jordanie	941	0,05	1 191	0,06
Chypre	1 767	0,09	2 017	0,11	Kazakhstan	2 031	0,11	2 281	0,12
Colombie	10 413	0,56	10 663	0,56	Kenya	3 337	0,18	3 587	0,19
Comores	14	*	264	0,01	Kiribati	7	*	257	0,01
Congo	131	0,01	381	0,02	Koweït	9 947	0,53	10 197	0,53
Corée, République de	13 172	0,70	13 422	0,70	Lesotho	71	*	321	0,02
Costa Rica	786	0,04	1 036	0,05	Lettonie	1 206	0,06	1 456	0,08
Côte d'Ivoire	2 516	0,13	2 766	0,14	Liban	50	*	300	0,02
Croatie	2 310	0,12	2 560	0,13	Libéria	83	0,01	333	0,02
Danemark	15 327	0,82	15 577	0,81	Libye	55	*	305	0,02
Djibouti	21	*	271	0,01	Lithuanie	1 724	0,09	1 974	0,10
Dominique	35	*	285	0,01	Luxembourg	1 767	0,09	2 017	0,11
Egypte, République arabe d'	10 210	0,54	10 460	0,55	Macédoine, ex-République yougoslave de	270	0,01	520	0,03
El Salvador	11	*	261	0,01	Madagascar	432	0,02	682	0,04
Emirats arabes unis	4 033	0,22	4 283	0,22	Malaisie	12 574	0,67	12 824	0,67
Equateur	1 706	0,09	1 956	0,10	Malawi	1 346	0,07	1 596	0,08
Espagne	30 586	1,63	30 836	1,61	Maldives	13	*	263	0,01
Estonie	502	0,03	752	0,04	Mali	372	0,02	622	0,03
Etats-Unis	420 562	22,43	420 812	21,96	Maroc	7 466	0,40	7 716	0,40
Ethiopie	105	0,01	355	0,02	Maurice	1 376	0,07	1 626	0,08
Fédération de Russie	67 054	3,58	67 304	3,51					

**Etats des voix attribuées aux Etats membres, des souscriptions et contributions**

Au 30 juin 1995 et au 30 juin 1994

Membres	Souscriptions (milliers de dollars)		Voix attribuées		Membres	Souscriptions (milliers de dollars)		Voix attribuées	
	Montant versé	% du total	Nombre de voix	% du total		Montant versé	% du total	Nombre de voix	% du total
Mauritanie	\$ 214	0,01	464	0,02	Royaume-Uni	\$ 99 969	5,33	100 219	5,23
Mexique	19 256	1,03	19 506	1,02	Rwanda	306	0,02	556	0,03
Micronésie, Etats fédérés de	744	0,04	994	0,05	Sainte-Lucie	61	*	311	0,02
Moldova	744	0,04	994	0,05	Samoa-Occidental	29	*	279	0,01
Mongolie	144	0,01	394	0,02	Sénégal	1 106	0,06	1 356	0,07
Mozambique	322	0,02	572	0,03	Seychelles	27	*	277	0,01
Myanmar	666	0,04	916	0,05	Sierra Leone	83	*	333	0,02
Namibie	404	0,02	654	0,03	Singapour	177	0,01	427	0,02
Népal	615	0,03	865	0,05	Slovénie	1 271	0,07	1 521	0,08
Nicaragua	528	0,03	778	0,04	Somalie	83	*	333	0,02
Niger	147	0,01	397	0,02	Soudan	111	0,01	361	0,02
Nigéria	15 997	0,85	16 247	0,85	Sri Lanka	5 894	0,31	6 144	0,32
Norvège	14 540	0,78	14 790	0,77	Suède	22 202	1,18	22 452	1,17
Nouvelle Zélande	2 025	0,11	2 275	0,12	Suisse	34 348	1,83	334 598	1,81
Oman	981	0,05	1 231	0,06	Swaziland	684	0,04	934	0,05
Ouganda	735	0,04	985	0,05	Tadjikistan	1 212	0,06	1 462	0,08
Ouzbékistan	3 193	0,17	3 443	0,18	Tanzanie	1 003	0,05	1 253	0,07
Pakistan	17 124	0,91	17 374	0,91	Thaïlande	10 941	0,58	11 191	0,58
Panama	643	0,03	893	0,05	Togo	808	0,04	1 058	0,06
Papouasie-Nouvelle- Guinée	490	0,03	740	0,04	Tonga	28	*	278	0,01
Paraguay	395	0,02	645	0,03	Trinité-et-Tobago	3 396	0,18	3 646	0,19
Pays-Bas	46 369	2,47	46 619	2,43	Tunisie	2 945	0,16	3 195	0,17
Pérou	5 698	0,30	5 948	0,31	Turquie	8 221	0,44	8 471	0,44
Philippines	7 125	0,38	7 375	0,38	Ukraine	5 931	0,32	6 181	0,32
Pologne	7 236	0,39	7 486	0,39	Uruguay	2 950	0,16	3 200	0,17
Portugal	6 870	0,37	7 120	0,37	Vanuatu	55	*	305	0,02
République arabe syrienne	72	*	322	0,02	Venezuela	17 992	0,96	18 242	0,95
République centrafricaine	67	*	317	0,02	Viet Nam	334	0,02	584	0,03
République dominicaine	1 187	0,06	1 437	0,08	Yémen, République du	528	0,03	778	0,04
République démocratique populaire lao	229	0,01	479	0,03	Zaire	2 159	0,12	2 409	0,13
République kirghize	1 418	0,08	1 668	0,09	Zambie	1 286	0,07	1 536	0,08
République slovaque	3 681	0,20	3 931	0,21	Zimbabwe	1 750	0,09	2 000	0,10
République tchèque	7 363	0,39	7 613	0,40					
Roumanie	2 198	0,12	2 448	0,13					
					<b>Total au 30 juin 1995</b>	<b>\$ 1 874 645</b>	<b>100,00<sup>+</sup></b>	<b>1 915 895</b>	<b>100,00<sup>+</sup></b>
					<b>Total au 30 juin 1994</b>	<b>\$ 1 657 936</b>	<b>100,00<sup>+</sup></b>	<b>1 698 186</b>	<b>100,00<sup>+</sup></b>

\* Moins de 0,005%.

+ Les écarts éventuels existant entre le total et la somme des pourcentages provient des arrondis.

Se reporter aux Notes sur les états financiers.

**Note A – Résumé des principes comptables essentiels**

Les principes appliqués par la SFI en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont en conformité avec les principes comptables généralement admis aux Etats-Unis et avec les normes comptables internationales. Les actifs et passifs de la SFI sont comptabilisés pour l'essentiel selon les méthodes du coût historique et de la comptabilité d'exercice, sauf indication contraire.

**Présentation des états financiers** – Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de respecter la présentation adoptée en 1995. Durant l'exercice, la SFI a adopté l'interprétation 39 du Financial Accounting Standard Board (FASB) qui établit que les montants à recevoir et à payer sur certaines transactions financières soient présentés dans les états financiers à hauteur de leurs montants bruts lorsqu'une entreprise ne prévoit ni ne compte les compenser. L'incidence produite par le retraitement des actifs et passifs au 30 juin 1994 a représenté une augmentation de \$4,4 milliards. Durant l'exercice 1995, la SFI a adopté la norme comptable SFAS 115 intitulée "La comptabilisation de certains investissements en valeurs et en titres de créances". Etant donné la nature du portefeuille de dépôts et de titres de la SFI, cette dernière n'a subi aucune incidence du fait de l'adoption de cette norme.

**Bases de conversion** – Les actifs et passifs non libellés en dollars américains, à l'exception des participations, sont convertis en dollars américains aux taux en vigueur aux 30 juin 1995 et 30 juin 1994. Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inscrits au compte de résultat. Les participations payées en devises autres que le dollar américain sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date de décaissement.

**Participations et prêts** – Les investissements sont comptabilisés à la date à laquelle l'engagement est signé par la SFI, et sont inscrits au bilan lors du décaissement. Les prêts sont comptabilisés à hauteur du principal en cours. La caution Société demande souvent une caution qui, généralement, prend la forme de, mais n'est pas limitée à, une hypothèque ou des garanties de tiers. Les participations sont comptabilisées à leur coût, et de temps à autre, la SFI conclut des contrats d'options de vente et d'achat en rapport avec des titres de participation.

**Dotation à la provision pour pertes** – La dotation à la provision pour pertes reflète l'évaluation, par la direction, des pertes identifiables au titre d'investissements pour lesquels une dépréciation significative et permanente a été constatée, ainsi que des pertes potentielles pour lesquelles aucune provision spécifique n'a été constituée. Cette dotation à la provision pour pertes est prélevée sur les produits et passée en charge sous la rubrique "Provision pour pertes". Les investissements dépréciés, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont déduits de ou ajoutés à la provision pour pertes.

**Comptabilisation des revenus** – Les dividendes et participations aux bénéfices sont comptabilisés lorsqu'ils sont perçus en devises librement convertibles. Les plus-values de cession de participations sont évaluées par rapport au coût moyen des participations cédées et sont comptabilisées lorsqu'elles sont perçues en devises librement convertibles.

Les intérêts et commissions d'engagement sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Toutes les autres commissions sont comptabilisées lorsqu'elles sont perçues en devises librement convertibles. La SFI ne comptabilise pas les intérêts courus sur les prêts dont le recouvrement est incertain ou pour lesquels le retard dans le paiement du principal et des intérêts dépasse soixante jours, sauf si la direction estime que les montants impayés seront recouverts à brève échéance. Tous les intérêts courus sur un prêt immobilisé sont déduits du revenu courant et ne sont comptabilisés que lorsqu'ils sont effectivement perçus. Les intérêts qui n'ont pas encore été comptabilisés mais qui ont été capitalisés dans le cadre de la restructuration d'une dette sont comptabilisés en produits constatés d'avance et ne sont repris dans le résultat que lorsque le principal de la dette arrivé à échéance est effectivement perçu. Les frais et commissions liés au montage de prêts sont comptabilisés au fur et à mesure, la différence entre les deux montants n'étant pas significative.

**Liquidités, dépôts et titres** – La SFI répartit son portefeuille-titres en titres de placement et titres d'investissement. Les titres de placement sont comptabilisés à leur valeur de marché, et les titres d'investissement sont enregistrés à leur coût amorti. Les plus ou moins-values réalisés sur les dépôts et les titres, qui sont généralement

Société financière internationale  
**Notes sur les états financiers**

comptabilisés selon la méthode du dernier entré-premier sorti, sont inclus dans les Produits des dépôts et des titres. Les dépôts et titres sont investis conformément à la politique de la SFI en matière de risque de crédit et de duration. Etant donné la nature des dépôts et titres détenus par la SFI et ses pratiques concernant le niveau et l'utilisation de ces actifs, la SFI présente le portefeuille de liquidités et de dépôts et titres comme un élément de liquidité dans l'Etat des variations de trésorerie.

**Note B – Liquidités, dépôts et titres**

**Titres de placement et produits dérivés correspondants**

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur du portefeuille de titres de placement, le solde moyen journalier et les plus ou (moins) values selon l'instrument concerné :

	(millions de dollars)				
	Juste valeur			Juste valeur	
	Au 30 juin 1995	Au 30 juin 1995		Au 30 juin 1994	
A la clôture	Soldes moyens journaliers de l'exercice	Plus (moins)-values de l'exercice	A la clôture		
Titres d'Etat	\$ 651	\$ 618	\$ 16	\$ 423	
Dépôts à terme	1 072	1 042	—	833	
Sous-total	<u>1 723</u>	<u>1 660</u>	<u>16</u>	<u>1 256</u>	
Produits dérivés					
Swaps de taux d'intérêt	(1)	(1)	—	(15)	
Contrats à terme	—	—	1	—	
Montants à recevoir sur contrats à terme de gré à gré faisant l'objet d'une couverture	164	28	—	22	
Montants à payer sur contrats à terme de gré à gré faisant l'objet d'une couverture	(164)	(30)	—	(22)	
<b>Total, net des produits dérivés</b>	<b><u>\$1 722</u></b>	<b><u>\$1 657</u></b>	<b><u>\$ 17</u></b>	<b><u>\$1 241</u></b>	

**Titres d'investissement et produits dérivés correspondants**

La valeur comptable, la juste valeur, et les plus ou moins-values latentes liées aux dépôts et titres entrant dans cette catégorie sont les suivantes :

	(millions de dollars)					
	Au 30 juin 1995			Au 30 juin 1994		
	Valeur comptable	Plus-values brutes latentes	Moins-values brutes latentes	Juste valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur
Titres d'état	\$1 686	\$ 72	\$ (37)	\$1 721	\$1 374	\$1 539
Dépôts à terme	1 365	—	—	1 365	1 414	1 414
Sous-total	<u>3 051</u>	<u>72</u>	<u>(37)</u>	<u>3 086</u>	<u>2 788</u>	<u>2 953</u>
Produits dérivés						
Montants à recevoir sur swaps de devises	765	15	—	780	490	494
Montants à payer sur swaps de devises	(860)	—	(38)	(898)	(535)	(578)
Montants à recevoir sur swaps de taux d'intérêt	—	22	—	22	—	8
Montants à payer sur swaps de taux d'intérêt	—	—	(34)	(34)	—	(135)
Montants à recevoir sur contrats à terme de gré à gré faisant l'objet d'une couverture	16	—	—	16	182	182
Montants à payer sur contrats à terme de gré à gré faisant l'objet d'une couverture	(16)	—	—	(16)	(188)	(188)
<b>Total, net des produits dérivés</b>	<b><u>\$ 2 956</u></b>	<b><u>\$ 109</u></b>	<b><u>\$ (109)</u></b>	<b><u>\$ 2 956</u></b>	<b><u>\$ 2 737</u></b>	<b><u>\$ 2 736</u></b>

## Notes sur les états financiers

### Echéances

Les échéances présumées des dépôts et titres inclus dans les titres d'investissement sont les suivantes :

	<i>(millions de dollars)</i>	
	<u>Valeur comptable au 30/06/95</u>	<u>Juste valeur au 30/06/94</u>
A moins d'un an	\$ 2 372	\$ 2 372
Entre 1 et 5 ans	584	584
<b>Total</b>	<b><u>\$ 2 956</u></b>	<b><u>\$ 2 956</u></b>

Les montants à payer et à recevoir sur les swaps de devises entrant dans la catégorie des titres d'investissement sont inclus dans les postes Montants à recevoir ou à payer sur les swaps de devises du bilan. Tous les instruments hors-bilan sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, hormis les contrats à terme, qui sont comptabilisés à leur valeur de marché.

Le portefeuille de dépôts et titres est essentiellement libellé en dollars des Etats-Unis. Les instruments libellés dans des devises autres que le dollar des Etats-Unis représentaient 5% du portefeuille au 30 juin 1995 (4,7% – 1994). Le taux de rendement moyen annualisé des titres de placement, déduction faite des mises en pension et des montants à payer pour les cautions liquides reçues s'est élevé à 6,8% (1994 – 2,8%) pour l'exercice clos le 30 juin 1995. Le taux de rendement moyen annualisé des titres d'investissement s'élevait à 5,7% au 30 juin 1995, contre 3,8% au 30 juin 1994. Les prises de pension, les mises en pension et les montants à payer pour les cautions liquides reçues sont valorisées à leur valeurs de marché, qui avoisinent leur coût de revient, et sont libellées en dollars des Etats-Unis.

Dans le cadre de sa stratégie de gestion de portefeuille, la SFI investit en titres d'Etat et en dépôts à terme. Les valeurs d'état et titres assimilés comprennent des obligations ayant une forte cote, des bons, des effets et d'autres obligations émises ou garanties sans condition par des états ou par d'autres institutions publiques telles les agences gouvernementales ou les organisations multilatérales. Afin de diversifier son risque de crédit auprès des banques de dépôt et d'obtenir des rendements plus élevés, la SFI convertit les titres d'Etat en instruments à taux variables sur le marché américain par le biais de swaps de devises et de taux d'intérêt.

Les produits sur les dépôts et les titres sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	<u>1995</u>	<u>1994</u>
Titres de placement		
Intérêts	\$ 92 344	\$ 41 087
Plus (moins)-values		
Réalisées	4 930	(6 393)
Latentes	11 771	(7 440)
Titres d'investissement		
Intérêts	157 130	100 359
Produit (charge) sur les prise de pension et les mises en pension	(740)	2 184
<b>Total</b>	<b><u>\$ 265 435</u></b>	<b><u>\$ 129 797</u></b>



Société financière internationale  
**Notes sur les états financiers**

**Note C – Montants à recevoir et autres actifs**

Les montants à recevoir et autres actifs de la SFI s'analysent comme suit :

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
A recevoir sur la vente de dépôts et de titres	\$ —	\$ 3 934
Produits à recevoir sur dépôts et titres	81 247	73 020
Produits à recevoir sur les swaps	244 067	185 513
Produits à recevoir sur les prêts	113 780	71 402
Siège social		
Terrain	89 208	89 208
Construction en cours	31 049	8 092
Charges différées et autres actifs	<u>120 889</u>	<u>81 402</u>
<b>Total des montants à recevoir et autres actifs</b>	<b><u>\$ 680 240</u></b>	<b><u>\$ 512 571</u></b>

Les constructions en cours correspondent aux fonds engagés jusqu'à ce jour pour l'édification de bâtiments destinés à la SFI. Les intérêts engagés pendant la construction sont capitalisés au titre de coûts liés au projet. \$7,5 millions ont ainsi été capitalisés durant l'exercice au 30 juin 1995 (\$1,9 en 1994). Au 30 juin 1995 \$7,5 millions (30 juin 1994 – \$1,9 million) étaient capitalisés.

**Note D – Prêts et participations, et provision pour pertes**

Les investissements approuvés par le Conseil d'administration de la SFI mais non encore signés et les engagements signés mais au titre desquels aucun décaissement n'a encore été effectué sont résumés ci-après :

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
Investissements approuvés mais non encore signés		
Prêts	\$ 1 298 190	\$ 1 157 430
Participations	<u>494 540</u>	<u>428 770</u>
	<u>1 792 730</u>	<u>1 586 200</u>
Investissements signés mais non encore décaissés		
Prêts	1 671 257	1 381 845
Participations	<u>528 395</u>	<u>331 547</u>
	<u>2 199 652</u>	<u>1 713 392</u>
<b>Total des investissements approuvés mais non encore décaissés</b>	<b><u>\$ 3 992 382</u></b>	<b><u>\$ 3 299 592</u></b>

Au 30 juin 1995, les prêts à taux fixe représentaient 34% (35% – 1994) du portefeuille des prêts décaissés, le reliquat étant à taux variables. Les prêts décaissés en cours étaient libellés au 30 juin 1995 dans les devises suivantes (en milliers de dollars américains) :

Dollars américains	\$ 4 809 163	ECU	\$ 18 829
Deutsche mark	463 427	Florins néerlandais	8 617
Francs suisses	169 954	Livres sterling	5 374
Yen japonais	173 700	Autres	7 586
Francs français	123 263		

## Notes sur les états financiers

Les prêts décaissés et en cours dans toutes les devises sont payables au cours des exercices 1996 à 2000 et au-delà comme suit:

	<i>(milliers de dollars)</i>					
	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>Au-delà</u>
<b>Prêts décaissés et en cours</b>	<b>\$ 1 018</b>	<b>\$ 868</b>	<b>\$ 825</b>	<b>\$ 757</b>	<b>\$ 630</b>	<b>\$ 1 682</b>

Les prêts immobilisés ont atteint \$398 millions au 30 juin 1995 (\$363 millions – 1994). Les intérêts non comptabilisés dus au cours de l'exercice sur cette catégorie de prêts ont représenté \$41 millions (\$38 millions – 1994). Au cours de l'exercice clos le 30 juin 1995, la SFI a recouvré \$15 millions (\$16 millions – 1994) d'intérêts relatifs à des prêts immobilisés au titre de l'exercice 1994 et des exercices précédents.

Les variations de la provision pour pertes sont résumées ci-dessous :

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
Solde en début d'exercice	\$ 636 606	\$ 561 828
Investissements passés en charges	(25 602)	(52 752)
Investissements recouverts	3 575	178
Dotations de l'exercice (dont une somme en devises de \$28,1 millions en 1995 et de \$5,1 millions en 1994)	<u>162 056</u>	<u>127 352</u>
<b>Solde à la clôture de l'exercice</b>	<b><u>\$ 776 635</u></b>	<b><u>\$ 636 606</u></b>

En mai 1993, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme comptable SAFS 114 intitulée "La comptabilisation par le créancier d'un prêt présentant des risques de non recouvrement", telle que modifiée en octobre 1994 par la norme SFAS 118 intitulée "La comptabilisation par le créancier d'un prêt présentant des risques de non recouvrement – comptabilisation et publication des produits". La norme SFAS 114, telle que modifiée, prend effet pour les exercices démarrant ultérieurement au 15 décembre 1994 (1996 pour la SFI). Cette norme rend nécessaire la constitution d'une provision pour évaluation pour les prêts présentant des risques de non recouvrement sur la base de l'un des éléments suivants: la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs présumés actualisés au taux effectif du prêt; la valeur de marché du prêt; ou la juste valeur de la garantie sous-jacente. Aux termes de SFAS 114, un prêt présente des risques de non recouvrement lorsque, sur la base des informations à disposition et des événements en cours, il est probable qu'un créancier soit dans l'incapacité de recouvrer la totalité des montants qui lui sont dus dans le cadre des conditions contractuelles afférentes. Après avoir procédé à l'analyse de son portefeuille de prêts et de participations et des conditions de marché au 30 juin 1995, la SFI n'estime pas que l'adoption de SFAS 114 en 1996 produira un impact sur son bilan ou son compte de résultat.

### Note E – Participations

La SFI mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières par le biais de participations à ses prêts. Ces participations sont vendues sans possibilité de recours à la SFI qui les gère pour le compte des participants. La SFI a ainsi appelé et décaissé \$1 413 millions de fonds (\$671 millions – 1994) pour le compte de ces participants au cours de l'exercice clos le 30 juin 1995. Au 30 juin 1995, les montants engagés et non décaissés par les participants s'élevaient à \$1 340 millions (\$1 013 millions – 1994). En outre, la SFI a négocié le placement auprès de participants des investissements d'un montant de \$1 744 millions (\$1 267 millions – 1994) approuvés par le Conseil d'administration mais non encore signés au 30 juin 1995.

Société financière internationale  
**Notes sur les états financiers**

**Note F – Montants à payer et autres passifs**

Les montants à payer et autres passifs de la SFI sont résumés ci-dessous :

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
Charges à payer sur emprunts	\$ 214 182	\$ 173 453
Charges à payer sur swaps	176 375	102 734
Montants à payer sur titres	110 227	48 785
Charges constatées d'avances et autres charges	<u>74 876</u>	<u>82 331</u>
<b>Total des montants à payer et autres passifs</b>	<b><u>\$ 575 660</u></b>	<b><u>\$ 407 303</u></b>

**Note G – Emprunts**

L'encours des emprunts sur le marché et des swaps de devises de la SFI, déduction faite des primes d'émissions et des décotes non amorties est résumé ci-dessous :

	<i>Emprunts sur le marché</i>				<i>Swaps de devises à payer</i>		<i>Devises, net obligations</i>	
	<i>Montant en principal</i>		<i>Coût moyen</i>		<i>(à recevoir)</i>		<i>(milliers</i>	
	<i>(milliers de dollars)</i>		<i>pondéré</i>		<i>(milliers de dollars)</i>		<i>de dollars)</i>	
	<u>1995</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1994</u>
Dollars américains	\$2 372	\$2 273	6,99%	7,25%	\$4 124	\$3 107	\$6 496	\$5 380
Deutsche mark	47	67	5,58%	6,47%	24	53	71	120
Yen japonais	2 043	1 358	4,62%	5,09%	(2 043)	(1 358)	—	—
ECU	74	66	6,63%	6,63%	(74)	(66)	—	—
Dollars australiens	257	43	9,42%	8,53%	(257)	(43)	—	—
Florins néerlandais	28	27	6,64%	6,64%	(8)	(9)	20	18
Pesetas espagnoles	231	367	10,43%	11,36%	(231)	(367)	—	—
Markka finlandais	59	48	9,63%	9,63%	(59)	(48)	—	—
Couronnes suédoises	166	105	10,42%	10,25%	(166)	(105)	—	—
Escudos portugais	143	129	13,78%	13,78%	(143)	(129)	—	—
Dollars de Hong-Kong	523	382	6,59%	6,65%	(523)	(382)	—	—
Dollars canadiens	383	181	8,29%	7,75%	(383)	(181)	—	—
Lires italiennes	671	570	10,16%	8,76%	(671)	(570)	—	—
Drachmes grecques	44	42	15,25%	15,25%	(44)	(42)	—	—
Francs suisses	130	—	4,75%	—	(130)	—	—	—
Francs luxembourgeois	<u>70</u>	<u>—</u>	<u>7,75%</u>	<u>—</u>	<u>(70)</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
Montant en principal à sa valeur nominale	7 241	5 658			<u>\$ (654)</u>	<u>\$ (140)</u>	<u>\$6 587</u>	<u>\$5 518</u>
Moins : prime (decotes) non amorties-net	<u>(182)</u>	<u>11</u>						
<b>Total</b>	<b><u>\$7 059</u></b>	<b><u>\$5 669</u></b>						

Bien que la majorité des emprunts de la SFI soit libellée en dollars des Etats Unis, la SFI emprunte dans plusieurs devises afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses emprunts. Elle convertit en même temps ses emprunts en emprunts en dollars des Etats Unis à taux variables en concluant des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêts. Au 30 juin 1995, le coût moyen pondéré des emprunts effectués sur le marché, dont les swaps de devises et de taux d'intérêts, représentait 6,7% (6,5% – 1994).

## Notes sur les états financiers

Le principal et les intérêts doivent être versés dans la monnaie d'emprunt. Aux termes de ses contrats d'emprunts, la SFI ne peut constituer d'hypothèque ni de sûreté sur ses actifs (autres que les sûretés garantissant un solde dû au titre d'une participation) sans faire bénéficier les détenteurs d'obligations d'une garantie équivalente.

Les \$654 millions à recevoir sur les swaps de devises au 30 juin 1995 (voir tableau ci-dessus), comprennent respectivement \$4 885 millions (\$3 341 millions – 1994) et \$4 231 millions (\$3 201 millions – 1994) au titre des montants nets à recevoir et à payer sur les opérations de swaps qui sont comprises dans les montants à recevoir et à payer liés aux swaps de devises figurant au bilan.

Les emprunts auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) au 30 juin 1995 sont analysés dans le tableau ci-après :

	<i>Emprunts auprès de la BIRD</i>			
	<i>Montant en principal (millions de dollars)</i>		<i>Coût moyen pondéré</i>	
	<i>Au 30 juin 1995</i>	<i>Au 30 juin 1994</i>	<i>Au 30 juin 1995</i>	<i>Au 30 juin 1994</i>
Dollars américains	\$ 125	\$ 80	7,33%	8,67%
Deutsche mark	359	355	7,08%	7,21%
Francs suisses	148	154	5,58%	5,60%
Yen japonais	186	157	6,32%	6,39%
Autres devises	<u>116</u>	<u>117</u>	8,69%	8,94%
<b>Total</b>	<b><u>\$ 934</u></b>	<b><u>\$ 863</u></b>		

En outre, les soldes non décaissés sur des emprunts signés auprès de la BIRD s'établissaient à \$146 millions (\$296 millions – 1994). Une commission d'engagement est payable sur les soldes non décaissés des prêts à un taux annuel de 3/4 de 1%. Pour l'exercice clos le 30 juin 1995, ces commissions ont représenté au total \$2,4 millions (\$2,4 millions – 1994) et sont incluses dans le coût moyen pondéré des emprunts.

Les montants remboursables, toutes devises confondues, au titre du principal des emprunts en cours pour la période allant de l'exercice clos le 30 juin 1996 à l'exercice clos le 30 juin 2000 et au-delà s'analysent comme suit :

	<i>(millions de dollars)</i>					
	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>Au-delà</i>
Emprunts sur le marché	\$ 939	\$ 1 553	\$ 1 099	\$ 1 423	\$ 409	\$ 1 636
Emprunts auprès de la BIRD	<u>162</u>	<u>161</u>	<u>145</u>	<u>141</u>	<u>88</u>	<u>237</u>
<b>Total</b>	<b><u>\$ 1 101</u></b>	<b><u>\$ 1 714</u></b>	<b><u>\$ 1 244</u></b>	<b><u>\$ 1 564</u></b>	<b><u>\$ 497</u></b>	<b><u>\$ 1 873</u></b>

### Note H – Capital social

Le 4 mai 1992, le Conseil des Gouverneurs a entériné une résolution portant sur l'augmentation du capital autorisé de la SFI de \$1 300 millions à \$2 300 millions. Cette résolution prévoyait également que \$964,9 millions soient réservés aux souscriptions par les Etats membres au cours de la période de souscription close le 1er août 1995. Les membres peuvent régler leur souscription en totalité ou opter pour des versements échelonnés, le dernier règlement devant intervenir le 1er août 1996 ou dans les six mois suivant cette date.

Société financière internationale  
**Notes sur les états financiers**

Le 10 décembre 1992, le Conseil des Gouverneurs de la SFI a autorisé une résolution à la seule fin d'augmenter de \$150 millions le capital autorisé de la SFI, le portant ainsi à \$2 450 millions, afin d'affecter des actions permettant la pleine participation des précédentes républiques soviétiques, et de réserver suffisamment d'actions supplémentaires aux membres existants ou potentiels qui en feraient la demande.

**Note I – Intérêts et commissions financières sur les prêts et les participations**

Les intérêts et commissions financières sur les prêts et les participations s'analysent comme suit:

	<i>(milliers de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
Produits d'intérêts	\$ 435 185	\$ 323 278
Commissions d'engagement	12 538	9 915
Autres commissions financières	<u>20 424</u>	<u>21 349</u>
<b>Total des intérêts et commissions financières</b>	<b>\$ 468 147</b>	<b>\$ 354 542</b>

**Note J – Contributions aux programmes spéciaux**

Le Conseil d'administration approuve occasionnellement des recommandations aux termes desquelles la SFI peut contribuer à plusieurs programmes spéciaux comprenant le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF), le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF), le Service-conseil aux entreprises polonaises (PBAS), le Service-Conseil pour l'investissement étranger (FIAS), et le Service de soutien des entreprises en Afrique (ESSA). Au 30 juin 1995, la SFI a versé des contributions d'un montant de \$1,6 million au FIAS (\$1,6 million – 1994), \$1,2 million à l'APDF (\$1,2 million – 1994), \$200 000 au SPPF (\$200 000 – 1994) et \$200 000 à l'ESSA (nul en 1994).

**Note K – Instruments financiers hors bilan**

Dans le cours normal de ses activités, la SFI est amenée à utiliser des instruments financiers hors bilan afin de gérer les risques de marché. Ces instruments comprennent des swaps de taux d'intérêts et de devises, des swaps indexés sur les matières premières, des options indexées sur les matières premières et des contrats à terme de gré à gré, des garanties pour les tiers, des contrats à terme, des ventes à découvert et des contrats à terme couverts de gré à gré. La SFI émet également des bons de souscriptions d'options de vente et, en contrepartie, achète des options d'achat hors-cote lui permettant de couvrir ces transactions. Les produits et les charges afférents aux contrats de swaps et aux contrats à terme de gré à gré, ainsi qu'aux contrats indexés sur les matières premières, sont comptabilisés sur la durée de vie de l'instrument comme un élément des Frais liés aux emprunts, aux Commissions ou aux Produits des dépôts et titres selon la finalité de l'instrument utilisé. Les plus ou moins-values sur les contrats à terme et les ventes à découvert sont comptabilisés comme un élément des Produits provenant des dépôts et des titres. La valeur des règlements en numéraire des bons de souscription et des options est enregistrée au bilan à son montant brut et comprise dans les autres actifs et passifs. Les produits et les charges liés aux bons de souscriptions d'options de vente et aux options d'achat sont comptabilisés comme un élément des Frais liés aux emprunts. A l'exception des contrats à terme, qui sont comptabilisés à leur valeur de marché, tous les instruments hors-bilan sont pris en compte sur la base de la comptabilité d'exercice.

Les instruments financiers hors bilan sont utilisés dans le cadre de la gestion de la trésorerie des instruments en numéraire de la SFI afin de minimiser les risques de change et de taux d'intérêts: ces instruments financiers comprennent des risques de marché et de crédit en plus des montants enregistrés dans le bilan. Le risque de crédit représente la perte comptable potentielle maximale en cas de non-respect des dispositions prévues au contrat par les contreparties. Le risque de marché représente la perte potentielle due à une dépréciation de l'instrument financier hors-bilan, elle-même engendrée avant tout par des fluctuations des taux d'intérêts et de change. La SFI utilise des critères sévères dans le choix de ses contreparties et ne juge donc pas qu'une défaillance représente un risque significatif. Elle limite également ses opérations à une liste de sociétés de placement et de contreparties pour les titres inclus au bilan ou hors-bilan. Les limites de crédit pour

## Notes sur les états financiers

chaque contrepartie sont définies en fonction du type d'instrument et de l'échéance et des garanties ont été contractées avec des contreparties afin de minimiser davantage le risque de crédit encouru par la SFI.

Lorsque la SFI agit en qualité d'intermédiaire dans le cadre de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré, elle minimise son risque de crédit, en procédant à une analyse des emprunts des clients, ainsi que les risques de change et de taux d'intérêts, en prenant des positions de compensation grâce à des swaps, des options ou des contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assiette financière.

Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des montants contractuels et notionnels de ces instruments au 30 juin 1995 :

	<i>(millions de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
<b>Swaps de devises</b>		
Liés aux emprunts	\$ 4 677	\$ 3 341
Effectués en qualité d'intermédiaire	420	369
Gestion de trésorerie	209	197
Dépôts et titres		
Avec un objectif autre que la transaction	<u>765</u>	<u>490</u>
<b>Total</b>	<b><u>\$ 6 071</u></b>	<b><u>\$ 4 397</u></b>
<b>Swaps de taux d'intérêts</b>		
Liés aux emprunts	2 315	2 115
Effectués en qualité d'intermédiaire	333	207
Gestion de trésorerie	196	215
Dépôts et titres		
Avec la transaction pour objectif	28	28
Avec un objectif autre que la transaction	<u>766</u>	<u>834</u>
<b>Total</b>	<b><u>\$ 3 638</u></b>	<b><u>\$ 3 399</u></b>
<b>Garanties aux clients</b>		
Signées	\$ 90	\$ 116
Emises et impayées	76	99
<b>Autres contrats</b>		
Dépôts et titres		
Avec la transaction pour objectif		
Contrats à terme couverts de gré à gré	\$ 164	\$ 22
Contrats à terme et contrats d'options	205	45
Avec un objectif autre que la transaction		
Contrats à terme couverts de gré à gré	16	182
Contrats indexés sur les matières premières	264	468
Cap de taux d'intérêt	7	—
Garanties sur les swaps	159	—

Il n'y a pas de valeur de règlement des options d'achat et des bons de souscriptions d'options de vente aux 30 juin 1995 et 1994.

Société financière internationale  
**Notes sur les états financiers**

Le tableau ci-dessous présente un résumé du risque de crédit hors bilan, c'est à dire le coût de remplacement maximum estimé des swaps et autres contrats en cours dégageant des bénéfices aux taux du marché:

	<i>(millions de dollars)</i>	
	<u>Au 30 juin 1995</u>	<u>Au 30 juin 1994</u>
Avec un objectif autre que la transaction		
Swaps de devises	\$ 928	\$ 479
Swaps de taux d'intérêts	102	75
Autre contrats	<u>16</u>	<u>13</u>
<b>Risque de crédit total</b>	<b><u>\$1 046</u></b>	<b><u>\$ 567</u></b>

**Note L – Estimation de la juste valeur des instruments financiers**

La norme comptable 107 (Statement of Financial Accounting Standards 107) intitulée "Informations sur la juste valeur des instruments financiers" requiert que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers, qu'ils soient ou non comptabilisés au bilan. La plupart des instruments financiers de la SFI étant hors marché, puisqu'il s'agit de transactions de plein gré entre vendeurs et acquéreurs, les estimations et calculs de la valeur actuelle des flux de trésorerie à venir utilisées pour déterminer les justes valeurs sont subjectives. Déterminer les flux de trésorerie futurs pour en estimer la juste valeur, dans le cadre des dispositions requises par la norme, est une opération subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses retenues ou des méthodologies peuvent affecter les valeurs estimées de façon significative. L'écart positif ou négatif provenant de la différence entre le montant comptabilisé et la juste valeur ne permet pas forcément d'inférer la valeur de réalisation puisque, dans la plupart des cas, la SFI détient généralement des prêts ainsi que d'autres instruments financiers jusqu'à leur échéance, avec pour objectif de réaliser la valeur à laquelle ils ont été comptabilisés.

Les justes valeurs estimées sont calculées à partir de la valeur des taux d'intérêts aux 30 juin 1995 et 1994, et n'intègrent pas les impacts de leurs variations au cours des périodes antérieures ou postérieures à cette date. Sur la base de contextes financiers, les justes valeurs peuvent présenter des écarts importants, particulièrement pour certains instruments financiers à taux fixes. Il est peu probable que les justes valeurs puissent faire l'objet d'une comparaison entre des institutions financières étant donnée l'amplitude des techniques d'évaluation autorisées et le nombre des estimations devant être réalisées en l'absence des cours sur les marchés secondaires. Ce manque de repères vient augmenter le caractère subjectif de ces justes valeurs estimées ou calculées. Par conséquent, bien qu'il soit nécessaire de fournir des informations sur la juste valeur des instruments financiers, le lecteur devra user de prudence s'il utilise ces données pour évaluer la situation financière de la SFI. Les justes valeurs de chacun des instruments financiers ne représentent pas la juste valeur de la SFI dans sa globalité.

Les méthodologies et les principales hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs aux 30 juin 1995 et 1994 sont résumées comme suit:

**Dépôts et titres** – La juste valeur estimée du portefeuille de titres de placement et de titres d'investissement est calculée à partir des prix de marché.

**Produits dérivés** – Contrats de taux d'intérêts et de devises – Les justes valeurs des contrats de swaps de taux d'intérêts et de devises ont été calculées en déterminant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs à l'aide des taux d'actualisation appropriés. Les justes valeurs des contrats à terme couverts de gré à gré ont été calculées à l'aide des taux de change à terme des marchés boursiers. Les justes valeurs des contrats indexés sur les matières premières ont été calculées sur la base de matrices d'évaluation. La juste valeur des options d'achat a été calculée sur la base de matrices d'évaluation, et celle des bons de souscription d'option de vente à partir des cours du marché boursier.

**Placements et engagements de prêts** – La SFI, qui accorde des prêts à des entités du secteur privé présentes dans les pays membres en voie de développement, ne cède généralement pas ces prêts, et il n'existe pas de marché secondaire comparable. Les justes valeurs des engagements et prêts à taux fixes ont été calculées à l'aide d'une matrice de cash flow actualisé à partir d'un taux d'actualisation formé par le spread du prêt à taux fixe plus le coût estimé des fonds à l'échéance. Les taux afférents aux engagements et prêts à taux variables étant revus tous les trois ou six mois, il a été jugé que la valeur comptable, ajustée pour tenir compte du risque de crédit, représente la meilleure estimation de leur juste valeur. La SFI détient également des options lui permettant de convertir des prêts en participations dans certaines des sociétés dans lesquelles elle a investi. La juste valeur de ces options de conversion est calculée sur la base des cours boursiers ou sur d'autres valeurs des titres concernés.

**Participations** – Les justes valeurs ont été calculées, le cas échéant, à l'aide des cours de bourse, du cours des options de vente, de la valeur comptable ou de leurs coûts de revient; certaines de ces valeurs ont été actualisées sur la base de l'estimation, faite par la direction, de leur valeur de réalisation nette. L'estimation de la direction tient compte du manque de liquidité relatif des participations, de la volatilité des marchés, ainsi que des contraintes globales propres aux nouveaux marchés dans lesquels la SFI investit.

**Emprunts et engagements** – Les justes valeurs ont été déterminées à l'aide d'une matrice de cash flow actualisé basée sur des taux représentant les coûts estimés que la SFI devrait engager pour mobiliser des fonds dans des conditions identiques et avec des échéances similaires. Les justes valeurs des emprunts figurent hors juste valeur des taux d'intérêts afférents et des contrats de change.

Les justes valeurs estimées de ces éléments sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	<i>(millions de dollars)</i>			
	<i>Au 30 juin 1995</i>		<i>Au 30 juin 1994</i>	
	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
<b>Actif</b>				
Caisse et banques	\$ 27	\$ 27	\$ 22	\$ 22
Dépôts et titres				
Titres de placement				
Dépôts et titres	1 723	1 723	1 256	1 256
Produits dérivés actifs	164	164	22	22
Produits dérivés passifs	(164)	(164)	(22)	(22)
Titres d'investissement				
Dépôts et titres	3 051	3 086	2 788	2 953
Produits dérivés actifs	781	818	672	684
Produits dérivés passifs	(876)	(948)	(723)	(901)
Prêts	5 780	5 908	5 017	5 043
Participations	1 482	2 045	1 164	1 700
Provisions pour pertes	(777)	(777)	(637)	(637)
Actif financier – net	<u>6 485</u>	<u>7 176</u>	<u>5 544</u>	<u>6 106</u>
Montants à recevoir sur les swaps de devises et de matières premières indexés	420	451	369	400
Montants à recevoir sur les swaps de taux d'intérêt et de devises effectués dans le cadre de l'activité de gestion de trésorerie	209	251	197	197
Acquisitions d'option d'achat	—	—	—	10



Société financière internationale  
**Notes sur les états financiers**

(millions de dollars)

	Au 30 juin 1995		Au 30 juin 1994	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Passif</b>				
Emprunts auprès de la BIRD et sur le marché	\$7 993	\$8 555	\$6 531	\$6 776
Montants à recevoir sur les swaps de taux d'intérêt et de devises	(4 677)	(5 533)	(3 341)	(3 856)
Montants à payer sur les swaps de taux d'intérêt et de devises	4 219	4 771	3 202	3,454
<b>Total des emprunts, déduction faite des swaps</b>	<b>7 535</b>	<b>7 793</b>	<b>6 392</b>	<b>6,374</b>
Montants à payer sur les swaps de devises et de matières premières indexés	420	449	371	397
Montants à payer sur les swaps de taux d'intérêt et de devises effectués dans le cadre de l'activité de gestion de trésorerie	227	261	195	198
Emission de bons de souscription de vente	—	—	—	16
	Contrat/ valeur notionnelle	Juste valeur	Contrat/ valeur notionnelle	Juste valeur

**Autres instruments financiers**

Engagements de prêts	\$1 671	\$1 714	\$1 382	\$1 457
Emprunts	146	149	296	275
Contrats de swaps de taux d'intérêts pour lesquels la SFI agit en qualité d'intermédiaire, client	167	(3)	103	(1)
Contrats de swaps de taux d'intérêts pour lesquels la SFI agit en qualité d'intermédiaire, contrepartie	167	3	103	2
Contrats indexés sur les matières premières, client	264	(11)	234	(1)
Contrats indexés sur les matières premières, contrepartie	264	11	234	1
Cap de taux d'intérêt	7	—	—	—
Garanties sur les swaps	159	4	—	—

**Note M – Divers**

**Caisse de retraite** – La BIRD dispose d'une caisse de retraite par contributions qui couvre la quasi-totalité de son personnel, de celui de la SFI et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Les prestations sont fonction du nombre d'années de service et de la rémunération moyenne. Les cotisations versées par les employés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération ouvrant droit à retraite. La SFI comptabilise et finance le coût futur de retraite estimé, qui est calculé selon la méthode actuarielle. Le montant global des cotisations est calculé d'après un système de capitalisation collective. Toutes les cotisations versées à la caisse et tous les revenus et éléments d'actifs de celle-ci sont gérés séparément des autres actifs et revenus de la SFI, de la BIRD et de l'AMGI. Ils ne peuvent être utilisés qu'au profit des participants et de leurs ayants-droit et ce jusqu'à ce que tous les montants échus aient été versés ou aient fait l'objet d'une provision. La part totale supportée par la SFI au titre de l'exercice clos le 30 juin 1995 s'est établie à \$19,2 millions (\$19,3 millions – 1994).

**Avantages complémentaires de retraite** – En contribuant au compte des bénéfices des employés retraités, la BIRD est capable d'offrir à la quasi totalité du personnel en retraite de la SFI, de la BIRD et de l'AMGI, ainsi qu'à leurs conjoints, une assurance-vie et le remboursement de frais médicaux. L'année dernière, la SFI, la BIRD et l'AMGI ont commencé à comptabiliser les coûts, calculés au taux actuariel, des prestations à venir destinées aux futurs retraités. Toutes les contributions à la caisse de retraite et tous les autres actifs et revenus attribués à la caisse de retraite sont séparés des autres actifs et revenus de la SFI, la BIRD et l'AMGI et ne peuvent être utilisés qu'au bénéfice du personnel en retraite et leurs ayants-droits, jusqu'à ce que tous les montants échus soient payés ou provisionnés. Le coût total attribué à la SFI pour l'exercice clos le 30 juin 1995 était de \$3,8 millions (\$3,6 millions – 1994).

**Commissions de services et de soutien** – La BIRD fournit à la SFI des services généraux et administratifs dans les domaines où ils peuvent être efficacement rendus. Ceci recouvre notamment le partage des frais relatifs aux Conseils des Gouverneurs et aux Conseils d'administration ainsi que d'autres services tels que la communication, le contrôle de gestion interne, les services administratifs, l'occupation des bureaux, les fournitures et les assurances. Le paiement de ces services est acquitté par la SFI à la BIRD sur la base de commissions préalablement négociées, de facturations directes et d'affectation des charges lorsque la facturation directe est impossible. Ces charges avaient une valeur totale de \$21,3 millions au titre de l'exercice clos le 30 juin 1995 (\$21,1 millions – 1994).

**Engagements hors bilan** – En mars 1993, la SFI a été assignée dans le cadre d'un procès engagé devant la cour de justice du Texas (Houston) par le District Sud du Texas. En août 1993, les plaignants ont modifié leur plainte et porté la somme qu'ils réclament au titre de dommages et intérêts à environ \$1,3 milliard. Le 2 juin 1994, la cour fédérale américaine a rendu un avis favorable à la SFI sur tous les plans et débouté les demandeurs de leur plainte pour préjudices. Les plaignants ont interjeté appel le 12 juillet 1994 du jugement devant la cour d'appel du cinquième circuit. Toutes les parties ont déposé des conclusions et un arrêt devrait être rendu prochainement. Sur avis de son avocat, la direction estime improbable que la cour conclue en sa défaveur et que, si tel était le cas, la perte qui s'ensuivrait serait infiniment moindre que la somme réclamée par les plaignants. Cela n'aurait donc pas d'incidence significative sur le bilan ou le compte de résultat de la SFI.

**Fonds en fidéi-commis** – La SFI utilise les services de la BIRD pour administrer, pour le compte d'adhérents, des fonds dont l'utilisation est limitée à des éléments spécifiques tels que l'assistance technique (études de faisabilité et préparation de projets), les programmes internationaux et régionaux, et les programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont regroupés en trusts et ne sont pas compris dans l'actif de la SFI. La responsabilité de la SFI au titre de ces dispositions sont variables et s'échelonnent des services rendus habituellement dans le cadre de ses propres projets de prêts, à la mise en place de projets, dont l'approvisionnement de biens et de services. Au cours de l'exercice clos le 30 juin 1995, la SFI a perçu \$2,6 millions (1994 – \$2,1 millions) au titre des honoraires afférents à ces services. Durant l'exercice clos le 30 juin 1995, la SFI a enregistré \$3,2 millions (1994 – \$1,7 millions) dans les Produits du Fonds en fidéi-commis. Le tableau ci-dessous détaille la répartition des actifs du Fonds par exécuter:

	(millions de dollars)			
	Au 30 juin 1995		Au 30 juin 1994	
	Total de l'actif du fond	Nombre de fonds en activité	Total de l'actif du fond	Nombre de fonds en activité
Géré par la SFI	\$ 35	290	\$ 31	185
Géré par le bénéficiaire	<u>6</u>	<u>2</u>	<u>5</u>	<u>2</u>
<b>Total</b>	<b><u>\$ 41</u></b>	<b><u>292</u></b>	<b><u>\$ 36</u></b>	<b><u>187</u></b>

#### **Note N – Événement postérieur à la clôture**

Le 6 juillet 1995, la SFI a titrisé et cédé divers prêts à taux variables libellés en dollars des Etats-Unis sans recours à un fonds à leur valeur nominale plus les intérêts cumulés mais non versés, pour un montant de \$400 millions plus intérêts cumulés non versés et net des frais d'offre. Par conséquent, la SFI a acquis pour \$20 millions de certificats de catégorie C émis par le fonds, qui sont subordonnées aux certificats de catégorie A et B d'un montant total de \$380 millions et a fourni au fonds une ligne de crédit de \$20 millions. Les certificats de catégorie C, pour lesquels la SFI a constitué une provision pour pertes de \$20 millions, qui sera incluse dans les titres de participation, et la ligne de crédit sera comptabilisée dans les autres actifs. Au 6 juillet 1995, \$265 millions des prêts titrisés étaient garantis par des intérêts sur des biens personnels et immobiliers.



**Price Waterhouse**  
(International Firm)

The Hague  
Beijing  
Hong Kong  
London

New York  
Tokyo  
Washington

*Price Waterhouse*



Le 26 juillet 1995

Au Président et au Conseil des Gouverneurs  
Société financière internationale

A notre avis, les états financiers figurant en pages 102 à 119 du présent rapport donnent une image fidèle, en dollars des Etats-Unis, de la situation financière de la Société financière internationale aux 30 juin 1995 et 1994, ainsi que du résultat de ses activités et des variations de sa trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis et aux Normes Comptables Internationales. Les états financiers sont établis sous la responsabilité de la Direction de la SFI. Notre travail consiste à émettre une opinion sur ces états financiers après en avoir effectué la révision. Nos examens ont été effectués conformément aux normes de révision comptables généralement admises, et aux Normes Comptables Internationales, selon lesquelles notre révision doit nous permettre de vérifier, avec un degré de certitude raisonnable, que les états financiers ne comportent aucune erreur significative. La révision des comptes comprend l'examen, à partir d'un échantillon de transactions, des faits qui correspondent aux montants et informations figurant dans les états financiers, et l'évaluation des principes comptables utilisés et des estimations les plus importantes faites par la direction, ainsi que de la présentation générale des états financiers. A notre avis, notre révision fournit une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-dessus.

Comme il est précisé dans la note A des états financiers, la Société financière internationale, pour l'exercice clos le 30 juin 1995, a changé de méthode comptable concernant la compensation des montants associés à certains contrats.

*Price Waterhouse*  
*(International Firm)*

Société financière internationale  
**Portfeuille d'investissements**

	Au 30 juin 1995 (millions de dollars)			Au 30 juin 1994 (millions de dollars)		
	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
<b>Détenus par la SFI pour son propre compte</b>						
Total	7 451,2	2 010,1	9 461,3	6 398,4	1 495,0	7 893,4
Montants non versés	1 671,3	528,4	2 199,7	1 381,8	331,5	1 713,3
Montants versés	5 779,9	1 481,7	7 261,6	5 016,6	1 163,5	6 180,1
<b>Détenus par la SFI pour le compte d'acquéreurs et de participants</b>						
Total	4 904,4	0,3	4 904,7	3 618,9	0,3	3 619,2
Montants non versés	1 340,2	—	1 340,2	1 013,2	—	1 013,2
Montants versés	3 564,2	0,3	3 564,5	2 605,7	0,3	2 606,0
<b>Total du portefeuille de la SFI et des investissements détenus pour le compte d'acquéreurs et de participants</b>						
Total	12 355,6	2 010,4	14 366,0	10 017,3	1 495,3	11 512,6
Montants non versés	3 011,5	528,4	3 539,9	2 395,0	331,5	2 726,5
Montants versés	9 344,1	1 482,0	10 826,1	7 622,3	1 163,8	8 786,1

Société financière internationale  
**Portefeuille d'investissements**  
 Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Afrique subsaharienne</b>							
<b>Afrique du Sud</b>							
African Life Assurance Company Limited	Services financiers	1995	11,2	—	—	11,2	11,2
South Africa Franchise Equity Fund Limited	Services financiers	1995	2,7	—	—	2,7	2,7
						<b>—</b>	<b>13,9</b>
							<b>13,9</b>
<b>Bénin</b>							
Bank of Africa, Benin (BOAB)	Services financiers	1993, 94, 95	0,3	—	—	0,3	0,3
Equipbail S.A.	Services financiers	1995	0,9	—	0,8	0,1	0,9
Société Béninoise de Pêche	Industries agro-alimentaires	1992	0,3	—	0,1	0,1	0,2
Société Fruitex Industrie	Industries agro-alimentaires	1993	0,4	—	0,5	—	0,5
						<b>1,4</b>	<b>0,5</b>
							<b>1,9</b>
<b>Botswana</b>							
Botswana Development Corporation Limited	Services financiers	1979, 85	0,6	—	—	0,2	0,2
Northern Textile Mills (Botswana) (PTY) Limited	Textiles	1991	0,5	—	0,3	—	0,3
ULC (Proprietary) Limited	Services financiers	1990, 93	0,8	—	—	0,8	0,8
						<b>0,3</b>	<b>1,0</b>
							<b>1,4</b>
<b>Cameroun</b>							
Alucam – Compagnie Camerounaise de l'Aluminium Péchiney-Ugine	Mines et extraction des métaux	1979	7,9	—	—	0,9	0,9
Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM)	Textiles	1986, 93	6,5	—	7,2	—	7,2
Pecten Cameroon Company	Extraction de combustibles	1992	24,5	24,5	11,3	—	11,3
Société de Production, de Collecte, de Transformation et de Conditionnement de Légumes	Industries agro-alimentaires	1994	1,1	—	1,1	—	1,1
Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, S.A.	Industries agro-alimentaires	1985	1,6	—	—	0,6	0,6
United Transport Cameroon	Infrastructure	1994	1,1	—	1,1	—	1,1
						<b>20,7</b>	<b>1,5</b>
							<b>22,2</b>
<b>Cap-Vert</b>							
Empreendimentos Turísticos Limitada	Hotels et tourisme	1995	1,0	—	1,0	—	1,0
Growela Cabo Verde, Limitada	Industries manufacturières	1994	1,0	—	1,0	—	1,0
						<b>2,0</b>	<b>—</b>
							<b>2,0</b>
<b>Congo</b>							
Congolaise des Bois Imprégnés, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1987	2,1	—	2,3	—	2,3
Elf Congo	Extraction de combustibles	1995	50,0	—	50,0	—	50,0
						<b>52,3</b>	<b>—</b>
							<b>52,3</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>							
Banque Atlantique-Côte d'Ivoire	Services financiers	1994	5,3	—	5,6	—	5,6

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris le solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revue if)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Côte d'Ivoire (suite)</b>								
Block CI-11 Hydrocarbon Development	Extraction de combustibles	1993, 95	38,7	—	—	38,7	38,7	
Compagnie Ivoirienne de Production d'Électricité	Infrastructure	1995	19,3	—	18,9	1,0	19,8	
Etablissements R. Gonfreville	Textiles	1977, 87	9,2	—	7,1	0,9	7,9	
Filtisac S.A.	Industries manufacturières	1994	1,1	—	1,2	—	1,2	
Industrial Promotion Services (Côte d'Ivoire)	Services financiers	1988	0,8	—	—	0,8	0,8	
Laborex – Côte d'Ivoire	Services industriels et de consommation	1995	3,1	—	3,1	—	3,1	
Multi-Produits (SODIRO)	Industries agro-alimentaires	1994	0,4	—	0,4	—	0,4	
Omnium Chimique et Cosmétique (COSMIVOIRE)	Industries agro-alimentaires	1987, 94	6,9	—	5,4	0,1	5,5	
Omnium de Transformations Alimentaires S.A	Industries agro-alimentaires	1990	0,8	—	—	0,2	0,2	
Plantivoire	Industries agro-alimentaires	1992	1,1	—	1,2	—	1,2	
Pêchazur, S.A.R.L.	Industries agro-alimentaires	1990, 93	1,1	—	0,6	—	0,6	
Société des Industries Alimentaires et Laitières "SIALIM"	Industries agro-alimentaires	1988, 90	4,9	—	2,0	0,4	2,4	
Société Interagri S.A.	Industries agro-alimentaires	1993	1,0	—	1,1	—	1,1	
						<b>46,4</b>	<b>42,1</b>	<b>88,5</b>
<b>Gabon</b>								
Compagnie Minière de L'Ogooué	Mines et extraction des métaux	1989, 92	36,0	—	14,1	—	14,1	
						<b>14,1</b>	<b>—</b>	<b>14,1</b>
<b>Gambie, la</b>								
Kombo Beach Hotel Limited	Hotels et tourisme	1984, 90	2,8	—	2,6	1,9	4,4	
Lyefish Company Limited	Industries agro-alimentaires	1995	0,4	—	0,4	—	0,4	
Makumbaya Farms Limited	Industries agro-alimentaires	1991	0,9	—	0,6	0,4	0,9	
Ndebaan Medi-Services Company Limited	Services industriels et de consommation	1994	0,2	—	0,2	—	0,2	
Pelican Seafood (Gambia) Limited	Industries agro-alimentaires	1991	1,1	—	1,1	—	1,1	
Radville Cold Stores Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,8	—	0,8	—	0,8	
						<b>5,5</b>	<b>2,2</b>	<b>7,7</b>
<b>Ghana</b>								
Afariwaa Farms and Livestock Products Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,4	—	0,4	—	0,4	
Alugan Company Limited	Mines et extraction des métaux	1990	0,3	—	0,2	—	0,2	
Appiah Menka Complex Limited	Chimie et pétrochimie	1991	0,9	—	0,6	—	0,6	
Ashanti Goldfields Company Limited	Mines et extraction des métaux	1985, 90, 92, 93	87,5	132,5	60,6	—	60,6	
Billiton Bogosu Gold Limited	Mines et extraction des métaux	1988, 90, 91, 95	21,2	29,0	15,0	1,9	16,9	
CAL Merchant Bank Limited	Services financiers	1990, 91, 93	8,9	—	5,6	0,9	6,4	
Combined Farmers Limited	Industries agro-alimentaires	1993	0,4	—	0,3	—	0,3	

## Portefeuille d'investissements : Afrique subsaharienne

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>2</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Ghana (suite)</b>								
Dupaul Wood Treatment (Ghana) Limited	Bois, pâte à papier et papier	1995	1,0	—	1,0	—	1,0	
Ecobank Ghana Limited	Services financiers	1993	6,0	—	5,7	—	5,7	
Ghana Aluminium Products Limited	Mines et extraction des métaux	1992	0,4	—	—	0,4	0,4	
Ghana Cement Works Limited	Ciments et matériaux de construction	1994	3,0	—	3,0	—	3,0	
Ghana Household Utilities Manufacturing Company Limited	Industries manufacturières	1994	0,6	—	0,5	—	0,5	
Ghana Leasing Company Limited	Services financiers	1993, 94	5,8	—	5,0	0,8	5,8	
Ghanaian Australian Goldfields Limited	Mines et extraction des métaux	1990, 92	19,9	18,5	11,0	3,0	14,0	
Hotel Investments (Ghana) Limited	Hotels et tourisme	1991, 92	4,2	—	3,3	—	3,3	
Packrite Cartons and Packaging Industries Ltd.	Bois, pâte à papier et papier	1992	0,6	—	0,4	—	0,4	
Palm Royale Apartment Hotel Company Limited	Hotels et tourisme	1994	1,0	—	1,0	—	1,0	
Polytex Industries Limited	Industries manufacturières	1993	0,4	—	0,3	—	0,3	
Primewood Products Limited	Bois, pâte à papier et papier	1993	1,2	—	1,2	—	1,2	
Securities Discount Company	Services financiers	1991	0,2	—	—	0,2	0,2	
Shangri-la Hotel	Hotels et tourisme	1995	0,3	—	0,3	—	0,3	
Wahome Steel Limited	Mines et extraction des métaux	1990, 93	5,2	—	2,9	0,4	3,4	
					<b>118,2</b>	<b>7,6</b>	<b>125,9</b>	
<b>Guinée</b>								
Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée	Services financiers	1987	1,0	—	—	1,0	1,0	
Ciments de Guinée	Ciments et matériaux de construction	1994	1,5	—	1,5	—	1,5	
Société Aurifère de Guinée S.A.	Mines et extraction des métaux	1988	8,3	—	7,6	—	7,6	
Société Guinéenne d'Hôtellerie et d'Investissements	Hotels et tourisme	1995	4,4	—	3,8	0,6	4,4	
					<b>12,9</b>	<b>1,6</b>	<b>14,5</b>	
<b>Guinée-Bissau</b>								
Agribissau, S.A.R.L.	Industries agro-alimentaires	1995	0,8	—	0,8	0,1	0,8	
					<b>0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	
<b>Kenya</b>								
Allpack Industries Limited	Bois, pâte à papier et papier	1992, 93	0,4	—	—	0,4	0,4	
Aura Garments Manufacturing Limited	Textiles	1994	0,3	—	0,3	—	0,3	
Capital Fish Kenya Limited	Industries agro-alimentaires	1995	0,6	—	0,6	—	0,6	
Development Finance Company of Kenya Limited	Services financiers	1980, 84	6,4	—	—	1,3	1,3	
Diamond Trust of Kenya Limited	Services financiers	1982	0,8	—	—	0,8	0,8	
East Africa Reinsurance Company Limited	Services financiers	1994	1,1	—	—	1,1	1,1	
Equatorial Beach Properties Limited	Hotels et tourisme	1986	3,7	—	5,8	—	5,8	



## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et abligé	Secteur	Exercices ou cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Kenya (suite)</b>								
Frigoken Ltd.	Industries agro-alimentaires	1990	0,1	—	—	0,1	0,1	
Future Hotels Limited	Hotels et tourisme	1993	0,5	—	0,5	—	0,5	
Industrial Promotion Services (Kenya) Limited	Services financiers	1982, 87	1,1	—	—	1,1	1,1	
Integrated Wood Complex Limited	Bois, pâte à papier et papier	1992	0,4	—	0,4	—	0,4	
International Hotels (Kenya) Limited	Hotels et tourisme	1995	6,0	—	6,0	—	6,0	
Kihingo Roses Limited	Industries agro-alimentaires	199	0,5	—	0,5	—	0,5	
Leather Industries of Kenya Limited	Industries manufacturières	1984, 92	1,9	—	—	0,6	0,6	
Malaa Industries Limited	Industries agro-alimentaires	1991	0,7	—	0,5	0,2	0,7	
Mosi Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,3	—	0,3	—	0,3	
Novaskins Tannery Ltd.	Industries manufacturières	1991	0,1	—	—	0,1	0,1	
Panafrican Paper Mills (E.A.) Ltd.	Bois, pâte à papier et papier	1970, 74, 77, 79, 81, 88, 90, 94	54,0	4,0	21,4	4,5	25,9	
Premier Foods Industries Ltd.	Industries agro-alimentaires	1989	0,1	—	—	0,1	0,1	
Premier Refrigeration and Engineering Ltd.	Industries agro-alimentaires	1989	0,1	—	—	0,1	0,1	
Rift Valley Textiles Limited (RIVAT19)	Textiles	1976	9,6	1,3	2,4	—	2,4	
Sawa Flora Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,5	—	0,3	0,2	0,5	
Tourism Promotion Services (Kenya) Ltd.	Hotels et tourisme	1972	1,6	0,8	—	+	+	
Ukulima Tools Ltd.	Véhicules à moteur et accessoires	1988, 92	0,1	—	—	0,1	0,1	
Vegpro Kenya Limited	Industries agro-alimentaires	1995	1,0	—	1,0	—	1,0	
Waterfront Hospitality Limited	Hotels et tourisme	1994	1,0	—	1,0	—	1,0	
						<b>41,1</b>	<b>10,8</b>	<b>51,9</b>
<b>Libéria</b>								
Liberian Bank for Development and Investment	Services financiers	1966, 77, 84	0,7	—	—	0,1	0,1	
						—	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>Madagascar</b>								
Aquaculture de la Mahajamba (AQUALMA)	Industries agro-alimentaires	1992, 93	4,4	—	3,8	0,6	4,4	
BNI-Crédit Lyonnais Madagascar, S.A.	Services financiers	1992	2,6	—	—	2,6	2,6	
Financière D'Investissement ARO	Services financiers	1990, 91	0,5	—	—	0,5	0,5	
La Cotonnière d'Antsirabe (COTONA) S.A.	Textiles	1986, 90	11,1	—	3,2	—	3,2	
Les Pêcheries de Nossi Be, S.A.	Industries agro-alimentaires	1984, 90	6,3	—	3,5	0,2	3,7	
Société Textile de Mahajunga S.A.	Textiles	1977, 87	15,0	—	2,1	0,3	2,4	
						<b>12,5</b>	<b>4,2</b>	<b>16,7</b>
<b>Malawi</b>								
Ethanol Company Limited	Chimie et pétrochimie	1981, 82	2,5	—	—	0,2	0,2	
Leasing and Finance Company of Malawi Limited, The	Services financiers	1986, 90	0,2	—	—	0,2	0,2	
Stockbrokers Malawi Limited	Services financiers	1995	0,1	—	—	0,1	0,1	
Vipha Plywoods and Allied Industries Limited	Bois, pâte à papier et papier	1987	4,4	—	2,3	—	2,3	
						<b>2,3</b>	<b>0,5</b>	<b>2,9</b>

## Portefeuille d'investissements : Afrique subsaharienne

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Mali</b>								
Grand Hôtel de Bamako	Hotels et tourisme	1994	1,0	—	1,0	—	1,0	
La Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola S.A.	Mines et extraction des métaux	1995	39,8	25,0	35,0	4,8	39,8	
Société Minière de Syama	Mines et extraction des métaux	1994	25,5	—	24,1	1,4	25,5	
					<b>60,1</b>	<b>6,2</b>	<b>66,3</b>	
<b>Maurice</b>								
Big Game Fishing Company Limited	Hotels et tourisme	1992	0,2	—	0,1	—	0,1	
Consolidated Steel Limited	Mines et extraction des métaux	1992	0,7	—	0,3	0,2	0,5	
Dinarobin Inns and Motels Limited	Hotels et tourisme	1971, 92	6,5	0,1	4,3	—	4,3	
General Haulage Limited	Infrastructure	1991	0,1	—	—	+	+	
Mauritius Fund Limited	Services financiers	1993	5,0	—	—	5,0	5,0	
Socota Textile Mills Limited	Textiles	1987	6,0	—	1,5	1,0	2,4	
Textile Industries Limited	Textiles	1990	3,1	—	1,9	—	1,9	
					<b>8,1</b>	<b>6,2</b>	<b>14,3</b>	
<b>Mauritanie</b>								
Mines d'Or d'Akjoujt, S.A.	Mines et extraction des métaux	1991	4,2	—	0,6	0,8	1,4	
					<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	
<b>Mozambique</b>								
Companhia Agro-Industrial Lonrho-Mozambique Limitada	Industries agro-alimentaires	1987	2,7	—	1,2	—	1,2	
Hoteis Polana Limitada	Hotels et tourisme	1993	3,5	—	3,0	—	3,0	
					<b>4,2</b>	<b>—</b>	<b>4,2</b>	
<b>Namibie</b>								
Pescanova Holdings of Namibia Limited	Industries agro-alimentaires	1995	6,5	—	6,5	—	6,5	
					<b>6,5</b>	<b>—</b>	<b>6,5</b>	
<b>Nigéria</b>								
Arewa Textiles PLC	Textiles	1964, 67, 92	6,6	0,7	5,5	0,6	6,0	
Canplas Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1993	0,6	—	0,3	0,2	0,5	
Eterna Industries Limited	Chimie et pétrochimie	1995	0,9	—	0,9	—	0,9	
Farbest Industries Nigeria Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,2	—	0,2	—	0,2	
First Securities Discount House	Services financiers	1993	0,9	—	—	0,9	0,9	
Ikeja Hotel PLC	Hotels et tourisme	1981, 85, 88	12,3	—	—	1,5	1,5	
Mobil Producing Nigeria Unlimited	Extraction de combustibles	1991	75,0	95,0	52,5	—	52,5	
Nigerian-American Merchant Bank Limited	Services financiers	1991	7,6	—	2,4	—	2,4	
Orman Industries Limited	Industries agro-alimentaires	1993	0,1	—	0,1	—	0,1	
Stark Industries Limited	Bois, pâte à papier et papier	1991	0,3	—	0,2	—	0,2	
Tourist Company of Nigeria Limited	Hotels et tourisme	1994	17,5	—	15,0	2,5	17,5	

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris le solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations		
<b>Nigéria (suite)</b>								
Vincent Standard Steel Industries Nigeria Limited	Mines et extraction des métaux	1992	0,8	—	0,4	—	0,4	
					<b>77,5</b>	<b>5,5</b>	<b>83,0</b>	
<b>Ouganda</b>								
Clovergem Celtel Limited	Infrastructure	1995	5,6	—	5,0	0,6	5,6	
Clovergem Fish and Foods Limited	Industries agro-alimentaires	1993	0,9	—	0,8	—	0,8	
Development Finance Company of Uganda Limited	Services financiers	1985, 93	1,0	—	—	1,0	1,0	
Jubilee Insurance Company Uganda Limited	Services financiers	1993	0,1	—	—	0,1	0,1	
Nile Roses Ltd.	Industries agro-alimentaires	1993	0,3	—	0,3	—	0,3	
Polypack Limited	Industries manufacturières	1995	1,0	—	1,0	—	1,0	
Rainbow Academy Limited	Services industriels et de consommation	1995	0,8	—	0,8	—	0,8	
Rwenzori Properties Limited	Services industriels et de consommation	1994	1,0	—	0,8	0,2	1,0	
Skyblue Apart-Hotel	Hotels et tourisme	1994	0,5	—	0,5	—	0,5	
Sugar Corporation of Uganda Limited	Industries agro-alimentaires	1984	8,0	—	6,0	—	6,0	
Uganda Leasing Company Limited	Services financiers	1995	0,3	—	—	0,3	0,3	
Uganda Tea Corporation Limited	Industries agro-alimentaires	1985	2,8	—	2,8	—	2,8	
					<b>18,0</b>	<b>2,2</b>	<b>20,2</b>	
<b>Rwanda</b>								
Société Rwandaise des Allumettes (SORWAL) S.A.R.L.	Bois, pâte à papier et papier	1988	0,5	—	0,3	0,2	0,5	
					<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	
<b>Sénégal</b>								
African Seafood, S.A.	Industries agro-alimentaires	1986	4,1	—	—	0,2	0,2	
Banque de l'Habitat du Sénégal, S.A.	Services financiers	1980	0,5	—	—	0,5	0,5	
Industries Chimiques du Sénégal, S.A.	Engrais	1982, 88	15,1	—	6,3	—	6,3	
Société des Exportateurs du Sénégal, S.A.	Industries agro-alimentaires	1994	0,2	—	0,2	—	0,2	
Société Générale de Crédit Automobile, S.A.	Services financiers	1994	0,2	—	—	0,2	0,2	
					<b>6,5</b>	<b>0,8</b>	<b>7,3</b>	
<b>Seychelles</b>								
PTD Limited - The Paradise Hotel	Hotels et tourisme	1993	3,8	2,5	3,8	—	3,8	
					<b>3,8</b>	<b>—</b>	<b>3,8</b>	
<b>Sierra Leone</b>								
Sierra Leone Ore and Metal Company	Mines et extraction des métaux	1994	3,0	—	3,0	—	3,0	
Sierra Rutile Limited	Mines et extraction des métaux	1992	15,0	—	13,7	—	13,7	
					<b>16,7</b>	<b>—</b>	<b>16,7</b>	

## Portefeuille d'investissements : Afrique subsaharienne

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour le compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicots	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Swaziland</b>							
Mbabane Concrete Centre (Pty) Limited	Ciments et matériaux de construction	1992	0,7	—	0,4	—	0,4
Natex Swaziland Limited	Textiles	1985, 88, 93	12,6	—	8,3	3,7	12,0
Royal Swaziland Sugar Corporation Limited, The	Industries agro-alimentaires	1978, 86	10,0	—	—	0,5	0,5
Spintex Holdings Swaziland	Textiles	1990	3,7	—	—	3,7	3,7
Swazi Paper Mills Limited	Bois, pâte à papier et papier	1995	5,0	—	5,0	—	5,0
Swaziland Industrial Development Company Limited	Services financiers	1987, 93	3,3	—	1,6	1,0	2,7
					<b>15,3</b>	<b>9,0</b>	<b>24,3</b>
<b>Tanzanie</b>							
Eurafrican Bank (Tanzania) Limited	Services financiers	1995	0,7	—	—	0,7	0,7
Moshi Leather Industries Limited	Industries manufacturières	1995	0,3	—	—	0,3	0,3
Mufindi Tea Company Limited	Industries agro-alimentaires	1991	1,7	—	1,6	—	1,6
Nomad Safaris (Tanzania) Limited	Hotels et tourisme	1994	0,2	—	0,2	—	0,2
Raffia Bags Tanzania Limited	Industries manufacturières	1995	0,5	—	0,5	—	0,5
Tanganyika Bus Services Company Limited	Services industriels et de consommation	1994	0,3	—	0,2	—	0,2
Tanganyika Sisal Spinning Company Limited	Industries agro-alimentaires	1990	1,2	—	0,9	—	0,9
Tanzania Breeders and Feedmills Limited	Industries agro-alimentaires	1995	1,0	—	1,0	—	1,0
Tanzania Breweries Limited	Industries agro-alimentaires	1995	17,0	7,4	11,0	6,0	17,0
Tourism Promotion Services (Tanzania) Limited	Hotels et tourisme	1994	9,1	—	8,0	1,1	9,1
Tourism Promotion Services (Zanzibar) Limited	Hotels et tourisme	1995	1,4	—	1,3	0,2	1,4
					<b>24,6</b>	<b>8,2</b>	<b>32,8</b>
<b>Togo</b>							
Société Togolaise de Produits Marins - STPM	Industries agro-alimentaires	1992, 95	0,3	—	0,3	0,1	0,4
Togotex International S.A.	Textiles	1990	1,7	—	—	1,7	1,7
					<b>0,3</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>
<b>Zaïre</b>							
Grands Hôtels du Zaïre, S.Z.A.R.L.	Hotels et tourisme	1985	15,0	—	7,8	—	7,8
Société de Télécommunications Cellulaires (TELECEL)	Infrastructure	1992	6,0	—	3,6	—	3,6
Société Textile de Kisangani, S.Z.A.R.L.	Textiles	1985	8,9	—	11,4	0,4	11,8
Utexafrica, S.P.R.L. and Usines Textiles Cotonnières de Kinshasa (Utexco), S.Z.A.R.L.	Textiles	1988	13,5	—	15,4	—	15,4
					<b>38,2</b>	<b>0,4</b>	<b>38,6</b>
<b>Zambie</b>							
Big Five Car Hire Zambia Limited	Services industriels et de consommation	1994	0,6	—	0,6	—	0,6
Kafue Textile of Zambia Limited	Textiles	1980, 85	10,5	—	6,5	—	6,5
Kaila Lodge Limited	Hotels et tourisme	1995	0,2	—	0,2	—	0,2
Zambia Bata Shoe Company Limited	Industries manufacturières	1972, 73	1,1	1,1	—	0,2	0,2
Zambia Hotel Properties Limited	Hotels et tourisme	1984, 91	7,5	13,5	6,0	—	6,0
					<b>13,2</b>	<b>0,2</b>	<b>13,4</b>

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et abligé	Secteur	Exercices ou cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>2</sup> (millions de dollars)		Investissement détenus pour la compte de la SFI, y compris so de non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Participations (au prix c à revier)	Prêts	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Zimbabwe</b>								
Abercrombie and Kent Safaris (Private) Limited	Hotels et tourisme	1995	0,5	—	0,5	—	0,5	
Barclays Bank of Zimbabwe Limited	Services financiers	1991	10,4	10,0	6,7	—	6,7	
Bitumen Construction Services (Pvt) Ltd	Services industriels et de consommation	1995	1,2	—	1,2	—	1,2	
Chimwala Farm (Pvt) Limited	Industries agro-alimentaires	1995	0,5	—	0,5	—	0,5	
Chiparawe (Private) Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,8	—	0,8	—	0,8	
Crest Breeders International (Private) Limited	Industries agro-alimentaires	1986, 94	6,0	—	3,8	0,7	4,5	
First Merchant Bank of Zimbabwe Limited	Services financiers	1991, 92	30,6	15,0	23,9	—	23,9	
FMB Holdings Limited	Services financiers	1991, 92, 95	3,5	—	—	3,5	3,5	
Hippo Valley Estates Limited	Industries agro-alimentaires	1993	9,5	—	9,5	—	9,5	
Interfresh (Private) Limited	Industries agro-alimentaires	1994	2,4	—	2,4	—	2,4	
Mashonaland Holdings Limited	Industries manufacturières	1990	4,7	—	1,8	—	1,8	
Mat-tools and Forging (Private) Limited	Industries manufacturières	1990	0,7	—	0,4	0,3	0,7	
Meikles Consolidated Holdings (Private) Limited	Hotels et tourisme	1992	8,3	—	8,3	—	8,3	
Merchant Bank of Central Africa Limited	Services financiers	1991	13,0	12,5	8,3	—	8,3	
National Blankets Limited	Textiles	1991	6,5	—	3,9	—	3,9	
National Merchant Bank of Zimbabwe Ltd.	Services financiers	1994	5,5	—	4,5	0,5	5,0	
Petrozim Line (Private) Limited	Infrastructure	1992	16,7	16,0	13,4	—	13,4	
Retrofit (Private) Limited	Services industriels et de consommation	1990	0,4	—	—	0,1	0,1	
Standard Chartered Merchant Bank Zimbabwe Limited	Services financiers	1991	15,4	15,0	10,0	—	10,0	
Syfrets Merchant Bank Limited	Services financiers	1991	12,9	12,5	8,3	—	8,3	
T.A. Trading Corporation Private Limited	Hotels et tourisme	1991	2,0	—	1,4	—	1,4	
Tedco Limited **	Industries manufacturières	1994	—	—	0,5	—	0,5	
Triangle Limited	Industries agro-alimentaires	1993	7,0	—	7,0	—	7,0	
Tropico Zimbabwe (Pvt) Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,3	—	0,3	—	0,3	
udc Limited	Services financiers	1985, 87, 88	12,0	—	—	0,4	0,4	
Venture Capital Company of Zimbabwe, Ltd.	Services financiers	1991	0,8	—	—	0,8	0,8	
Victoria Falls Safari Lodge Hotel (Private) Ltd.	Hotels et tourisme	1994	2,8	—	2,5	0,4	2,9	
Wankie Colliery Company Limited	Extraction de combustibles	1981, 93	22,0	10,8	10,0	—	10,0	
Zimbabwe Spinners and Weavers Limited	Textiles	1991	5,0	—	0,8	—	0,8	
Zimtile (Private) Limited **	Ciments et matériaux de construction	1993	—	—	0,4	—	0,4	
					<b>131,1</b>	<b>6,7</b>	<b>137,8</b>	
<b>Investissements régionaux</b>								
Africa Emerging Markets Fund, The	Services financiers	1994	7,5	—	—	7,5	7,5	
African Management Services Company	Services industriels et de consommation	1989	1,4	—	—	1,4	1,4	
					<b>—</b>	<b>8,9</b>	<b>8,9</b>	
<b>Total pour l'Afrique subsaharienne</b>					<b>755,6</b>	<b>143,4</b>	<b>899,0</b>	

## Portefeuille d'investissements : Asie

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>12</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Asie</b>								
<b>Bangladesh</b>								
Bata Shoe Company (Bangladesh) Limited	Industries manufacturières	1985, 86	3,6	1,4	—	0,3	0,3	
Dynamic Textile Industries Limited	Textiles	1992	2,5	2,0	2,5	—	2,5	
Industrial Development Leasing Company of Bangladesh Limited	Services financiers	1985	3,2	—	0,5	0,1	0,6	
Industrial Promotion and Development Company of Bangladesh Limited	Services financiers	1982	1,1	—	—	1,1	1,1	
					<b>3,0</b>	<b>1,5</b>	<b>4,4</b>	
<b>Chine</b>								
China Dynamic Growth Fund L.P.	Services financiers	1994	20,0	—	—	20,0	20,0	
China Walden Management Limited	Services financiers	1994	+	—	—	+	+	
China Walden Venture Investments Limited	Services financiers	1994	7,5	—	—	7,5	7,5	
Crown (China) Electronics Co. Ltd.	Industries manufacturières	1989	15,0	—	7,2	—	7,2	
Dalian Float Glass Company Limited	Industries manufacturières	1995	32,9	30,5	30,5	2,4	32,9	
Guangzhou Peugeot Automobile Company Ltd.	Véhicules à moteur et accessoires	1985, 92	19,5	—	4,7	4,5	9,2	
Nantong Wanfu Special Aquatic Products Co. Ltd.	Industries agro-alimentaires	1995	11,9	10,7	8,3	3,6	11,9	
Newbridge Investment Partners, L.P.	Services financiers	1995	10,0	—	—	10,0	10,0	
Shenzhen China Bicycles Company (Holdings) Limited	Industries manufacturières	1988, 92, 94	20,9	—	10,5	3,4	13,9	
Shenzhen Tai-Yang PCCP Company, Limited	Ciments et matériaux de construction	1993	5,0	—	3,8	1,0	4,7	
Shenzhen-YK Solar Energy Co., Ltd. (SSE)	Industries manufacturières	1989	1,0	—	—	1,0	1,0	
Yantai Mitsubishi Cement Company Limited	Ciments et matériaux de construction	1993	30,7	—	28,7	2,0	30,7	
					<b>93,7</b>	<b>55,4</b>	<b>149,0</b>	
<b>Corée, République de</b>								
Anam Industrial Company Limited	Industries manufacturières	1988	15,7	—	—	15,7	15,7	
Hana Bank	Services financiers	1971, 74, 76, 79, 80, 82, 85, 89, 91, 94	13,9	—	—	6,6	6,6	
Korea Development Investment Corporation	Services financiers	1983, 85, 91	3,9	—	—	3,9	3,9	
Korea Development Leasing Corporation	Services financiers	1977, 79, 87, 90	6,8	10,0	—	1,2	1,2	
Korea Long Term Credit Bank	Services financiers	1968, 74, 76, 77, 78, 80, 90, 94	37,2	8,9	—	24,5	24,5	
Korea Zinc Company, Ltd.	Mines et extraction des métaux	1976, 86, 88	24,6	—	1,6	—	1,6	

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices ou cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissement détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (ou prix c = revier.)	Total des prêts et por- ticipations	
<b>Corée, République de (suite)</b>								
L.G. Electronics	Industries manufacturières	1975, 76, 77, 79, 80, 84, 85, 87, 88, 89, 91, 92, 93	43,7	10,0	—	22,1	22,1	
Sam Kwang Chemical Company Ltd.	Chimie et pétrochimie	1985	0,1	—	—	0,1	0,1	
Seoshin Electronics Company Ltd.	Industries manufacturières	1985	0,3	—	—	0,3	0,3	
Seoul Cad Mold and Tool Company Ltd.	Industries manufacturières	1985	0,1	—	—	0,1	0,1	
					<b>1,6</b>	<b>74,6</b>	<b>76,2</b>	
<b>Fidji</b>								
Ghim Li Fashion (Fiji) Limited	Textiles	1993	1,7	2,5	1,4	—	1,4	
Merchant Bank of Fiji Limited	Services financiers	1987	0,3	—	—	0,3	0,3	
					<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,7</b>	
<b>Inde</b>								
20th Century Asset Management Corporation Limited	Services financiers	1994	0,2	—	—	0,2	0,2	
20TH Century Finance Corporation Limited	Services financiers	1993	8,0	8,0	5,4	0,8	6,2	
Ahmedabad Electricity Company, Limited, The	Infrastructure	1989	20,8	—	20,3	—	20,3	
Arvind Mills Limited	Textiles	1992, 93	20,9	—	—	17,6	17,6	
Bannari Amman Sugars Ltd.	Ciments et matériaux de construction	1987	0,9	—	0,2	—	0,2	
Bihar Sponge Iron Limited	Mines et extraction des métaux	1985, 91	15,9	—	16,7	0,7	17,3	
BSES Limited	Infrastructure	1991	50,0	18,0	50,0	—	50,0	
Centurion Bank Limited	Services financiers	1995	3,9	—	—	3,9	3,9	
Centurion Quantum Growth Scheme	Services financiers	1994	2,4	—	—	2,4	2,4	
CESC Limited	Infrastructure	1991, 93	55,1	30,0	56,0	—	56,0	
Chowgule Steamships Ltd.	Infrastructure	1995	4,6	—	—	4,6	4,6	
City Mills (Private) Limited	Textiles	1987	0,7	—	0,5	—	0,5	
Coromandel Engineering Company, Limited, The	Ciments et matériaux de construction	1987	0,6	—	0,1	—	0,1	
Creditcapital Asset Management Company	Services financiers	1994	0,3	—	—	0,3	0,3	
Creditcapital Venture Fund (India) Limited	Services financiers	1993, 95	1,0	—	—	1,0	1,0	
Deepak Fertilisers and Petrochemicals Corporation Limited	Engrais	1980, 82, 89	11,7	—	1,4	—	1,4	
DLF Cement Limited	Ciments et matériaux de construction	1994	19,4	17,0	15,9	—	15,9	
Export-Import Bank of India	Services financiers	1995	25,0	—	25,0	—	25,0	
Global Trust Bank	Services financiers	1994	3,2	—	—	3,2	3,2	
Great Eastern Shipping Company Limited, The	Infrastructure	1987, 93, 94	28,9	11,3	8,2	13,0	21,2	
Gujarat Ambuja Cements Ltd.	Ciments et matériaux de construction	1994	25,8	—	—	8,2	8,2	
Gujarat State Fertilizers	Chimie et pétrochimie	1989, 92	37,4	—	23,9	—	23,9	

## Portefeuille d'investissements : Asie

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>(1)</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Inde (suite)</b>								
Herdillia Oxides and Electronics Limited	Chimie et pétrochimie	1991	0,3	—	—	0,3	—	0,3
Hero Honda Motors Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1987	7,7	—	0,8	—	—	0,8
Hindustan Motors Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1987	15,3	—	13,4	—	—	13,4
Housing Development Finance Corporation Limited	Services financiers	1978, 87, 91, 93	47,8	60,0	40,0	3,4	—	43,4
IFGL Refractories Limited	Mines et extraction des métaux	1992, 94	1,1	—	—	1,1	—	1,1
IL&FS Stockbroking & Investment Company Limited	Services financiers	1995	0,3	—	—	0,3	—	0,3
India Equipment Leasing Limited	Services financiers	1986, 93, 94, 95	3,8	—	2,8	0,8	—	3,6
India Lease Development Limited	Services financiers	1986, 91, 95	4,6	—	2,2	0,9	—	3,0
Indian Rayon Corporation Limited, The	Raffinerie de pétrole	1982, 87	8,2	—	1,1	—	—	1,1
Indo Rama Synthetics (India) Ltd.	Textiles	1992, 94	44,8	—	35,0	9,8	—	44,8
Indus Venture Capital Fund I	Services financiers	1992	1,0	—	—	1,0	—	1,0
Indus Venture Management Limited	Services financiers	1992	+	—	—	+	—	+
Information Technology Fund	Services financiers	1994	0,6	—	—	0,6	—	0,6
Infrastructure Leasing and Financial Services Limited	Services financiers	1991, 93, 95	44,9	—	40,0	4,9	—	44,9
Invel Transmissions Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1988, 95	1,4	—	—	1,4	—	1,4
ITW Signode India Limited	Mines et extraction des métaux	1982, 86, 87, 91, 93	4,0	—	—	1,0	—	1,0
J.M. Share & Stock Brokers Limited	Services financiers	1990, 95	2,4	—	—	1,2	—	1,2
Mahindra & Mahindra Ltd.	Véhicules à moteur et accessoires	1981, 90, 93	28,8	—	7,5	6,5	—	14,0
Mahindra Ugin Steel Company, Ltd.	Mines et extraction des métaux	1964, 75, 79, 90	14,2	0,1	—	1,7	—	1,7
Modi Cement Limited	Ciments et matériaux de construction	1985	—	13,0	—	20,9	—	20,9
N B Footwear Limited	Industries manufacturières	1987	0,5	—	0,2	—	—	0,2
Nicco-Uco Financial Services Limited	Services financiers	1993	3,1	—	2,6	0,1	—	2,8
Nippon Denro Ispat Limited (NDIL)	Mines et extraction des métaux	1992, 95	75,8	60,0	70,0	5,8	—	75,8
NSL Limited	Mines et extraction des métaux	1982	1,4	—	—	0,1	—	0,1
Paharpur Cooling Towers Limited	Industries manufacturières	1987	0,9	—	0,4	—	—	0,4
Prism Cement Limited	Ciments et matériaux de construction	1995	20,0	15,0	15,0	5,0	—	20,0
SKF Bearings India Limited	Industries manufacturières	1992	11,5	—	10,5	—	—	10,5
SPIC Fine Chemicals Ltd.	Industries manufacturières	1991, 95	1,9	—	—	1,9	—	1,9
SRF Finance Limited	Services financiers	1995	20,0	—	15,0	5,0	—	20,0
Switching Technologies Guenther Limited	Industries manufacturières	1987	1,0	—	0,5	—	—	0,5



## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris sc de non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revier)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Inde (suite)</b>								
Tan India Limited	Chimie et pétrochimie	1987	0,5	—	0,1	—	0,1	
Tata Electric Companies	Infrastructure	1990, 91, 94	130,6	—	125,2	—	125,2	
Tata Iron and Steel Company Limited, The	Mines et extraction des métaux	1981, 86, 89, 93, 94	98,4	16,7	20,4	15,4	35,8	
Tata Keltron Ltd.	Industries manufacturières	1989, 90, 92	0,6	—	—	0,6	0,6	
Taurus The Starshare	Services financiers	1994	7,2	—	—	7,2	7,2	
Technology Development and Information Company of India	Services financiers	1991	2,1	—	—	2,1	2,1	
Titan Watches Limited	Industries manufacturières	1987, 89, 90, 93	20,9	—	10,3	1,0	11,3	
Triveni Oilfields Services Limited	Extraction de combustibles	1991, 93	1,1	—	—	1,1	1,1	
UCAL Fuel Systems Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1990	0,6	—	—	0,6	0,6	
Varun Shipping Company Limited	Infrastructure	1991	16,7	—	11,3	1,3	12,6	
Wires & Fabriks (S.A.) Limited, Jaipur	Industries manufacturières	1987	0,4	—	0,2	—	0,2	
					<b>669,2</b>	<b>138,0</b>	<b>807,1</b>	
<b>Indonésie</b>								
Prudential Asia Indonesia Trust	Services financiers	1994	6,8	—	—	6,8	6,8	
PT Citimas Capital Indonesia	Services financiers	1995	1,3	—	—	1,3	1,3	
P.T. Agro Muko	Industries agro-alimentaires	1991	12,7	—	9,6	2,2	11,8	
P.T. Argo Pantes	Textiles	1991	43,0	53,0	22,5	13,0	35,5	
P.T. Asia Wisata Promosindo **	Hotels et tourisme	1994	—	—	2,6	—	2,6	
P.T. Astra International, Incorporated	Véhicules à moteur et accessoires	1990, 91, 94	33,3	—	—	22,4	22,4	
P.T. Asuransi Jiwa Dharmala Manulife	Services financiers	1988	0,3	—	—	0,3	0,3	
P.T. Bakrie Kasei Corporation	Chimie et pétrochimie	1992, 95	72,6	95,0	60,0	12,6	72,6	
P.T. Bakrie Kasei Pet Corporation	Chimie et pétrochimie	1995	14,0	—	12,0	2,0	14,0	
P.T. Bakrie Pipe Industries	Industries manufacturières	1995	29,5	—	29,5	—	29,5	
P.T. Bali Holiday Village	Hotels et tourisme	1988	3,5	2,0	0,9	—	0,9	
P.T. BBL Dharmala Finance	Services financiers	1993	5,0	—	3,2	—	3,2	
P.T. Bunas Finance Indonesia	Services financiers	1995	10,0	6,0	10,0	—	10,0	
P.T. Indo-Rama Synthetics	Textiles	1990, 91, 95	65,7	67,5	50,4	8,7	59,2	
P.T. Indonesia Asahi Chemical Industry	Textiles	1992	5,8	—	2,0	1,8	3,8	
P.T. KDLC Bali BancBali Finance	Services financiers	1994	16,1	—	15,0	1,1	16,1	
P.T. KIA Serpilh Mas	Ciments et matériaux de construction	1995	21,4	55,0	15,0	6,4	21,4	
P.T. Lantai Keramik Mas	Ciments et matériaux de construction	1992, 94	8,5	10,0	4,2	3,1	7,3	
P.T. Mitracorp PacificNusantara	Services industriels et de consommation	1993, 95	22,7	—	2,6	20,0	22,6	
P.T. Nusantara Tropical Fruit	Industries agro-alimentaires	1993	9,0	7,0	9,0	—	9,0	
P.T. Pama Indonesia	Services financiers	1994	0,7	—	—	0,7	0,7	
P.T. Panin Overseas Finance	Services financiers	1995	1,9	—	—	1,9	1,9	

## Portefeuille d'investissements : Asie

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a)</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Indonésie (suite)</b>								
P.T. PDFCI Bank	Services financiers	1974	0,5	—	—	0,3	0,3	
P.T. Rimba Partikel Indonesia	Bois, pâte à papier et papier	1992	10,5	10,0	11,3	0,6	11,9	
P.T. Samudera Indonesia	Infrastructure	1993	17,0	3,0	11,0	5,0	16,0	
P.T. Saripuri Permai Hotel (SPH)	Hotels et tourisme	1994	11,6	24,0	8,0	3,6	11,6	
P.T. Saseka Gelora Finnce	Services financiers	1982, 85, 94	1,9	—	1,5	0,4	1,9	
P.T. Semen Andalas Indonesia	Ciments et matériaux de construction	1980, 88	33,5	28,5	12,6	9,8	22,3	
P.T. Sinar Pure Foods International **	Industries agro-alimentaires	1994	—	—	0,9	—	0,9	
P.T. South Pacific Viscose	Textiles	1993	20,0	25,0	17,3	—	17,3	
P.T. Swadharma Kerry Satya	Hotels et tourisme	1992	35,0	51,0	35,0	—	35,0	
P.T. Unitex	Textiles	1971	1,6	1,8	—	0,3	0,3	
SEAVI Indonesia Aruba A.V.V.	Services financiers	1993	1,5	—	—	1,5	1,5	
					<b>346,3</b>	<b>126,0</b>	<b>472,2</b>	
<b>Malaisie</b>								
Malaysian Ventures (Two) Sdn Bhd.	Services financiers	1992	1,0	—	—	1,0	1,0	
Malaysian Ventures Management Incorporated Sdn. Berhad II	Services financiers	1992	+	—	—	+	+	
SEAVI Project - Malaysian Ventures Berhad	Services financiers	1985	0,8	—	—	0,2	0,2	
Twenty First Century Oleochemicals Sdn. Bhd.	Chimie et pétrochimie	1990	5,2	3,4	3,7	0,7	4,4	
					<b>3,7</b>	<b>1,9</b>	<b>5,6</b>	
<b>Népal</b>								
Soaltee Hotel Limited	Hotels et tourisme	1975, 93	3,9	—	0,5	0,4	1,0	
					<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	
<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>								
ZZZ PNG Cannery Pty., Limited	Industries agro-alimentaires	1994	13,0	—	12,0	1,0	13,0	
					<b>12,0</b>	<b>1,0</b>	<b>13,0</b>	
<b>Philippines</b>								
All Asia Capital and Trust Corporation	Services financiers	1980, 83, 89, 90, 95	32,3	5,0	25,0	2,8	27,8	
Avantex Mill Corporation	Textiles	1991	13,2	—	8,4	2,0	10,4	
Bacnotan Cement Corporation	Ciments et matériaux de construction	1993	23,6	—	15,6	5,6	21,2	
Best Chemicals and Plastics, Inc.	Chimie et pétrochimie	1991	8,5	—	4,2	2,0	6,2	
Davao Union Cement Corporation	Ciments et matériaux de construction	1981, 92	9,8	—	—	0,8	0,8	
General Milling Corporation	Industries agro-alimentaires	1979, 90	5,7	—	—	1,7	1,7	
Hambrecht & Quist Philippine Ventures - II	Services financiers	1994	2,5	—	—	2,5	2,5	
Hambrecht & Quist Venture Captal Fund	Services financiers	1989	2,3	—	—	2,3	2,3	
Hopewell Energy (Philippines) Corporation	Infrastructure	1991	11,0	—	—	1,0	1,0	
Hopewell Power (Philippines), Corporation	Infrastructure	1993	70,0	11,0	60,0	10,0	70,0	

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Participations (au prix de revue if)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Philippines (suite)</b>							
Mactan Shangri-La Hotel & Resort Inc.	Hotels et tourisme	1993	12,0	12,0	11,0	—	11,0
Makati Shangri-La Hotel and Resorts Inc.	Hotels et tourisme	1991	28,7	28,7	19,7	—	19,7
Manila Electric Company	Infrastructure	1967, 89	34,3	3,0	28,5	—	28,5
Maria Cristina Chemical Industries, Inc.	Mines et extraction des métaux	1974, 79	2,2	—	—	0,4	0,4
Northern Mindanao Power Corporation	Infrastructure	1992, 93	17,0	21,0	12,6	4,5	17,1
Philippine Long Distance Telephone Company	Infrastructure	1970, 87, 88, 90	88,5	40,0	52,5	—	52,5
Pilipinas Shell Petroleum Corporation	Raffinerie de pétrole	1993	46,3	78,6	46,3	—	46,3
Walden AB Ayala Management Co., Inc.	Services financiers	1995	0,1	—	—	0,1	0,1
Walden AB Ayala Ventures Co., Inc.	Services financiers	1995	3,8	—	—	3,8	3,8
					<b>283,9</b>	<b>39,4</b>	<b>323,3</b>
<b>Sri Lanka</b>							
C.K.N. Fund Management (Private) Ltd.	Services financiers	1992	0,1	—	—	0,1	0,1
Lanka Cellular Services (Private) Ltd.	Infrastructure	1994	2,0	—	—	2,0	2,0
Pyramid Unit Trust	Services financiers	1992	0,3	—	—	0,3	0,3
Taj Lanka Hotels Limited	Hotels et tourisme	1981	8,4	10,2	—	0,6	0,6
Union Assurance Limited	Services financiers	1992, 88	1,0	—	—	1,0	1,0
					—	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>
<b>Thaïlande</b>							
Ayudhya Development Leasing Company Limited	Services financiers	1992, 93	0,6	—	—	0,6	0,6
Bank of Asia Limited, The	Services financiers	1992, 93, 95	27,2	—	—	17,5	24,7
Bumrungrad Medical Center Company Limited	Services industriels et de consommation	1994	27,2	35,0	25,0	2,2	27,2
Central Plaza Hotel Company Limited	Hotels et tourisme	1993	13,9	—	—	13,9	13,9
Central Sukhontha Company, Limited	Hotels et tourisme	1993	7,0	—	7,0	—	7,0
Chao Khun Agro Products Company Limited	Industries agro-alimentaires	1994	0,4	—	—	0,4	0,4
Collection Industrial Associated (Bangkok) Ltd.	Industries manufacturières	1990	0,5	—	—	0,5	0,5
Dhana Siam Finance and Securities Public Company Limited	Services financiers	1994	30,0	—	30,0	—	30,0
Finance One Public Company Limited	Services financiers	1995	30,0	150,0	30,0	—	30,0
HMC Polymers Company Limited (HMC)	Chimie et pétrochimie	1988	16,5	11,0	5,4	1,5	6,9
Krung Thai IBJ Leasing Company, Limited	Services financiers	1992	0,4	—	—	0,4	0,4
Ladprao General Hospital Company Ltd.	Services industriels et de consommation	1990	0,3	—	—	0,3	0,3
Peroxythai Limited	Chimie et pétrochimie	1989	10,7	—	8,0	—	8,0
Samui Beach Company, The	Hotels et tourisme	1993	8,0	—	8,0	—	8,0
SEAVI Project	Services financiers	1985, 91	1,5	—	—	1,5	1,5
Seavi Thailand Venture Management Ltd.	Services financiers	1991	+	—	—	+	+
Shin Ho Paper (Thailand) Company, Limited	Bois, pâte à papier et papier	1992, 95	29,5	34,0	20,6	7,5	28,2
Siam Asahi Technoglass Co., Ltd.	Industries manufacturières	1990	8,4	—	—	8,4	8,4

## Portefeuille d'investissements : Asie

Pays, région au autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (ou prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Thaïlande (suite)</b>							
Siam City Cement Co., Ltd.	Ciments et matériaux de construction	1979, 81, 85, 87, 92	59,4	52,0	30,0	—	30,0
Soon Hua Seng Advance Agro Plantation Company Limited	Bois, pâte à papier et papier	1994	10,0	—	10,0	—	10,0
Star Petroleum Refining Company, Limited	Raffinerie de pétrole	1994	100,0	350,0	100,0	—	100,0
Thai Baroda Industries Limited	Textiles	1993	0,8	—	—	0,8	0,8
Top Easy Company Ltd.	Industries manufacturières	1990	0,2	—	—	0,2	0,2
Tuntex Petrochemicals (Thailand) Company, Limited	Chimie et pétrochimie	1994	20,0	137,5	20,0	—	20,0
United Palm Oil Industry Public Company Limited	Industries agro-alimentaires	1995	—	—	—	1,1	1,1
Vinythai Public Company Limited	Chimie et pétrochimie	1995	45,0	70,0	45,0	—	45,0
Wing Fat Group Company Ltd. **	Industries manufacturières	1993	—	—	2,5	—	2,5
					<b>359,0</b>	<b>46,5</b>	<b>405,6</b>
<b>Viet Nam</b>							
Baria Serece Joint Venture Company	Infrastructure	1995	3,0	2,0	3,0	—	3,0
Hanoi Sofitel Métropole Hotel	Hotels et tourisme	1994	8,5	17,5	8,5	—	8,5
					<b>11,5</b>	<b>—</b>	<b>11,5</b>
<b>Divers (Taiwan, Chine)<sup>b</sup></b>							
Asia Cement Corporation	Ciments et matériaux de construction	1970	4,0	0,2	—	+	+
					—	+	+
<b>Investissements régionaux</b>							
Asian Infrastructure Fund	Services financiers	1995	50,0	—	—	50,0	50,0
Asian Infrastructure Fund Management Company Limited L.D.C	Services financiers	1995	0,1	—	—	0,1	0,1
Jardine Fleming Asia Select Limited	Services financiers	1990	11,4	—	—	10,5	10,5
SEAVI Project - South Asia	Services financiers	1985	1,0	—	—	+	+
South East Asia Venture Investment Company III	Services financiers	1994	10,0	—	—	10,0	10,0
South East Asia Venture Investment Management Ltd.	Services financiers	1985	0,1	—	—	0,1	0,1
					—	<b>70,6</b>	<b>70,6</b>
<b>Total pour l'Asie</b>					<b>1 785,6</b>	<b>559,7</b>	<b>2 345,3</b>

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a)</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris le solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>							
<b>Algérie</b>							
Helios S.P.A.	Chimie et pétrochimie	1993	10,0	—	10,0	—	10,0
					<b>10,0</b>	<b>—</b>	<b>10,0</b>
<b>Egypte, République arabe d'</b>							
Abu Soma Development Company	Hotels et tourisme	1994	1,0	—	—	1,0	1,0
Al Bardi Paper Mill Company (S.A.E.)	Bois, pâte à papier et papier	1991	6,2	—	4,1	—	4,1
Alexandria Carbon Black Company, S.A.E.	Raffinerie de pétrole	1993	8,5	—	7,0	1,5	8,5
Alexandria National Iron & Steel Company S.A.E.	Mines et extraction des métaux	1984, 91, 93, 94	31,4	—	20,0	11,4	31,4
Aluminium Sulphate Company of Egypt S.A.E.	Chimie et pétrochimie	1986	0,6	—	—	0,6	0,6
Club Ras Soma Hotel Company	Hotels et tourisme	1994	8,5	4,7	6,1	2,4	8,5
Commercial International Bank S.A.E. of Egypt	Services financiers	1994	15,6	—	—	15,6	15,6
Crocodile Tourist Project Company SAE	Hotels et tourisme	1982, 89	3,0	—	—	1,4	1,4
Delta Sugar Company S.A.E.	Industries agro-alimentaires	1978, 83	14,5	8,0	—	2,5	2,5
Egyptian Tourism Investment Company, S.A.E.	Services financiers	1992	2,0	—	—	2,0	2,0
Horus Investments Limited	Services financiers	1993	+	—	—	+	+
International Egyptian Investments Limited	Services financiers	1993	6,0	—	—	6,0	6,0
Ismailia Misr Poultry Company, S.A.E.	Industries agro-alimentaires	1979, 83	7,6	—	—	1,6	1,6
Meleiha Oil Development and Exploration Project	Extraction de combustibles	1987, 88, 93	41,7	—	—	30,8	30,8
Misr Compressor Manufacturing Company (Mcmc), S.A.E.	Industries manufacturières	1992	11,0	—	8,0	3,0	11,0
Misr Financial Investment Company	Services financiers	1985	0,5	—	—	0,1	0,1
Pioneer Egypt Edible Oil Company S.A.E.	Industries agro-alimentaires	1992	1,2	—	—	+	+
Serena Beach Hotel S.A.E.	Hotels et tourisme	1992	8,7	—	7,5	1,2	8,7
					<b>52,8</b>	<b>81,1</b>	<b>133,8</b>
<b>Jordanie</b>							
Al Keena Hygienic Paper Mill Co. Ltd.	Bois, pâte à papier et papier	1995	8,0	—	8,0	—	8,0
Al Hikma Investment Company Ltd.	Chimie et pétrochimie	1987, 91, 93, 95	9,9	—	5,0	2,7	7,7
Indo-Jordan Chemicals Company Limited	Engrais	1995	30,0	—	30,0	—	30,0
					<b>43,0</b>	<b>2,7</b>	<b>45,7</b>
<b>Kazakhstan</b>							
ABN-AMRO Bank Kazakhstan	Services financiers	1994	2,0	—	—	2,0	2,0
					<b>—</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>
<b>Liban</b>							
Bank of Beirut and the Arab Countries, S.A.L.	Services financiers	1993	6,0	3,0	6,0	—	6,0
Banque Audi, S.A.L.	Services financiers	1993	6,0	3,0	6,0	—	6,0
Banque du Liban et d'Outre Mer S.A.L.	Services financiers	1993	6,0	3,0	6,0	—	6,0
Banque Libanaise pour le Commerce S.A.L.	Services financiers	1994	6,0	3,0	6,0	—	6,0

## Portefeuille d'investissements : Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Liban (suite)</b>							
Banque Libano-Française S.A.L.	Services financiers	1994	6,0	6,0	6,0	—	6,0
Byblos Bank, S.A.L.	Services financiers	1993	6,0	3,0	6,0	—	6,0
Cimenterie Nationale, S.A.L.	Ciments et matériaux de construction	1995	20,0	30,0	20,0	—	20,0
Fransabank S.A.L.	Services financiers	1993, 94	12,0	9,0	12,0	—	12,0
Lebanese Leasing Company, S.A.L.	Services financiers	1995	7,5	7,5	7,5	—	7,5
Société Générale Libano-Européenne de Banque S.A.L.	Services financiers	1994	6,0	6,0	6,0	—	6,0
Uniceramic S.A.L.	Ciments et matériaux de construction	1993	4,0	2,0	3,6	—	3,6
					<b>85,1</b>	<b>—</b>	<b>85,1</b>
<b>Maroc</b>							
Banque Commerciale du Maroc, S.A. (BCM)	Services financiers	1992	12,0	21,0	10,4	—	10,4
Banque Marocaine du Commerce Extérieur, S.A. (BMCE)	Services financiers	1992	12,0	21,0	10,4	—	10,4
Banque Nationale pour le Développement Economique	Services financiers	1963, 78, 84, 86	46,9	40,0	15,7	—	15,7
Ciments du Maroc	Ciments et matériaux de construction	1992, 94	25,2	8,7	26,0	—	26,0
Compagnie Maritime Maroc-Norvégienne (COMARIT)	Infrastructure	1989	4,3	2,0	0,9	—	0,9
Crédit du Maroc, S.A. (CDM)	Services financiers	1992	8,0	14,0	6,9	—	6,9
Crédit Immobilier et Hotelier	Services financiers	1987, 90	67,5	78,4	58,4	—	58,4
Cérame Afrique Industries	Ciments et matériaux de construction	1991	5,4	—	4,1	—	4,1
Euratlas Capital-Développement	Services financiers	1995	4,0	—	—	4,0	4,0
Financière Euratlas	Services financiers	1995	0,1	—	—	0,1	0,1
Internationale de Financement et de Participation	Services financiers	1993	3,9	—	—	3,3	3,3
Settat Filature (SETAFIL)	Textiles	1988, 93	4,7	—	3,6	1,2	4,8
Société ENNASR de Pêche	Industries agro-alimentaires	1991	2,5	—	1,9	—	1,9
Société Marocaine d'Intermédiation Financière	Services financiers	1994	0,5	—	—	0,5	0,5
Société Minière du Bou-Gaffer (SOMIFER)	Mines et extraction des métaux	1980	15,3	—	—	2,3	2,3
					<b>138,4</b>	<b>11,5</b>	<b>149,9</b>
<b>Oman</b>							
Oman ORIX Leasing Company SAOG	Services financiers	1993	5,5	—	5,0	0,5	5,5
United Power Corporation	Infrastructure	1995	19,0	57,0	15,0	4,0	19,0
					<b>20,0</b>	<b>4,5</b>	<b>24,5</b>
<b>Pakistan</b>							
AES Lalpir Limited	Infrastructure	1995	49,6	—	40,0	9,6	49,6
Atlas Lease Limited	Services financiers	1994	10,0	2,2	10,0	—	10,0

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices ou cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour le compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Pakistan (suite)</b>								
Bear Stearns Jahangir Siddiqui Limited	Services financiers	1993	0,8	—	—	0,8	0,8	0,8
BRR Capital Modaraba	Services financiers	1994	10,0	—	10,0	—	10,0	10,0
BSJS-AIM Asset Management Company (BAMCO)	Services financiers	1995	0,3	—	—	0,3	0,3	0,3
Central Depository Company of Pakistan Limited	Services financiers	1993	0,2	—	—	0,2	0,2	0,2
Crescent Greenwood Ltd.	Textiles	1994	19,2	10,0	16,1	3,1	19,2	19,2
D.G. Khan Cement Company Limited	Ciments et matériaux de construction	1995	40,0	40,0	35,0	5,0	40,0	40,0
Equity International (Private) Limited	Services financiers	1992	0,2	—	—	0,2	0,2	0,2
Equity International Modaraba, Limited	Services financiers	1992	0,8	—	—	0,8	0,8	0,8
Exxon Chemical Pakistan Limited	Engrais	1991, 95	46,1	5,0	35,2	9,3	44,5	44,5
Fauji Cement Ltd.	Ciments et matériaux de construction	1994	29,0	20,0	24,0	5,0	29,0	29,0
First International Investment Bank Limited	Services financiers	1990, 92	1,5	—	—	1,5	1,5	1,5
First Leasing Corporation Limited	Services financiers	1994	5,0	—	5,0	—	5,0	5,0
General Tyre and Rubber Company of Pakistan Limited, The	Véhicules à moteur et accessoires	1995	20,4	—	17,7	2,7	20,4	20,4
Hala Spinning Limited	Textiles	1989	3,9	—	5,2	—	5,2	5,2
Hoechst Pakistan Limited	Chimie et pétrochimie	1994	—	—	1,9	—	1,9	1,9
International Housing Finance Limited	Services financiers	1992, 95	9,1	—	8,2	0,9	9,1	9,1
Kohinoor Energy Limited	Infrastructure	1995	31,3	36,6	25,0	6,3	31,3	31,3
Maple Leaf Cement Factory Limited	Ciments et matériaux de construction	1994, 95	35,2	35,0	30,0	5,2	35,2	35,2
Mari Gas Company Limited	Extraction de combustibles	1986, 92	25,5	6,7	17,3	—	17,3	17,3
Millat Tractors Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1988	4,9	—	2,5	—	2,5	2,5
Mohib Textile Mills Limited	Textiles	1994	2,5	—	—	2,5	2,5	2,5
Muslim Commercial Bank Limited	Services financiers	1993	15,0	10,0	15,0	—	15,0	15,0
National Development Leasing Corporation Limited	Services financiers	1985, 94	12,9	3,3	12,5	—	12,5	12,5
Orix Leasing Pakistan Limited	Services financiers	1994	12,5	3,3	12,5	—	12,5	12,5
Packages Limited	Bois, pâte à papier et papier	1965, 81, 82, 87, 92, 94, 95	44,8	20,1	25,6	3,5	29,0	29,0
Pak-Suzuki Motor Company Limited	Véhicules à moteur et accessoires	1990	11,0	—	10,2	—	10,2	10,2
Pakistan Credit Rating Agency	Services financiers	1994	0,2	—	—	0,2	0,2	0,2
Pakistan Industrial Leasing Corporation Limited	Services financiers	1991, 94, 95	20,5	2,2	17,8	1,0	18,8	18,8
Pakistan Petroleum Limited	Extraction de combustibles	1983, 85, 95	46,0	89,0	26,2	1,6	27,8	27,8
Pakistan Services Limited	Hotels et tourisme	1993	15,0	—	12,0	3,0	15,0	15,0
Premier Container Terminal Limited	Infrastructure	1995	13,5	22,0	12,0	1,5	13,5	13,5
Prudential Discount and Guarantee House Limited	Services financiers	1991	0,4	—	—	0,4	0,4	0,4

## Portefeuille d'investissements : Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Pakistan (suite)</b>							
Regent Knitwear Limited	Textiles	1994	16,1	4,8	16,6	—	16,6
Rupafil Limited	Textiles	1993	17,0	—	19,5	0,3	19,9
Sarah Textiles	Textiles	1993	7,5	—	6,0	1,5	7,5
					<b>468,9</b>	<b>66,3</b>	<b>535,3</b>
<b>République kirghize</b>							
Kumtor Gold Company	Mines et extraction des métaux	1995	40,0	—	40,0	—	40,0
					<b>40,0</b>	<b>—</b>	<b>40,0</b>
<b>Tunisie</b>							
Adwya S.A.	Chimie et pétrochimie	1987, 91	2,7	—	0,9	—	0,9
Banque de Développement Economique de Tunisie	Services financiers	1966, 70, 78	2,3	—	—	1,0	1,0
Banque Nationale de Développement Touristique	Services financiers	1969	9,1	1,2	—	1,1	1,1
COMETE Engineering	Services industriels et de consommation	1987, 93	+	—	—	+	+
Idéal Sanitaire	Ciments et matériaux de construction	1993	4,3	—	3,2	1,0	4,3
International Maghreb Merchant Bank (I.M. Bank), S.A.	Services financiers	1995	0,3	—	—	0,3	0,3
Société Industrielle des Textiles (SITEX)	Textiles	1986, 92	13,2	—	4,1	2,2	6,2
Société des Industries Textiles Réunis, S.A.	Textiles	1988	2,1	—	—	1,1	1,1
Société Minière de Bougrine (SMB)	Mines et extraction des métaux	1992, 94	17,1	—	14,0	3,1	17,1
Société Monastirienne Internationale des Textiles	Textiles	1991	5,6	—	3,5	2,8	6,3
Sociétés d'Etudes et de Développement de Sousse-Nord	Hotels et tourisme	1973, 75	3,2	—	—	0,6	0,6
					<b>25,7</b>	<b>13,2</b>	<b>38,9</b>
<b>Investissements régionaux</b>							
Emerging Middle East Fund	Services financiers	1995	7,2	—	—	7,2	7,2
Framlington Maghreb Fund	Services financiers	1995	8,0	—	—	8,0	8,0
Framlington Maghreb, S.A.	Services financiers	1995	+	—	—	+	+
					<b>—</b>	<b>15,2</b>	<b>15,2</b>
<b>Total pour l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord</b>					<b>883,9</b>	<b>196,6</b>	<b>1080,5</b>



# Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris si le non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Participations (au prix de revient)	Prêts	Total des prêts et par- ticipations
<b>Europe</b>							
<b>Bosnie-Herzégovine, République de</b>							
Sour Energoinvest	Industries manufacturières	1985	15,2	—	10,8	—	10,8
Tvornica Kartona I Ambalaze Cazin	Bois, pâte à papier et papier	1977	10,8	7,4	4,8	—	4,8
					15,6		15,6
<b>Bulgarie</b>							
EuroMerchant Balkan Fund SICAV	Services financiers	1995	5,0	—	—	5,0	5,0
					—	5,0	5,0
<b>Chypre</b>							
Dome Investments Limited	Hotels et tourisme	1983	1,5	—	—	0,3	0,3
Leptos Calypso Hotels Limited	Hotels et tourisme	1991	8,4	—	8,0	—	8,0
					8,0	0,3	8,2
<b>Estonie</b>							
Estonian Industrial Leasing Ltd.	Services financiers	1995	0,3	—	—	0,3	0,3
Kunda Nordic Cement A.S.	Ciments et matériaux de construction	1994	10,0	—	6,0	4,0	10,0
Oy RUDUS Ab	Ciments et matériaux de construction	1995	1,5	—	—	1,5	1,5
					6,0	5,7	11,7
<b>Fédération de Russie</b>							
Framlington Russian Investment Fund	Services financiers	1994	8,0	—	—	8,0	8,0
International Moscow Bank	Services financiers	1994	15,0	—	15,0	—	15,0
Nizhniy Newsprint Holdings Limited	Bois, pâte à papier et papier	1995	41,0	45,0	30,0	11,0	41,0
Polar Lights Company	Extraction de combustibles	1994	60,0	—	42,0	—	42,0
Russia Registry Company	Services financiers	1995	1,5	—	—	1,5	1,5
Russian Telecommunications Development Corporation	Infrastructure	1995	7,5	—	—	7,5	7,5
Vasyugan Services Joint Enterprise	Extraction de combustibles	1995	9,0	—	9,0	—	9,0
					96,0	28,0	124,0
<b>Hongrie</b>							
Agroferm Hungarian-Japanese Fermentation Industry Ltd.	Industries agro-alimentaires	1987	11,3	—	7,7	2,7	10,4
Albadomu Malatatermelo Es Kereskedelmi BT	Industries agro-alimentaires	1994	7,4	—	5,9	2,1	8,0
Budapest Bank Limited *	Services financiers	1991	28,8	—	28,4	—	28,4
Csini Form Divataru Kft. **	Textiles	1993	—	—	0,3	—	0,3
Dexter Mold Making Company Limited	Industries manufacturières	1990	3,9	—	—	1,0	1,0
Dunastyr Polisztirolgyarto Rt	Chimie et pétrochimie	1989	18,0	14,4	11,9	3,8	15,6
Euroventures Hungary B.V.	Services financiers	1992	2,8	—	—	2,8	2,8
First Hungarian Investment Advisory Rt.	Services financiers	1990	+	—	—	+	+

## Portefeuille d'investissements : Europe

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Hongrie (suite)</b>								
First Hungary Fund Limited, The	Services financiers	1990	7,5	—	—	3,8	3,8	
Hungarian Telecommunications Investment Company (InvesTel)	Infrastructure	1994	28,5	—	—	28,5	28,5	
Magyar Suzuki Corporation	Véhicules à moteur et accessoires	1991	38,7	—	—	6,5	6,5	
Mirelite Budapest Frozen Food Company, Inc.	Industries agro-alimentaires	1994	9,0	—	6,0	3,0	9,0	
Papa Regional Telephone Company Rt.	Infrastructure	1994	0,5	—	—	0,5	0,5	
Salgotarjan Glass Wool Limited	Industries manufacturières	1988, 89, 92	5,5	—	1,5	2,0	3,5	
Unicbank Rt.	Services financiers	1987, 92	13,2	—	7,0	—	7,0	
Westel 900 GSM Mobil TavkÖzlesi RT	Infrastructure	1995	39,0	—	35,0	4,0	39,0	
Westel Radiotelefon KFT	Infrastructure	1992	15,0	—	10,5	—	10,5	
						<b>114,2</b>	<b>60,6</b>	<b>174,8</b>
<b>Lettonie</b>								
Tilts Communications A/S	Infrastructure	1995	16,4	—	5,4	11,0	16,4	
						<b>5,4</b>	<b>11,0</b>	<b>16,4</b>
<b>Pologne</b>								
Bona Sp. z o. o.	Industries agro-alimentaires	1994	2,0	—	2,0	—	2,0	
Chemagev, Limited	Services industriels et de consommation	1992	4,1	7,6	2,4	1,1	3,5	
Coalbed Methane	Extraction de combustibles	1995	8,7	—	—	8,7	8,7	
Export Development Bank *	Services financiers	1990	20,4	—	13,6	—	13,6	
Globi Polish Retailing Company	Services industriels et de consommation	1995	10,0	—	—	10,0	10,0	
Handlowy-Heller S.A.	Services financiers	1994	0,6	—	—	0,6	0,6	
Huta L.W. Sp. z o.o.	Mines et extraction des métaux	1993	45,1	—	40,2	4,9	45,1	
Intercell Spolka z o.o.	Bois, pâte à papier et papier	1995	18,0	—	11,0	7,0	18,0	
International Bank in Poland (IBP)	Services financiers	1991	3,2	—	—	3,2	3,2	
International Paper - Kwidzyn S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1995	24,0	18,8	24,0	—	24,0	
ITAL-POL Company Ltd. **	Industries manufacturières	1990	—	—	0,1	—	0,1	
Mariusz Malkiewicz **	Industries agro-alimentaires	1990	—	—	+	—	+	
"M.J.A." Partnership **	Bois, pâte à papier et papier	1990	—	—	0,3	—	0,3	
Nesky, Inc.	Véhicules à moteur et accessoires	1995	2,0	—	1,5	0,5	2,0	
Philips Lighting Poland S.A.	Industries manufacturières	1992	15,0	—	13,8	—	13,8	
Pilkington Sandoglass SP. z o.o.	Industries manufacturières	1993	44,7	27,2	39,6	8,3	47,9	
Piotr Ostrowski Partnership in Wetlina	Hotels et tourisme	1990	+	—	0,2	—	0,2	
Poland Investment Fund L.P.	Services financiers	1995	2,3	—	—	2,3	2,3	
Przedsiębiorstwo Przemysłu Miesnego W Opolu Spolka Akcyjna	Industries agro-alimentaires	1994	5,5	—	4,5	1,0	5,5	
Rotter Clothing Enterprises **	Textiles	1990	—	—	+	—	+	
Rybka Ironwork **	Mines et extraction des métaux	1990	—	—	0,2	—	0,2	

# Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>o</sup> (millions de dollars)		Investissement détenu pour le compte de la SFI, y compris so le non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Participations (au prix de revient)	Prêts	Total des prêts et par- ticipations
<b>Pologne (suite)</b>							
Spolka Grasi **	Textiles	1990	—	—	+	—	+
Sprint R.P. Telekom SP. z o. o.	Infrastructure	1995	32,0	45,0	25,0	7,0	32,0
Star Foods Limited **	Industries agro-alimentaires	1994	—	—	1,4	—	1,4
THF Hotel Orbis Bristol Limited Liability Company	Hotels et tourisme	1991	10,7	—	10,2	—	10,2
Waldeman Machelewski **	Industries agro-alimentaires	1990	—	—	0,2	—	0,2
					<b>190,2</b>	<b>54,5</b>	<b>244,7</b>
<b>Portugal</b>							
Al Hikma Farmaceutica (Portugal), Limitada	Chimie et pétrochimie	1991	2,0	—	1,4	—	1,4
Banco Finantia S.A.	Services financiers	1988, 90, 91, 94	10,1	—	—	10,1	10,1
Banco Português de Investimento	Services financiers	1982, 85, 87, 88, 90, 91	22,7	2,0	1,8	—	1,8
Uniao Industrial Textil E Química, SA	Chimie et pétrochimie	1990	6,6	—	4,8	—	4,8
					<b>8,0</b>	<b>10,1</b>	<b>18,1</b>
<b>République tchèque</b>							
Autokola Nova Hut a.s.	Véhicules à moteur et accessoires	1994	16,5	22,2	19,4	—	19,4
Beronit a.s.	Ciments et matériaux de construction	1995	5,0	—	5,0	—	5,0
C.S. Cabot Spol. sr.o.	Raffinerie de pétrole	1993	20,3	—	19,7	—	19,7
Cementarny a Vapenky Mokra A.S.	Ciments et matériaux de construction	1992	17,2	—	—	17,6	17,6
Czech and Slovak Private Equity Fund L.P.	Services financiers	1995	2,5	—	—	2,5	2,5
EZA Sumperk a.s.	Ciments et matériaux de construction	1994	5,8	—	5,8	—	5,8
MaFra a.s.	Industries manufacturières	1994	14,2	—	15,5	—	15,5
Vetropack Moravia Glass A.S.	Industries manufacturières	1994	18,7	—	19,1	—	19,1
Zivnostenska Banka	Services financiers	1992	6,4	—	—	5,4	5,4
					<b>84,6</b>	<b>25,5</b>	<b>110,1</b>
<b>Roumanie</b>							
Alcatel Network Systems Romania S.A.	Infrastructure	1992	2,6	—	0,6	0,7	1,3
Romlease S.A.	Services financiers	1995	0,5	—	—	0,5	0,5
					<b>0,6</b>	<b>1,1</b>	<b>1,7</b>
<b>Slovénie</b>							
Delo Pre-Press Modernization	Industries manufacturières	1991	3,9	—	2,3	—	2,3
ISKRA	Industries manufacturières	1985, 89	23,5	10,6	3,8	—	3,8
LB Leasing	Services financiers	1995	3,6	3,6	3,6	—	3,6
Ljubljanska Banka - Intermarket Factoring	Services financiers	1995	0,2	—	—	0,2	0,2
Salonit Anhovo Industrija Grad Materiala	Ciments et matériaux de construction	1974, 90	10,1	7,5	4,8	—	4,8

## Portefeuille d'investissements : Europe

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>9</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Slovénie (suite)</b>							
Slovenian Development Capital Fund Limited	Services financiers	1995	5,0	—	—	5,0	5,0
Tovarna Avtomobilov in Motorjev Maribor/ Klockner Humboldt-Deutz, A.	Véhicules à moteur et accessoires	1971, 87	36,0	0,9	9,7	—	9,7
Tovarna Avtopnevmatike "Sava-Semperit"	Véhicules à moteur et accessoires	1972, 78, 88	25,4	1,3	3,6	—	3,6
UNIAL - Tovarna Glinice in Aluminija Boris Kidric	Mines et extraction des métaux	1987	35,6	—	12,8	—	12,8
						<b>40,7</b>	<b>5,2</b>
							<b>45,9</b>
<b>Turquie</b>							
Assan Demir ve Sac Sanayi A.S.	Mines et extraction des métaux	1994	15,4	—	16,4	—	16,4
Aytac Dis Ticaret Yatirim Sanayi A.S.	Industries agro-alimentaires	1994	10,0	10,0	8,0	2,0	10,0
Borcelik Celik Sanayii Ticaret A.S.	Mines et extraction des métaux	1995	32,0	—	25,0	7,0	32,0
Cayeli Bakir Isletmeleri A.S.	Mines et extraction des métaux	1993	30,0	45,0	30,0	—	3,0
CBS Holding A.S.	Industries manufacturières	1994, 95	15,0	—	10,0	3,0	13,0
Cerrahogullari T.A.S.	Infrastructure	1994	8,8	—	7,7	—	7,7
Coats (Turkiye) Iplik Sanayii A.S.	Textiles	1989	7,7	—	3,0	—	3,0
Demirbank T.A.S.	Services financiers	1994	15,0	35,0	15,0	—	15,0
Dusa Endustriyel Iplik Sanayi	Chimie et pétrochimie	1989	17,0	8,0	3,4	—	3,4
Eczacibasi Ilac Sanayi ve Ticaret A.S. **	Chimie et pétrochimie	1990	—	—	1,5	—	1,5
Elbo Gaz Mamulleri ve Kontrol Cihazlari Sanayi ve Ticaret A.S.	Industries manufacturières	1992	14,7	4,6	11,8	—	11,8
Elginkan Holding A.S.	Industries manufacturières	1988, 93	30,9	—	20,1	—	20,1
F S P Turizm ve Yatirim A.S.	Hotels et tourisme	1990	12,2	—	14,5	—	14,5
Finansbank, A.S.	Services financiers	1992	10,0	20,6	10,0	—	10,0
Garanti Leasing A.S.	Services financiers	1995	7,0	—	7,0	—	7,0
Global Securities A.S.	Services financiers	1994, 95	1,3	—	—	1,3	1,3
Guney Sanayi ve Ticaret Isletmereli A.S.	Textiles	1987	16,5	—	6,1	—	6,1
Heller Factoring, A.S.	Services financiers	1992	0,5	—	—	0,5	0,5
Is Genel Finansal Kiralama A.S.	Services financiers	1988, 90, 93	4,9	—	4,0	0,9	4,9
Isko Testil Sanayi ve Ticaret A.S.	Textiles	1989	33,2	—	14,2	—	14,2
Kepez Elektrik T.A.S.	Infrastructure	1991	20,2	—	19,0	—	19,0
Kiris Otelcilik Ve Turizm A.S.	Hotels et tourisme	1989, 90	13,0	—	17,7	—	17,7
Kirklareli Cam Sanayii A.S.	Industries manufacturières	1981, 89	31,5	1,7	9,0	—	9,0
Koy-Tur Holding A.S.	Industries agro-alimentaires	1991, 92	12,7	—	7,8	4,1	11,9
Kula Mensucat Fabrikasi A.S.	Textiles	1991	19,4	—	20,8	—	20,8
Medya Holding A.S.	Bois, pâte à papier et papier	1993	12,1	—	11,9	—	11,9
Mis Sut Sanayii, A.S.	Industries agro-alimentaires	1992	15,0	—	8,0	5,0	13,0
NASCO Nasreddin Holding A.S.	Textiles	1992	17,5	5,0	15,0	2,5	17,5
Pinar Entegre ET ve Yem Sanayii A.S.	Industries agro-alimentaires	1984, 94	10,9	—	6,4	—	6,4
Pinar Sut Mamulleri Sanayii A.S.	Industries Agro-Alimentaires	1994	7,5	—	6,9	—	6,9
Ram Dis Ticaret A.S.	Services financiers	1989, 92	18,2	56,5	15,0	—	15,0

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris sc de non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revier t)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Turquie (suite)</b>							
Sanko Santral Konfeksiyon Sanayii ve Ticaret A.S.	Textiles	1989	6,4	—	6,1	—	6,1
Sariville Turistik Tesisler A.S.	Hotels et tourisme	1989	4,8	—	1,8	2,2	4,0
Silkar Turizm Yatirim ve Isletmeleri A.S.	Hotels et tourisme	1986, 90	19,3	9,8	10,8	4,9	15,7
Sise ve Cam Fabrikalari A.S.	Industries manufacturières	1993	10,8	10,0	7,7	—	7,7
Trakya Cam Sanayii A.S.	Industries manufacturières	1979, 83, 84, 89, 91	65,1	31,4	17,8	6,4	24,2
Turk Ekonomi Bankasi, A.S.	Services financiers	1995	20,0	20,0	20,0	—	20,0
Turkiye Garanti Bankasi A.S.	Services financiers	1993	20,0	80,0	20,0	—	20,0
Turkiye Sinai Kalkinma Bankasi, A.S.	Services financiers	1964, 67, 69, 72, 73, 75, 76, 80, 83, 92	19,7	45,0	—	0,7	0,7
Uluslarrasi Endustri ve Ticaret Bankasi A.S.	Services financiers	1988, 91, 92	25,0	—	9,0	—	9,0
Yeditepe Beynelmîlel Otelcilik Turizm ve Ticaret A.S.	Hotels et tourisme	1990, 94	29,6	27,5	25,0	4,0	29,0
					<b>463,4</b>	<b>44,5</b>	<b>507,9</b>
<b>Ukraine</b>							
Ukraine Fund	Services financiers	1994	2,0	—	—	2,0	2,0
					—	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>
<b>Yougoslavie (Serbie et Monténégro), République fédérative de</b>							
Institut Za Fizikalnu Medicinu I Rehabilitaciju - Dr. Simon Milosev	Services industriels et de consommation	1982, 88	19,1	—	12,2	—	12,2
Investiciona Banka Titograd-Udruzena Banka	Hotels et tourisme	1980	21,0	—	2,0	—	2,0
Jugobanka - Udruzena Banka Beograd	Services financiers	1986	25,4	10,4	8,0	—	8,0
Projet de petites entreprises (Prêt à huit banques) <sup>c</sup>	Services financiers	1980	26,0	4,2	1,1	—	1,1
Radoje Dakic	Industries manufacturières	1980	18,7	—	1,2	—	1,2
Vojvodjanska Banka-Udruzena Banka	Services financiers	1987, 89	56,0	31,2	57,6	—	57,6
					<b>82,0</b>	—	<b>82,0</b>
<b>Investissements régionaux</b>							
Advent Central Europe Management L.P.	Services financiers	1995	+	—	—	+	+
Advent Private Equity Fund-Central Europe L.P.	Services financiers	1995	10,0	—	—	10,0	10,0
Alliance ScanEast Fund, L.P.	Services financiers	1994	40	—	—	4,0	4,0
Central Europe Telecom Investments, L.P.	Services financiers	1994	10,0	—	—	10,0	10,0
First NIS Regional Fund	Services financiers	1995	15,0	—	—	15,0	15,0
New Europe-East Investment Fund	Services financiers	1993	10,0	—	—	10,0	10,0
Pam Gas BV	Infrastructure	1993, 94, 95	13,5	—	—	13,5	13,5
Renaissance Capital	Services financiers	1994	5,0	—	—	5,0	5,0
					—	<b>67,5</b>	<b>67,5</b>
<b>Total pour l'Europe</b>					<b>1 114,6</b>	<b>321,2</b>	<b>1 435,8</b>

## Portefeuille d'investissements : Amérique latine et Caraïbes

Pays, région ou autre zone et abligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a)</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>								
<b>Argentine</b>								
Aceitera General Deheza S.A. and Aceitera Chabas S.A.	Industries agro-alimentaires	1995	25,0	15,0	15,0	10,0	25,0	
Acindar Industria Argentina de Aceros, S.A.	Mines et extraction des métaux	1960, 95	27,9	20,7	25,0	—	25,0	
Aguas Argentinas	Infrastructure	1995	45,0	134,5	38,0	7,0	45,0	
Algodonera Santa Fe S.A. **	Textiles	1990	—	—	0,5	—	0,5	
Alpargatas S.A.I.C.	Textiles	1977, 84, 86, 88, 94	66,3	36,5	31,8	2,4	34,2	
Alto Parana S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1993	4,2	—	—	19,5	19,5	
Arcor S.A.I.C.	Industries agro-alimentaires	1988	12,0	—	1,0	—	1,0	
Argentine Equity Investments I Limited, The	Services financiers	1994	4,0	—	—	4,0	4,0	
Astra - Compañía Argentina de Petróleo S.A.	Extraction de combustibles	1989, 92	50,0	43,0	24,8	—	24,8	
Banco de Crédito Argentino S.A.	Services financiers	1991	10,0	—	7,1	—	7,1	
Banco Francés del Río de la Plata S.A	Services financiers	1989	15,0	—	9,5	—	9,5	
Banco General de Negocios S.A.	Services financiers	1994	15,0	—	15,0	—	15,0	
Banco Roberts S.A.	Services financiers	1995	20,0	—	20,0	—	20,0	
Banco Río de la Plata, S.A.	Services financiers	1988, 92	50,0	—	30,2	—	30,2	
Bolland & Cía, S.A. **	Hotels et tourisme	1989, 93	—	—	0,4	—	0,4	
Bridas S.A.P.I.C.	Extraction de combustibles	1993	50,0	60,0	35,0	15,0	50,0	
Bunge y Born S.A.	Industries agro-alimentaires	1988, 93	63,0	57,5	13,8	—	13,8	
Cadipsa S.A.	Extraction de combustibles	1993	20,0	13,0	15,0	5,0	20,0	
Capri S.A.I.C.I **	Industries agro-alimentaires	1993	—	—	0,9	—	0,9	
Carbochlor Industrias Química S.A.I.C. **	Chimie et pétrochimie	1989	—	—	0,1	—	0,1	
Cattorini Hnos. S.A. **	Industries manufacturières	1986	—	—	0,1	—	0,1	
Cencosud, S.A. **	Services industriels et de consommation	1989	—	—	0,3	—	0,3	
Cervecería y Maltería Quilmes S.A.	Industries agro-alimentaires	1994	15,0	15,0	15,0	—	15,0	
Cerámica Pilar S.A.C.I. **	Industries manufacturières	1986	—	—	0,1	—	0,1	
Colortex S.A. **	Textiles	1988	—	—	0,3	—	0,3	
Comesi S.A.I.C. **	Industries manufacturières	1989	—	—	0,7	—	0,7	
Compañía Elaboradora de Productos Alimenticios S.A.	Industries agro-alimentaires	1995	15,0	6,0	15,0	—	15,0	
Compañía General de Combustibles S.A.	Extraction de combustibles	1994	40,0	40,0	25,0	15,0	40,0	
Compañía Americana de Supermercados S.A.	Services industriels et de consommation	1995	28,0	—	28,0	—	28,0	
Compañía Sudamericana BTB S.A. **	Industries manufacturières	1986	—	—	0,1	—	0,1	
Corporación de Inversiones y Privatisación S.A.	Services financiers	1990	0,1	—	—	0,1	0,1	
Corporación General de Alimentos Noroeste, S.A. **	Industries agro-alimentaires	1988	—	—	0,1	—	0,1	

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices ou cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI y compris sc'de non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (ou prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Argentine (suite)</b>							
Cía Industrial Lanera S.A. (Cilsa) **	Textiles	1988	—	—	0,1	—	0,1
Diario La Nueva Provincia S.R.L. **	Bois, pâte à papier et papier	1986	—	—	0,1	—	0,1
Empresa Distribuidora Norte Sociedad Anónima S.A.	Infrastructure	1994, 95	45,0	128,0	45,0	—	45,0
Emprigas S.A. **	Infrastructure	1993	—	—	0,9	—	0,9
Ferroexpreso Pampeano, S.A.C.	Infrastructure	1993	13,0	20,0	12,5	—	12,5
Ferrum S.A. **	Ciments et matériaux de construction	1994	—	—	1,5	—	1,5
Finca Flichman, S.A. **	Industries agro-alimentaires	1988, 89	—	—	0,4	—	0,4
Fracchia Hnos. S.A. **	Infrastructure	1989	—	—	0,4	—	0,4
Frigorífico Rioplatense S.A.I.C.I.F.	Industries agro-alimentaires	1992	13,0	6,0	9,3	1,0	10,3
Frigorífico Toba, S.A. **	Industries agro-alimentaires	1990	—	—	0,2	—	0,2
Guilford Argentina S.A. **	Textiles	1991	—	—	0,4	—	0,4
Industrias Químicas Lauril S.A. **	Chimie et pétrochimie	1989	—	—	0,2	—	0,2
Inta S.A. **	Textiles	1989	—	—	0,7	—	0,7
Interpack, S.A. **	Bois, pâte à papier et papier	1993	—	—	1,3	—	1,3
Juan Minetti S.A.	Ciments et matériaux de construction	1978, 81, 86, 87, 93, 94	37,8	67,5	6,1	0,7	6,8
Jugos del Sur, S.A. **	Industries agro-alimentaires	1992	—	—	0,3	—	0,3
Kleppe S.A. and El Caldero S.A.	Industries agro-alimentaires	1995	6,0	—	6,0	—	6,0
La Buenos Aires New York Life Seguros de Vida S.A.	Services financiers	1995	2,9	—	—	2,9	2,9
La Buenos Aires S.A. Retiro	Services financiers	1995	1,2	—	—	1,2	1,2
La Industrial Alimenticia S.A. **	Industries agro-alimentaires	1993	—	—	0,7	—	0,7
Longvie Paraná, S.A. **	Industries manufacturières	1993	—	—	0,9	—	0,9
M.A. Soprano S.A. **	Bois, pâte à papier et papier	1989	—	—	0,1	—	0,1
Maltería Pampa, S.A.	Industries agro-alimentaires	1993	12,0	12,0	12,0	—	12,0
Masisa-Argentina, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1994	11,0	—	11,0	—	11,0
Mastellone Hermanos S.A.	Industries agro-alimentaires	1995	40,0	35,0	40,0	—	40,0
Maxima S.A. AFJP	Services financiers	1995	14,2	—	—	14,2	14,2
MBA Sociedad de Bolsa S.A.	Services financiers	1992	0,2	—	—	0,2	0,2
Mendoza Refrescos, S.A. **	Industries agro-alimentaires	1993	—	—	0,9	—	0,9
Molinos Río de la Plata S.A.	Industries agro-alimentaires	1993, 94	2,3	—	—	7,8	7,8
Nahuelsat S.A.	Infrastructure	1995	35,0	—	30,0	5,0	35,0
Nuevo Central Argentino S.A.	Infrastructure	1993	13,0	15,0	9,4	3,0	12,4
Oleaginosa Oeste, S.A.	Industries agro-alimentaires	1992	20,0	15,0	18,9	—	18,9
Parafina del Plata, S.A. **	Chimie et pétrochimie	1989	—	—	1,1	—	1,1
Pastoril Santiaguena S.A. **	Industries agro-alimentaires	1989	—	—	0,3	—	0,3
Petroken Petroquímica Ensenada S.A.	Chimie et pétrochimie	1990, 95	40,0	11,0	33,3	—	33,3
Petrolera Argentina San Jorge S.A.	Extraction de combustibles	1992, 93	42,0	35,0	13,8	27,0	40,8
Petroquímica Cuyo S.A.I.C.	Chimie et pétrochimie	1984	21,2	19,8	3,5	—	3,5

## Portefeuille d'investissements : Amérique latine et Caraïbes

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>(1)</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Argentine (suite)</b>								
Piedra Grande **	Mines et extraction des métaux	1986	—	—	+	—	+	
Polisur, S.M.	Chimie et pétrochimie	1992	7,0	—	—	7,0	7,0	
Productos Pulpa Moldeada, S.A.I.C. **	Bois, pâte à papier et papier	1988	—	—	0,3	—	0,3	
Roberts Argentina Investment Capital Fund	Services financiers	1995	20,0	—	—	20,0	20,0	
Roberts Argentina Investment Fund Manager	Services financiers	1995	0,2	—	—	0,2	0,2	
Roberts Participaciones S.A.	Services financiers	1986	0,1	—	—	0,1	0,1	
S.A. de Inversiones de Capital de Riesgo	Services financiers	1986	1,0	—	—	0,4	0,4	
S.A. Genaro García Limitada C.I.F. e. I. **	Industries agro-alimentaires	1992	—	—	1,2	—	1,2	
San Sebastián S.A.I.C.I.F. y A. **	Industries agro-alimentaires	1988	—	—	0,3	—	0,3	
SanCor Cooperativas Unidas Limitada	Industries agro-alimentaires	1995	40,0	30,0	40,0	—	40,0	
Socma Americana S.A.	Infrastructure	1995	40,0	60,0	25,0	15,0	40,0	
Surfactan S.A. **	Chimie et pétrochimie	1993	—	—	0,2	—	0,2	
TBR, S.A. **	Industries manufacturières	1991	—	—	0,3	—	0,3	
Terminal 6 S.A.	Infrastructure	1987, 90, 91	12,5	—	4,8	—	4,8	
Tevycom Fapeco S.A. **	Industries manufacturières	1988	—	—	0,1	—	0,1	
Valley Evaporating Company, S.A. **	Industries agro-alimentaires	1988	—	—	0,1	—	0,1	
Vandenfil, S.A.I.C.I.F. y A. **	Textiles	1988	—	—	0,1	—	0,1	
Willmor S.A. **	Industries agro-alimentaires	1990	—	—	1,2	—	1,2	
Yacylec S.A.	Infrastructure	1994	20,0	45,0	20,0	—	20,0	
					<b>722,7</b>	<b>183,5</b>	<b>906,2</b>	
<b>Barbade</b>								
Almond Resorts, Inc.	Hotels et tourisme	1995	7,0	—	7,0	—	7,0	
Caribbean Financial Services Corporation	Services financiers	1984	0,3	—	—	0,3	0,3	
					<b>7,0</b>	<b>0,3</b>	<b>7,3</b>	
<b>Belize</b>								
Belize Electric Company Limited	Infrastructure	1993	15,0	11,0	15,0	—	15,0	
Journeys End Caribbean Club Limited	Hotels et tourisme	1991	1,0	—	1,0	—	1,0	
					<b>16,0</b>	<b>—</b>	<b>16,0</b>	
<b>Bolivie</b>								
Banco Industrial, S.A.	Services Financiers	1976, 88, 91, 92, 95	28,3	10,0	18,6	2,7	21,3	
Bermejo Petroleum Development & Exploration	Extraction de combustibles	1991	9,9	—	2,8	5,9	8,7	
Central Aguirre Portuaria, S.A.	Infrastructure	1992	2,5	—	1,8	0,4	2,2	
Compañía Boliviana de Gas Natural Comprimido S.A.	Chimie et pétrochimie	1993	2,9	—	2,9	—	2,9	
Compañía Minera Concepción S.A.	Mines et extraction des métaux	1988	1,2	—	—	0,4	0,4	



## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissement détenu pour la compte de la SFI, y compris so de non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revier.)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Bolivie (suite)</b>							
Compañía Minera del Sur, S.A.	Mines et extraction des métaux	1992, 90, 94	22,3	—	15,1	3,0	18,1
Empresa Minera Inti Raymi, S.A.	Mines et extraction des métaux	1992	40,0	—	30,0	—	30,0
Minproc Bolivia S.A.	Mines et extraction des métaux	1992	1,0	—	—	0,7	0,7
Plasmar, S.A.	Industries manufacturières	1973	0,4	—	—	0,1	0,1
					<b>71,2</b>	<b>13,1</b>	<b>84,3</b>
<b>Brésil</b>							
Amapa Florestal e Celulose S.A. - AMCEL	Bois, pâte à papier et papier	1987	14,0	—	4,2	—	4,2
Bacell Servicos e Indústria Limitada	Bois, pâte à papier et papier	1994	24,0	36,0	14,0	10,0	24,0
Bahia Sul Celulose, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1990, 91, 93 94	61,0	60,0	36,8	21,0	57,8
Banco Bozano, Simonsen S.A.	Services financiers	1988	20,0	—	5,0	—	5,0
Banco Bradesco, S.A. *	Services financiers	1992	60,0	—	33,5	—	33,5
Banco Itaú, S.A.	Services financiers	1988	29,1	—	7,3	—	7,3
Brasilpar Comércio e Participações S.A.	Services financiers	1981	1,2	—	—	0,6	0,6
Brazilian Investment Fund, Inc., The	Services financiers	1992	3,0	—	—	3,0	3,0
Cambuhy M.C. Industrial Ltda.	Industries agro-alimentaires	1995	30,0	—	30,0	—	30,0
Cebrace - Companhia Brasileira de Cristal	Industries manufacturières	1988	45,0	—	4,0	5,0	9,0
Cerâmica Portobello S.A.	Ciments et matériaux de construction	1995	22,0	—	17,0	5,0	22,0
Ceval Alimentos S.A.	Industries agro-alimentaires	1993	45,0	—	35,0	10,0	45,0
Chapeco Companhia Industrial de Alimentos	Industries agro-alimentaires	1994	10,0	—	10,0	—	10,0
Cimento Caue S.A.	Ciments et matériaux de construction	1982, 87	23,3	20,0	—	3,3	3,3
Companhia Alcoolquímica Nacional - Alcoolquímica	Chimie et pétrochimie	1984	15,7	—	—	3,7	3,7
Companhia Brasileira de Agropecuária - COBRAPE	Industries agro-alimentaires	1981	7,5	—	1,4	—	1,4
Companhia Central Brasileira de Acabamentos Texteis	Textiles	1993	10,0	—	5,4	4,0	9,4
Companhia Cervejaria Brahma	Industries agro-alimentaires	1995	35,0	123,0	35,0	—	35,0
Companhia Petroquímica Camacari - (CPC)	Chimie et pétrochimie	1992, 95	12,9	—	—	12,9	12,9
COPENE - Petroquímica do Nordeste S.A.	Chimie et pétrochimie	1989	45,0	5,0	25,8	—	25,8
CRP-Caderi Capital de Risco S.A.	Services financiers	1995	2,0	—	—	2,0	2,0
Dende do Para S/A-DENPASA-Agricultura, Indústria e Comércio de Olea	Industries agro-alimentaires	1980, 94	5,3	—	1,0	1,1	2,1
Duratex, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1988	7,4	—	2,5	—	2,5

## Portefeuille d'investissements : Amérique latine et Caraïbes

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices ou cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>1)</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Brésil (suite)</b>							
Eluma S.A. Indústria e Comércio	Mines et extraction des métaux	1989	15,0	—	12,0	—	12,0
Empresa de Desenvolvimento de Recursos Minerais (CODEMIN) S.A.	Mines et extraction des métaux	1973, 78, 83	9,3	54,0	—	4,3	4,3
Engepol Engenharia de Polimeros	Industries manufacturières	1991	3,5	—	2,6	—	2,6
Eucatex do Sul S.A. **	Bois, pâte à papier et papier	1995	—	—	7,5	—	7,5
Gavea Hotelaria e Turismo S.A.	Hotels et tourisme	1994	16,8	7,5	16,8	—	16,8
Globo Cabo S.A.	Infrastructure	1995	35,0	80,0	35,0	—	35,0
GP Capital Partners, L.P.	Services financiers	1994	20,0	—	—	20,0	20,0
Hering Textile **	Textiles	1992	—	—	7,5	—	7,5
Industrias Romi S.A. **	Industries manufacturières	1993	—	—	4,0	—	4,0
J. Macedo Alimentos S.A.	Industries agro-alimentaires	1993	24,0	10,0	24,0	—	24,0
Latas de Alumínio, S.A.	Industries manufacturières	1995	21,0	5,0	21,0	—	21,0
Mínéracoes Brasileiras Reunidas S.A.	Mines et extraction des métaux	1988, 93	55,0	27,0	38,7	—	38,7
Nitroclor Produtos Químicos S.A.	Chimie et pétrochimie	1986	7,4	—	—	5,6	5,6
Papel e Celulose Catarinense, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1966, 69, 89	19,5	2,6	5,8	—	5,8
Pará Pigmentos S.A.	Mines et extraction des métaux	1995	39,0	35,0	30,0	9,0	39,0
Perdigão S.A. Comércio e Indústria	Industries agro-alimentaires	1988	22,9	—	—	10,0	10,0
PISA - Papel de Imprensa S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1983, 85, 88	55,9	31,7	11,0	3,9	14,9
Polisul Petroquímica S.A.	Chimie et pétrochimie	1980, 87	21,0	28,0	—	6,0	6,0
Politeno Indústria e Comércio S.A.	Chimie et pétrochimie	1989	23,6	—	10,1	5,1	15,2
PPH - Companhia Industrial de Polipropileno	Chimie et pétrochimie	1980, 88	32,6	—	6,7	1,6	8,3
Química da Bahia Indústria e Comércio S.A.	Chimie et pétrochimie	1985	2,0	—	—	0,5	0,5
Rhodia-Ster S.A.	Chimie et pétrochimie	1992	25,0	—	17,1	5,0	22,1
Ripasa S.A. Celulose e Papel	Bois, pâte à papier et papier	1991	25,0	—	14,3	5,0	19,3
S.A. Indústria e Comércio Chapecó	Industries agro-alimentaires	1994	5,0	—	—	5,0	5,0
Sadia Concórdia S.A. Indústria e Comércio	Industries agro-alimentaires	1994, 95	40,0	62,0	30,0	10,0	40,0
São Paulo Alpargatas S.A.	Textiles	1987	30,0	—	10,0	—	10,0
SOCOCO S/A - Agroindústrias da Amazonia	Industries agro-alimentaires	1983	5,5	—	—	2,5	2,5
Unibanco - União de Bancos Brasileiros S.A.	Services financiers	1988	24,8	—	6,2	—	6,2
Votorantim Celulose e Papel S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1993	24,0	15,0	24,0	—	24,0
					<b>602,1</b>	<b>175,1</b>	<b>777,2</b>
<b>Chili</b>							
Bosques y Maderas S.A. (BOMASA)	Bois, pâte à papier et papier	1992, 94	10,3	6,0	4,4	4,8	9,2
Celulosa Arauco y Constitución S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1987, 88, 89	85,0	45,5	39,2	—	39,2
Celulosa del Pacífico, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1990, 93, 94	55,5	33,0	28,2	15,5	43,7
Compañía de Carbones de Chile COCAR S.A.	Extraction de combustibles	1986	11,7	—	—	2,2	2,2
Compañía de Teléfonos de Chile	Infrastructure	1991, 92, 94	99,1	113,0	70,6	—	70,6

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris le solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (ou prix de revue (1))	Total des prêts et par- ticipations
<b>Chili (suite)</b>							
Empresa Eléctrica Pangué S.A.	Infrastructure	1994	74,7	100,0	70,0	4,7	74,7
Exportadora Frutas Naturales de Chile Ltd. **	Industries agro-alimentaires	1991	—	—	0,4	—	0,4
Fibranova S.A.	Bois, pâte à papier et papier	1992, 93	17,5	—	12,0	1,5	13,5
Hidroeléctrica Aconcagua S.A.	Infrastructure	1992, 93	16,1	6,0	7,6	8,1	15,7
Industria Azucarera Nacional S.A.	Industries agro-alimentaires	1994	1,6	1,6	1,4	—	1,4
Leasing Andino S.A.	Services financiers	1991, 94	20,0	20,0	14,3	—	14,3
Mínera Escondida Limitada	Mines et extraction des métaux	1989, 91	71,8	—	31,7	7,5	39,2
MONEDA Asset Management S.A.	Services financiers	1994	0,2	—	—	0,2	0,2
Nature's Farm Products (Chile) S.A. **	Industries agro-alimentaires	1991	—	—	2,3	—	2,3
Pionero Fondo de Inversión Mobiliaria	Services financiers	1994	10,0	—	—	10,0	10,0
					<b>282,1</b>	<b>54,5</b>	<b>336,6</b>
<b>Colombie</b>							
APEX, S.A.	Services financiers	1993	1,4	—	—	1,4	1,4
Compañía Colombiana de Tejidos	Textiles	1963, 91	22,9	1,7	16,2	—	16,2
Compañía Suramericana de Seguros S.A. *	Services financiers	1993	8,0	—	—	8,0	8,0
Corporación Financiera de Santander S.A.	Services financiers	1994	6,4	—	5,0	1,4	6,4
Corporación Financiera del Valle	Services financiers	1969, 85, 88, 93, 95	51,1	60,0	40,0	7,4	47,4
Enka de Colombia, S.A.	Textiles	1967, 70, 74, 85, 86, 87, 89	43,1	16,8	11,7	—	11,7
Frigoríficos Colombianos S.A.	Industries agro-alimentaires	1983	1,6	—	—	0,7	0,7
Industria Colombiana de Llantas S.A.	Véhicules à moteur et accessoires	1995	19,0	—	14,0	5,0	19,0
Leasing Bolívar, S.A.	Services financiers	1981, 85, 87, 90, 91, 92, 95	15,4	6,3	10,0	0,3	10,3
Oleoducto de Colombia S.A.	Extraction de combustibles	1991, 92	55,0	75,0	36,0	—	36,0
Petróleos Colombianos Limited	Extraction de combustibles	1981, 82	6,3	9,3	1,8	3,4	5,2
Productora de Derivados de la Sal, S.A. PRODESAL	Chimie et pétrochimie	1987	7,2	—	—	0,6	0,6
Promotora de la Interconexión de los Gasoductos de la Costa Atlántica S.A	Infrastructure	1977, 89, 93, 94	28,3	44,5	16,6	2,0	18,6
					<b>151,2</b>	<b>30,3</b>	<b>181,4</b>
<b>Costa Rica</b>							
Banco Interfin S.A.	Services financiers	1993	5,0	—	5,0	—	5,0
Corporación Banex, S.A. and Banex Internacional, S.A.	Services financiers	1991	5,9	—	4,3	0,9	5,1
Hidroeléctrica Aguas Zarcas S.A.	Infrastructure	1994	4,0	6,1	4,0	—	4,0

## Portefeuille d'investissements : Amérique latine et Caraïbes

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Costa Rica (suite)</b>							
Hotel Camino Real, S.A.	Hotels et tourisme	1993	7,0	—	7,0	—	7,0
Millicom Costa Rica, S.A.	Infrastructure	1993	3,5	3,5	2,5	1,0	3,5
					<b>22,7</b>	<b>1,9</b>	<b>24,6</b>
<b>El Salvador</b>							
Telemovil El Salvador, S.A.	Infrastructure	1994	1,9	2,5	1,7	0,2	1,9
					<b>1,7</b>	<b>0,2</b>	<b>1,9</b>
<b>Equateur</b>							
Compañía Financiera Ecuatoriana de Desarrollo, S.A. (COFIEC)	Services financiers	1969, 73, 77, 81, 82, 88	3,0	—	0,6	0,3	0,9
Rey Banano del Pacífico C.A.	Industries agro-alimentaires	1994	10,0	5,0	10,0	—	10,0
Tripetrol Exploration and Production Company	Extraction de combustibles	1993	10,0	—	8,8	—	8,8
					<b>19,4</b>	<b>0,3</b>	<b>19,7</b>
<b>Guatemala</b>							
Basic Petroleum International Limited	Extraction de combustibles	1994	14,0	6,0	10,0	4,0	14,0
Fabrigas S.A.	Infrastructure	1995	7,0	—	7,0	—	7,0
Puerto Quetzal Power Corporation	Infrastructure	1993	20,0	51,0	16,4	—	16,4
Vidriera Guatemalteca, S.A.	Industries manufacturières	1993	11,0	—	11,0	—	11,0
					<b>44,4</b>	<b>4,0</b>	<b>48,4</b>
<b>Honduras</b>							
Electricidad de Cortés S.A. de R.L. de C.V. (ELCOSA)	Infrastructure	1995	16,6	36,3	14,0	2,6	16,6
Textiles Rio Lindo, S.A. de C.V.	Textiles	1978	4,8	6,0	0,9	1,0	1,9
					<b>14,9</b>	<b>3,6</b>	<b>18,6</b>
<b>Jamaïque</b>							
Caribbean Cement Company Limited	Ciments et matériaux de construction	1993	8,0	—	7,5	—	7,5
					<b>7,5</b>	<b>—</b>	<b>7,5</b>
<b>Mexique</b>							
Aislantes de León, S.A. de C.V. (ALSA)	Véhicules à moteur et accessoires (inclus motocyclettes)	1992	16,1	—	9,0	—	9,0
Alimentos Naturales Sabroza S.A. de C.V. **	Industries agro-alimentaires	1994	—	—	3,0	—	3,0
Apasco, S.A. de C.V.	Ciments et matériaux de construction	1988, 91, 92, 93	156,4	40,0	21,5	—	21,5
Arancia S.A. de C.V. **	Industries agro-alimentaires	1995	—	—	6,8	—	6,8
Aurum-Heller Factoraje, S.A. de C.V.	Services financiers	1994	1,0	—	—	1,0	1,0

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour le compte de la SFI, y compris sc'de non versé (millions de dollars)		
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations
<b>Mexique (suite)</b>							
Banca Serfin, S.N.C.	Services financiers	1989, 90	60,0	—	50,0	—	50,0
Banco Nacional de México, S.N.C.	Services financiers	1992, 90	60,0	—	37,1	—	37,1
Baring Venture Partners de México, S.A. de C.V.	Services financiers	1995	0,2	—	—	0,2	0,2
Calizas Industriales del Carmen, S.A. de C.V.	Ciments et matériaux de construction	1988, 92	32,0	—	24,1	—	24,1
Celular de Telefonía, S.A. de C.V.	Infrastructure	1992	16,0	36,7	15,0	1,0	16,0
Celulosa y Derivados, S.A. de C.V.	Textiles	1993	11,0	26,0	11,0	—	11,0
Cemex, S.A.	Ciments et matériaux de construction	1989	20,0	—	11,4	—	11,4
Compañía Tratadora de Aguas Negras de Puerto Vallarta, S.A. de C.V.	Infrastructure	1995	7,1	—	7,1	—	7,1
Conductores Monterrey, S.A.	Industries manufacturières	1979, 91	8,4	13,0	1,3	—	1,3
Fomento Económico Mexicano S.A. de C.V. (Visa)	Industries agro-alimentaires	1989, 92	107,6	—	41,0	16,8	57,8
Grupo Condomex S.A. de C.V.	Industries manufacturières	1990, 92	44,5	18,0	24,1	—	24,1
Grupo Financiero Probusa, S.A. de C.V.	Services financiers	1992	7,5	—	—	7,5	7,5
Grupo Idesa S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	1994	23,0	42,5	15,0	8,0	23,0
Grupo Industrial Bimbo, S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	1992	25,0	75,0	21,4	—	21,4
Grupo Operador de Terminales Maritimas S.A.	Infrastructure	1994	3,8	2,6	1,7	2,0	3,7
Grupo Posadas, S.A. de C.V.	Hotels et tourisme	1992, 93, 95	23,7	33,5	20,0	—	20,0
Grupo Primex, S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	1985, 90	26,0	2,2	11,0	—	11,0
Hotel Camino Real Ixtapa, S.A.	Hotels et tourisme	1979, 81, 87	4,2	—	—	4,2	4,2
Indelpro, S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	1990, 91, 94	31,0	3,0	24,7	—	24,7
Internacional de Cerámica S.A. de C.V.	Ciments et matériaux de construction	1994	21,0	17,5	21,0	—	21,0
Masterpak, S.A. de C.V.	Bois, pâte à papier et papier	1993	12,0	28,0	12,0	—	12,0
Metalsa, S.A.	Véhicules à moteur et accessoires	1984, 88, 94	33,4	35,0	24,0	—	24,0
Mexicana de Cobre, S.A. de C.V.	Mines et extraction des métaux	1994, 95	50,0	45,0	50,0	—	50,0
Mexico City Toluca Toll Road, The	Infrastructure	1992	13,8	—	9,5	—	9,5
Mexplus Puertos, S.A. de C.V.	Infrastructure	1995	1,0	—	—	1,0	1,0
Petrocel, S.A.	Chimie et pétrochimie	1991	32,0	—	26,0	—	26,0
Polimar, S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	1989, 92	19,1	—	8,1	—	8,1
Pyosa, S.A. de C.V. **	Industries manufacturières	1994	—	—	9,0	—	9,0
Sigma Alimentos, S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	1988, 95	48,0	32,0	21,5	5,0	26,5
Tereftalatos Mexicanos, S.A.	Chimie et pétrochimie	1978, 95	39,0	20,0	20,0	—	20,0
Vitro Flotado, S.A. de C.V.	Industries manufacturières	1991	25,0	101,0	23,8	—	23,8

## Portefeuille d'investissements : Amérique latine et Caraïbes

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>1</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Mexique (suite)</b>								
Vitro S.A.	Industries manufacturières	1991, 92	18,2	—	—	10,2	10,2	
Vulica Shipping Company Ltd.	Infrastructure	1988	18,0	—	16,5	—	16,5	
					<b>597,6</b>	<b>56,8</b>	<b>654,4</b>	
<b>Panama</b>								
Banco Continental de Panamá, S.A.	Services financiers	1993	5,0	—	5,0	—	5,0	
Banco Latinoamericano de Exportaciones, S.A.	Services financiers	1979, 85, 86, 88	49,8	—	—	2,1	2,1	
Manzanillo International Terminal Panama, S.A.	Infrastructure	1995	25,0	35,0	25,0	—	25,0	
					<b>30,0</b>	<b>2,1</b>	<b>32,1</b>	
<b>Paraguay</b>								
Sociedad Agricola Golondrina S.A.	Industries agro-alimentaires	1982	6,4	—	0,3	—	0,3	
					<b>0,3</b>	<b>—</b>	<b>0,3</b>	
<b>Pérou</b>								
AFP Horizonte S.A.	Services financiers	1994	1,1	—	—	1,1	1,1	
Banco de Crédito del Peru	Services financiers	1995	15,0	—	15,0	—	15,0	
Compañía de Minas Buenaventura, S.A.	Mines et extraction des métaux	1979, 83, 90 93	8,7	—	—	2,7	2,7	
Minera Quellaveco S.A.	Mines et extraction des métaux	1993	6,2	—	—	6,2	6,2	
Minera Yanacocha S.A.	Mines et extraction des métaux	1993, 95	22,7	19,0	22,0	0,3	22,3	
Peru Privatization Fund Limited, The	Services financiers	1995	20,0	—	—	20,0	20,0	
PPF Cayman Ltd	Services financiers	1995	+	—	—	+	+	
S.A. Minera Regina	Mines et extraction des métaux	1985	2,8	—	2,3	0,1	2,5	
Sogewiese Leasing, S.A.	Services financiers	1982, 92	9,5	5,0	4,0	1,4	5,4	
					<b>43,3</b>	<b>31,9</b>	<b>75,2</b>	
<b>République dominicaine</b>								
Cranberry Dominicana S.A. and Tlantimar S.A.	Hotels et tourisme	1993	6,8	—	6,4	—	6,4	
Desarrollos Turísticos del Caribe, S.A.	Hotels et tourisme	1992, 94	10,0	—	8,6	—	8,6	
Smith-Enron Cogeneration Limited Partnership	Infrastructure	1995	32,3	50,0	32,3	—	32,3	
Transamerican Hoteles, Dechiaro, Siskind, Vincent & Co. S. en C. por A.	Hotels et tourisme	1987	6,0	—	2,2	—	2,2	
Zona Franca San Isidro S.A.	Services industriels et de consommation	1990	2,8	—	1,7	—	1,7	
					<b>51,2</b>	<b>—</b>	<b>51,2</b>	

## Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1995

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour le compte de la SFI, y compris sc'de non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Sainte-Lucie</b>								
Club St. Lucia (Smuggler's Village) Limited	Hotels et tourisme	1991	3,7	—	2,8	—	2,8	
					<b>2,8</b>	<b>—</b>	<b>2,8</b>	
<b>Trinité-et-Tobago</b>								
Development Finance Limited	Services financiers	1989, 92	0,6	—	—	0,6	0,6	
Home Mortgage Bank	Services financiers	1987	0,4	—	—	0,4	0,4	
Trinidad Nitrogen Company Limited	Engrais	1987	33,2	124,3	12,4	—	12,4	
					<b>12,4</b>	<b>1,0</b>	<b>13,4</b>	
<b>Uruguay</b>								
Astra Pesquerías Uruguayas S.A.	Industries agro-alimentaires	1979, 83, 86	10,0	—	—	1,0	1,0	
Azucitrus S.A.	Industries agro-alimentaires	1985, 93	13,6	—	11,9	2,4	14,3	
Banco Comercial, S.A.	Services financiers	1993	5,0	—	4,5	—	4,5	
Banco Surinvest S.A.	Services financiers	1980, 89	10,6	10,0	—	1,8	1,8	
Granja Avícola Moro	Industries agro-alimentaires	1992	3,8	—	2,6	0,8	3,3	
Migranja S.A.	Industries agro-alimentaires	1990	4,4	—	2,4	2,0	4,4	
					<b>21,4</b>	<b>7,9</b>	<b>29,3</b>	
<b>Venezuela</b>								
Compañía Anónima Fábrica de Papel Maracay **	Bois, pâte à papier et papier	1994	—	—	3,0	—	3,0	
Consolidada Carabobo C.A.	Ciments et matériaux de construction	1994	22,0	29,0	12,0	10,0	22,0	
Corporación Corkem, C.A. **	Chimie et pétrochimie	1991	—	—	1,3	—	1,3	
Corporación Industrial Montana, C.A., S.A.	Chimie et pétrochimie	1991, 92	31,1	—	—	21,0	21,0	
Eka Nobel de Venezuela C.A.	Chimie et pétrochimie	1991	14,3	18,0	12,3	—	12,3	
Grupo Zuliano, C.A.	Chimie et pétrochimie	1992, 94	14,1	—	—	14,1	14,1	
Mavesa, S.A.	Industries agro-alimentaires	1992	9,0	—	—	9,0	9,0	
Metanol de Oriente, Metor S.A.	Chimie et pétrochimie	1993	41,4	93,3	34,6	6,8	41,4	
Operaciones Al Sur Del Orinoco	Mines et extraction des métaux	1989	37,4	35,8	13,3	—	13,3	
Pentafarma Manufacturas A.S.	Chimie et pétrochimie	1994	1,3	1,3	1,3	—	1,3	
Polipropileno de Venezuela, S.A.	Chimie et pétrochimie	1989	40,0	7,0	30,7	—	30,7	
Productora de Alcoholes Hidratados, C.A.	Chimie et pétrochimie	1991	39,4	2,0	26,9	8,5	35,4	
Siderurgica del Turbio S.A. **	Mines et extraction des métaux	1994	—	—	5,0	—	5,0	
Sociedad Financiera Mercantil C.A.	Services financiers	1991	20,0	—	17,1	—	17,1	
					<b>157,4</b>	<b>69,4</b>	<b>226,7</b>	

## Portefeuille d'investissements : investissements d'envergure mondiale

Pays, région ou autre zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial <sup>a</sup> (millions de dollars)		Investissements détenus pour la compte de la SFI, y compris solde non versé (millions de dollars)			
			Total SFI	Total syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et par- ticipations	
<b>Investissements régionaux</b>								
Latin America Corporate Debt Fund	Services financiers	1994	15,0	—	—	15,0	15,0	
Latin American Capital Fund Ltd.	Services financiers	1992	2,0	—	—	2,0	2,0	
Latin America Enterprise Fund, L.P., The	Services financiers	1995	20,0	—	—	20,0	20,0	
Natwest/IFC Latin American Index Fund	Services financiers	1995	10,0	—	—	10,0	10,0	
Scudder Latin American Trust for Independent Power	Services financiers	1993	25,0	—	—	25,0	25,0	
					<b>— 72,0 72,0</b>			
<b>Total pour l'Amérique latine et les Caraïbes</b>					<b>2 879,4</b>	<b>707,9</b>	<b>3 587,3</b>	

## Investissements d'envergure mondiale

Algemene Bank Nederland N.V. *	Services financiers	1990	10,0	10,0	7,0	—	7,0
Banque Nationale de Paris *	Services financiers	1991	5,0	5,0	5,0	—	5,0
Crédit Lyonnais (Overture de crédit multi-pays) *	Services financiers	1991	15,0	15,0	11,1	—	11,1
Emerging Markets Gold Fund	Services financiers	1994	18,8	—	—	18,8	18,8
Emerging Markets Investment Fund	Services financiers	1988	10,0	—	—	1,5	1,5
Global Power Investment LDC	Services financiers	1995	1,1	—	—	1,1	1,1
Global Power Investments Company, L.P.	Services financiers	1995	50,0	—	—	50,0	50,0
Internationale Nederlanden Groep N.V. *	Services financiers	1990	15,0	18,0	8,9	—	8,9
State Street Bank & Trust Company/IFC Emerging Markets Index Common Trust Fund	Services financiers	1994	10,0	—	—	10,0	10,0
					<b>32,0</b>	<b>81,4</b>	<b>113,4</b>
<b>Total pour les investissements d'envergure mondiale</b>					<b>32,0</b>	<b>81,4</b>	<b>113,4</b>

## Total pour la Société financière internationale

**7 451,2 2 010,1 9 461,2**

\* Intermédiaire financier par lequel la SFI passe pour investir dans diverses sociétés.

\*\* Sous-projet financé par une délégation de crédits ou une ouverture de crédit multi-pays. L'engagement figure au nom de l'agent.

+ Mains de 50 000 dollars.

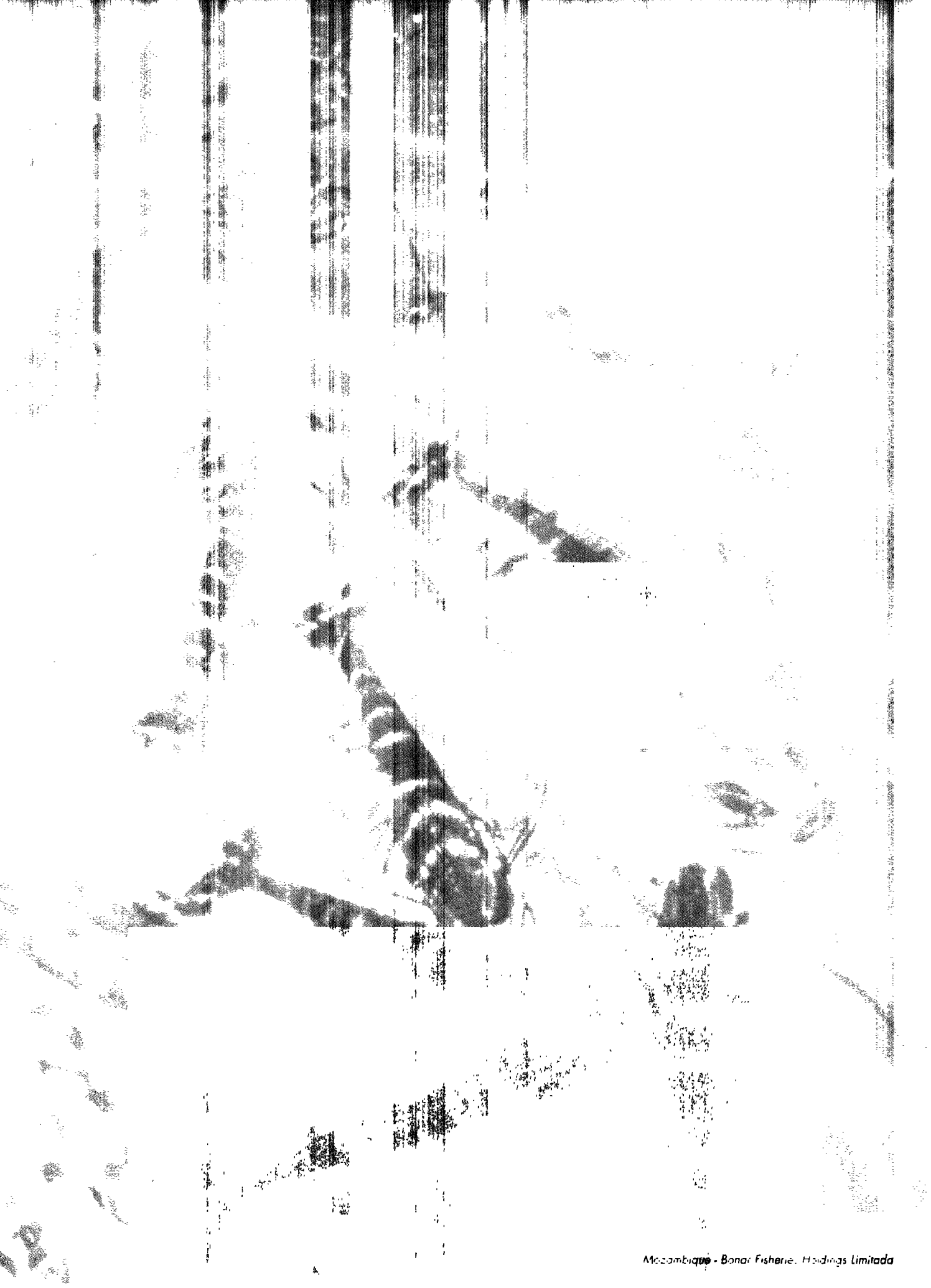
a. Les engagements comprennent les fonds qui doivent être fournis par la SFI pour son propre compte, par les participants par les biais d'une prise de participation dans les investissements de la SFI, et par d'autres établissements financiers en association avec la SFI, lorsque cette dernière a participé activement à la mobilisation de ces fonds. Les engagements initiaux se composent des montants versés et des montants non versés. Ces derniers sont réévalués au cours actuel alors que les montants versés correspondent au coût réel de l'engagement au moment du versement. Les investissements sous forme de prêts détenus par la Société pour son propre compte sont réévalués au cours actuel. Les chiffres indiqués correspondent au montant des engagements tenus en portefeuille au juin 1995, net des annulations.

b. Représenté des investissements réalisés pendant la période durant laquelle les autorités de Taiwan représentaient la Chine à la SFI (avant le 15 mai 1980).

c. Cet investissement comprend huit prêts initiaux consentis dans six anciennes républiques et deux provinces autonomes de Yougoslavie. Deux de ces prêts, (l'un fait en Croatie, l'autre en Slovaquie) ont été remboursés. L'encours restant correspond aux six autres prêts se répartit de la façon suivante: 982 000 dollars en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro); 273 000 dollars dans l'ex-République yougoslave de Macédoine; et 177 000 dollars en Bosnie-Herzégovine.

Note: Les investissements opérationnels comprennent des prêts et des participations ainsi qu'il est indiqué. De plus, pour certains investissements, la SFI a le droit d'acquiescer des actions et/ou de participer aux bénéfices des sociétés.





## Etat des engagements cumulés

Au 30 juin 1995

Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Etat des engagements cumulés <sup>a</sup> (milliers de dollars)			Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Etat des engagements cumulés <sup>a</sup> (milliers de dollars)		
		SFI	Syndicats	Total			SFI	Syndicats	Total
Afghanistan	1	\$ 322	\$ 0	\$ 322	Honduras	5	\$ 22 332	\$ 42 401	\$ 64 733
Afrique du Sud	3	13 934	0	13 934	Hongrie	20	245 184	14 420	259 604
Algérie	1	10 000	0	10 000	Inde	101	1 317 579	315 724	1 633 303
Argentine	128	1 412 986	995 596	2 408 582	Indonésie	52	641 824	488 323	1 130 146
Australie	2	975	0	975	Iran, République islamique d'	7	34 343	8 193	42 536
Bangladesh	6	15 329	6 155	21 484	Israël	1	10 500	0	10 500
Barbade	3	8 550	0	8 550	Italie	1	960	0	960
Belize	2	16 000	11 000	27 000	Jamaïque	12	43 998	926	44 924
Bénin	4	1 994	0	1 994	Jordanie	8	92 522	50 250	142 772
Bolivie	12	115 810	11 000	126 810	Kazakhstan	1	2 000	0	2 000
Botswana	3	1 876	0	1 876	Kenya	34	138 268	35 667	173 935
Brésil	95	1 608 964	1 002 732	2 611 697	Lettonie	1	16 405	0	16 405
Bulgarie	1	5 000	5 000	10 000	Lesotho	2	454	0	454
Burkina Faso	1	542	0	542	Liban	15	92 005	78 100	170 105
Burundi	1	5 878	0	5 878	Libéria	2	9 203	0	9 203
Cameroun	15	64 523	30 000	94 523	Macédoine, ex-République yougoslave de	1	10 631	0	10 631
Cap-Vert	2	1 960	0	1 960	Madagascar	7	42 051	0	42 051
Chili	27	654 477	341 733	996 210	Malaisie	11	54 912	5 389	60 301
Chine	13	179 452	41 202	220 654	Malawi	8	32 707	0	32 707
Chypre	5	13 626	597	14 223	Mali	6	69 327	25 000	94 327
Colombie	47	367 643	229 574	597 218	Maroc	23	289 344	206 153	495 497
Congo	5	57 925	0	57 925	Maurice	10	36 987	98	37 085
Corée, République de	33	232 501	36 938	269 439	Mauritanie	2	14 642	9 558	24 200
Costa Rica	9	33 381	9 709	43 090	Mexique	70	1 387 963	1 046 812	2 434 775
Côte d'Ivoire	20	106 233	0	106 233	Mozambique	3	13 993	0	13 993
Croatie	2	59 849	48 796	108 645	Namibie	1	6 500	0	6 500
Dominique	1	701	0	701	Népal	2	8 860	0	8 860
Egypte, République arabe d'	25	286 327	78 179	364 506	Nicaragua	3	8 543	929	9 472
El Salvador	3	2 975	2 500	5 475	Niger	1	2 267	0	2 267
Equateur	10	64 360	6 236	70 596	Nigéria	23	187 509	99 017	286 526
Espagne	5	19 048	1 685	20 733	Oman	3	26 550	57 000	83 550
Estonie	3	11 727	0	11 727	Ouganda	16	27 569	1 588	29 157
Ethiopie	4	21 849	1 719	23 568	Pakistan	58	744 724	355 730	1 100 454
Fédération de Russie	9	157 000	45 000	202 000	Panama	5	85 100	35 000	120 100
Fidji	5	22 492	2 500	24 992	Papouasie-Nouvelle- Guinée	1	13 000	0	13 000
Finlande	4	1 233	1 915	3 148	Paraguay	4	15 008	0	15 008
Gabon	4	105 249	110 000	215 249	Pérou	22	155 413	27 621	183 034
Gambia, la	6	6 174	0	6 174	Philippines	49	586 034	246 879	832 913
Ghana	26	195 313	210 000	405 313	Pologne	33	277 435	98 481	375 916
Grèce	7	26 006	41 107	67 113	Portugal	8	51 887	11 000	62 887
Grenade	1	6 000	0	6 000	République dominicaine	10	83 999	52 400	136 399
Guatemala	7	70 200	57 000	127 200	République kirghize	1	40 000	0	40 000
Guinée	6	30 100	0	30 100					
Guinée-Bissau	3	6 888	0	6 888					
Guyana	1	2 000	0	2 000					
Haïti	1	1 500	0	1 500					

## Etat des engagements cumulés

Au 30 juin 1995

Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Etat des engagements cumulés <sup>a</sup> (milliers de dollars)		
		SFI	Syndicats	Total
République tchèque	11	\$ 107 433	\$ 22 184	\$ 129 617
Roumanie	2	6 991	0	6 991
Rwanda	2	1 597	0	1 597
Sainte-Lucie	1	3 700	0	3 700
Sénégal	11	55 632	755	56 387
Seychelles	2	14 258	2 500	16 758
Sierra Leone	3	25 050	0	25 050
Slovénie	11	226 654	54 026	280 680
Somalie	2	1 351	0	1 351
Soudan	6	26 511	6 488	32 999
Sri Lanka	11	28 372	13 672	42 044
Swaziland	7	33 054	0	33 054
Tanzanie	15	47 483	8 386	55 869
Thaïlande	49	643 606	1 026 374	1 669 980
Togo	5	12 440	0	12 440
Trinité-et-Tobago	5	43 359	150 000	193 359
Tunisie	17	73 904	2 324	76 228
Turquie	67	885 479	540 575	1 426 054
Ukraine	1	2 000	0	2 000
Uruguay	8	54 080	10 000	64 080
Venezuela	24	323 006	194 827	517 833
Viet Nam	2	11 500	19 500	31 000
Yémen, République du	5	22 552	1 099	23 651
Zaïre	8	49 249	0	49 249
Zambie	12	86 524	24 045	110 569
Zimbabwe	33	222 092	99 000	321 092
Investissements régionaux				
Africa	4	12 673	1 940	14 613
Amérique latine	7	97 500	0	97 500
Asie	6	72 567	0	72 567
Europe	12	92 764	25 000	117 764
Investissements d'envergure mondiale				
Divers <sup>b</sup>	11	241 317	133 000	374 317
	16	255 263	103 352	358 615
<b>Total</b>	<b>1 591</b>	<b>\$16 747 363</b>	<b>\$9 074 578</b>	<b>\$25 821 941</b>

a. Les engagements cumulés se composent des montants versés et des montants non versés. Ces derniers sont réévalués au cours actuel alors que les montants versés correspondent au coût réel de l'engagement au moment du versement.

b. Sur ce montant, 9,8 millions de dollars correspondent à des investissements effectués à une époque où les autorités de Taiwan représentaient la Chine à la Société financière internationale. Le solde correspond à des investissements effectués en Bosnie-Herzégovine et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui n'ont pas encore rempli les conditions d'adhésion à la SFI.

## Gouverneurs et suppléants

Au 30 juin 1995

### Etat membre

Afghanistan  
Afrique du Sud  
Albanie  
Algérie  
Allemagne  
Angola  
Antigua-et-Barbuda  
Arabie saoudite  
Argentine  
Arménie  
Australie  
Autriche  
Bahamas, les  
Bangladesh  
Barbade  
Belarus  
Belgique  
Belize  
Bénin  
Bolivie  
Botswana  
Brésil  
Bulgarie  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
Canada  
Cap-Vert  
Chili  
Chine  
Chypre  
Colombie  
Comores  
Congo  
Corée, République de  
Costa Rica  
Côte d'Ivoire  
Croatie  
Danemark  
Djibouti  
Dominique  
Egypte, République arabe d'  
El Salvador  
Emirats arabes unis  
Equateur  
Espagne  
Estonie  
Etats-Unis  
Ethiopie  
Fédération de Russie  
Fidji  
Finlande  
France  
Gabon  
Gambie, la  
Géorgie  
Ghana

### Gouverneur

Abdul Karim Khalili  
Christo Ferro Liebenberg  
Dylber Vrioni  
Ahmed Benbitour  
Carl-Dieter Spranger  
Jose Pedro de Moraes  
Molwyn Joseph  
Mohammad Abalkhail  
Domingo Felipe Cavallo  
Hrant A. Bagratian  
Ralph Willis  
Andreas Staribacher  
Hubert A. Ingraham  
M. Saifur Rahman  
Owen S. Arthur  
Nikolai Filippovich Rumas  
Philippe Maystadt  
Manuel Esquivel  
Robert Tagnon  
Fernando Alvaro Cossio  
Festus G. Mogae  
Pedro Sampaio Malan  
Dimitar Kostov  
Zephirin Diabre  
Toyi Salvator  
Justin Ndioro  
Paul Martin  
Antonio Gualberto do Rosario  
Eduardo Aninat  
Liu Zhongli  
Christodoulos Christodoulou  
Guillermo Perry  
Said Youssouf Mondoha  
Clement Mouamba  
Jae-Hyong Hong  
Fernando Herrero Acosta  
N'Goran Niamien  
Bozo Prka  
Poul Nielson  
Mohamed Ali Mohamed  
Mary Eugenia Charles  
Kamal Ahmed El Ganzoury  
Ramon Gonzalez Giner  
Hamdan bin Rashid Al-Maktoum  
Mauricio Pinto Mancheno  
Pedro Solbes Mira  
Mart Opmann  
Robert E. Rubin  
Alemayehu Daba  
Anatoli Chubais  
Berenado Vunibobo  
Iiro Viinanen  
Jean-Claude Trichet  
Pierre-Claver Maganga Moussavou  
Bala Garba Jahumpa  
David Iakobidze  
Kwesi Botchwey

### Suppléant

Mohammad Ehsan  
Christian Lodewyk Stals  
Gjergj Konda  
(vacant)  
Juergen Stark  
Antonio Gomes Furtado  
Ludolph Brown  
Hamad Al-Sayari  
Roque Benjamin Fernandez  
Armen Yeghiazarian  
Gordon Bilney  
Hans Dietmar Schweisgut  
Luther E. Smith  
Muhammad Lutfullahil Majid  
George Reid  
Nikolai K. Lisai  
Alfons Verplaetse  
Yvonne S. Hyde  
Rigobert Ladikpo  
Gabriela Candia de Mercado  
O.K. Matambo  
Gustavo J. Labnissiere Loyola  
Mileti Mladenov  
T. Celestin Tiendrebeogo  
Nestor Ntungwanayo  
Esther Dang Belibi  
Huguette Labelle  
Alexandre Vieira Fontes  
Jose Pablo Arellano  
Jin Renqing  
Antonis Malaos  
Jose Antonio Ocampo  
Chabane Abdallah Halifa  
Antoine Banvidi  
Myung-Ho Kim  
Rodrigo Bolanos Zamora  
Konan Victor Kouame  
Josip Kulisic  
Ole Loensmann Poulsen  
Hawa Ahmed  
Gilbert Williams  
Yousef Boutros Ghali  
Jose Roberto Orellana Milla  
Ahmed Humaid Al-Tayer  
Marcela Proano de Cartagena  
Alfredo Pastor Bodner  
Enn Pant  
Joan E. Spero  
Abdulmejid Hussein  
Yevgeni Yasin  
Rigamoto Taito  
Mauri Eggert  
Christian Noyer  
Richard Onouviet  
Alieu M. N'gum  
Tengiz Geleishvili  
Kwesi Amisah-Arthur

## Gouverneurs et suppléants

Au 30 juin 1995

Etat membre	Gouverneur	Suppléant
Grèce	Yannos Papantoniou	George Romeos
Grenade	George I. Brizan	Nolan K. Murray
Guatemala	Ana Ordonez de Molina	Willy W. Zapata Sagastume
Guinée	Michel Kamano	Kerfalla Yansane
Guinée-Bissau	Rui Dia de Sousa	Francisco Correia, Jr.
Guinée équatoriale	Manuel-Enrique King Somo	Felipe Hinestrosa Ikaka
Guyana	Bharrat Jagdeo	Michael Sheer Chan
Haïti	Marie Michele Rey	Jean-Marie Cherestal
Honduras	Guillermo Bueso	Juan Ferrera
Hongrie	Lajos Bokros	Almos Kovacs
Iles Marshall	Ruben R. Zackhras	Michael Konelios
Iles Salomon	Christopher Columbus Abe	Manasseh Sogavare
Inde	Manmohan Singh	Montek Singh Ahluwalia
Indonésie	Mar'ie Muhammad	Boediono
Iran, République islamique d'	Morteza Mohammad-Khan	Mehdi Navab Motlagh
Iraq	Issam Rashid Hwaish	Hashim Ali Obaid
Irlande	Ruairi Quinn	Paddy Mullarkey
Islande	Finnur Ingolfsson	Fridrik Sophusson
Israël	Jacob A. Frenkel	David Brodet
Italie	Antonio Fazio	Mario Draghi
Jamaïque	Omar Davies	Wesley Hughes
Japon	Masayoshi Takemura	Yasuo Matsushita
Jordanie	Rima Khalaf Hunaidi	Mohamed Smadi
Kazakhstan	Alexander S. Pavlov	Altai A. Tleuberdin
Kenya	W. Musalia Mudavadi	Benjamin Kipkoech Kipkulei
Kiribati	Beniamina Tinga	Bureti Williams
Koweït	Nasser Abdullah Al-Roudhan	Bader Meshari Al-Humaidhi
Lesotho	M.P. Senaoana	E.M. Matekane
Lettonie	Indra Samite	Janis Zvanitajs
Liban	Fuad A.B. Siniora	El-Fadl Chalak
Libéria	Amelia A. Ward	Wilson K. Tarpeh
Libye	Mohamed A. Bait El Mal	Bashir Ali Khallat
Lituanie	Reijoldijus Sarkinas	Aleksandras Vasiliauskas
Luxembourg	Marc Fischbach	Yves Mersch
Macédoine, ex-République yougoslave de	Jane Miljovski	Hari Kostov
Madagascar	Tovonanahary Rabetsitonta	Bruno Betiana
Malaisie	Anwar Ibrahim	Clifford Francis Herbert
Malawi	Aleke K. Banda	Charles D. Nthenda
Maldives	Fathulla Jameel	Adam Maniku
Mali	Soumaila Cisse	Issaga Demebele
Maroc	Mohamed Kabbaj	Abdelfettah Benmansour
Maurice	Paramhansa Nababsing	Dharam Dev Manraj
Mauritanie	M.L. Ch'Bih Ould Cheikh Melainine	Mohamed Lemine Ould Deidah
Mexique	Guillermo Ortiz	Jose Julian Sidaoui
Micronésie, Etats Fédérés de	Aloysius J. Tuuth	Asterio R. Takesy
Moldova	Valeriu Sergiu Kitsan	Dumitru Ursu
Mongolie	Demchigjavyn Molomzhams	Erdeniin Byambajav
Mozambique	Adriano Afonso Maleiane	Samuel Canor Navele
Myanmar	Win Tin	Thein Aung Lwin
Namibie	Saara Kuugongelwa	Godfrey Gaoseb
Népal	Bharat Mohan Adhikari	R.B. Bhattarai
Nicaragua	Emilio Pereira Alegria	Jose Evenor Taboada Arana
Niger	Almoustapha Soumaila	Boubacar Moumouni Saidou
Nigéria	Anthony A. Ani	Gidado Idris
Norvège	Sigbjørn Johnsen	Kari Nordheim-Larsen
Nouvelle Zélande	Murray Horn	John Whitehead
Oman	Qais Abdul-Munim Al-Zawawi	Mohammed Bin Musa Al Yousef

## Gouverneurs et suppléants

Etat membre	Gouverneur	Suppléant
Ouganda	Jehoash Mayanja-Nkangi	Emmanuel T. Mutebile
Ouzbékistan	Bakhtiyar S. Hamidov	Vyacheslav A. Golyshev
Pakistan	V.A. Jafarey	Aftab Ahmad Khan
Panama	Guillermo O. Chapman, Jr.	Olmedo Miranda, Jr.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Christopher Haiveta	Gerea Aopi
Paraguay	Orlando Bareiro Aguilera	Hermes Gomez Ginard
Pays-Bas	Gerrit Zalm	J.P. Pronk
Pérou	Jorge Camet Dickmann	Alfredo Jalilie Awapara
Philippines	Roberto F. de Ocampo	Gabriel C. Singson
Pologne	Hanna Gronkiewicz-Waltz	Witold Kozinski
Portugal	Eduardo de Almeida Catroga	Walter Marques
République arabe syrienne	Mohammed Khaled Al-Mahayni	Adnan Al-Satti
République centrafricaine	Dogo Nendje Bhe	Emmanuel Dokouna
République démocratique populaire lao	Khamxay Souphanouvong	Pany Yathotou
République dominicaine	Hector Valdez Albizu	Luis Manuel Piantini
République kirghize	Kemelbek Nanaev	Askar I. Sarygulov
République slovaque	Sergej Kozlik	Vladimir Masar
République tchèque	Ivan Kocarnik	Jan Vit
Roumanie	Florin Georgescu	Vladimir Soare
Royaume-Uni	Kenneth Clarke	Baroness Chalker of Wallasey
Rwanda	Marc Rugenera	Pierre Claver Gashumba
Sainte-Lucie	John G.M. Compton	Zenith James
Samoa-Occidental	Tuilaepa S. Malielegaoi	Epa Tuioti
Sénégal	Papa Ousmane Sakho	Awa Thiongane
Seychelles	Danielle de St. Jorre	Emmanuel Faure
Sierra Leone	John A. Karimu	Samura Kamara
Singapour	Richard Hu Tsu Tau	Ngiam Tong Dow
Slovénie	Mitja Gaspari	Bozo Jasovic
Somalie	(vacance)	(vacance)
Soudan	Abd Alla Hassan Ahmed	Mohamed Khair El Zubair
Sri Lanka	Chandrika Bandaranaika Kumaratunga	A.S. Jayawardena
Suède	Goran Persson	Pierre Schori
Suisse	Jean-Pascal Delamuraz	Flavio Cotti
Swaziland	Themba N. Masuku	Musa D. Fakudze
Tadjikistan	Murotali M. Alimardanov	Sharif M. Rakhimov
Tanzanie	Horace Kolimba	Peter J. Ngumbullu
Thaïlande	Tarrin Nimmanahaeminda	Aran Thammano
Togo	Yandja Yentchabre	Kwassi Klutse
Tonga	Kinikinilau Tutoatasi Fakafanua	'Aisake V. Eke
Trinité-et-Tobago	Wendell Mottley	T. Ainsworth Harewood
Tunisie	Mohamed Ghannouchi	Taoufik Baccar
Turquie	Ayfer Yilmaz	Bulent Ozgun
Ukraine	Ihor Mitiukov	Olexander Vesselovsky
Uruguay	Luis Mosca	Ariel Davrieux
Vanuatu	Willie Jimmy	Antoine Pikoune
Venezuela	Luis Raul Matos Azocar	Edgar Humberto Paredes Pisani
Viet Nam	Cao Sy Kiem	Le Van Chau
Yémen, République du	Abdul Kader Bajamal	Anwar Rizq Al-Harazi
Zaïre	Pay-Pay W.S. Pierre	Kakese Mulume-Nda-Mumi
Zambie	Ronald Damson Siame Penza	James M. Mtonga
Zimbabwe	A.M. Chambati	Leonard Ladislas Tumba

## Administrateurs et suppléants avec indication du nombre de voix dont ils disposent

Au 30 juin 1995

Administrateur	Suppléant	Etats au nom desquels vote chaque administrateur	Total de voix	% du total
<b>Nommés</b>				
Jan Piercy	Michael Marek	Etats-Unis	420 812	22,13
Atsuo Nishihara	Rintaro Tamaki	Japon	141 424	7,44
Fritz Fischer	(vacance) <sup>a</sup>	Allemagne	106 741	5,61
Marc-Antoine Autheman	Arnaud Chneiweiss	France	100 219	5,27
Huw Evans	David Stanton	Royaume-Uni	100 219	5,27
<b>Elus</b>				
Walter Rill (Autriche)	Philippe Peeters (Belgique)	Autriche, Bélarus, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République tchèque, République slovaque, Slovénie, Turquie	97 771	5,14
Bimal Jalan (Inde)	Mushfiqur Rahman (Bangladesh)	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	81 304	4,28
Enzo Grilli (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Portugal	80 639	4,24
Leonard Good (Canada)	Winston Cox (Barbade)	Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque, Sainte-Lucie	76 543	4,02
Jorge Terrazas (Mexique)	Gabriel Castellanos <sup>b</sup> (Guatemala)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Venezuela	73 093	3,84
Ruth Jacoby (Suède)	Helga Jonsdottir <sup>c</sup> (Islande)	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	70 510	3,71
Andrei Bugrov (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	67 304	3,54
Eveline Herfkens (Pays-Bas)	Sergiy Kulyk (Ukraine)	Arménie, Bulgarie, Chypre, Croatie, Géorgie, Israël, Macédoine (ex République yougoslave de) Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	67 187	3,53
Marcos Caramuru de Paiva (Brésil)	Armando Montenegro (Colombie)	Brésil, Colombie, Equateur, Haïti, Philippines, République dominicaine, Trinité-et-Tobago	58 496	3,08
Suwan Pasugswad (Thaïlande)	Khin Ohn Thant (Myanmar)	Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	51 876	2,73
Julio Noguez (Argentine)	Carlos Steneri (Uruguay)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	50 267	2,64
Jean-Daniel Gerber (Suisse)	Jan Sulmicki (Pologne)	Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Suisse, Tadjikistan	48 657	2,56
Peter W.E. Nicholl (Nouvelle Zéland)	Christopher Y. Legg (Australie)	Australie, Corée (République de), Iles Marshall, Iles Salomon, Kiribati, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Nouvelle Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa-Occidentale, Vanuatu	46 572	2,45

## Administrateurs et suppléants avec indication du nombre de voix dont ils disposent

Administrateur	Suppléant	Etats au nom desquels vote chaque administrateur	Total de voix	% du total
Abdul Karim Lodhi (Pakistan)	Kacim Brachemi (Algérie)	Afghanistan, Algérie, Ghana, Iran (République islamique d'), Maroc, Pakistan, Tunisie	37 765	1,99
Harry M. Mapondo <sup>d</sup> (Malawi)	Joaquim R. Carvalho (Mozambique)	Angola, Botswana, Burundi, Ethiopie, la Gambie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	34 429	1,81
Faisal A. Al-Khaled <sup>e</sup> (Koweït)	Mohamed W. Hosny (République arab d'Egypte)	Egypte (République arabe d'), Emirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)	29 330	1,54
Zhang Shengman (Chine)	Zhu Guangyao (Chine)	Chine	21 946	1,15
Ibrahim A. Al-Assaf (Arabie saoudite)	Ibrahim M. Al-Mofleh (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	20 943	1,10
Ali Bourhane (Comoros)	Luc-Abdi Aden (Djibouti)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Togo, Zaïre	17 696	0,93

Outre les Administrateurs et Suppléants mentionnés dans la liste ci-dessus, les personnes dont le nom figure ci-dessus ont également exercé leurs fonctions après le 31 octobre 1994:

Administrateur	Fin du mandat	Suppléant	Fin du mandat
John H. Cosgrove (Australie)	31 mai 1995	Alexander N. Doumnov (Fédération de Russie)	1 novembre 1994
Yasuyuki Kawahara (Japan)	31 mai 1995	Ileana Ionescu (Roumanie)	31 mai 1995
		Harald Rehm (Allemagne)	31 mai 1995
		M.A. Syed (Bangladesh)	30 novembre 1994
		Bong-Hee Won (République de Corée)	31 mars 1995

a. Erika Wagenhöfer (Allemagne) nommée à partir du 1er juillet 1995.

b. Remplacé par Roberto Jimenez-Ortiz (El Salvador) à partir du 1er juillet 1995.

c. Remplacé par Jorgen Vorder (Danemark) à partir du 1er août 1995.

d. Remplacé par Leonard Mseka (Malawi) à partir du 1er juillet 1995.

e. Remplacé par Khaled Al-Saad (Koweït) à partir du 1er août 1995.

Note: Iraq (397 voix), Somalie (333 voix) et L'Afrique du Sud (13,422 voix) n'ont pas participé à l'élection ordinaire des Administrateurs en 1994.



## Groupe consultatif bancaire

Le Groupe consultatif bancaire, composé de hauts dirigeants d'institutions financières internationales de premier plan, se réunit régulièrement avec la direction de la SFI pour discuter des orientations, activités et politiques de la Société.

Abdlatif Y. Al-Hamad  
*Directeur général/Président du Conseil d'administration*  
Arab Fund for Economic & Social Development  
Safat, Koweït

Lord Roll of Ipsden  
*Président*  
S.G. Warburg Group, plc.  
Londres, Royaume-Uni

Jan Ekman  
*Vice-président*  
Svenska Handelsbanken  
Stockholm, Suède

Walter V. Shipley  
*Président-directeur général*  
Chemical Banking Corporation  
New York, New York, Etats-Unis

Richard Fisher  
*Président*  
Morgan Stanley and Company, Inc.  
New York, New York, Etats-Unis

Anthony Solomon  
*Président du Programme économique*  
Institute of East-West Studies  
New York, New York, Etats-Unis

Wilfried Guth  
*Membre du Conseil de supervision*  
Deutsche Bank, A.G.  
Francfort, Allemagne

Gerrit J. Tammes  
*Vice-président du Conseil d'administration*  
ING Bank London  
Londres, Royaume-Uni

Toyoo Gyohten  
*Président du Conseil d'administration*  
The Bank of Tokyo, Ltd.  
Tokyo, Japon

## Groupe consultatif des affaires

Le Groupe consultatif des affaires est composé d'éminents industriels, banquiers et hommes d'Etat du monde entier. Lors de leur réunion annuelle en mai 1995, les membres du Groupe consultatif, sur la base de leurs expertises, ont fait part à la Direction de la SFI de leurs avis sur des questions financières.

S. Babar Ali  
*Conseiller*  
Packages Limited  
Lahore, Pakistan

Oliver F. Clarke  
*Président-directeur général*  
Gleaner Company  
Kingston, Jamaïque

John E. Avery  
*Président*  
Americas Society and Council of the Americas  
New York, New York, Etats-Unis

Ramon V. del Rosario  
*Président du Conseil d'administration*  
The Phinma Group  
Manille, Philippines

Aburizal Bakrie  
*Président*  
Bakrie Group of Companies  
Djakarta, Indonésie

Hamed El Sayeh  
*Président*  
Economic Council  
Zamalek, le Caire, République arabe d'Egypte

Frank Balanc  
*Vice-Président, Finances*  
SAVA Kranj  
Kranj Skofjeloska, Slovénie

Philippe Erard  
*Président du Conseil d'administration*  
Corimon S.A.C.A.  
Caracas, Venezuela

Y. Alain Bambara  
*Président-directeur général*  
Cosmivoire  
Abidjan, Côte d'Ivoire

Jaime García-Parra  
*Président*  
J. Garcia y Cía.  
Santa Fe de Bogotá, Colombia

Bao Youde  
*Vice-Président et Directeur général*  
Shanghai Investment and Trust Corporation  
Shanghai, Chine

Kazuo Haruna  
*Président du Conseil d'administration*  
Marubeni Corporation  
Tokyo, Japon

Lajos Bokros  
*Président-directeur général*  
Budapest Bank  
Budapest, Hongrie

James R. Houghton  
*Président-directeur général*  
Corning Incorporated  
Corning, New York, Etats-Unis

Birgit Breuel  
*Président*  
Generalkommissarin der Weltausstellung  
Berlin, Allemagne

Olorogun Michael C.O. Ibru  
*Président*  
Oceanic Bank International (Nigeria) Limited  
Victoria Island, Lagos, Nigéria

Sir Michael Caine  
*Président Honoraire*  
Booker, plc  
Londres, Royaume-Uni

Mahsoun Jalal  
*Président-directeur général*  
The National Company for Glass  
Riyadh, Arabie saoudite

Yavuz Canevi  
*Président*  
YASED, Association for Foreign Capital  
Coordination  
Istanbul, Turquie

Sam E. Jonah  
*Directeur général*  
Ashanti Goldfields Company Limited  
Gold House, Accra, Ghana

## Groupe consultatif des affaires

Abellatif Jouahri  
*Président-directeur général*  
Banque Marocaine du Commerce Extérieur  
Casablanca, Maroc

Il Kyu Kang  
*Président*  
Korea Development Leasing Corporation  
Séoul, République de Corée

Stefan Lewandowski  
*Président*  
Foreign Investors Chamber of Industry and  
Commerce  
Varsovie, Pologne

Keshub Mahindra  
*Président*  
Mahindra & Mahindra Limited  
Bombay, Inde

Ernesto Martens  
*Président-directeur général*  
Aerovias de Mexico  
México, D.F., Mexique

Roberto Mathies R.  
*Président*  
Compania Azucarera Salvadorena, S.A.  
San Salvador, El Salvador

Eliodoro Matte  
*Vice-Président du Conseil d'administration*  
Empresas CMPC, S.A.  
Santiago, Chili

Philip Ndegwa  
*Président*  
First Chartered Securities Limited  
Nairobi, Kenya

Rosolino Orlando  
*Président*  
Assomet Association Non Ferrous Metals in Milan  
Milan, Italie

Anand Panyarachun  
*Président*  
Saha-Union Corporation Limited  
Bangkok, Thaïlande

A.J. Petrina  
*Vice-Président*  
Placer Dome Inc.  
Vancouver, Canada

Dr. Marcus Pratini de Moraes  
*Président*  
Brazilian Foreign Trade Association  
Rio de Janeiro, Brésil

Alexander Roubtsov  
*Directeur général*  
Ernst and Young Vneshconsult  
Moscou, Fédération de Russie

Enrique Ruete Aguirre  
*Président*  
Roberts S.A. de Inversiones  
Buenos Aires, Argentina

Thomas Schmidheiny  
*Président-directeur général*  
Holderbank  
Jona, Suisse

O. Francois Tankpinou  
*Président*  
Société Fruitex Industrie  
Cotonou, Bénin

Gary C. Wendt  
*Président-directeur général*  
General Electric Capital Corp.  
Stamford, Connecticut, Etats-Unis

Gerard Worms  
*Président-directeur général*  
Compagnie de Suez  
Paris, France

Gordon Y.S. Wu  
*Directeur général*  
Hopewell Holdings Limited  
Hong Kong

## Direction

Président*	James D. Wolfensohn
Vice-Président exécutif	Jannik Lindbaek (vacance)
Vice-Président, Finances et planification	Daniel F. Adams
Vice-Président, Opérations	Wilfried E. Kaffenberger
Vice-Président, Opérations	Jemal-ud-din Kassum (vacance)
Vice-Président et Conseiller juridique	Christopher Bam
Vice-Président, Personnel, administration et développement	Timothy T. Thahane
Secrétaire*	

### Départements régionaux

<b>Directeur, Département Afrique subsaharienne</b>	Tei Mante
Chef, Division géographique 1– <i>Afrique du Sud, Botswana, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Namibie, Ouganda, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe</i>	Udayan Wagle
Chef, Division géographique 2– <i>Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, la Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Togo, Zaïre</i>	Bernard Pasquier
Chef, Division des marchés financiers	Bahadurali Jetha
<b>Directeur, Département Amérique latine et Caraïbes</b>	Helmut Paul
Chef, Division géographique 1– <i>Mexique, Venezuela</i>	André J. Cracco
Chef, Division géographique 2– <i>Brésil, Colombie, Equateur, Pérou</i>	Manuel Nuñez
Chef, Division géographique 3– <i>Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Uruguay</i>	Kent E. Lupberger
Chef, Division géographique 4– <i>Amérique centrale et Caraïbes</i>	Hugh Henry-May
Chef, Division des marchés financiers	Julio Lastres
<b>Directeur, Département Asie</b>	Peter T. Cook
Chef, Division géographique 1– <i>Chine, Corée (République de), Mongolie, Philippines</i>	Rauf Diwan
Chef, Division géographique 2– <i>Fidji, Iles Marshall, Iles Salomon, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Micronésie (Etats Fédérés de), Papouasie-Nouvelle-Guinée, République populaire démocratique lao, Samoa-Occidentale, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Viet Nam</i>	Harold Rosen
Chef, Division géographique 3– <i>Bangladesh, Inde, Maldives, Myanmar, Népal, Sri Lanka</i>	Denise Leonard
Chef, Division des marchés financiers	Rashad-Rudolf Kaldany
<b>Directeur, Département Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	André G. Hovaguimian
Chef, Division géographique 1– <i>Afghanistan, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Kazakhstan, Koweït, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Yémen (République du)</i>	Javed Hamid
Chef, Division géographique 2– <i>Algérie, Egypte (République arabe d'), Jordanie, Liban, Libye, Maroc, République arabe syrienne, Tunisie</i>	Sami Haddad
Chef, Division des marchés financiers	Iyad Malas
<b>Directeur, Département Europe</b>	Edward A. Nassim
Chef, Division géographique 1– <i>Albanie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Chypre, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Moldova, Portugal, République de Bosnie-Herzégovine, République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), Roumanie, Slovaquie, Turquie</i>	Paul Hinchey
Chef, Division géographique 2– <i>Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque</i>	Richard Ranken
Chef, Division géographique 3– <i>Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Ukraine</i>	Anthony Doran
Chef, Division des marchés financiers	Cesare Calari

### Départements spécialisés

<b>Directeur, Département agro-industries</b>	Karl Voltaire
<b>Directeur, Département des marchés financiers</b>	Farida Khambata
Chef, Division du développement d'instruments mondiaux et nouveaux	Syed Aftab Ahmed
Chef, Division des valeurs mobilières internationales	Jayant S. Tata

## Direction

Chef, Service de la base de données sur les marchés naissants	(vacance)
Chef, Service des relations, des conseils, de l'assistance technique et des spécialistes	Rudolf van der Bijl
Directeur, Département chimie, pétrochimie et engrais	Jean-Philippe F. Halphen
Chef, Division 1	Khanh T. Nguyen
Chef, Division 2	Jean-Paul Pinard
Directeur, Département infrastructure	Everett J. Santos
Chef, Division 1— <i>Electricité</i>	Vijay K. Chaudhry
Chef, Division 2— <i>Transports et services d'infrastructure</i>	Declan J. Duff
Chef, Division 3— <i>Télécommunications</i>	Assaad Jabre
Directeur, Département pétrole, gaz et mines	M. Azam K. Alizai
Chef, Division 1— <i>Pétrole et gaz</i>	Robin L. Glantz
Chef, Division 2— <i>Mines</i>	Sakdiyam Kupasrimonkol
Conseiller spécial du Directeur	Claus A. Westmeier
Directeur, Département des services de gestion financière des entreprises	Philippe Liétard
Chef, Division 1— <i>Afrique, Asie, Europe méridionale et centrale, Moyen-Orient</i>	Bruce MacLeod
Chef, Division 2— <i>Amérique latine et Caraïbes, Europe de l'Est</i>	Vivek Talvadkar
Directeur, Questions relatives au secteur financier	Irving Kuczynski
<b>Départements d'appui</b>	
Directeur, Département du contrôle financier et du budget	R. Michael Barth
Chef, Division d'appui aux opérations de portefeuille	Guy A. De Clercq
Chef, Division du budget	Peter A. Dickerson
Chef, Division de la comptabilité	Kenneth K. Assal
Chef, Division informatique	Thomas C. Schipani
Chef, Division des services de soutien et d'analyse des opérations de portefeuille	Mun Fui Wong
Chef, Service de gestion des données	Woonki Sung
Directeur, Département économique, et Conseiller économique en chef	Guy Pierre Pfeffermann
Economiste principal	Brian R. Pinto
Chef, Evaluation des opérations	Walter I. Cohn
Conseiller juridique adjoint, Département juridique	Jennifer Sullivan
Conseiller en chef	Fernando Cabezas
Conseiller en chef	David d'Adhemar
Conseiller en chef	Carlos Fernandez-Duque
Conseiller en chef	Maher S. Mahmassani
Vice-Président et Directeur, Personnel, administration et développement	Christopher Bam
Chef, Administration	Gordon A. Macdonald
Chef, Personnel	Anne Rennie
Chef, Projet de bâtiment de la SFI	Richard Moss
Chef, Recrutement et prestations sociales	Cornelis de Kievit
Chef, Service des relations extérieures	Mark A. Constantine
Directeur, Département de la planification interne	Nissim Ezekiel
Chef, Division de stratégie pour le secteur privé	Dileep Wagle
Chef, Service de la planification	Kumiko Yoshinari
Directeur, Département des services techniques et de l'environnement	Andreas M. Raczynski
Chef, Division de l'environnement	Martyn J. Riddle
Chef, Service des textiles	Hassan Oteifa
Chef, Services techniques	John D. Harper
Chef, Services techniques	Gopi Nath Puri
Coordinateur, Service du tourisme	Maurice Desthuis-Francis
Directeur, Département de la trésorerie, des syndicats et de la politique financière	Robert D. Graffam
Chef, Division des opérations de trésorerie	George Handjinicolaou
Chef, Division de la planification et de la politique financières	Francisco A. Tourreilles
Chef, Division des syndicats	Richard Parry

## Direction

### Divers

Chef, Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique  
Chef, Service-conseil pour l'investissement étranger  
Chef, Service des opérations spéciales  
Conseiller financier principal

Alakadri K. Bose  
Dale R. Weigel  
Edward F. Hummer  
Vasant H. Karmarkar

### Services de Promotion et de Développement de Projets

Coordinateur, Service de conseil aux entreprises polonaises (Varsovie, Pologne)

Chef de projet (Poznań, Pologne)

Coordinateur de projet (Katowice, Pologne)

Coordinateur, Service de conseil aux entreprises pour les Caraïbes et l'Amérique centrale

Coordinateur, Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud

Chef régional, Pacifique Sud (Sydney, Australie)

Coordinateur, Service de promotion et de développement des investissements en Afrique

Chef régional, Afrique australe (Harare, Zimbabwe)

Chef régional, Afrique centrale (Douala, Cameroun)

Chef régional, Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)

Chef régional, Afrique de l'Ouest (Abidjan, Côte d'Ivoire)

Chef, Afrique du Sud (Johannesburg, Afrique du Sud)

G.K. (Charles) van der Mandele  
Nico J. Nissen  
Iwona Kasperczyk  
Hugh Henry-May  
Alakadri K. Bose  
Richard R. Pearson  
Macodou N'Daw  
Kalada Harry  
Claude Rougeot  
Mishek Ngatunga  
Macodou N'Daw  
John James

### Représentants et Missions régionales et résidentes

Représentant spécial à Tokyo

Représentant spécial adjoint à Tokyo

Représentant spécial en Europe (Francfort-sur-le-Main)

Représentant spécial en Europe (Londres)

Représentant spécial en Europe (Paris)

Chef, Mission régionale en Asie du Sud (New Delhi, Inde)

Représentant régional en Afrique australe (Harare, Zimbabwe)

Représentant régional en Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)

Représentant régional en Afrique du Nord (Casablanca, Maroc)

Représentant régional en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (Abidjan, Côte d'Ivoire)

Représentant régional à Bangkok, Thaïlande

Représentant régional à Djakarta, Indonésie

Représentant régional à Islamabad, Pakistan

Représentant régional à Manille, Philippines

Représentant régional au Moyen-Orient (Le Caire, Egypte)

Représentant régional au Afrique du Sud (Johannesburg)

Représentant résident en Argentine (Buenos Aires)

Représentant résident au Brésil (São Paulo)

Représentant résident en Chine (Beijing)

Représentant résident en Fédération de Russie (Moscou)

Représentant résident en Hongrie (Budapest)

Représentant résident au Mexique (Mexico)

Représentant résident au Nigéria (Lagos)

Représentant résident en Pologne (Varsovie)

Représentant résident en République tchèque (Prague)

Représentant résident en Turquie (Istanbul)

Conseiller de la SFI, Australie (Sydney)

Conseiller de la SFI, Scandinavie (Oslo)

Morinobu Iritani  
Kunio D. Kikuchi  
Ernst Hofmann  
Douglas Gustafson  
Gunter Kreuter  
Denise Leonard  
Mwaghazi Mwachofi  
(vacance)  
Mansour Kelada Antoun  
Guy C. Antoine  
Dalip Pathak  
Antonio H. David  
Michael Essex  
Kip R. Thompson  
Michael Dixon  
Vincent Rague  
Pedro Batalla  
Stanley R. Greig  
Victor Yang  
Roger I. Gale  
(vacance)  
Mario B. Alonso  
Mohan R. Wikramanayake  
John H. Stevenson  
Vikas Thapar  
Khalid A. Mirza  
Neil J. Paterson  
Torstein Stephansen

\*Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la Banque mondiale.

## Adresses

### Siège

1850 I Street, N.W.  
Washington, DC 20433  
Etats-Unis  
Téléphone : (1-202) 477-1234  
Télécopieur : (1-202) 477-6391

### Représentants outre-mer

#### Abidjan

A l'angle des rues Booker Washington et  
Jacques Aka Cocody  
01 B.P. 1850  
Abidjan-01, Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 44-32-44, 44-65-50  
Télécopieur : (225) 44-44-83

#### Accra

Gold House  
Achimota Road  
P.O. Box C2638 21  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233-21) 77-62-45, 77-81-09  
Télécopieur : (233-21) 77-49-61  
Mobitel : (233-27) 55-45-52

#### Bangkok

Harindhorn Building, Unit 7 E  
54 North Sathorn Road  
Bangkok 10500, Thaïlande  
Téléphone : (66-2) 266-3230/5  
Télécopieur : (66-2) 266-3229

#### Beijing

Unit 3711, 37/F, Jing Guang Center  
Hu Jia Lou, Chaoyang District  
Beijing 100020, Chine  
Téléphone : (86-10) 501-5171/2  
Télécopieur : (86-10) 501-5176

#### Budapest

Suba Trade Center  
Suite #72, 7th Floor  
Nagymezo utca 44, VII em.  
H-1065 Budapest, Hongrie  
Téléphone : (36-1) 269-0384  
Télécopieur : (36-1) 269-0388

#### Buenos Aires

Edificio Pirelli  
Maipú 1300, Piso 12  
1006 Buenos Aires  
Argentine  
Téléphone : (54-1) 315-1666, 315-1707  
Télécopieur : (54-1) 312-9435

#### Le Caire

5 El Falah Street  
Mohandessin  
Guiza, République arabe d'Égypte  
Téléphone : (20-2) 347-3739, 347-8081,  
302-6533  
Télécopieur : (20-2) 347-3738

#### Casablanca

30, avenue des F.A.R.  
Casablanca, Maroc  
Téléphone : (212-2) 31-28-88, 31-22-78  
Télécopieur : (212-2) 31-51-81

#### Djakarta

Lippo Life Building, 8rd Floor, Suite 805  
Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-10, Kuningan  
Djakarta 1290, Indonésie  
P.O. Box 1324/JKT, Djakarta 10001  
Téléphone : (62-21) 252-6089, 252-6152,  
252-0316  
Télécopieur : (62-21) 252-2438

#### Douala

Rue Flatters, Bonanjo  
B.P. 4616  
Douala, Cameroun  
Téléphone : (237) 42-80-33  
Télécopieur : (237) 42-80-14  
Télex : 5895 KN INTFINCO

#### Francfort-sur-le-Main

Messeturm, Box 23  
60308 Francfort-sur-le-Main  
Allemagne  
Téléphone : (49-69) 9754-4613  
Télécopieur : (49-69) 9754-4900

#### Harare

101 Union Avenue, 7th Floor  
Union Avenue, P.O. Box 2960  
Harare, Zimbabwe  
Téléphone : (263-4) 79-48-60, 79-48-68/9  
Télécopieur : (263-4) 79-38-05

#### Islamabad

20 A, Shahrah-e-Jamhuriat  
Ramna 5 (G 5/1)  
P.O. Box 3033  
Islamabad, Pakistan  
Téléphone : (92-51) 21-64-20, 81-97-81,  
81-00-2306  
Télécopieur : (92-51) 82-43-35

#### Istanbul

Mete Caddesi, No. 24/3  
Taksim, Istanbul, Turquie  
Téléphone : (90-212) 243-2126, 243-2593  
Télécopieur : (90-212) 249-2476

#### Johannesburg

Grosvenor Gate, 1st Floor  
Hyde Park Lane  
Hyde Park 2196  
Johannesburg, Afrique du Sud  
Téléphone : (27-11) 325-0560/69  
Télécopieur : (27-11) 325-0580

#### Lagos

Plot PC10, Engineering Close  
près de la rue Idowu Taylor  
Victoria Island P.O. Box 127  
Lagos, Nigéria  
Téléphone : (234-1) 612-081, 611-400,  
261-8956, 261-6044  
Télécopieur : (234-1) 261-7164, 261-1074

#### Londres

4 Millbank  
Londres SW1P 3JA  
Royaume-Uni  
Téléphone : (44-71) 222-7711  
Télécopieur : (44-71) 976-8323

#### Manille

3rd Floor, Corinthian Plaza  
121 Paseo de Roxas  
Makati, Metro Manille  
Philippines  
Téléphone : (63-2) 813-0082/3/4  
Télécopieur : (63-2) 813-0085

#### México

Montes Urales sur 760, Oficina 202  
Col. Lomas de Chapultepec  
México, D.F., 11560  
Mexique  
Téléphone : (52-5) 520-6191  
Télécopieur : (52-5) 520-5659

#### Moscou

Schepkin Theater School Building  
2 Pushechnaya Street  
103012 Moscou, Fédération de Russie  
Téléphone : (International)(7-501) 883-7054,  
928-5328, 921-1137 (Local)(7-095) 913-7054,  
928-5328, 921-1137  
Télécopieur : (International) (7-501)  
883-7053, 923-2742 (Local) (7-095) 913-7053,  
923-2742  
Groupe de Privatisation des Terres  
Télécopieur : (International) (7-501) 883-7052  
(Local) (7-095) 913-7052

## Nairobi

Hill Park Building  
Upper Hill Road  
Nairobi, Kenya  
Téléphone : (254-2) 714-140/1/2  
Télécopieur : (254-2) 72-0604

## New Delhi

No.1, Panchseel Marg  
Chanakyapuri  
New Delhi 110021, Inde  
Téléphone : (91-11) 301-1306  
Télécopieur : (91-11) 301-1278, 301-1281

## Paris

66, avenue d'Iéna  
75116 Paris, France  
Téléphone : (33-1) 40-69-30-60  
Télécopieur : (33-1) 47-20-77-71

## Prague

Husova 5  
110 00 Praga 1  
République tchèque  
Téléphone : (42-2) 2440-1402  
Télécopieur : (42-2) 2440-1410

## São Paulo

Rua Guararapes, 2064 - Conj. 104  
04561-004 São Paulo - SP  
Brésil  
Téléphone : (55-11) 505-1629/4049  
Télécopieur : (55-11) 505-3073

## Tokyo

Kokusai Building, Room 913  
3-1-1, Marunouchi, Chiyoda-ku  
Tokyo 100, Japon  
Téléphone : (81-3) 3201-2310  
Télécopieur : (81-3) 3211-2216

## Varsovie

Warsaw Corporate Center, 8th Floor  
ul. Emilii Plater 28  
00-688 Varsovie, Pologne  
Téléphone : (48-2) 630-3444  
Télécopieur : (48-2) 630-3445

## Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)

1801 K Street, N.W., Room K-5197  
Washington, DC 20433  
Etats-Unis  
Téléphone : (1-202) 473-0606  
Télécopieur : (1-202) 676-0387

Immeuble CCIA, 17ème étage  
B.P. 8669  
Abidjan-01, Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 21-96-97  
Télécopieur : (225) 21-61-51

Gold House, Achimota Road  
PMB CCC 21  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233-21) 77-62-45  
Télécopieur : (233-21) 77-49-61  
Mobitel : (233-27) 54-05-61

Rue Flatters  
P.O. Box 4616  
Douala, Cameroun  
Téléphone : (237) 42-80-33  
Télécopieur : (237) 42-80-14  
Télex : 5895 KN

Southampton House, 5th Floor  
68/70 Union Avenue, P.O. Box UA 400  
Harare, Zimbabwe  
Téléphone : (263-4) 73-09-67, 73-09-69  
Télécopieur : (263-4) 73-09-59

International House, 6th Floor  
Mama Ngina Street, P.O. Box 46534  
Nairobi, Kenya  
Téléphone : (254-2) 217-368, 217-370  
Télécopieur : (254-2) 339-121, 330-436

## Service de conseil aux entreprises pour les Caraïbes et l'Amérique centrale (BAS)

1850 I Street, N.W.  
Washington, DC 20433  
Etats-Unis  
Téléphone : (1-202) 473-0900  
Télécopieur : (1-202) 334-8855

Asesoría Empresarial Centroamericana (ASECA)  
Apartado Postal 980  
Escazú, Costa Rica  
Téléphone : (1-506) 228-6963  
Télécopieur : (1-506) 289-8327

Enterprise Development Ltd.  
The Mutual Centre  
16 Queen's Park West  
N.W. Penthouse  
Port of Spain, Trinité  
Téléphone : (1-809) 628-5074  
Télécopieur : (1-809) 622-1003

## Service-conseil aux entreprises polonaises (PBAS)

Al. Niepodleglosci 186  
00-608 Varsovie, Pologne  
Téléphone : (48-22) 25-97-81, 25-97-84,  
25-97-88, (48-39) 12-11-59  
Télécopieur : (48-22) 25-98-80  
Télex : 815085 PBAS PL

Al. Korfatego 83, Room 202  
40-160 Katowice, Pologne  
Téléphone : (48-32) 59-21-90  
Télécopieur : (48-32) 59-21-55

ul. Skladowa 4  
61-588 Poznań, Pologne  
Téléphone : (48-61) 52-78-35  
Télécopieur : (48-61) 52-78-38

ul. Długi Targ 39/40  
80-830 Gdansk, Pologne  
Téléphone : (48-58) 46-23-52  
Télécopieur : (48-42) 46-23-52

ul. Piotrkowska 27  
90-361 Lodz, Pologne  
Téléphone : (48-42) 81-70-76  
Télécopieur : (48-42) 81-70-76

ul. Kamienskigo 201/219  
51-124 Wroclaw, Pologne  
Téléphone : (48-71) 72-70-03  
Télécopieur : (48-71) 72-70-03

## Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF)

15 Castlereagh Street, Level 18  
Sydney, NSW 2000, Australie  
GPO Box 1612  
Sydney, NSW 2001, Australie  
Téléphone : (61-2) 221-8544  
Télécopieur : (61-2) 221-7375



## Sigles

AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
AMSCO	Société de services de gestion pour l'Afrique
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BAS	Service-conseil aux entreprises des Caraïbes et d'Amérique centrale
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CFA	Communauté financière africaine
EMDB	Base de données sur les marchés naissants
ESSA	Service d'appui aux entreprises en Afrique
FEA	Fonds pour l'entreprise en Afrique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord générale sur les tarifs douaniers et le commerce
IDA	Association internationale de développement
IFCI	Indices d'investibilité de la SFI
MFMP	Multilateral Fund of the Montreal Protocol (Fonds multilatéral créé aux fins d'application du Protocole de Montréal)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PBAS	Service-conseil aux entreprises polonaises
PME	Petite et moyenne entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
QEIF	Fonds d'investissement en quasi-participations
SFI	Société financière internationale
SPPF	Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud
TAFT	Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique
UE	Union européenne
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

## Abréviations

AGC	augmentation générale du capital
ASC	augmentation spéciale du capital
CFC	chlorofluorocarbone
Ex.	exercice
IED	investissements étrangers directs
LIBOR	taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars
PIB	produit intérieur brut
PME	petite et moyenne entreprises
PNB	produit national brut

## Notes et définitions

1. L'exercice de la SFI va du 1er juillet au 30 juin. L'exercice 95 a ainsi commencé le 1er juillet 1994 et s'est terminé le 30 juin 1995.
2. L'appellation Banque mondiale englobe la BIRD et l'IDA. Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, la SFI et l'AMGI. Dans le présent rapport, la SFI est parfois dénommée la Société.
3. Quelles que soient les monnaies initialement utilisées, le montant des investissements est généralement exprimé en dollars des Etats-Unis, sur la base du taux de change en vigueur le 30 juin 1995.
4. Les chiffres indiqués au titre du financement des projets peuvent se rapporter aux :
  - a) Approbations – Prêts, prêts syndiqués, garanties, participations et quasi-participations et garanties d'émission approuvés par le Conseil d'administration pendant l'exercice 95.
  - b) Engagements – Prêts et participations pour lesquels des accords ont été signés par la SFI et les promoteurs de projets durant l'exercice 95.
  - c) Décaissements – Prêts et participations effectivement décaissés pendant l'exercice 95.
5. Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, les chiffres ayant été arrondis.

## Photos

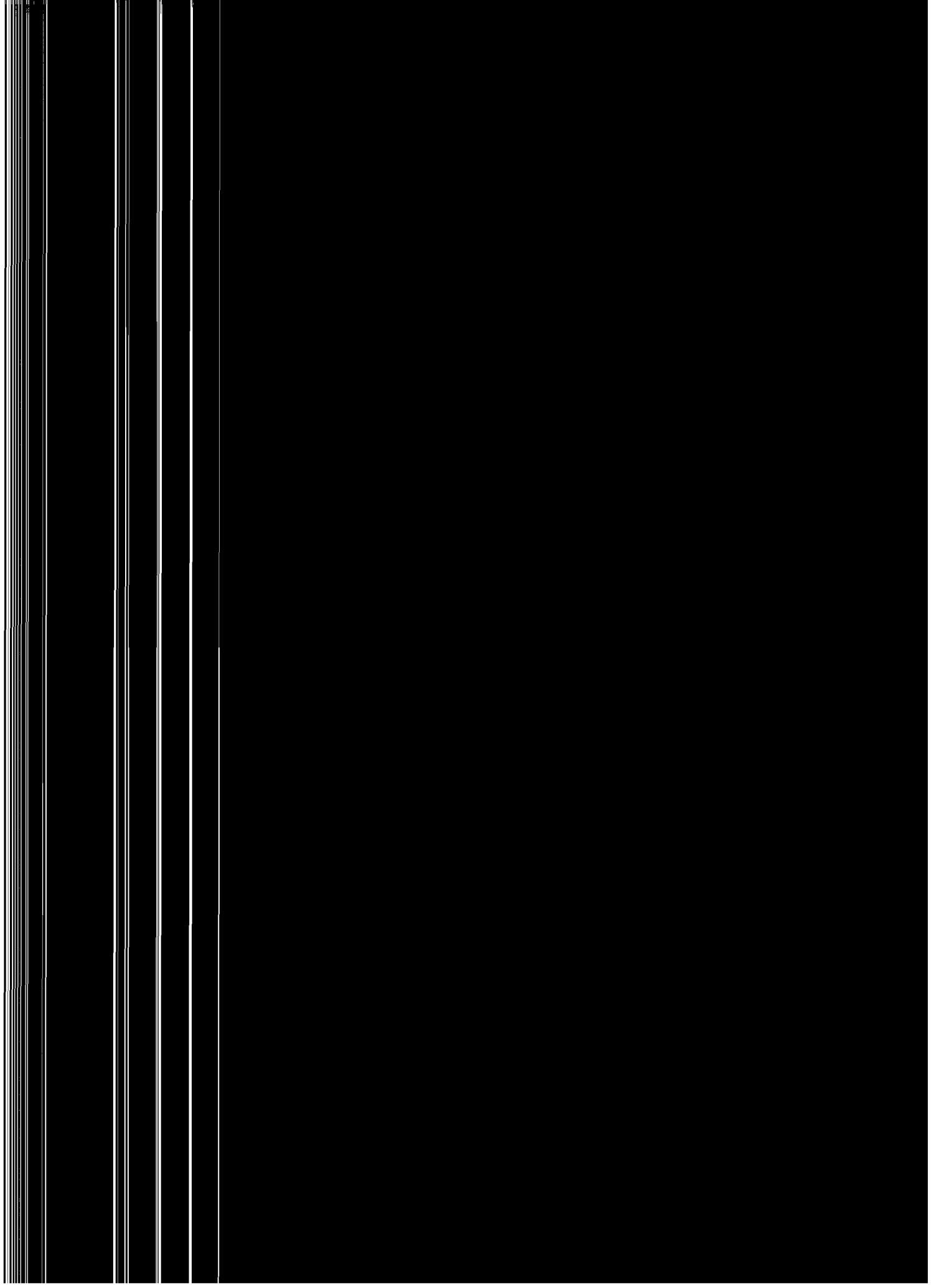
p. 1 Peter G. Ianachkov; pp. 3, 97 Max Hirshfeld; p. 5 avec la permission de Aguas Argentinas; p. 13 IFC Russia; p. 17 Dana Dowrie; p. 21 avec la permission de SITEX; p. 23 avec la permission de Crest Breeders International; p. 26 avec la permission de Pêchazur; p. 35 avec la permission de Bangkok Mass Transit System; p. 38 avec la permission de Suzhou Huasu Plastics; p. 47 James Kerr; p. 50 avec la permission de Al Hikma Investments; p. 57 S. Semenov; p. 61 IFC Ukraine; p. 71 avec la permission de Apasco; p. 75 Mauricio Perea; p. 83 Eduardo Abello; p. 87 Jan Cornelis Post; p. 95 avec la permission de Smith Enron Corp.

## Maquette

Mitchell & Company Graphic Design Inc  
Patricia Hord.Graphik Design



Imprimé entièrement sur papier recyclé





ISBN 0-8213-3357-7